

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers Verschiedenes	Communications Mitteilungen				
2.	2018-DEE-32	Décret Dekret	Octroi d'un crédit d'engagement pour le financement du soutien aux entreprises en création pour la période 2019–2022 Verpflichtungskredit zur Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase für die Jahre 2019 bis 2022	Entrée en matière, 1re et 2e lectures Eintreten, 1. und 2. Lesungen	Thomas Rauber Rapporteur-e / Berichterstatter/-in Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		I
3.	2017-DICS-6	Loi Gesetz	Enseignement secondaire supérieur (LESS) Mittelschulunterricht (MSG)	1re lecture (suite) et 2e lecture 1. Lesung (Forts.) und 2. Lesung	Philippe Savoy Rapporteur-e / Berichterstatter/-in Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		I

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
4.	2018-GC-50	Mandat <i>Auftrag</i>	Problématique du remplacement des enseignants dans les classes primaires <i>Problem der Stellvertretung von Lehrpersonen in den Primarklassen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Patrice Longchamp Eliane Aebischer André Schneuwly Jean-Daniel Chardonnens Michel Chevalley Susanne Schwander Gaétan Emonet Nadia Savary-Moser Sylvie Bonvin-Sansonnens François Genoud (Braillard) <i>Auteur-e-s / Urheber/- innen</i> Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		



Message 2018-DEE-32

2 octobre 2018

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour le financement du soutien aux entreprises en création pour la période 2019–2022

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement, pour la période 2019–2022, pour le financement du soutien aux entreprises en création tel que prévu par l'article 25c de la loi sur la promotion économique (LPEc; RSF 900.1).

Le présent décret, annoncé dans le cadre de la révision susmentionnée, porte sur l'allocation des moyens financiers nécessaires au financement, pour la période 2019–2022, du soutien aux entreprises en création prévu par le nouvel article 25c de la LPEc, qui est composé des prêts d'amorçage et du capital-risque.

1. Introduction

Le 24 mai 2018, le Grand Conseil a adopté le projet de loi modifiant la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc; RSF 900.1). Cette révision de la LPEc porte l'accent sur l'adaptation des aides financières aux entreprises dans les trois domaines suivants:

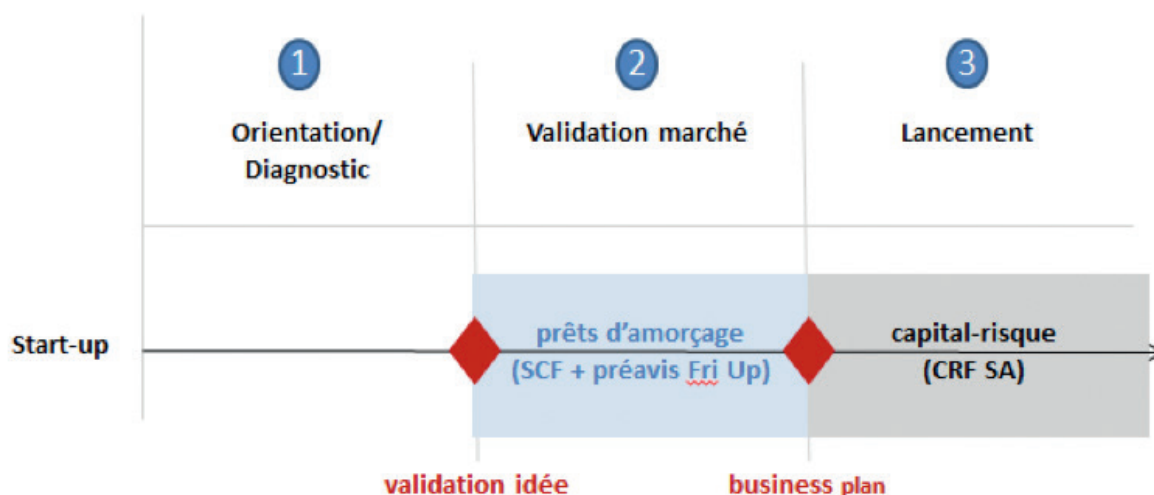
- > Le soutien à l'innovation: ciblage et renforcement des aides à fonds perdus pour soutenir le développement de nouveaux produits, de nouveaux processus et de nouveaux marchés;
- > Le soutien aux entreprises en création: pérennisation et refinancement des deux instruments des prêts d'amorçage et du capital-risque pour les start-up;
- > Le soutien à l'investissement dans les entreprises industrielles: création d'un instrument de cautionnement cantonal pour soutenir les entreprises, et en particulier les PME, s'engageant dans des projets d'investissements destinés à se (re)positionner durablement sur le marché, mais ne disposant pas de fonds propres suffisants.

2. Financement du soutien aux entreprises en création

2.1. Financement des prêts d'amorçage

Soutien à la 1^{re} phase de création d'entreprise

L'Etat soutient la première phase de la création d'entreprises par le biais de prêts d'amorçage, c'est-à-dire lorsque le projet d'entreprise se trouve en phase de validation de marché (développement d'un prototype, étude de marché, homologation, préparation et validation du business plan, recherche de fonds propres, structuration d'une équipe, etc.). Durant cette phase, le projet évolue d'une idée vers un business plan qui structure le projet d'entreprise. Les prêts d'amorçage ont ainsi pour objectif d'accélérer la phase de validation marché pour passer à celle du lancement de la société, qui peut alors faire appel à du capital-risque (cf. tableau).



La révision de la LPEc et de son règlement ont redéfini le cadre d'utilisation des prêts d'amorçage. Les montants des aides octroyées par projet sont plus faibles que par le passé (montant maximal en principe de 100 000 francs contre 200 000 francs auparavant et qui peut être octroyé en plusieurs tranches successives), afin d'être en mesure de financer un plus grand nombre de projets dans la phase initiale. Les missions des prêts d'amorçage et du capital-risque sont clairement différenciées et la spécialisation de chaque forme de soutien dans des phases différentes du processus les rend plus efficaces et plus complémentaires.

Historique et bilan de la période 2010–2015

Par décret du 18 juin 2009 relatif au plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg, le Grand Conseil a approuvé l'allocation de 2 millions de francs pour la création d'une structure destinée à soutenir le financement d'entreprises ou de futures entreprises orientées vers les domaines scientifique, technologique et à haute valeur ajoutée. La Fondation Seed Capital Fribourg (SCF) a été créée en 2010 et dotée de ce montant en capital. Pendant la période 2010–2015, elle a financé 12 projets pour un montant total engagé de 1.853 millions de francs. Sur ce montant, au 31.12.2017, 438 000 francs avaient été remboursés par les bénéficiaires, 200 000 francs avaient dû être comptabilisés en pertes (1 projet) et 1 215 000 francs étaient encore mobilisés dans 9 de ces projets, pour lesquels des provisions pour pertes ont été constituées à hauteur de 498 000 francs.

Mesures prises pour la période 2017–2018

Les moyens financiers alloués en 2010 ont été épuisés courant 2015. Pour y pallier et dans l'attente de la révision de la LPEc et de la création de la base légale nécessaire à un financement sur le long terme, le Conseil d'Etat a autorisé, en 2017 et en 2018, l'allocation au financement des prêts d'amorçage d'un montant de deux fois 500 000 francs, prélevé dans le cadre du budget annuel de la Promotion économique. La carence de moyens financiers de près de deux ans a toutefois entraîné la perte de projets (10 projets perdus sur les 12 projets annoncés) et il a fallu plusieurs mois pour relancer la dynamique du dépôt de nouvelles demandes. Depuis, entre septembre 2017 et septembre 2018, la Fondation SCF a alloué des prêts d'amorçage à 7 projets pour un montant total de 720 000 francs. Les décisions de soutien de la Fondation SCF reposent sur des critères très sélectifs visant à garantir la qualité des projets: depuis le 1^{er} juillet 2017, date à laquelle Fri Up a repris le secrétariat exécutif de la Fondation SCF, 25 projets ont été filtrés ou refusés par le secrétariat exécutif et 2 des 9 projets qui ont été présentés au conseil de la Fondation SCF ont été refusés.

Mise en place d'un crédit d'engagement pluriannuel (2019–2022)

La révision LPEc étant désormais sous toit, le Conseil d'Etat propose d'ouvrir un crédit d'engagement pluriannuel pour le financement des prêts d'amorçage pour la période 2019–2022 (4 ans). Les besoins annuels nécessaires au financement des prêts d'amorçage sont estimés à 600 000 francs. Le Conseil d'Etat ayant déjà décidé d'un montant de 500'000 francs dans le projet de budget 2019, le montant global du crédit d'engagement proposé est de **2.3 millions de francs**.

En préambule, il convient de rappeler que les prêts d'amorçage visent à soutenir la phase la plus risquée de la création d'entreprises, pour la laquelle il est très difficile de trouver du financement. Sachant que des pertes sont inhérentes à ce type d'instrument, le Grand Conseil a décidé de le pérenniser, en complémentarité avec celui du capital-risque, pour contribuer à générer une dynamique de création d'entreprises qui est bénéfique pour l'économie cantonale.

Le bilan de la période 2010–2015 doit être relativisé quant à sa pertinence pour évaluer les moyens alloués pour les années futures:

- > Le contexte de la création d'entreprises dans le canton de Fribourg a passablement évolué au cours des dernières années. Grâce à une dynamique d'innovation favorable, avec le recentrage de la mission de Fri Up sur les seules start-up, un nombre croissant de projets sont déposés, avec des ambitions plus affirmées. Ainsi, parmi les projets soutenus en 2017, plusieurs d'entre eux ont vu le jour et ont opté pour le canton de Fribourg face à d'autres cantons concurrents grâce à cet écosystème: la collaboration avec les Hautes Ecoles (la HEIA-FR et l'Adolphe Merkle Institute AMI) et les plateformes technologiques établies à blueFACTORY (le Smart Living Lab SLL et le Swiss Integrative Center for Human Health SICHH), l'hébergement physique et la proximité avec d'autres start-up sur ce site ainsi que le soutien financier. La dynamique entrepreneuriale à Fribourg connaît ainsi une évolution réjouissante en quantité et en qualité;
- > Le positionnement des prêts d'amorçage a été revu de manière importante dans le cadre de la révision de la LPEc. Les processus et les conditions des prêts ont été précisés dans le nouveau RPEc. Mieux positionné et plus complémentaire avec le capital-risque, l'instrument des prêts d'amorçage devrait faire preuve d'une efficacité et d'une performance accrues. Ainsi, le taux d'intérêt des prêts est de 0 % tant que le projet ne génère pas de chiffre d'affaires, mais au plus durant trois ans. Passé ce délai ou dès que le projet génère un chiffre d'affaires, le taux d'intérêt est fixé à 5 %. Dès que le projet a levé un montant total de capital supérieur à 1 million de francs, le remboursement du prêt est en principe exigible, et le taux passe à 10 %. La personne portant le projet ou la

future société doit être domiciliée ou exercer son activité économique principale dans le canton de Fribourg dans un délai maximal de douze mois à compter de l'octroi du prêt et ne pas quitter ce dernier, sans quoi le solde du remboursement est immédiatement exigible dans sa totalité, avec un intérêt rétroactif de 10% et un intérêt couru de 10% au-delà de ce délai. Enfin, les 50% du prêt doivent être garantis par une personne physique au moyen d'un cautionnement, ce qui devrait contribuer à augmenter la part des remboursements.

Les moyens alloués à cette mission pour les années futures doivent donc être dimensionnés en fonction de ces nouveaux objectifs ainsi qu'à la lumière des nouvelles expériences faites depuis une année (projets soutenus pour un montant de 720 000 francs). Par ailleurs, une sous-estimation des besoins est susceptible d'être dommageable, comme en 2015 avec la perte de projets annoncés et le temps nécessaire pour relancer la dynamique du dépôt de nouvelles demandes. Par contre, une éventuelle surestimation de ces besoins pourrait être palliée par la prolongation d'une année de la période d'utilisation du crédit d'engagement.

Gestion comptable

Les contributions financières de l'Etat seront versées à la Fondation Seed Capital Fribourg sous forme de dotation en capital, par tranches et en fonction des besoins. La Fondation est chargée de prendre les décisions liées à l'octroi et au remboursement des prêts aux start-up. Elle peut confier tout ou partie du traitement et du suivi des dossiers sous la forme d'un mandat à l'association Fri Up. Elle remettra annuellement à la Promotion économique, à la fin du mois de janvier, une liste comprenant l'état des prêts accordés ainsi qu'une évaluation des chances de succès de ces projets, et à la Direction, à la fin du mois de mai, son rapport annuel. En fonction des résultats obtenus sur les prêts consentis, le Conseil d'Etat examinera annuellement la valeur de la participation à inscrire au bilan de l'Etat.

2.2. Financement du capital-risque

Soutien à la 2^e phase de création d'entreprise

Le soutien aux start-up par le biais du capital-risque intervient dans la phase suivante de la création de l'entreprise, une fois que celle-ci dispose d'une personnalité juridique, d'un management éventuellement complété et d'un business plan. Lorsque ces entreprises innovantes et/ou à fort contenu technologique se trouvent dans leurs premières phases de croissance, elles doivent en général réaliser d'importants investissements pour le développement de nouveaux produits ou services. Bien que cette activité soit en principe proposée par des sociétés financières dans un jeu de libre-concurrence, il est notoire qu'il est difficile pour

une jeune société de trouver de tels capitaux sur le marché dans les premières phases de croissance. Les fonds de capital-risque professionnels n'entrent souvent en matière que pour des montants d'un ou de plusieurs millions de francs, c'est-à-dire que lorsque le niveau de risque initial de l'entreprise a déjà en partie diminué. En dessous d'un million de francs, les acteurs financiers sont très peu nombreux et peu actifs. L'Etat intervient donc dans cette phase de manière subsidiaire, parce que le marché n'y assure pas une offre suffisante de financements.

Capital Risque Fribourg SA

Capital Risque Fribourg (CRF SA) est une structure active dans cette catégorie d'investissements. Créée en 1998, sous la forme d'une société anonyme avec un capital de départ de 7.5 millions de francs et dont les actionnaires sont l'Etat de Fribourg (l'actionnaire principal, mais pas majoritaire), la Banque Cantonale de Fribourg, le Groupe E et la Caisse de Pension du Personnel de l'Etat de Fribourg, CRF SA prend des participations dans de jeunes sociétés fribourgeoises jusqu'à un montant maximal de 750 000 francs. Les bases légales relatives à la prise de participation de l'Etat à la société CRF SA reposent sur le plan de relance économique de 1997 (décret 42/A du 21 novembre 1997 relatif à la mise à disposition d'un capital-risque) ainsi que sur la LPEc révisée. CRF SA est souvent le premier investisseur institutionnel à soutenir les jeunes sociétés fribourgeoises à fort potentiel. Elle entre également dans des tours de financement d'un montant supérieur (plusieurs millions de francs), en jouant un rôle de catalyseur pour attirer les investissements de fonds de financement extérieurs au canton.

Bilan des investissements actuels (période 1998–2017)

Depuis sa création, CRF SA a investi dans 23 start-up, pour un montant global de quelque 13.6 millions de francs. Sur ces 23 entreprises financées, 17 d'entre elles sont encore en activité à ce jour dans le canton de Fribourg et la société détient toujours des participations dans 12 d'entre elles. Les décisions de soutien de CRF SA reposent sur des critères très sélectifs: par exemple, en 2017, sur 24 demandes, seules 3 d'entre elles ont reçu une réponse positive. L'action de CRF SA vise clairement les sociétés les plus prometteuses et à fort potentiel de croissance. Par ailleurs, il faut relever qu'au fil des années, la qualité globale des start-up fribourgeoises et leurs ambitions sont en constant progrès. En 2011, après 16 ans d'activité, les actionnaires de CRF SA ont réinjecté 3.6 millions de francs dans le capital de la société. Durant la période 2012–2017, CRF SA a investi 5.1 millions de francs dans 9 nouvelles sociétés. L'effet de levier de ces investissements atteint un facteur de 3.8 (en moyenne, 1 franc investi par CRF SA a permis de lever 3.80 francs supplémentaires auprès d'autres investisseurs).

Depuis 2010, aucune société financée par CRF SA n'a connu de faillite et plusieurs d'entre elles sont susceptibles d'enregistrer des progressions importantes ces prochaines années. Deux opérations de vente ont été réalisées en 2017: une participation vendue en totalité (plus-value de 19%), une vente d'une part importante des actions détenues dans une participation (plus-value de 345%). La qualité du portefeuille actuel de participations de CRF SA est donc considérée comme bonne.

Nécessité de l'augmentation de capital

A terme, les ressources financières de CRF SA pourraient atteindre une taille critique permettant d'atteindre l'autofinancement, les résultats positifs des premières entreprises financées par le fonds réalimentant ce dernier. Ce n'est actuellement pas le cas: au 30 juin 2018, CRF SA ne disposait plus que d'une capacité de financement d'environ 1.2 million de francs. CRF SA a par conséquent besoin d'être réalimentée en capital. Faute de quoi, la société risque assez rapidement de se retrouver dans une situation où, tant qu'elle n'aura pas perçu suffisamment de retours financiers provenant de ventes de ses participations, elle ne pourra pas traiter de nouvelles demandes de soutien. Cette situation serait dommageable pour l'économie fribourgeoise, à un moment où le développement d'activités innovantes à fort potentiel de croissance est particulièrement nécessaire à la création de nouveaux emplois. Or, le soutien aux entreprises en création au moyen du capital-risque constitue un pilier important de la stratégie du canton en matière de promotion économique et de création d'emplois à haute valeur ajoutée.

Proposition de participation de l'Etat à l'augmentation de capital

L'augmentation de capital nécessaire à CRF SA pour les quatre prochaines années est estimée à quelque 5.6 millions de francs (quelque 1 à 1.5 million de francs par an). Selon l'accord de principe conclu avec les autres actionnaires, le Conseil d'Etat propose que le capital de la société, qui est actuellement de 7 500 000 francs soit réduit à 6 397 248 francs pour assainir les pertes reportées (1 102 752 francs, à charge de chacun des quatre actionnaires au prorata de sa part actuelle, soit pour l'Etat d'un montant de 496 238 francs) et augmenté à 12 000 000 francs. Cette augmentation de capital d'un montant de 5 602 752 francs est prise en charge par l'Etat, la Banque Cantonale de Fribourg et le Groupe E, au prorata de leur part actuelle (Etat: 45%). A cela s'ajoute la reprise de la part de la recapitalisation qui aurait dû échoir à la Caisse de Pension du Personnel de l'Etat de Fribourg (CCPEF) mais à laquelle cette dernière a décidé de ne pas participer en raison de sa stratégie d'investissement, qui est ainsi répartie entre les trois actionnaires restants selon le même principe.

Au total, la proposition de participation de l'Etat à l'augmentation prévue de 5 602 752 francs du capital de la société Capital Risque Fribourg SA est de **2 801 376 francs**. L'augmentation de la part de l'Etat au capital-actions de CRF SA est conditionnée à la participation des deux autres actionnaires que sont la BCF et le Groupe E à l'augmentation de capital envisagée. Ces derniers ont, pour leur part, déjà formellement approuvé leur participation. Une fois cette opération réalisée, le capital détenu par l'Etat au sein de la société Capital Risque Fribourg SA atteindra 5 680 138 francs, soit une part de 47%. L'Etat restera l'actionnaire le plus important, tout en ne détenant pas la majorité. Le Conseil d'Etat a décidé des montants nécessaires dans le projet de budget 2019.

3. Conclusion

Le crédit d'engagement présenté pour le financement du soutien aux entreprises en création pour la période 2019–2022 est d'un **montant total de 5 101 376 francs**. Ce dernier représente un plafond et les moyens seront libérés au fur et à mesure des besoins. Dans le but de disposer de la souplesse nécessaire à la gestion de l'allocation de ces moyens financiers, le Conseil d'Etat propose également, si les besoins de financement devaient s'avérer moins importants que prévus d'ici fin 2022, d'autoriser de prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

S'agissant d'une dépense brute et périodique supérieure à la limite légale, le projet devra faire l'objet du vote à la majorité des membres du Grand Conseil, selon l'article 141 alinéa 2 lettre a de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC; RSF 121.1).

Le décret, compte tenu du montant du crédit proposé, n'est pas soumis au référendum financier (seuil actuel du référendum financier facultatif: 9 172 696 francs, Ordonnance du 23.05.2018, RSF 612.21).

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat–communes. Il ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union Européenne.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'adopter le présent projet de décret.



Botschaft 2018-DEE-32

2. Oktober 2018

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentswurf über einen Verpflichtungskredit zur Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase für die Jahre 2019 bis 2022

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentswurf über einen Verpflichtungskredit für die Jahre 2019 bis 2022 zur Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase nach Artikel 25c des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1).

Das vorliegende Dekret, das im Rahmen der oben erwähnten Gesetzesrevision angekündigt wurde, betrifft die Bereitstellung der erforderlichen Finanzmittel für die Jahre 2019 bis 2022 zur Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase gemäss dem neuen Artikel 25c WFG. Diese Unterstützung besteht aus Seed-Darlehen und Risikokapital.

1. Einleitung

Am 24. Mai 2018 hat der Grosse Rat das Gesetz zur Änderung des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1) verabschiedet. Diese Änderung des WFG legt das Gewicht auf die Anpassung der Finanzhilfen für Unternehmen in den folgenden drei Bereichen:

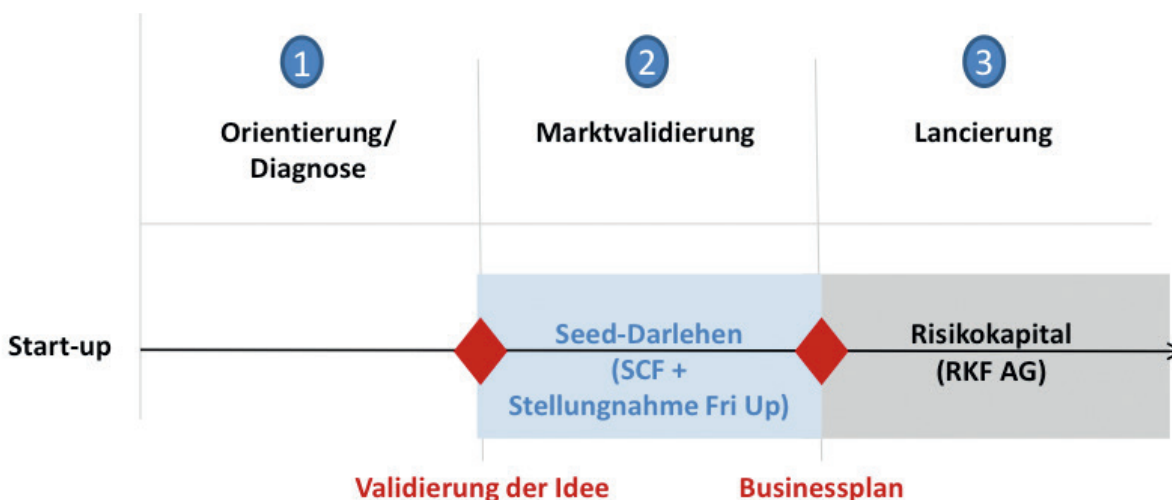
- > Förderung der Innovation: Neuausrichtung und Verstärkung der A-fonds-perdu-Beiträge zur Unterstützung der Entwicklung neuer Produkte, Prozesse und Märkte;
- > Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase: Festigung und Neufinanzierung der Seed-Darlehen und des Risikokapitals für Start-ups;
- > Förderung von Investitionen in die Industrie: Schaffung eines kantonalen Bürgschaftsinstruments zur Unterstützung der Unternehmen und insbesondere der KMU, die Entwicklungsprojekte lancieren, mit denen sie sich auf dem Markt dauerhaft (neu) positionieren möchten, aber nicht über ausreichend Eigenkapital dafür verfügen.

2. Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase

2.1. Finanzierung der Seed-Darlehen

Unterstützung der Anfangsphase der Unternehmensgründung

Der Staat unterstützt mit Seed-Darlehen die Anfangsphase der Unternehmensgründung, das heisst, während sich das Unternehmensprojekt in der Phase der Marktvalidierung befindet (Entwicklung eines Prototypen, Marktstudie, Homologierung, Vorbereitung und Validierung des Businessplans, Beschaffung von Eigenmitteln, Aufbau eines Teams usw.). In dieser Phase entwickelt sich das Projekt von einer Idee hin zu einem Businessplan, der das Unternehmensprojekt strukturiert. Die Seed-Darlehen bezwecken, die Phase der Marktvalidierung zu beschleunigen, damit das Unternehmen zügig gegründet werden kann. Danach kann es Risikokapital beantragen (vgl. Grafik).



Bei der Revision des WFG und seines Reglements wurde der Rahmen für die Nutzung von Seed-Darlehen neu definiert. Die für ein Projekt gewährten Beträge sind tiefer als bisher (Höchstbetrag grundsätzlich 100 000 Franken statt 200 000 Franken sowie Möglichkeit, den Betrag in mehreren Tranchen auszuzahlen), damit eine grössere Zahl von Projekten in der Anfangsphase finanziert werden kann. Die Seed-Darlehen und das Risikokapital werden klar auf unterschiedliche Entwicklungsphasen ausgerichtet, wodurch sie an Effizienz und Komplementarität gewinnen.

Rückblick und Bilanz über den Zeitraum 2010 bis 2015

Mit dem Dekret vom 18. Juni 2009 über den kantonalen Plan zur Stützung der Wirtschaft und zur Krisenbewältigung im Kanton Freiburg hat der Grosse Rat die Gewährung von 2 Millionen Franken für die Errichtung einer Struktur genehmigt, die dazu bestimmt ist, Unternehmen oder zukünftige Unternehmen in wissenschaftlichen oder technologischen Bereichen mit hoher Wertschöpfung finanziell zu unterstützen. Die Stiftung Seed Capital Freiburg (SCF) wurde 2010 gegründet und hat diesen Betrag als Kapital erhalten. Zwischen 2010 und 2015 hat sie zwölf Projekte mit einem Betrag von insgesamt 1,853 Millionen Franken finanziert. Von diesem Betrag wurden bis am 31.12.2017 insgesamt 438 000 Franken von den Empfängern der Finanzhilfe zurückerstattet, 200 000 Franken mussten als Verlust abgeschrieben werden (1 Projekt) und 1 215 000 Franken waren noch in 9 Projekten gebunden, für die Rückstellungen in der Höhe von 498 000 Franken für den Verlustfall aufgebaut worden sind.

Massnahmen für die Jahre 2017 und 2018

Die im Jahr 2010 bereitgestellten Mittel wurden 2015 aufgebraucht. Damit wieder Projekte finanziell unterstützt werden können, bis das WFG revidiert ist und die nötigen gesetzlichen Grundlagen für die langfristige Finanzierung des Instruments eingeführt sind, hat der Staatsrat in den Jahren 2017 und 2018 erlaubt, jeweils einen Betrag von 500 000 Franken aus dem jährlichen Voranschlag der Wirtschaftsförderung für die Finanzierung von Seed-Darlehen bereitzustellen. Der Mangel an finanziellen Mitteln während knapp zwei Jahren hat jedoch zum Verlust von Projekten geführt (10 von 12 angekündigten Projekten gingen verloren) und es dauerte mehrere Monate, bis die Nachfrage nach Finanzhilfen wieder angelaufen war. Seither hat die Stiftung SCF zwischen September 2017 und September 2018 Seed-Darlehen für 7 Projekte in der Höhe von insgesamt 720 000 Franken gewährt. Die Stiftung SCF stützt sich beim Entscheid über die Gewährung von Darlehen auf sehr selektive Kriterien, um die Qualität der Projekte zu gewährleisten: Seit dem 1. Juli, dem Datum, an dem Fri Up das Chefsekretariat der Stiftung SCF übernommen hat, wurden 25 Projekte

vom Chefsekretariat herausgefiltert oder abgelehnt und von den 9 Projekten, die dem Stiftungsrat vorgelegt worden sind, wurden zwei abgelehnt.

Mehrjähriger Verpflichtungskredit (2019–2022)

Die Revision des WFG ist inzwischen abgeschlossen. Der Staatsrat schlägt deshalb vor, einen mehrjährigen Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Seed-Darlehen für die Jahre 2019 bis 2022 (4 Jahre) zu eröffnen. Die jährlich für die Finanzierung der Seed-Darlehen benötigten Mittel werden auf 600 000 Franken geschätzt. Da der Staatsrat bereits einen Betrag von 500 000 Franken in den Voranschlagsentwurf 2019 aufgenommen hat, wird ein Verpflichtungskredit von **2,3 Millionen Franken** vorgeschlagen.

Einleitend ist darauf hinzuweisen, dass mit Seed-Darlehen die riskanteste Phase der Unternehmensgründung unterstützt wird, für die es sehr schwierig ist, Drittmittel zu finden. Im Bewusstsein, dass bei dieser Art von Finanzierungsinstrumenten mit Verlusten gerechnet werden muss, hat der Grosse Rat beschlossen, dieses Instrument auf Dauer einzuführen, damit es in Ergänzung des Risikokapitals dazu beiträgt, die Dynamik von Unternehmensgründungen anzukurbeln, die im Interesse der kantonalen Wirtschaft sind.

Die Bilanz über den Zeitraum 2010–2015 kann nicht ohne weiteres herangezogen werden, um zu beurteilen, wieviel Mittel in den kommenden Jahren benötigt werden:

- > Der Kontext, in dem Unternehmensgründungen im Kanton Freiburg stattfinden, hat sich in den vergangenen Jahren stark verändert. Dank einer günstigen Innovationsdynamik durch die Neuausrichtung von Fri Up allein auf die Start-ups wird eine steigende Zahl von Projekten mit klareren Zielen eingereicht. Mehrere der im Jahr 2017 unterstützten Projekte sind diesen vorteilhaften Bedingungen zu verdanken, ohne die sie gar nicht entstanden wären oder sich in einem anderen Kanton niedergelassen hätten. Zu diesen Bedingungen zählen die Zusammenarbeit mit den Hochschulen (HTA-FR und Adolphe Merkle Institut AMI) und den Technologieplattformen auf dem blueFACTORY-Gelände (Smart Living Lab SLL und Swiss Integrative Center for Human Health SICHH), das Raumangebot und die Nähe zu anderen Start-ups auf dem Gelände sowie die finanzielle Unterstützung. Die unternehmerische Dynamik entwickelt sich im Kanton Freiburg erfreulich – sowohl in quantitativer wie auch in qualitativer Hinsicht.
- > Die Seed-Darlehen wurden bei der Revision des WFG auf ein neues Ziel ausgerichtet. Die Verfahren und Bedingungen der Darlehen wurden im neuen WFR präzisiert. Das Instrument der Seed-Darlehen wurde besser positioniert und stärker vom Einsatzgebiet von Risikokapital abgegrenzt. Dadurch sollte es an Effizienz

und Leistungsstärke gewinnen. So beträgt der Zinssatz der Darlehen 0 %, solange das Projekt keinen Umsatz generiert, längstens jedoch während drei Jahren. Nach Ablauf dieser Frist oder sobald das Projekt einen Umsatz generiert, wird der Zinssatz auf 5 % festgelegt. Sobald das Projekt über ein Kapital von über einer Million Franken verfügt, wird grundsätzlich die Rückzahlung des Darlehens fällig und der Zinssatz wird auf 10 % festgelegt. Die Projektträgerin oder der Projektträger oder die künftige Firma muss im Kanton Freiburg niedergelassen sein oder die wirtschaftliche Haupttätigkeit im Kanton Freiburg spätestens innerhalb von 12 Monaten ab der Gewährung des Darlehens ausüben und darf den Kanton nicht verlassen, sonst muss der verbleibende Rückerstattungsbetrag mit einem rückwirkenden Zins von 10 % und einem auflaufenden Zins von 10 % ab Eintreten des Rückerstattungsgrunds sofort zurückerstattet werden. Zudem müssen 50 % des Darlehens durch eine natürliche Person verbürgt werden, was dazu beitragen sollte, dass mehr Mittel zurückerstattet werden.

Die für diese Aufgabe bereitgestellten Mittel müssen also für die kommenden Jahre im Hinblick auf diese neuen Ziele und aufgrund der neuen Erkenntnisse aus dem letzten Jahr (Unterstützung der Projekte in der Höhe von 720 000 Franken) festgelegt werden. Eine Unterschätzung des Mittelbedarfs wäre im Übrigen schädlich, wie sich 2015 gezeigt hat, als angekündigte Projekte verloren gingen und es einige Zeit brauchte, bis wieder neue Unterstützungsanträge gestellt wurden. Eine allfällige Überschätzung des Mittelbedarfs könnte hingegen dadurch aufgefangen werden, dass der Zeitraum für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängert wird.

Buchhalterische Aspekte

Die Beiträge des Staats werden der Stiftung in bedarfsabhängigen Tranchen in Form einer Kapitalausstattung ausgezahlt. Die Stiftung hat den Auftrag, über die Gewährung und Rückerstattung der Darlehen für Start-ups zu entscheiden. Sie kann die Bearbeitung und Kontrolle der Dossiers ganz oder teilweise dem Verein Fri Up übertragen. Sie unterbreitet der Wirtschaftsförderung jeweils Ende Januar eine Liste mit dem Stand der gewährten Darlehen sowie eine Beurteilung der Erfolgchancen der Projekte und legt der Direktion jeweils Ende Mai ihren Jahresbericht vor. Je nach den Einnahmen aus den Darlehen prüft der Staatsrat jährlich, welcher Betrag in den Staatsvoranschlag aufgenommen werden muss.

2.2. Finanzierung von Risikokapital

Unterstützung der zweiten Phase der Unternehmensgründung

Die Unterstützung von Start-ups durch Risikokapital erfolgt in der nächsten Gründungsphase, sobald das Unternehmen als juristische Person auftritt und über ein Management und gegebenenfalls über einen Businessplan verfügt. Sobald diese innovativen und/oder hochtechnologischen Unternehmen in den ersten Wachstumsphasen stehen, kommen in der Regel grosse Investitionen für die Entwicklung neuer Produkte oder Dienstleistungen auf sie zu. Zwar bieten auch Finanzinstitute auf dem freien Markt derartige Mittel an, es ist aber kein Geheimnis, dass Jungunternehmen während den ersten Wachstumsphasen auf dem Markt nur sehr schwer an diese Mittel kommen. Professionelle Risikokapital-Fonds treten erst ab einem Betrag von einer oder mehreren Millionen Franken in Aktion, das heisst, wenn das anfängliche Unternehmensrisiko bereits etwas gesunken ist. Unter einer Million Franken gibt es nur wenige aktive Finanzinstitute. Der Staat tritt folglich in dieser Phase in Aktion, weil der Markt nicht ausreichend Finanzierungsmöglichkeiten bietet.

Risikokapital Freiburg AG

Die Risikokapital Freiburg AG (RKF AG) ist eine Einrichtung, die auf diese Art von Investitionen spezialisiert ist. Sie wurde 1998 als Aktiengesellschaft mit einem Startkapital von 7,5 Millionen Franken gegründet. Ihre Aktionäre sind der Staat Freiburg (Hauptaktionär, aber nicht Mehrheitsaktionär), die Freiburger Kantonalbank, die Groupe E und die Pensionskasse des Staatspersonals. Die RKF AG beteiligt sich an Freiburger Jungunternehmen bis zu einem Höchstbetrag von 750 000 Franken. Die Gesetzesgrundlagen für die Beteiligung des Staats an der RKF AG stützen sich auf den Konjunkturplan aus dem Jahr 1997 (Dekret 42/A vom 21. November 1997 über die Bereitstellung von Risikokapital) sowie auf das revidierte WFG. Die RKF AG ist oft die erste institutionelle Investorin, die Freiburger Jungunternehmen mit hohem Potenzial unterstützt. Sie tritt auch in Finanzierungsrunden für höhere Beträge (mehrere Millionen Franken) in Aktion, indem sie die Rolle des Auslösers übernimmt, der weitere Investoren von ausserhalb des Kantons anzieht.

Bilanz über die aktuellen Beteiligungen (Zeitraum 1998–2017)

Seit ihrer Gründung hat die RKF AG für einen Gesamtbeitrag von rund 13,6 Millionen Franken in 23 Start-ups investiert. Von den 23 finanzierten Unternehmen sind 17 heute noch aktiv im Kanton Freiburg und die RKF AG hält immer noch Beteiligungen an 12 Unternehmen. Die Entscheidung für die Aufnahme einer Beteiligung durch die RKF AG stützt sich auf sehr selektive Kriterien: Im Jahr 2017 wurden

z.B. nur 3 von 24 Anträgen angenommen. Die Tätigkeit der RKF AG zielt klar auf die aussichtsreichsten Firmen mit hohem Wachstumspotenzial ab. Im Übrigen ist darauf hinzuweisen, dass im Laufe der Jahre die Qualität und die Ambitionen der Freiburger Start-ups gesamthaft zugenommen haben. Im Jahr 2011 haben die Aktionäre der RKF AG nach 16-jähriger Tätigkeit das Kapital der Gesellschaft um 3,6 Millionen Franken aufgestockt. Im Zeitraum 2012–2017 hat die RKF AG 5,1 Millionen Franken in 9 neue Unternehmen investiert. Diese Investitionen weisen eine Hebelwirkung mit einem Faktor von 3,8 auf (ein von der RKF AG investierter Franken ermöglichte es, im Durchschnitt eine Investition von 3.80 Franken durch andere Investoren zu erhalten).

Seit 2010 musste keine von der RKF AG finanzierte Firma Konkurs anmelden. Mehrere der Firmen werden sich voraussichtlich in den nächsten Jahren stark entwickeln. Im Jahr 2017 kamen zwei Verkäufe zustande: Bei einem Unternehmen wurde die gesamte Beteiligung verkauft (Mehrwert von 19%) und bei einem anderen Unternehmen wurde ein grosser Teil der Aktien verkauft (Mehrwert von 345%). Die Qualität des aktuellen Aktienportfolios der RKF AG kann folglich als gut bewertet werden.

Notwendigkeit einer Kapitalerhöhung

Die finanziellen Mittel der RKF AG könnten langfristig ausreichen, um die Selbstfinanzierung zu erreichen, denn die Gewinne der ersten über den Fonds finanzierten Unternehmen speisen diesen von neuem. Dies ist zurzeit nicht der Fall: Am 30. Juni 2018 verfügte die RKF AG nur noch über 1,2 Millionen Franken für die Finanzierung neuer Unternehmen. Die RKF AG muss folglich mit neuem Kapital ausgestattet werden. Ohne zusätzliches Kapital besteht das Risiko, dass die Gesellschaft ziemlich rasch keine neuen Anträge mehr bearbeiten kann und abwarten muss, bis sie aus dem Verkauf von Beteiligungen wieder über ausreichend Mittel verfügt. Dies wäre schädlich für die Freiburger Wirtschaft, insbesondere zu einem Zeitpunkt, da die Entwicklung von innovativen Tätigkeiten mit hohem Wachstumspotenzial für die Schaffung neuer Arbeitsplätze besonders nötig ist. Die Unterstützung von in Gründung begriffenen Unternehmen mit Risikokapital stellt jedoch einen wichtigen Pfeiler der kantonalen Strategie im Bereich der Wirtschaftsförderung und der Schaffung von Arbeitsplätzen mit hoher Wertschöpfung dar.

Vorschlag einer Beteiligung des Staats an der Kapitalerhöhung

Die benötigte Kapitalerhöhung der RKF AG wird für die nächsten vier Jahre auf etwa 5,6 Millionen Franken geschätzt (etwa 1 bis 1,5 Millionen Franken pro Jahr). Gestützt auf die Grundsatzvereinbarung mit den anderen

Aktionären schlägt der Staatsrat vor, dass das Aktienkapital der Gesellschaft, das zurzeit 7 500 000 Franken beträgt, auf 6 397 248 Franken herabgesetzt wird, um den Verlustvortrag zu absorbieren (1 102 752 Franken, die anteilmässig auf die vier Aktionäre aufgeteilt werden; zulasten des Staats gehen somit 496 238 Franken), bevor das Aktienkapital auf 12 000 000 Franken erhöht wird. Diese Erhöhung des Aktienkapitals um 5 602 752 Franken wird durch den Staat, die Freiburger Kantonalbank und die Groupe E im Verhältnis zu ihrem aktuellen Kapitalanteil finanziert (Staat: 45%). Da die Pensionskasse des Staatspersonals beschlossen hat, sich aufgrund ihrer Investitionsstrategie nicht an der Kapitalerhöhung zu beteiligen wird ihr Anteil an der Kapitalerhöhung ebenfalls anteilmässig auf die übrigen drei Aktionäre aufgeteilt.

Somit wird vorgeschlagen, dass sich der Staat mit einem Betrag von **2 801 376 Franken** an der vorgesehenen Erhöhung des Kapitals der Risikokapital Freiburg AG um 5 602 752 Franken beteiligt. Die Erhöhung des Anteils des Staats am Aktienkapital der RKF AG unterliegt der Bedingung, dass die beiden anderen Aktionäre, das heisst die FKB und die Groupe E sich ebenfalls an der geplanten Kapitalerhöhung beteiligen. Beide Aktionäre haben ihre Beteiligung bereits formell bestätigt. Nach erfolgter Kapitalerhöhung wird der Staat mit insgesamt 5 680 138 Franken am Kapital der Risikokapital Freiburg AG beteiligt sein, was einem Anteil von 47% entspricht. Der Staat bleibt der Hauptaktionär, ohne jedoch die Mehrheit der Aktien zu halten. Der Staatsrat hat die erforderlichen Beträge in den Voranschlagsentwurf 2019 aufgenommen.

3. Schluss

Der Verpflichtungskredit zur Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase für die Jahre 2019 bis 2022 beläuft sich auf **insgesamt 5 101 376 Franken**. Dies stellt einen Grenzbetrag dar; die Mittel werden nach Bedarf schrittweise ausgezahlt. Um über die nötige Flexibilität bei der Verwaltung dieser Mittel zu verfügen, schlägt der Staatsrat ferner vor, dass die Frist für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängert werden kann, falls der Finanzierungsbedarf bis Ende 2022 tiefer als erwartet ausfällt.

Da es sich um eine wiederkehrende Bruttoausgabe handelt, die über der gesetzlichen Grenze liegt, muss die Vorlage gemäss Artikel 97 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

Das Dekret untersteht angesichts der Höhe des vorgeschlagenen Verpflichtungskredits nicht dem Finanzreferendum (aktuelle Grenze für das fakultative Finanzreferendum: 9 172 696 Franken, Verordnung vom 23.05.2018, SGF 612.21).

Der vorliegende Entwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden und ist europaverträglich.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Loi

du

**relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
pour le financement du soutien aux entreprises
en création pour la période 2019–2022**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;
Vu l'article 25c al. 1 de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique;
Vu le message 2018-DEE-32 du Conseil d'Etat du 2 octobre 2018;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

L'octroi d'une contribution financière d'un montant global de 2 300 000 francs pour la période 2019–2022 en faveur de la Fondation Seed Capital Fribourg pour le financement de prêts d'amorçage ainsi que l'augmentation de la part de l'Etat au capital-actions de la société Capital Risque Fribourg SA, pour un montant de 2 801 376 francs, sont approuvés.

Art. 2

Un crédit d'engagement de 5 101 376 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des dépenses prévues à l'article 1.

Gesetz

vom

**über einen Verpflichtungskredit zur Unterstützung
von Unternehmen in der Gründungsphase
für die Jahre 2019 bis 2022**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;
gestützt auf Artikel 25c Abs. 1 des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung;
nach Einsicht in die Botschaft 2018-DEE-32 des Staatsrats vom 2. Oktober 2018;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Ein finanzieller Beitrag von insgesamt 2 300 000 Franken zugunsten der Stiftung Seed Capital Freiburg zur Finanzierung von Seed-Darlehen für die Jahre 2019 bis 2022 und eine Erhöhung der Beteiligung des Staats am Aktienkapital der Risikokapital Freiburg AG im Betrag von 2 801 376 Franken werden genehmigt.

Art. 2

Zur Finanzierung der Ausgaben nach Artikel 1 wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 5 101 376 Franken eröffnet.

Art. 3

Les montants nécessaires sont portés aux budgets des années 2019 à 2022 de l'Etat de Fribourg, sous le centre de charges 3775/GENE – Recettes et dépenses générales. Ils seront utilisés conformément à la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 4

Le Conseil d'Etat peut prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

Art. 5

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

² Il entre en vigueur immédiatement.

Art. 3

Die erforderlichen Beträge werden unter der Kostenstelle 3775/GENE – Allgemeine Einnahmen und Ausgaben in die Staatsvoranschläge der Jahre 2019 bis 2022 aufgenommen. Sie werden gemäss der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 4

Der Staatsrat kann die Frist für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern.

Art. 5

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Es tritt sofort in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2018-DEE-32

Projet de décret:

Octroi d'un crédit d'engagement pour le financement du soutien aux entreprises en création pour la période 2019-2022

Propositions de la commission ordinaire CO-2018-025

Présidence : Thomas Rauber

Membres : Jean-Daniel Chardonnes, Claude Chassot, Romain Collaud, Eric Collomb, Bernadette Hänni-Fischer, Paul Herren-Schick, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, André Schoenenweid, Susanne Schwander

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de décret comme suit :

Art. 1

L'octroi d'une contribution financière d'un montant global de ~~2 300 000~~ 2 400 000 francs pour la période 2019–2022 en faveur de la Fondation Seed Capital Fribourg pour le financement de prêts d'amorçage ainsi que l'augmentation ...

Art. 2

Un crédit d'engagement de ~~5 401 376~~ 5 201 376 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des dépenses prévues à l'article 1.

Anhang

GROSSER RAT

2018-DEE-32

Dekretsentwurf:

Verpflichtungskredit zur Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase für die Jahre 2019 bis 2022

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2018-025

Präsidium : Thomas Rauber

Mitglieder : Jean-Daniel Chardonnes, Claude Chassot, Romain Collaud, Eric Collomb, Bernadette Hänni-Fischer, Paul Herren-Schick, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, André Schoenenweid, Susanne Schwander

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 1

A1 Ein finanzieller Beitrag von insgesamt ~~2 300 000~~ 2 400 000 Franken zugunsten der Stiftung Seed Capital Freiburg zur Finanzierung von Seed-Darlehen für die Jahre 2019 bis 2022 und eine Erhöhung ...

Art. 2

A1 Zur Finanzierung der Ausgaben nach Artikel 1 wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von ~~5 401 376~~ 5 201 376 Franken eröffnet.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 3 et 2 abstentions.

A1
CE

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 3 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Deuxième lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est confirmée par 6 voix contre 3 et 2 abstentions.

A1
CE

Zweite Lesung

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 3 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

Zweite Lesung

Le 23 novembre 2018

Den 23. November 2018

Annexe

GRAND CONSEIL

2018-DEE-32

Projet de décret :
Octroi d'un crédit d'engagement pour le financement du soutien aux entreprises en création pour la période 2019-2022

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Raoul Girard, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (2 membres excusés), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 28 novembre 2018

Anhang

GROSSER RAT

2018-DEE-32

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit zur Unterstützung von Unternehmen in der Gründungsphase für die Jahre 2019 bis 2022

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium : Claude Brodard

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Raoul Girard, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 28. November 2018



Message 2017-DICS-6

4 septembre 2018

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de révision totale de la loi sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS, RSF 412.0.1). Ce projet de loi fixe les buts et les finalités de l'enseignement secondaire supérieur, son fonctionnement ainsi que son financement.

Le présent message est structuré de la manière suivante:

1. Mise en contexte et présentation des enjeux	2
2. Grands axes de la loi	2
2.1. Mise à jour des finalités et des objectifs de l'enseignement secondaire supérieur	2
2.1.1. Principes	2
2.1.2. Promotion du bilinguisme	2
2.1.3. Mesures d'encouragement et de soutien	3
2.2. Actualisation des filières de formation	3
2.2.1. Maturités spécialisées	3
2.2.2. Passerelle maturité professionnelle/maturité spécialisée – hautes écoles universitaires	3
2.2.3. Ecole de commerce à plein temps	4
2.3. Renforcement des structures de pilotage	4
2.3.1. Précision des rôles des autorités cantonales et scolaires	4
2.3.2. Organisation des écoles	4
2.3.3. Maintien et développement de la qualité	4
2.3.4. Gestion informatique	5
2.4. Clarification des droits et des obligations des partenaires de l'école	5
2.4.1. Parents	5
2.4.2. Elèves	6
2.4.3. Enseignants et enseignantes	7
3. Consultation	8
4. Commentaires des articles	8
5. Conséquences financières et en personnel	29
6. Influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes	29
7. Effets sur le développement durable	29
8. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet	29
9. Soumission aux referendums législatif et financier	29

1. Mise en contexte et présentation des enjeux

La révision de la loi sur l'enseignement secondaire supérieur (ci-après: LESS) constitue en premier lieu une actualisation des dispositions et de la terminologie. Une révision de cette loi, qui date du 11 avril 1991 (ci-après: la loi de 1991), est nécessaire pour tenir compte, principalement, des modifications législatives intervenues sur le plan fédéral et cantonal ainsi que des filières nouvellement introduites (maturités spécialisées, passerelle maturité professionnelle/maturité spécialisée – hautes écoles universitaires). C'est également l'occasion de créer les bases légales nécessaires pour certains domaines qui font défaut à ce jour (par exemple: projets de développement, banques de données, restrictions d'admission, autorisation d'enseigner). En parallèle, certaines dispositions devenues caduques doivent être abrogées.

En tant que loi-cadre, la LESS définit uniquement les grandes orientations de l'école pour éviter que des dispositions soient désuètes dans quelques années seulement. Elle fixe ainsi les grandes lignes, notamment, de l'orientation et des buts de l'enseignement, des droits et des obligations des élèves et de leurs parents, du statut du personnel des écoles, de l'organisation des écoles et de leur financement, ainsi que les voies de droit.

Notre société doit faire face à de grands défis sociaux, économiques, écologiques et technologiques. L'enseignement doit donc transmettre aux élèves des connaissances et développer leurs aptitudes comme leurs attitudes afin de leur permettre d'utiliser leurs savoirs et d'étendre leurs compétences dans de multiples domaines tout au long de leur vie. Pour répondre aux mutations de notre société, la LESS permet d'expérimenter des innovations et prévoit en même temps les instruments nécessaires pour piloter le système scolaire afin de garantir le maintien et le développement de la qualité des écoles et de l'enseignement. Les organes de pilotage et leurs compétences sont précisés. Cela permet ainsi une réorientation continue des méthodes d'enseignement et des structures scolaires dans le respect des traditions éprouvées.

Dans un souci de cohérence législative, cette révision s'oriente, d'un point de vue matériel et terminologique, principalement sur la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (LS, RSF 411.0.1) et son règlement du 19 avril 2016 (RLS, 411.0.11). De plus, de nouvelles ordonnances fédérales relatives à la formation professionnelle sont entrées en vigueur au début de l'année 2015 et les lois sur la HEP (LHEPF, RSF 433.1) et sur l'Université (LUni, RSF 431.0.1) ont été récemment révisées. Il convient d'en tenir compte.

Cette loi-cadre évoque tous les aspects communs à l'ensemble des formations du degré secondaire supérieur (gymnases, écoles de commerce à plein temps et écoles de culture

générale). Des actes législatifs complémentaires continueront de régir les particularités des différentes voies de formation.

Une fois la LESS adoptée, il s'agira ainsi de réviser son règlement d'exécution (RESS, RSF 412.0.11), ainsi que d'actualiser l'ensemble des actes législatifs (règlements et ordonnances) relevant des écoles du degré secondaire supérieur.

2. Grands axes de la loi

2.1. Mise à jour des finalités et des objectifs de l'enseignement secondaire supérieur

2.1.1. Principes

Les finalités de l'enseignement secondaire supérieur restent globalement identiques à celles de la loi de 1991. Elles sont détaillées à l'article 5.

Les écoles du degré secondaire supérieur collaborent entre elles et avec les instituts de formation œuvrant en amont et en aval. Ces pratiques, favorisées par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (ci-après: DICS), sont consacrées dans la LESS (art. 9).

Les objectifs par filières ont été actualisés. Ils sont disponibles aux articles 10 (formation gymnasiale), 11 (formation commerciale en école à plein temps) et 12 (formation en école de culture générale).

La durée de la formation gymnasiale a été précisée dans la LESS. Il n'a en revanche pas été jugé nécessaire de préciser la durée des autres formations (voir commentaire art. 14). La LESS prévoit par ailleurs la possibilité d'accorder des exceptions à la durée ordinaire des études pour des élèves ayant des aptitudes et/ou des besoins particuliers.

2.1.2. Promotion du bilinguisme

La langue fait partie intégrante de l'identité culturelle. Elle est un outil de communication et d'intégration sociale. Dans notre canton, des possibilités de formation dans les deux langues officielles doivent dès lors être offertes. L'accent est mis principalement sur l'étude de la langue d'enseignement et de la culture qui lui est associée (art. 6).

Néanmoins, des connaissances approfondies de la langue partenaire sont un atout de taille propice à favoriser les échanges par-delà les barrières linguistiques tant au niveau personnel, scientifique, politique qu'économique. Une bonne connaissance linguistique est un pilier de la cohésion cantonale et nationale. Un article est désormais consacré au bilinguisme pour permettre son évolution future notamment en fonction des développements que connaît la scolarité obligatoire dans ce domaine (art. 7).

A l'échelle cantonale, le concept de l'enseignement des langues a été soumis au Grand Conseil en 2010. Son but est d'améliorer la compréhension entre les communautés linguistiques. Sur le plan national, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après: CDIP) a mis en place en 2013 une stratégie commune pour coordonner au niveau suisse l'enseignement des langues étrangères et promouvoir le plurilinguisme dans le cadre de la formation générale dispensée par les écoles du degré secondaire supérieur. Les cantons et les écoles sont ainsi amenés à développer et mettre en place des formes d'enseignement qui cultivent une bonne aptitude à communiquer et s'exprimer dans la langue partenaire et à encourager les échanges interculturels.

Les écoles fribourgeoises du degré secondaire supérieur sont fortes d'une tradition longue de plusieurs dizaines d'années dans ce domaine. La CDIP ayant donné la possibilité de reconnaître une maturité bilingue en 1995, le canton de Fribourg l'a introduite dans ses deux langues officielles. Les premiers certificats de maturité gymnasiale bilingue ont été délivrés en 2002. L'offre en matière de formation bilingue a été enrichie grâce à l'introduction d'un enseignement dans la langue partenaire dès la première année de gymnase (2013) et à l'instauration, dans les écoles de culture générale, du certificat de culture générale bilingue (2016) ainsi que du certificat de maturité spécialisée bilingue (2017). Dès la rentrée 2018, une formation bilingue est également proposée en école de commerce à plein temps. Le fait de permettre au sein même des classes des échanges privilégiés entre jeunes des deux communautés linguistiques revêt un caractère rare en Suisse.

2.1.3. Mesures d'encouragement et de soutien

Les écoles du degré secondaire supérieur encouragent et soutiennent les élèves présentant des aptitudes ou besoins scolaires particuliers par des mesures pédagogiques appropriées, individuelles ou collectives, ou par une organisation spécifique de l'enseignement ou des examens (art. 38). Il incombe toutefois encore au Conseil d'Etat de décrire ces mesures avec plus de précisions dans le règlement d'exécution.

Les écoles du degré secondaire supérieur offrent aujourd'hui déjà un soutien aux jeunes personnes présentant des capacités particulières, un handicap reconnu ou manquant de connaissance dans les langues enseignées (tandem linguistique, modification de la grille horaire ou moyens d'enseignement supplémentaires par exemple). Par analogie, les jeunes sportifs et sportives ou artistes de talent peuvent bénéficier d'un soutien leur permettant d'allier formation scolaire et pratique sportive ou artistique intensive. Le programme «sport-arts-formation» est institué aux articles 12 à 15 du règlement du 20 décembre 2011 sur le sport (RSport, RSF 460.11).

L'école peut notamment proposer diverses mesures de soutien individuelles ou collectives, qui vont au-delà de l'enseignement différencié, selon les besoins:

- > prolongation ou raccourcissement du cursus scolaire;
- > allègements au niveau de l'horaire des cours;
- > congés particuliers;
- > adaptations des conditions de travail, d'enseignement et d'examens (mesures de compensation des désavantages);
- > mise à disposition de moyens auxiliaires.

Toutefois, les mesures de compensation des désavantages, destinées aux élèves en situation de handicap, ne doivent pas réduire les exigences de formation.

La collaboration avec les instances de protection de l'enfant et de l'adulte est requise lorsque des problèmes survenant hors du contexte scolaire mettent en danger le développement d'une ou de plusieurs jeunes personnes. L'importance d'une collaboration au sein d'un réseau est mise en exergue.

2.2. Actualisation des filières de formation

2.2.1. Maturités spécialisées

La création de la maturité spécialisée est la principale nouveauté du concept de formation des écoles de culture générale approuvé en 2003 par la CDIP. Le canton de Fribourg a introduit à l'automne 2010 trois domaines de maturité spécialisée: santé, social et pédagogie. Il s'agit d'une formation théorique et/ou pratique d'une année dans le domaine professionnel spécifique, destinée aux élèves titulaires d'un certificat de culture générale. Cette formation comprend également la réalisation d'un travail de maturité spécialisée en lien avec le domaine choisi.

Le certificat de maturité spécialisée donne accès à des formations dans des domaines spécifiques des hautes écoles spécialisées (HES) ou des hautes écoles pédagogiques (HEP).

Chaque année, il y a environ 300 à 350 personnes qui choisissent cette formation.

2.2.2. Passerelle maturité professionnelle/ maturité spécialisée – hautes écoles universitaires

Placé sous la responsabilité de la Commission suisse de maturité, l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'une maturité professionnelle fédérale d'être admis dans les hautes écoles universitaires existe au niveau suisse depuis le printemps 2005. En 2009 et 2010, le mandat d'offrir le cours préparatoire à cet examen complémentaire avait été donné à la Fondation des cours d'introduction aux études universitaires en Suisse (CIUS). Comme cette fondation a cessé son activité en septembre 2011, il a été décidé d'inté-

grer la passerelle de la maturité professionnelle aux hautes écoles universitaires, qui dure un an, au Collège St-Michel. Ce dernier dispense le cours préparatoire, organise l'examen complémentaire et délivre le certificat y relatif.

Depuis 2017, les titulaires d'un certificat de maturité spécialisée ont également accès à cette formation exigeante. Le nom de cette formation a été modifié en conséquence.

Le certificat délivré en cas de réussite de l'examen complémentaire est considéré comme équivalent à une maturité gymnasiale suisse.

110 personnes ont choisi cette formation durant l'année scolaire 2017/18.

2.2.3. Ecole de commerce à plein temps

Depuis l'année scolaire 2011/12, la formation commerciale a été adaptée afin de répondre aux exigences permettant de délivrer des titres fédéraux reconnus. Le modèle choisi dans le canton de Fribourg (3+1) comprend trois ans en école pour assurer une solide formation générale et un an de stage en entreprise pour compléter et approfondir les connaissances professionnelles. Les compétences, notamment commerciales, des apprenti-e-s sont ainsi renforcées. A l'issue de leur stage en entreprise, les personnes en formation obtiennent un certificat fédéral de capacité (CFC) d'employé-e de commerce et une maturité professionnelle leur permettant d'accéder notamment aux études commerciales du niveau tertiaire (HES).

Chaque année, il y a environ 110 personnes qui choisissent cette formation.

2.3. Renforcement des structures de pilotage

2.3.1. Précision des rôles des autorités cantonales et scolaires

Les tâches principales du Conseil d'Etat (art. 85) sont toujours d'exercer la haute surveillance sur les écoles du degré secondaire supérieur et d'édicter les dispositions d'exécution nécessaires. La nouvelle formulation tient compte de l'importance de la collaboration et de la coordination au plan intercantonal, qui ont lieu essentiellement au sein des organes de la CDIP, de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) ou des conférences régionales ou nationales de directeurs et directrices d'établissement scolaire, organisées selon les diverses voies de formation.

Le rôle de la DICS est précisé (art. 86). Cette dernière assure non seulement le développement de la formation, mais elle en garantit aussi la qualité. C'est aussi à elle qu'il revient d'en définir l'orientation stratégique et pédagogique. Un accent

est également mis sur la cohérence du système éducatif fribourgeois dans son ensemble par le souci qu'elle doit apporter à la transition depuis l'école obligatoire comme vers les études tertiaires.

Les autorités scolaires existantes (la commission d'école et le directeur ou la directrice) sont complétées par un conseil de direction ainsi que des conférences des enseignant-e-s et des branches. Les attributions de la commission d'école sont précisées: celle-ci doit aussi veiller à l'ancrage de l'école dans la société (art. 54).

2.3.2. Organisation des écoles

Un nouvel organe de coordination et de coopération est institué, à savoir le conseil de direction (art. 56). En font partie le directeur ou la directrice, les proviseur-e-s ainsi que l'administrateur ou l'administratrice. Il tient compte de l'évolution qu'ont connue ces deux dernières fonctions, passant d'un rôle d'appui au directeur ou à la directrice à membres à part entière du conseil de direction de l'école avec des responsabilités déléguées, notamment dans la conduite du personnel (art. 60 et 61).

Les instances de collaboration entre directeurs et directrices sont simplifiées. Une seule conférence regroupe les directeurs et directrices de toutes les écoles (art. 63). La DICS la consulte dans les affaires importantes et décide de l'orientation stratégique et pédagogique avec sa collaboration. Elle peut en outre lui confier des tâches spéciales (procédure d'admission des élèves et leur répartition entre les écoles par exemple).

Enfin, des nouveaux organes consultatifs du conseil de direction sont créés. Il s'agit de la conférence des enseignants et enseignantes de l'école (art. 64) qui traite en particulier des questions pédagogiques ou en rapport avec le développement et l'organisation de l'école et des conférences de branche (art. 65) qui servent à la coordination disciplinaire au sein des écoles comme sur le plan cantonal. Ces nouveautés s'inscrivent dans la continuité d'organisations informelles existant actuellement dans les écoles du degré secondaire supérieur.

2.3.3. Maintien et développement de la qualité

La responsabilité en matière de maintien et de développement de la qualité incombe aux directeurs et directrices. Ceux-ci sont responsables du développement, de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion pédagogique et administrative de leur établissement, de la conduite du personnel, de la qualité de l'enseignement et de l'éducation ainsi que de la collaboration avec les partenaires de l'école auprès desquels ils représentent l'établissement. Ils portent une attention particulière à la qualité du climat régnant au sein de l'établissement et au bien-être des personnes qui y travaillent (art. 58).

D'une manière générale, c'est la DICS qui exerce la surveillance sur la formation secondaire supérieure. Elle s'assure de la qualité de la formation et favorise son développement en effectuant un monitoring continu et scientifiquement étayé de l'ensemble du système scolaire (art. 86). Elle définit un concept global pour assurer et développer la qualité dans les écoles (art. 20).

Des évaluations au fondement scientifique existent d'ores et déjà dans différents domaines scolaires. Les voies de formation cantonales sont reconnues par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche et/ou par la CDIP. Les examens de fin de formation sont évalués par les présidents et les présidentes de jury (professeur-e-s d'université). Des représentants et représentantes des universités prennent également part en tant qu'experts et expertes aux examens finals dans les différentes branches.

L'évaluation régulière des collaborateurs et collaboratrices prévue par la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers, RSF 122.70.1) constitue un autre instrument important pour assurer le maintien de la qualité. A cet égard, les proviseur-e-s endossent de nouvelles responsabilités dans le domaine de la conduite du personnel (art. 60).

Le corps enseignant (art. 46) contribue à la promotion et au contrôle de la qualité par sa participation notamment dans le cadre de différentes conférences et commissions (professeur-e-s de classe, conférences de branche, commission des examens...). C'est également valable pour la commission d'école (art. 54), en tant qu'organe consultatif du conseil de direction, et pour les élèves (art. 36).

Le développement de la qualité des écoles du degré secondaire supérieur est également une préoccupation de la CDIP et du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. La DICS est chargée de la mise en œuvre des projets initiés par ces organes. Elle définit également les orientations stratégiques et pédagogiques (art. 86).

2.3.4. Gestion informatique

Depuis l'automne 2013, les différentes étapes de l'année scolaire depuis l'inscription des élèves jusqu'à l'impression des certificats de fin de formation sont effectuées avec le programme informatique implémenté au sein des écoles du degré secondaire supérieur dans le cadre du projet d'harmonisation des systèmes d'information pour l'administration des écoles (HAE).

L'article 43 de la LESS constitue la base légale pour les banques de données et les fichiers d'élèves nécessaires à la gestion des écoles. La mise en place d'un système de gestion des données centralisé¹ constitue la colonne vertébrale du projet HAE. Ce

¹ Par exemple: registre des personnes, telles que élèves, personnel enseignant, personnel administratif; registre des établissements de formation.

référentiel permet de simplifier les échanges de données entre les différentes entités et d'améliorer la qualité des informations disponibles pour l'ensemble des acteurs de l'éducation. Il a par ailleurs l'avantage de faciliter la gestion et le pilotage des écoles par les conseils de direction et la DICS.

2.4. Clarification des droits et des obligations des partenaires de l'école

La loi fixe un cadre de coresponsabilité définissant le rôle et les responsabilités de chacun des acteurs de l'école (chapitres 4, 5, 6 dédiés respectivement aux parents et élèves, aux enseignants et enseignantes et aux autorités scolaires). Une claire description des droits et des devoirs de chacun et chacune permet aux élèves, aux parents et au corps enseignant ainsi qu'aux autorités scolaires de trouver une place à part entière au sein de l'école. Elle vise à instaurer un climat de respect mutuel et à reconnaître les rôles et les compétences de chacun et chacune. Cette démarche concrétise un principe énoncé dans les finalités de l'école (art. 4 al. 2), à savoir le principe de réciprocité entre droits et devoirs qui doit devenir la maxime guidant les pratiques et les comportements.

2.4.1. Parents

La collaboration entre les parents et l'école (art. 29)

L'article 29 sur la collaboration entre les parents et l'école a été repensé dans le but de favoriser une collaboration étroite et féconde entre les deux partenaires. Ainsi, les parents d'élèves mineurs et l'école sont tenus de collaborer selon leurs responsabilités respectives à l'éducation et à la formation des élèves et de s'informer mutuellement. Si durant la scolarité obligatoire la tâche d'éducation est plus largement partagée entre les parents et l'école, cette dernière s'investit davantage dans la formation des élèves au degré secondaire supérieur, sans pour autant cesser à seconder les parents dans leur responsabilité éducative. L'école tient compte de l'aptitude croissante des élèves à assumer des responsabilités (art. 4 al. 1). Cette collaboration école-parents joue également un rôle important dans la promotion de la santé et dans la prévention des comportements nocifs notamment (art. 41).

Dans ce même esprit, l'école peut présumer de la part des parents d'élèves mineurs qu'ils collaborent de façon appropriée et se conforment à ses attentes. Les parents sont tenus d'informer les membres du conseil de direction ou du corps enseignant de tout événement important pouvant influencer la situation scolaire de leur enfant, de justifier ses absences et de respecter et soutenir les actions et consignes du corps enseignant. Une collaboration réussie vise à atteindre une saine complémentarité des actions formatives et éducatives donnant aux jeunes un ensemble de repères cohérents qui leur permettront de progresser et d'acquérir l'autonomie et la maturité visées par l'enseignement secondaire supérieur (art. 4 et 5).

Un changement important dans les relations entre l'école et les parents intervient toutefois lorsque les élèves atteignent leur majorité et acquièrent le plein exercice des droits civils. Si ces élèves deviennent alors les interlocuteurs et interlocutrices principaux de l'école pour tous les aspects relevant de l'enseignement (examens, justification des absences, choix de cours à option, activités scolaires...), les parents restent malgré tout directement et personnellement concernés par le parcours de formation de leur enfant majeur-e. Pour cette raison, il se justifie que les parents puissent continuer d'obtenir des informations sur le développement scolaire de leur enfant (par exemple: bulletins scolaires, non-promotion, sanctions disciplinaires, échec aux examens...), à moins que l'élève majeur-e s'y oppose par écrit (art. 29 al. 2). Dans un tel cas, les parents ne peuvent plus obtenir ces informations directement auprès de l'école, mais doivent à cet effet s'adresser à leur enfant majeur-e.

Associations de parents (art. 30)

L'école est consciente des effets positifs sur l'enseignement et le climat scolaire d'une collaboration étroite et féconde avec les parents, premiers responsables du bien-être de leur enfant. Il convient par conséquent de les impliquer dans la vie scolaire et de leur concéder une forme de participation relative aux questions de fonctionnement et d'organisation des établissements. Bien que les parents ne détiennent pas de compétences décisionnelles quant au fonctionnement de l'école, leur avis doit être entendu et pris en considération et leur expérience de parents valorisée et exploitée.

Dans ce but, les parents peuvent former des associations qui, une fois reconnues par la DICS, sont consultées par cette dernière sur les projets de loi ou de règlement qui présentent un intérêt particulier pour les parents. De plus, l'article 30 al. 2 prévoit que ces associations sont informées, par le directeur ou la directrice, sur la marche générale de l'établissement. Ceci peut par exemple concerner l'organisation et le fonctionnement de l'école (horaires et offre de cours, services, infrastructures, personnel...), des projets, des collaborations ou des activités et manifestations sportives et culturelles.

Commission d'école (art. 53)

Selon l'article 29 al. 3, les parents sont également représentés dans la commission d'école qui veille au bon fonctionnement de l'établissement ainsi qu'à son ancrage dans la société et sert d'organe consultatif et de préavis de la DICS (art. 54). Au-delà de ses attributions légales, la commission d'école est un espace d'échange d'informations et de propositions réunissant les représentants et les représentantes des parents d'élèves, du corps enseignant et des autorités scolaires (directeur ou directrice et, le cas échéant, un représentant ou une représentante du Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré). Elle permet aux parents d'être informés et

consultés dans les domaines de la vie scolaire où la collaboration école-parents peut favoriser un meilleur encadrement des élèves et contribuer à améliorer leurs conditions d'apprentissage.

Les thématiques discutées au sein de la commission d'école portent principalement sur les aspects de l'organisation et du fonctionnement de l'école (par exemple: règlement interne, horaires, offre de cours, services, infrastructures, personnel, projets, transports, etc.). En dehors de ces sujets, chaque commission d'école est libre de développer ses propres projets (manifestations scolaires, activités culturelles et sportives, camps, etc.).

2.4.2. Elèves

Droits des élèves (art. 36)

Le chapitre traitant des élèves s'ouvre sur leurs droits élémentaires (art. 36). Ainsi, l'alinéa 1 rappelle que chaque élève a droit au respect de sa personnalité et ne doit subir aucune discrimination. Cela implique, pour les élèves présentant des aptitudes ou des besoins scolaires particuliers, le droit d'être encouragés et soutenus par des mesures appropriées (art. 38) qui peuvent prendre, par exemple, la forme de compensation des désavantages ou d'aménagements individuels (pour jeunes sportifs et sportives ou artistes de talent ou pour les élèves à haut potentiel intellectuel).

Conformément à la Convention internationale des droits de l'enfant, à laquelle la Suisse a adhéré en 2006, la loi confère à l'élève la possibilité de donner son avis sur les décisions scolaires importantes le concernant (art. 36 al. 2). Les élèves mineurs et majeurs, à l'instar des parents et du corps enseignant, doivent communiquer ce qu'ils pensent être le mieux pour eux et se déterminer sur des questions qui touchent à leur avenir. La possibilité d'être acteurs et actrices à part entière de leur formation contribue à l'accroissement de leur autonomie et de leur sens des responsabilités.

Dans ce même but, il convient d'impliquer les élèves, tout comme les parents (voir ci-dessus), dans la vie scolaire et de leur concéder une forme de participation relative aux questions de fonctionnement et d'organisation de l'établissement. Ainsi, ils peuvent formuler, individuellement ou avec d'autres, une demande ou faire une proposition au conseil de direction (art. 36 al. 3). Leur avis est également sollicité quant au développement de la qualité et aux projets relatifs à l'évolution de l'école (art. 36 al. 4).

Conseil d'élèves (art. 36 al. 5)

La LESS permet aux élèves de former, avec l'appui du conseil de direction, un conseil d'élèves dont le fonctionnement et les relations avec l'école seront réglés dans des statuts approuvés par la commission d'école (art. 36 al. 5). Le conseil d'élèves

permet non seulement d'institutionnaliser la participation des élèves aux questions de fonctionnement de l'école, mais également de créer un lieu où les principaux intéressés peuvent débattre de leurs propres thématiques ou initier des activités ou projets.

Obligations des élèves (art. 37)

La loi n'omet pas de rappeler les obligations qui incombent aux élèves: ils ont le devoir de fréquenter les cours obligatoires et facultatifs qu'ils ont choisis et doivent participer aux manifestations scolaires déclarées obligatoires par le directeur ou la directrice. Il leur est demandé de mettre tout en œuvre pour assurer leur succès scolaire et leur développement personnel. Les élèves sont tenus de respecter les prescriptions du règlement de l'école et de se conformer aux instructions du personnel de l'école. Ils font preuve de savoir-vivre et de respect tant envers le corps enseignant, le personnel administratif et technique de l'école et les autorités scolaires qu'envers leurs camarades.

Sanctions disciplinaires (art. 44)

Lorsqu'une sanction est prononcée, celle-ci doit poursuivre un but éducatif (art. 44 al. 2). La sanction fait partie intégrante de l'apprentissage du vivre et travailler ensemble. Elle est en effet un moyen de faire respecter les règles collectives nécessaires à tout cadre de vie et de travail. Elle intervient pour signaler à l'élève qu'il ou elle est allé-e trop loin. La sanction a également pour objectif que l'élève modifie son comportement. Dans ce but, la sanction doit être pensée de manière à responsabiliser l'élève vis-à-vis de ses actes afin qu'il ou elle en comprenne pleinement la gravité. La sanction vise autant la réparation du tort causé que la réconciliation. L'exclusion définitive, qui est la sanction disciplinaire la plus grave (art. 44 al. 4), est en règle générale précédée par une suspension temporaire ou une menace d'exclusion. Si l'intérêt de l'élève ou la sécurité de l'établissement le commandent, le directeur ou la directrice peut également interdire provisoirement tout accès à l'école à un ou une élève (art. 45).

2.4.3. Enseignants et enseignantes

Fonction et statut (art. 46 et 47)

Conformément à la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA, RSF 122.0.1) qui donne compétence au Conseil d'Etat d'organiser l'administration cantonale, la fonction et le statut du corps enseignant et des autorités scolaires sont précisés par voie réglementaire et dans le descriptif de fonction. Ainsi, à l'instar de la législation sur la scolarité obligatoire, les dispositions relatives à l'engagement, au licenciement et aux tâches particulières ont été retirées de la loi.

Cette dernière se limite par conséquent à évoquer brièvement la fonction. Le statut et les exigences de formation du corps enseignant ainsi que les attentes qui en découlent (art. 47) sont davantage précisés dans le règlement du 14 mars 2016 relatif au personnel enseignant (RPens, RSF 415.0.11). Conformément aux principes directeurs de la loi, l'accent est mis sur la nécessité de collaborer au bon fonctionnement de l'établissement et de participer activement à la vie de celui-ci. Par ailleurs, il est demandé aux enseignants et aux enseignantes d'avoir le même respect que celui demandé aux élèves à leur égard.

Retrait de l'autorisation d'enseigner (art. 49)

Le 15 mai 2006, le canton de Fribourg acceptait la modification de l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (RSF 410.4) introduisant une liste intercantonale, gérée par la CDIP, des enseignants et enseignantes auxquels a été retiré le droit d'enseigner. La loi concrétise ainsi la possibilité pour la DICS de retirer, provisoirement ou définitivement, l'autorisation d'enseigner à un enseignant ou une enseignante pour des motifs qui mettent en péril la sécurité des élèves ou de l'institution scolaire et d'annoncer ce retrait à la CDIP.

Conférence des enseignants et enseignantes (art. 64)

La conférence des enseignants et enseignantes est un organe consultatif du conseil de direction composé de l'ensemble du corps enseignant de l'établissement et traite en particulier des questions pédagogiques ou en rapport avec le développement et l'organisation de l'école. Elle peut également soumettre des propositions au conseil de direction. A noter que le corps enseignant est également consulté par le conseil de direction dans les affaires scolaires importantes de portée générale et délègue un représentant ou une représentante dans la commission d'école (art. 53).

Conférences de branche (art. 65)

Les enseignants et enseignantes des écoles du secondaire du deuxième degré sont organisés en conférences de branche. En règle générale, ces dernières sont conduites par un-e responsable de branche. La conférence de branche permet des échanges liés à la branche ou concernant la didactique de la discipline. Elle soutient les nouveaux enseignants et les nouvelles enseignantes au début de leur carrière et coordonne les contenus et les exigences d'une branche. Elle propose en outre les moyens d'enseignement autorisés au directeur ou à la directrice (art. 19). Les conférences de branche peuvent être distinctes selon la langue d'enseignement.

Au niveau cantonal, l'organisation peut viser à promouvoir les échanges à l'interface entre la scolarité obligatoire et les hautes écoles, à coordonner les besoins en formation continue ainsi que les contenus pédagogiques et les exigences. Elle

peut également permettre de traiter les mandats de la Conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur et/ou du Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré (ci-après: le Service).

3. Consultation

L'avant-projet de LESS a été mis en consultation externe du 13 mars au 30 juin 2017. Les partenaires (la Conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur, l'Association fribourgeoise des professeurs de l'enseignement secondaire supérieur et les associations de parents

d'élèves) avaient d'ores et déjà pu transmettre leurs prises de position lors de quatre tables rondes organisées entre le 28 novembre 2012 et le 26 novembre 2015.

L'avant-projet a été de manière générale bien accueilli et la nécessité de réviser cette loi n'est pas contestée.

Toutes les remarques émises ont fait l'objet d'un examen attentif de la part du groupe de travail et bon nombre d'entre elles ont été prises en considération d'une manière ou d'une autre. Les remarques relatives à des formulations reprises de la loi sur la scolarité obligatoire n'ont pas été prises en compte vu que ce texte avait déjà été adopté ainsi par le Grand Conseil.

Les éléments suivants ont été particulièrement commentés:

Thématique:	Modifications depuis l'avant-projet mis en consultation:
Langue d'enseignement (art. 6)	Cet article a été modifié car la grande majorité des organes consultés estiment que les écoles doivent assurer une offre de formation équivalente pour les deux communautés linguistiques et que l'enseignement doit être donné dans toutes les écoles (à l'exception du Collège du Sud) dans les deux langues officielles du canton.
Durée du gymnase (art. 14)	Pas de modification. Les organes qui se prononcent au sujet de la durée de la formation gymnasiale estiment que celle-ci doit être maintenue à quatre ans.
Moyens d'enseignement (art. 19)	Cet article et son commentaire ont été modifiés notamment pour mettre en évidence le caractère exceptionnel d'une éventuelle intervention du Service pour déterminer les moyens d'enseignement autorisés. La nouvelle formulation tient également mieux compte des moyens d'enseignement numériques.
Concept de maintien et de développement de la qualité (art. 20)	Cet article et son commentaire ont été reformulés.
Mesures d'encouragement et de soutien (notamment art. 38)	Le texte de la loi et de son commentaire ont été complétés.
Rôle du corps enseignant dans le développement de l'école (art. 46)	Cet élément a été ajouté.
Statut des écoles et de son personnel (art. 51)	Certains organes consultés estiment que les écoles devraient être autonomes et/ou disposées d'une enveloppe budgétaire. Le Conseil d'Etat ne souhaite pas accorder une autonomie financière et/ou juridique aux écoles du degré secondaire supérieur. La possibilité de donner aux conseils de direction des écoles des compétences supplémentaires dans la gestion financière est toutefois étudiée par la DICS. Certains organes consultés estiment par ailleurs que cette loi renforce l'autorité de la DICS au détriment des écoles et/ou que le système devient trop bureaucratique. Cet avis n'est pas partagé par le Conseil d'Etat. Ce dernier estime qu'un pilotage est nécessaire pour garantir le bon fonctionnement d'une structure. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une approche plus centralisatrice que d'autres cantons. Il est à relever que d'autres organes consultés estiment au contraire que les écoles du degré secondaire supérieur disposent déjà d'une grande marge de manœuvre.
Conférence des enseignants et enseignantes (art. 64)	Cet article a été modifié pour renforcer le rôle de cette conférence.

A la demande de plusieurs organes consultés, deux articles ont été ajoutés. L'un relatif aux administrateurs et administratrices (art. 61), l'autre concernant les conférences de branche (art. 65).

4. Commentaires des articles

Art. 1

Le champ d'application de la loi comprend les écoles publiques fribourgeoises relevant de l'enseignement secondaire supérieur, notamment la formation gymnasiale, la formation commerciale en école à plein temps et la formation en école de culture générale. En revanche, la loi ne s'applique

pas à la formation professionnelle en entreprise (apprentissage en voie duale) ou en école de métiers, ni à d'autres voies de formation professionnelle, telles que proposées par l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (IAG) ou l'Ecole professionnelle Santé-Social (ESSG) à Grangeneuve, régies par le droit fédéral ou cantonal spécial.

Le Gymnase intercantonal de la Broye dispose de ses propres bases légales en vertu de la Convention intercantonale du 9 décembre 2002 sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (RSF 412.1.8/81-84).

La loi ne comprend pas non plus le domaine de la pédagogie spécialisée, régie par une législation spéciale, pour autant

que ses dispositions trouvent application au degré secondaire supérieur.

Par rapport à la loi de 1991, il s'agit de tenir compte des filières introduites depuis (maturités spécialisées et passerelle maturité professionnelle/maturité spécialisée – hautes écoles universitaires) et de mettre à jour la terminologie.

La loi règle en outre la surveillance de l'enseignement secondaire supérieur privé ainsi que les conditions de subventionnement d'écoles privées (chapitre 8).

Art. 2

Actuellement, l'enseignement secondaire supérieur est dispensé dans trois collèges sis en ville de Fribourg (Saint-Michel, Sainte-Croix et Gambach), au Collège du Sud à Bulle ainsi qu'à l'Ecole de culture générale de Fribourg.

Les collèges sont cités selon l'ordre chronologique de leur fondation.

Le Gymnase intercantonal de la Broye à Payerne ne figure pas dans cette liste en raison du fait qu'il dispose d'un statut intercantonal régi par une législation spéciale (RSF 412.1.8/81–84).

Le Conseil d'Etat peut ouvrir ou fermer d'autres écoles ou classes lorsque les circonstances le justifient. A l'heure actuelle, la première année gymnasiale est proposée à l'école du cycle d'orientation de la Glâne à Romont. Elle est régie par une convention entre l'Etat et l'Association du Cycle d'orientation de la Glâne, qui échoit à la fin de l'année scolaire 2018/19.

Art. 3

La loi fixe les buts, le fonctionnement et la structure de l'enseignement ainsi que l'organisation et le financement des écoles du degré secondaire supérieur. Elle met en lumière la place respective de l'élève, des parents, du corps enseignant et des autorités. De plus, elle énumère les services de conseil, règle la surveillance de l'enseignement privé et fixe les voies de droit.

Art. 4

Ces dispositions sont partiellement reprises de la loi de 1991 et de celle sur la scolarité obligatoire. Elles ont en outre subi un léger toilettage.

Alinéa 1: Cette disposition traduit l'article 65 al. 1 de la Constitution cantonale (RSF 10.1), selon laquelle l'Etat assure la formation secondaire supérieure, gymnasiale et professionnelle. Contrairement à l'enseignement de base, les voies de formation du degré secondaire supérieur ne sont ni obligatoires, ni gratuites (à l'exception de la formation professionnelle en école à plein temps), et ne confèrent pas non plus les mêmes

garanties quant à l'accessibilité et à l'étendue des prestations offertes par les articles 19 et 62 al. 2 de la Constitution fédérale (RS 101).

Si, durant la scolarité obligatoire, la tâche d'éducation est largement partagée entre les parents et l'école, cette dernière s'investit davantage dans la formation des élèves au niveau degré secondaire supérieur, sans pour autant cesser de secourir les parents dans leur responsabilité éducative. Cette règle est en adéquation avec l'article 7 de la loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ, RSF 835.5), qui définit que *les responsables, au premier chef, des soins, de l'éducation, de l'entretien et de la protection de l'enfant sont son père et sa mère* (al. 1), et les oblige *d'assurer son développement* et, à ce titre, *de collaborer de façon appropriée avec les institutions publiques et d'utilité publique, l'école en particulier* (al. 2).

De toute évidence, l'école doit tenir compte, dans son approche pédagogique et son fonctionnement, de l'aptitude croissante des élèves à assumer des responsabilités et à se montrer autonomes, ce qui constitue un but important de l'enseignement secondaire supérieur (art. 5 let. d). Ainsi, il convient d'impliquer les élèves approchant l'âge d'adulte, en tant qu'acteurs et actrices à part entière, dans tous les aspects qui concernent leur parcours de formation.

Alinéas 2 à 4: En tant que pilier central de notre collectivité, l'école s'engage à incarner et à transmettre les éléments identitaires essentiels de notre société, ancrés dans notre constitution: le respect des droits fondamentaux de chaque personne, la réciprocité entre droits et devoirs, ou la renonciation à une quelconque idéologie confessionnelle ou politique. Si l'école, en raison de sa neutralité confessionnelle (art. 64 al. 4 de la Constitution cantonale, RSF 10.1), ne doit pas manifester clairement son propre attachement à une confession déterminée, ceci ne l'empêche toutefois pas d'aborder des thématiques religieuses (de différentes confessions) dans l'enseignement ou d'organiser certaines activités en lien avec des traditions chrétiennes (par exemple: chants de Noël), pour autant qu'elle ne contraigne aucun et aucune élève d'accomplir un acte religieux contraire à ses croyances (art. 15 de la Constitution fédérale, RS 101).

Art. 5

La mission formative des écoles du degré secondaire supérieur est vaste. Les objectifs que l'enseignement se fixe sont divers, mais ils se concentrent en premier lieu sur la formation de la personnalité de l'élève. Durant son cursus éducatif, qui peut être protéiforme, la personne en formation obtient la maturité personnelle qui la prépare pour les prochaines étapes de sa vie.

Dans une atmosphère d'ouverture et d'estime mutuelle, les élèves acquièrent une formation générale élargie qui les rend aptes à suivre des études ultérieures du niveau tertiaire. Ils

ont besoin de solides connaissances de base et spécifiques qu'ils obtiennent en approfondissant leurs savoirs dans différents domaines d'apprentissage. Les intérêts d'un domaine professionnel particulier ne jouent un rôle central que pour certaines voies de formation; les autres visent l'obtention de connaissances de base dans de multiples branches, ce qui dépasse un cadre utilitariste.

Pour leur permettre de poursuivre avec succès leurs études ou de faire leurs preuves dans la profession apprise, les jeunes doivent en outre acquérir des compétences transversales cognitives et non cognitives (esprit analytique, raisonnement logique, motivation, engagement, responsabilité individuelle, gestion du temps, curiosité, sens du devoir, faculté de jugement) qui feront d'eux des membres responsables de la société.

La double finalité de la formation (connaissances dans différents domaines et profonde maturité sociale) est aussi axée sur les compétences intellectuelles et sociales. La promotion des talents artistiques et physiques des jeunes, la formation de leur esprit critique et de leur capacité de discernement complètent les missions remplies par les écoles du degré secondaire supérieur.

Art. 6

Alinéa 1: Chaque voie de formation est, en principe, offerte dans le canton dans l'une et dans l'autre langue. En cas d'effectif ne permettant pas d'ouvrir une voie de formation pour une section linguistique, l'Etat peut être amené à prendre en charge les frais d'écologie pour une formation dans un autre canton conformément aux accords intercantonaux en la matière.

L'exigence d'une organisation rationnelle fait que l'offre de cours à l'intérieur d'un même établissement peut différer entre les sections linguistiques.

Alinéa 2: L'enseignement est dispensé en français et en allemand dans chaque école du degré secondaire supérieur. Ceci est actuellement le cas dans les trois collèges de la ville de Fribourg et à l'Ecole de culture générale de Fribourg.

Cela n'implique pas que l'offre soit identique dans toutes les écoles (par exemple: les options spécifiques et complémentaires sont réparties entre les collèges).

Au vu de son aire de recrutement exclusivement francophone (à l'exception de la commune de Jaun), le Collège du Sud est le seul établissement du canton à ne pas proposer deux sections linguistiques. Ceci n'empêche, par contre, pas la création de séquences d'enseignement dans la langue partenaire ou de classes bilingues (voir art. 7).

Alinéa 3: Cette reprise de la loi de 1991 souligne l'importance de la langue d'enseignement (première langue). Elle appar-

tient, avec les mathématiques, aux compétences de base constitutives de l'aptitude générale aux études supérieures selon les recommandations de la CDIP.

Art. 7 al. 1

Cet article consacre les principes énoncés par l'article 6 de la Constitution cantonale (RSF 10.1) selon lequel l'Etat favorise la compréhension, la bonne entente et les échanges entre les communautés linguistiques cantonales, encourage le bilinguisme et favorise les relations entre les communautés linguistiques nationales, et par l'article 64 al. 3 qui stipule que la première langue étrangère enseignée est l'autre langue officielle. Le programme gouvernemental 2012-2016 a également prévu que le Conseil d'Etat devait porter davantage ses efforts sur le renforcement de la compréhension entre les communautés linguistiques en favorisant les échanges et l'apprentissage des langues.

Sous l'impulsion du Concept cantonal de l'enseignement des langues de 2010, l'offre de formations bilingues s'est étoffée durant ces dernières années également au niveau de l'enseignement secondaire supérieur.

Pour l'année scolaire 2017/18, les différentes offres d'immersion comptaient au total 1015 élèves qui suivaient un programme bilingue. Ils étaient répartis notamment dans 34 classes bilingues ou profitaient des autres offres d'immersion. La session d'examens 2018 a vu la remise de 207 certificats reconnus par la Confédération portant la mention bilingue.

Le nouveau concept de formation gymnasiale bilingue (classe bilingue «plus» et «branche de sensibilisation»; plus d'informations: <http://www.fr.ch/s2>) introduit lors de la rentrée scolaire 2014/15 suscite un vif intérêt: 40,6% des élèves de première année suivaient une des voies d'enseignement bilingue en 2017/18. Globalement, 29,5% des gymnasiens suivaient une formation bilingue durant cette année scolaire.

A l'Ecole de culture générale de Fribourg, il est désormais possible de suivre un enseignement bilingue dans toutes les voies de formation proposées par cet établissement. Il en va de même pour l'école de commerce à plein temps.

Les écoles du degré secondaire supérieur participent à différents programmes et partenariats d'échanges avec des écoles suisses et étrangères.

Art. 8

Cet article ne traite pas de la formation des adultes en tant que telle, régie par une législation spéciale (loi sur la formation des adultes [LFA], RSF 45.1). Il permet au Conseil d'Etat de mettre l'organisation et les infrastructures des écoles du degré secondaire supérieur à disposition de la formation des adultes ou d'organiser des voies de formation s'adressant aux adultes, par exemple une filière gymnasiale du soir, pour

autant qu'une telle filière réponde à un besoin avéré et puisse être organisée de manière rationnelle et économique. Actuellement, les personnes souhaitant suivre une formation du degré secondaire supérieur en cours d'emploi sont orientées vers les cantons de Berne ou de Vaud. Sur demande et sous certaines conditions, l'Etat prend en charge ces frais d'écologie hors canton.

Art. 9

Cet article souligne l'importance de la cohérence horizontale et verticale pour un développement harmonieux du système éducatif fribourgeois.

Le Service collabore étroitement avec les autres services de l'enseignement. Son chef participe notamment aux rencontres hebdomadaires de la Conférence des chef-fe-s de service de l'enseignement. Des échanges ont également lieu entre les directions des écoles du cycle d'orientation et celles des écoles du degré secondaire supérieur. Lorsque cela s'avère nécessaire, par exemple lors de l'introduction de nouveaux plans d'études, des rencontres sont organisées entre les enseignants et enseignantes des écoles du cycle d'orientation et ceux et celles des écoles du degré secondaire supérieur.

Une continuité dans l'enseignement est nécessaire pour garantir l'aptitude générale aux études tertiaires. Les critères d'admission dans les écoles du degré secondaire supérieur sont par ailleurs déterminés en cohérence avec l'organisation de l'école obligatoire.

Des rencontres ont lieu régulièrement entre le Rectorat de l'Université de Fribourg et les directeurs et directrices du degré secondaire supérieur. La présidence du jury des examens de chaque établissement est assurée par un ou une professeur-e d'université. Des professeur-e-s du tertiaire sont régulièrement engagés comme experts et expertes lors de ces examens. La collaboration entre les collèges et l'Université de Fribourg sera encore renforcée dans le cadre de la mise en œuvre de la recommandation de la CDIP intitulée «Amélioration de la transition du gymnase à l'université».

Art. 10

Les études gymnasiales sont d'abord une préparation aux études universitaires; elles peuvent aussi déboucher sur d'autres formations tertiaires.

La formation gymnasiale, régie par des règlements de filière (règlement sur les études gymnasiales [REG], RSF 412.1.11 et règlement concernant les examens de maturité gymnasiale [REMG], RSF 412.1.31), est donnée dans les établissements suivants: Collège Saint-Michel, Collège Sainte-Croix, Collège de Gambach et Collège du Sud, qui décernent également des certificats de maturité gymnasiale bilingue.

Le but de l'enseignement gymnasial est décrit à l'article 5 du règlement du 15 février 1995 de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM). Les gymnases doivent, dans la perspective d'une formation permanente, offrir à leurs élèves la possibilité d'acquérir de solides connaissances fondamentales et de développer leur ouverture d'esprit et leur capacité de jugement indépendant. Ces écoles dispensent une formation générale équilibrée et cohérente, qui confère aux élèves la maturité requise pour entreprendre des études supérieures et les prépare à assumer des responsabilités au sein de la société. L'enseignement évite la spécialisation ou l'anticipation de connaissances ou d'aptitudes professionnelles. Les écoles développent simultanément l'intelligence de leurs élèves, leur volonté, leur sensibilité éthique et esthétique ainsi que leurs aptitudes physiques.

Le plan d'études cadre pour les écoles de maturité est édicté par la CDIP et donne les bases sur lesquelles les contenus des différentes branches doivent s'aligner.

Pour garantir l'aptitude générale aux études supérieures des titulaires d'une maturité gymnasiale, l'Assemblée plénière de la CDIP a, lors de sa séance du 17 mars 2016, adopté des recommandations relatives à la garantie à long terme de l'accès sans examen aux hautes écoles avec une maturité gymnasiale. Les compétences de base en mathématiques et en langue première ont ainsi été fixées dans le plan d'études cadre pour les écoles de maturité. Pour atteindre cet objectif, il faut également augmenter la transparence et la comparabilité des procédures d'examen, améliorer la transition du gymnase à l'université et optimiser l'orientation universitaire et de carrière.

Art. 11

Depuis l'année scolaire 2011/12, la formation commerciale a été adaptée afin de répondre aux exigences permettant de délivrer des titres fédéraux reconnus. La formation est régie par le règlement sur l'école de commerce à plein temps (RECPT, RSF 412.3.11). Le modèle choisi dans le canton de Fribourg (3+1) comprend trois ans en école pour assurer une solide formation générale et un an de stage en entreprise pour compléter et approfondir les connaissances professionnelles. Les compétences, notamment commerciales, des apprenti-es sont ainsi renforcées. A l'issue de leur stage en entreprise, les personnes en formation obtiennent un certificat fédéral de capacité (CFC) d'employé-e de commerce et un certificat fédéral de maturité professionnelle leur permettant d'accéder notamment aux études commerciales du niveau tertiaire (HES).

Le diplôme de commerce a ainsi disparu, tout comme le cours intensif de secrétariat du Collège de Gambach, dont il convient d'abroger l'arrêté du Conseil d'Etat y relatif (RSF 412.3.31, voir également art. 89 al. 2).

La formation en école de commerce à plein temps est donnée dans les établissements suivants: Collège de Gambach (en français et allemand) et Collège du Sud (en français exclusivement).

Art. 12

La formulation «école de culture générale» tient compte de l'évolution des bases légales de la CDIP qui est compétente pour reconnaître les établissements offrant cette formation. Ces bases légales ont notamment permis la mise en place des maturités spécialisées. Actuellement, les trois domaines santé, social et pédagogie sont proposés dans le canton. Ils donnent accès aux études de niveau tertiaire (études dans les domaines de la santé et du travail social en HES et de la pédagogie en HEP). L'obtention du certificat de culture générale uniquement (sans la maturité spécialisée) permet d'accéder à une formation dans une école supérieure pour devenir ambulancier ou ambulancière (domaine santé) ou éducateur ou éducatrice de la petite enfance (domaine socio-éducatif) par exemple.

L'introduction d'une voie de formation conduisant à une maturité spécialisée dans les domaines musique, théâtre et danse n'a pas été retenue, en raison d'un manque d'effectifs à l'intérieur du canton et des offres extracantonales existantes (cf. réponse du Conseil d'Etat au postulat Jean-Pierre Doutaz/Marie-Christine Baechler [2016-GC-29] concernant les maturités spécialisées domaines Musique, Théâtre et Danse). Le Conseil d'Etat confirme ainsi la décision prise en 2008 d'introduire seulement les filières de formation dans les domaines santé, social et pédagogie dans les écoles de culture générale du canton de Fribourg (cf. réponse du Conseil d'Etat au postulat Nicole Aeby-Egger/Guy-Noël Jelk [n° 300.05] concernant l'évolution de l'Ecole cantonale de degré diplôme vers une Ecole de maturité spécialisée santé et social).

La formation en école de culture générale, régie par des règlements de filière (règlement du 10 juin 2008 concernant les études en écoles de culture générale [RECG], RSF 412.4.21 et règlement du 10 juin 2008 concernant les examens de certificat de culture générale [RCCG], RSF 412.4.22), est proposée dans les établissements suivants: Collège du Sud (en français exclusivement) et Ecole de culture générale de Fribourg (en français et allemand).

Le but des écoles de culture générale est de dispenser une formation générale approfondie, de développer les compétences personnelles et sociales ainsi que de préparer à la formation professionnelle par une introduction à différents secteurs d'activités et à des connaissances préprofessionnelles. Ce but est décrit dans le plan d'études cadre pour les écoles de culture générale qui a été édicté en 2004 par la CDIP et qui est actuellement en révision. Pour permettre à chaque école d'exprimer sa propre identité, le plan d'études cadre ne fixe que les objectifs généraux.

L'école de culture générale permet d'acquérir des connaissances et de se familiariser avec des méthodes de travail et différentes problématiques dans quatre domaines: langues et communication, mathématiques et sciences naturelles, sciences sociales ainsi que musique et sport.

Art. 13

Cet article concerne actuellement deux formations:

- > La passerelle maturité professionnelle/maturité spécialisée – hautes écoles universitaires, régie par le règlement du même titre (RSF 412.0.14). Ces cours sont donnés au Collège Saint-Michel à Fribourg;
- > Le cours préparatoire à l'examen complémentaire permettant l'accès à la procédure d'admission à la Haute école pédagogique de Fribourg qui est intégré au Collège du Sud et à l'Ecole de culture générale de Fribourg. L'organisation, l'admission et les conditions de réussite de l'examen sont actuellement réglées par des directives de la DICS.

Concernant les conditions d'admission à l'examen complémentaire précité pour des titulaires de la maturité professionnelle, il est également renvoyé à la réponse du Conseil d'Etat à la Question Nicolas Kolly (QA 3107.13) concernant l'admission directe à la HEP pour les titulaires d'une maturité professionnelle et à la Question Andrea Burgener Woeffray/Isabelle Portmann (2016-CE-31) concernant la facilitation de l'accès aux HEP pour les titulaires d'une maturité professionnelle.

Art. 14

Le rapport final de la phase II «Evaluation de la réforme de la maturité 1995» dit EVAMAR II (étude scientifique réalisée à la demande de la CDIP et du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation) montre que la durée des études gymnasiales influence significativement la qualité de la formation gymnasiale et que le système fribourgeois en quatre ans a fait ses preuves. Pour cette raison, il convient de fixer la durée des études gymnasiales dans la loi (al. 1).

Par contre, il n'a pas été jugé nécessaire de préciser la durée des autres formations. En effet, la durée de la formation menant au certificat de culture générale est précisée à l'article 9 du règlement de la CDIP concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale. Quant au modèle choisi pour la formation commerciale en école (avec maturité professionnelle) à plein temps, 3+1 (3 ans en école puis 1 année de stage), il ne peut se dérouler qu'en quatre ans. Le Grand Conseil a en outre déjà refusé de raccourcir cette formation (cf. motion 2015-GC-172).

Les exceptions à la durée ordinaire des études (al. 3) concernent principalement les élèves en situation de handi-

cap, les jeunes sportifs et sportives ou artistes de talent (programme «sport-arts-formation») ou les élèves à haut potentiel intellectuel (HPI). Selon leurs besoins scolaires particuliers, il sera désormais possible de raccourcir ou de prolonger, de cas en cas, la durée ordinaire des voies de formation.

Art. 15

Alinéa 1: L'année scolaire administrative concerne exclusivement l'engagement des enseignants et enseignantes, leur démission ou la résiliation de leurs rapports de service. Jusqu'au 31 juillet 2016, elle débutait le 1^{er} septembre pour se terminer le 31 août. Afin d'améliorer la mobilité entre cantons qui, pour la plupart (dont les cantons voisins), ont une année scolaire administrative qui débute le 1^{er} août, son début a été avancé au 1^{er} août pour tous les enseignants et enseignantes dépendant de la DICS (scolarité obligatoire et enseignement secondaire supérieur) avec effet au 1^{er} août 2016 (cf. la loi du 5 février 2016 modifiant la loi sur l'enseignement secondaire supérieur [année administrative], ROF 2016_016). Ainsi, les nouveaux enseignants et enseignantes reçoivent leur premier salaire déjà à la fin du mois d'août, consacré principalement à la préparation des cours. Les enseignants et enseignantes engagés avant le 31 juillet 2016, ne seront pas prétérités par ce changement, étant donné que leur contrat prendra toujours fin un 31 août (voir art. 87).

Les éventuels changements de taux d'activité ont lieu conformément à la nouvelle année scolaire administrative, soit un 1^{er} août.

Alinéa 2: La promotion étant maintenant semestrielle pour l'école de commerce à plein temps, il est devenu nécessaire de préciser que l'année scolaire comprend deux semestres. Le nombre de semaines (37 contre 38 pour la scolarité obligatoire) et de jours de classe (180 contre 185) est resté inchangé par rapport à la loi de 1991.

Alinéa 4: La DICS établit un seul calendrier pour l'ensemble des écoles du degré secondaire supérieur.

Art. 16

Alinéa 1: Les élèves ont également congé le lundi de Pentecôte qui est un jour légalement férié uniquement dans les communes à population majoritairement évangélique réformée (art. 49 de la loi du 6 octobre 2010 sur l'emploi et le marché du travail, RSF 866.1.1).

Alinéa 2: Ces exceptions peuvent être notamment dues à des examens de rattrapage, des événements culturels ou sportifs ou des motifs disciplinaires.

Alinéa 3: Cette reprise de la loi de 1991 a été complétée par la notion de «régime des absences», qui est concrétisé par le Conseil d'Etat dans le RESS (RSF 412.0.11).

Art. 17

Il est renvoyé ici aux prescriptions fédérales et intercantionales qui fixent les branches d'enseignement pour les voies de formation du secondaire supérieur (plans d'études cadre), notamment la législation fédérale sur la formation professionnelle pour l'école de commerce à plein temps et les règlements sur la reconnaissance des certificats de la CDIP pour les formations gymnasiale et de culture générale.

Pour édicter des plans d'études, la DICS se fonde par ailleurs sur les recommandations de la conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur et sur celles des conférences de branche.

Art. 18

Cette disposition, déplacée pour raison de systématique de la loi (art. 27 de loi de 1991), précise les compétences des différentes autorités par rapport aux examens. Ainsi, le Conseil d'Etat fixe les conditions d'obtention des certificats, l'organisation des examens ainsi que les modalités de répétition dans le RESS (RSF 412.0.11). Pour les modalités d'exécution des examens (conditions de l'obtention des certificats bilingues notamment), c'est la DICS qui est compétente. Enfin, certains aspects pratiques tels que le lieu de l'examen, les moyens auxiliaires autorisés, les dates de la session ordinaire, le choix des experts et expertes ou les mesures de compensation des désavantages relèvent de la compétence de la Commission cantonale des examens de l'enseignement secondaire du deuxième degré ou de celle du jury des examens de l'établissement concerné.

Art. 19

Sous réserve de l'alinéa 2, c'est le directeur ou la directrice qui spécifie les moyens d'enseignement autorisés. Il ou elle se base sur la proposition des conférences de branches, formées par les enseignants et enseignantes d'une branche. L'objectif est de ne pas avoir dans la même école, branche et section linguistique, des moyens d'enseignement différents d'une classe à l'autre pour favoriser la coordination de l'enseignement et limiter les prix d'achat (al. 1). L'enseignant ou l'enseignante reste libre de produire ses propres photocopiés, qui sont vendus au prix coûtant du matériel aux élèves.

L'exception mentionnée à l'alinéa 2 peut concerner des moyens d'enseignement créés au niveau cantonal ou intercantonal. Dans ce cas, le Service agirait en collaboration avec la conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur.

Pour les moyens d'enseignement informatiques, l'organe spécialisé en la matière, soit la Commission informatique dans le domaine de l'enseignement, doit être consulté. L'objectif de cette coordination via une commission cantonale est notam-

ment d'améliorer le support aux utilisateurs et de limiter les coûts à la charge de l'Etat.

Art. 20

La responsabilité primaire en matière de développement et de maintien de la qualité incombe aux directeurs et directrices. Ceux-ci sont responsables du développement, de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion pédagogique et administrative de leur établissement, de la conduite du personnel, de la qualité de l'enseignement et de l'éducation ainsi que de la collaboration avec les partenaires de l'école auprès desquels ils ou elles représentent l'établissement. La DICS est responsable d'un concept global pour assurer et développer la qualité dans les écoles. A l'aide d'évaluations, elle vérifie si la gestion interne de la qualité est effectuée de manière appropriée, si l'auto-évaluation est menée correctement et si, en cas de défaut de qualité, des mesures appropriées de développement de l'école doivent être mises en œuvre.

La qualité des écoles du secondaire supérieur est encouragée au niveau national par des projets de la CDIP et du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche.

Voir aussi chapitre 2.3.3 ci-dessus.

Art. 21

La base légale est ici donnée aux projets pédagogiques que la DICS souhaite autoriser ou mettre en œuvre dans le but d'améliorer la qualité de la formation ou de l'école en général et ainsi de répondre à l'évolution de la société. Ils peuvent notamment porter sur des moyens d'enseignement, des méthodes d'enseignement ou des structures scolaires. Mais ces projets ne peuvent perdurer et ils doivent être suivis et évalués. S'ils devaient déroger à des dispositions réglementaires, l'autorisation du Conseil d'Etat est requise.

Art. 22

Les institutions de formation et de recherche en particulier doivent pouvoir accéder aux élèves et aux enseignants et enseignantes pour effectuer des recherches ou des enquêtes. Les étudiants et les étudiantes de ces institutions doivent en effet de plus en plus s'initier à la recherche au cours de leurs études. Il y a cependant lieu de limiter cet accès et de diversifier le choix des établissements concernés de manière à ne pas perturber le travail scolaire. Les résultats découlant de ces recherches ou enquêtes pourront être mis au profit du développement du système scolaire et par conséquent diffusés auprès des autorités scolaires.

Les directives concernant ces enquêtes prévoient que les élèves puissent refuser une participation aux recherches. Par ailleurs, les bases légales relatives à la protection des données doivent être respectées.

Art. 23

Les effectifs des classes et des cours ainsi que les dérogations possibles doivent être précisés dans le RESS (RSF 412.0.11).

Ainsi, les normes sur les effectifs peuvent être abaissées dans certains cours pour offrir les mêmes choix à tous les élèves, notamment entre les deux communautés linguistiques du canton. Ces règles serviront de base aux directeurs et directrices pour organiser leur établissement et à la DICS pour décider de l'ouverture ou de la fermeture de classes.

Art. 24

Aujourd'hui, chaque école gère une bibliothèque et médiathèque, à libre disposition des élèves et enseignants et enseignantes. La dotation en personnel est déterminée par la DICS. Les directeurs et directrices règlent leur fonctionnement (heures d'ouverture, conditions de prêt...) et sont responsables pour les acquisitions.

Art. 25

La formulation de cet article a été revue en tenant compte de la réalité actuelle des écoles du degré secondaire supérieur. Ces dernières disposent notamment toutes d'un réfectoire où les élèves peuvent chauffer et manger des plats apportés ainsi que d'une mensa qui propose des plats chauds et froids à des prix abordables. Les produits sains et locaux y sont privilégiés. Ces mensas sont gérées par des entreprises privées de restauration collective. Leur fonctionnement est régi par l'ordonnance concernant l'exploitation et la gestion des restaurants et mensas de l'Etat (RSF 122.97.11).

Art. 26

Les locaux scolaires, notamment les auditoriums et les halles de sport comme la piscine du Collège Saint-Michel, sont régulièrement utilisés par des sociétés, associations et clubs sportifs locaux. La DICS a édicté des directives relatives aux conditions et aux tarifs d'utilisation. A noter que selon l'article 11 al. 2 du règlement sur le sport (RSport, RSF 460.11), l'Etat se limite à prélever un émoluments pour les frais de conciergerie pour les activités sportives à but non lucratif destinées aux jeunes de moins de 20 ans.

Alinéa 2: Cette compétence peut être déléguée à l'administrateur ou à l'administratrice.

Art. 27

L'ajout de cet article permet de tenir compte des pratiques actuelles. Chaque révision totale ou partielle du règlement doit être soumise à la commission d'école pour préavis. Si une ou des associations de parents ou un conseil d'élèves existent dans l'établissement, il convient de les consulter également, pour autant que les modifications les concernent. Afin de

veiller à une certaine harmonisation entre les établissements et pour garantir la conformité au droit cantonal et supérieur, chaque modification doit être approuvée par la DICS.

Art. 28

Selon le Code civil, les personnes qui exercent directement l'autorité parentale sont le père et/ou la mère, ou, cas échéant, le tuteur ou la tutrice. Celles qui l'exercent par représentation sont les parents nourriciers lorsque cela est indiqué pour leur permettre d'accomplir correctement leurs tâches, et le beau-père ou la belle-mère lorsque les circonstances exigent cette représentation (art. 296ss CC).

Lorsque le père et la mère sont tous deux détenteurs de l'autorité parentale, ce qui est désormais la règle (art. 296 al.2 CC), également pour les parents non mariés (art. 298a CC), les tiers de bonne foi peuvent présumer que chaque parent agit avec le consentement de l'autre (art. 304 al. 2 CC).

Le Code civil octroie également au parent qui n'est pas détenteur de l'autorité parentale un droit à l'information et aux renseignements concernant le développement de son enfant. D'une part, le parent qui a l'autorité parentale doit informer l'autre parent de tous les événements particuliers survenant dans la vie de l'enfant et l'entendre avant la prise de décisions importantes pour le développement de celui-ci ou de celle-ci (art. 275a al. 1 CC). D'autre part, le parent qui n'est pas détenteur de l'autorité parentale peut lui-même recueillir des renseignements sur l'état et le développement de l'enfant auprès de tiers (médecin, enseignant ou enseignante...) qui s'en occupent. Le droit aux renseignements n'est toutefois pas un droit de surveillance. Le parent non détenteur de l'autorité parentale ne peut obtenir des renseignements que ne pourrait obtenir le parent détenteur de l'autorité parentale (art. 275a al. 2 CC). En outre, le droit à l'information peut être limité de la même manière que le droit aux relations personnelles lorsque le bien de l'enfant l'exige (art. 275a al. 3 CC). Cas échéant, la personne détentrice de l'autorité parentale en informera l'enseignant ou l'enseignante.

Art. 29

Alinéa 1: L'alinéa 1 est à mettre en relation avec l'article 4 al. 1 de la loi. L'affirmation du rôle prioritaire des parents en matière d'éducation est soulignée par l'article 26 al. 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme: «Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants». L'article 64 al. 2 de la Constitution cantonale (RSF 10.1) stipule également que l'école assure la formation des enfants en collaboration avec les parents et seconde ceux-ci dans leur tâche éducative.

Pour parvenir à une réelle collaboration parents-école, ancrée également à l'article 302 du Code civil selon lequel les parents d'élèves mineurs doivent collaborer de façon appropriée avec

l'école, il faut que tout au long de l'année des contacts suivis puissent être assurés. Ces contacts peuvent prendre des formes différentes: réunions d'information générale, entretiens particuliers, documents d'information, classes ouvertes, communications écrites... En tout temps durant l'année, les parents peuvent s'informer auprès des enseignants et des enseignantes de la progression scolaire et du comportement de leur enfant, ou sur le déroulement de la scolarité en général (plans d'études, moyens d'enseignement, système d'évaluation, conditions de promotion, fonctionnement de l'établissement, projets et manifestations...). Mais pour que la collaboration soit pleinement efficace, pour qu'elle ait un sens commun axé sur le bien de l'enfant, il faut également que les parents, d'une part, informent les enseignants de tout événement important susceptible d'influencer la situation scolaire de leur enfant et, d'autre part, se conforment aux attentes de l'école (participer aux réunions et séances d'information, justifier les absences de leur enfant, s'assurer que leur enfant dispose d'un repos suffisant ou que ses occupations en dehors de l'école ne nuisent pas à son travail scolaire sont quelques exemples que le RESS [RSF 412.0.11] pourra évoquer). Les éventuels conflits peuvent toujours être soumis aux autorités scolaires (proviseur-e-s, directeur ou directrice d'école). La mission confiée à l'école est certes passionnante, mais elle est aussi parfois délicate et difficile. Il en est de même du rôle de parents. C'est au prix de contacts suivis et du soin apporté à la communication que chaque élève acquiert davantage son sens des responsabilités et l'autonomie qui l'amène à s'assumer.

Alinéa 2: La distinction entre les élèves mineurs et majeurs est devenue nécessaire suite à l'abaissement de la majorité civile de 20 à 18 ans depuis la révision du code civil au 1^{er} janvier 1996. Par conséquent, le droit à l'information des parents des élèves majeurs devait être précisé. Si, au passage de la majorité, les élèves deviennent les interlocuteurs principaux pour l'école pour tous les aspects relevant de l'enseignement (examens, justification des absences, choix de cours à option, activités scolaires...), les parents restent malgré tout directement et personnellement concernés par le parcours de formation de leur enfant majeur-e. Pour cette raison, il se justifie que les parents puissent continuer d'obtenir des informations sur le développement scolaire de leur enfant (par exemple: bulletins scolaires, non-promotion, sanctions disciplinaires, échec aux examens...), à moins que l'élève majeur-e s'y oppose par écrit. Dans un tel cas, le directeur ou la directrice informe les parents qu'ils ne peuvent plus obtenir ces informations directement auprès d'elle, mais doivent désormais s'adresser à leur enfant majeur-e.

Alinéa 3: Si une association de parents existe au sein de l'école, c'est en principe l'un ou l'une de ses membres qui est représenté-e dans la commission d'école.

Alinéa 4: En cas de besoin, la DICS peut édicter des directives au sujet de la collaboration entre les parents et l'école.

Art. 30

Alinéa 1: En principe, une seule association de parents existe par établissement scolaire. Cette disposition n'exclut toutefois pas l'existence de plusieurs associations (une par communauté linguistique par exemple). Dans ce cas, il appartient à la DICS de déterminer leur représentation dans la commission d'école.

Alinéa 2: L'information se fait en principe dans le cadre des séances de la commission d'école de chaque établissement (voir commentaire art. 29). D'autres moyens de communication sont également possibles: site internet, conférences ou communiqués de presse, réunions avec les associations de parents, courriers aux associations de parents...

Art. 31

Alinéa 1: Sont notamment déterminants pour être admis dans une voie de formation du degré secondaire supérieur le type de classe suivi et les résultats obtenus à la fin de la 11H (3^e année de l'école du cycle d'orientation). Suite à la refonte de la procédure de passage de l'école primaire à l'école du cycle d'orientation, il est désormais également possible pour les élèves d'une classe générale francophone d'accéder à la formation gymnasiale s'ils remplissent les conditions exigées à la fin de leur scolarité obligatoire ou, pour les excellents élèves de classe pré-gymnasiale, déjà à la fin de la 10H.

Alinéa 2: La formulation potestative de cet alinéa permet de restreindre, le cas échéant, l'accès aux écoles fribourgeoises pour des élèves extracantonaux. Jusqu'à ce jour, il n'a toutefois pas été nécessaire de mettre en œuvre de telles limitations. Restent toutefois réservées les obligations du canton de Fribourg découlant des accords intercantonaux, à savoir la Convention intercantonale réglant la fréquentation d'une école située dans un canton autre que celui de domicile (RSF 410.5) et la Convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009, RSF 416.4). Ce dernier accord prévoit par exemple que des élèves bernois de certaines communes limitrophes au canton de Fribourg peuvent intégrer un collège fribourgeois sans restriction.

Alinéa 3: Cet alinéa introduit la possibilité de fixer un âge limite pour l'admission. Cette mesure est déjà en vigueur dans certains cantons. Le canton de Vaud, par exemple, prévoit qu'un élève ne peut avoir plus de deux années d'avance ou de retard sur l'âge normal des élèves de sa volée (art. 27 al. 1 du règlement cantonal des gymnases, RGY 412.11.1). Dépassé cet âge, la personne est dirigée vers les offres de formation pour adultes.

Art. 32

Sont notamment envisageables, sous certaines conditions, des passages entre l'école de culture générale et le gymnase

(entrée en 2^e année voire en 3^e année de gymnase après avoir réussi le certificat de culture générale) ou l'inverse (passage de la 1^{re} année du gymnase à la 2^e année du certificat de culture générale ou de la 2^e année du gymnase à la 3^e année du certificat de culture générale). Des possibilités de passages entre l'école de commerce et le gymnase ou l'école de culture générale existent également. Ces passages sont toutefois moins fréquents.

Art. 33

Cette disposition concerne particulièrement l'élève qui a été exclu-e d'une école du degré secondaire supérieur pour des motifs disciplinaires. Suivant les circonstances du cas (genre et gravité de la faute, attitude et personnalité de l'élève...), une admission dans un autre établissement peut être envisagée afin de lui permettre de terminer sa formation. Il n'existe toutefois aucun droit à être réintégré-e après une exclusion prononcée selon l'article 44 al. 4.

Art. 34

Les conditions d'admission dans les écoles du secondaire supérieur seront modifiées dès l'année scolaire 2020/21. Il s'agit principalement d'assurer une orientation optimale des élèves et d'harmoniser les conditions d'admission entre les deux sections linguistiques. Il sera également tenu compte des nouvelles conditions de passage de l'école primaire à l'école du cycle d'orientation et, en particulier, des quatre notes prises en considération pour un changement de type de classe dans les écoles du cycle d'orientation. Le gymnase est dorénavant accessible aux meilleurs élèves des classes générales dans les deux parties linguistiques.

Alinéa 1: Cette disposition n'octroie aucun droit aux élèves qui ne remplissent pas les conditions d'admission à se présenter à un examen. Actuellement, l'élève d'une classe générale qui ne remplit pas les conditions d'admission ne peut, par exemple, pas passer un examen d'admission pour accéder au gymnase. Cette disposition permet, par contre, de faire passer un examen à l'élève qui souhaite intégrer l'école de commerce ou l'école de culture générale, mais qui ne dispose pas des résultats suffisants pour y entrer directement.

Alinéa 2: Cette disposition concerne les élèves qui proviennent d'un autre canton, d'un autre pays ou d'une école privée.

Art. 35

Alinéa 1: Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, la limitation d'accès aux formations postobligatoires exige une base légale formelle (arrêt 2P.304/2005 du 14 mars 2006, cons. 4.7). Cet article permettra de restreindre l'accès à certaines voies de formation, exclusivement lorsque l'offre en stages n'est pas suffisante par rapport au nombre de candidats et de candidates (par exemple: école de commerce à plein temps, matu-

rités spécialisées). Par conséquent, cette disposition n'est notamment pas applicable à la formation gymnasiale, ni à celle conduisant au certificat de culture générale.

Alinéa 2: A l'instar des restrictions d'admission pour les études de médecine, en sciences du sport et de la motricité ou encore à la Haute Ecole de pédagogique, il appartient au Conseil d'Etat de décider d'une éventuelle limitation et de fixer les critères de sélection.

Art. 36

Alinéa 1: Il est fait référence aux articles 7 et 8 al. 2 de la Constitution fédérale (RS 101) et aux articles 8 et 9 al. 1 de la Constitution cantonale (RSF 10.1) qui protègent la dignité de la personne et qui interdisent toute forme de discrimination. En particulier, aucune distinction basée sur l'origine, la religion, la langue, la situation sociale, le sexe, ou, cas échéant, le handicap de l'élève n'est admise.

Alinéa 2: L'élève mineur-e doit pouvoir s'exprimer au sujet des décisions scolaires importantes prises à son encontre (non-promotion, choix de cours à option, sanction disciplinaire...), au même titre que l'élève majeur-e.

Alinéa 3 et 4: Afin d'impliquer les élèves dans la vie scolaire et de leur concéder une forme de participation relative aux questions de fonctionnement et d'organisation de l'établissement, ceux-ci peuvent formuler, individuellement ou collectivement, une demande ou faire une proposition au conseil de direction. Leur avis est également sollicité quant au développement de la qualité et aux projets relatifs à l'évolution de l'école, dans une forme que le directeur ou la directrice choisira (sondage, interviews, consultation du conseil d'élèves, réunions...).

Alinéa 5: Le conseil des élèves est un organe destiné à institutionnaliser la participation des élèves aux questions de fonctionnement de l'école, mais qui offre également un lieu où les principaux intéressés peuvent débattre de leurs propres thématiques ou initier des activités ou projets. Afin de favoriser la mise en place de tels conseils, les conseils de direction sont invités à soutenir leur création et à mettre à disposition des élèves les locaux et les ressources nécessaires. Le fonctionnement (organisation, séances, règles de délibérations...) ainsi que les relations avec le conseil de direction seront réglés dans des statuts qui doivent être approuvés par la commission d'école.

Art. 37

Alinéa 1: Bien que la fréquentation d'une école du degré secondaire supérieur soit facultative et ne constitue pas, comme durant la scolarité obligatoire, un devoir civique, les élèves, une fois inscrits, sont tenus de fréquenter régulièrement les cours obligatoires et facultatifs qu'ils ont choisis ainsi que

les manifestations scolaires déclarées obligatoires par le directeur ou la directrice. Les excursions, courses d'école, camps, journées sportives et culturelles peuvent notamment compter parmi ces manifestations. Sont réservées les dispenses individuelles et ponctuelles que les autorités scolaires peuvent octroyer pour des motifs justifiés. En cas d'absence injustifiée, les parents ou l'élève majeur-e ne risquent pas une amende pour violation des obligations scolaires. L'élève fautif ou fautive peut toutefois faire l'objet de mesures disciplinaires allant jusqu'à l'exclusion de l'établissement.

Alinéa 2: Ces principes plutôt généraux soulignent que l'on attend des élèves de l'enseignement secondaire supérieur, proches de l'âge d'adulte, qu'ils démontrent la motivation, l'autonomie et la responsabilité individuelle nécessaires pour mener à bien leur formation.

Alinéa 3: Au devoir d'obéissance de l'élève vis-à-vis du personnel de l'école et des autorités scolaires s'ajoutent celui du respect à l'égard d'autrui et celui de se conformer aux règles de conduite édictées par les établissements. S'il ou si elle contrevient à ces devoirs, l'élève s'expose à des mesures éducatives ou des sanctions disciplinaires.

Alinéa 4: Le respect réciproque et la courtoisie devant régner entre les élèves et le personnel enseignant, administratif et technique de l'école est un principe essentiel pour un bon climat scolaire à l'intérieur d'un établissement. Ceci se traduit non seulement dans les relations et les échanges quotidiens durant et après les cours ou lors de manifestations scolaires, mais également en dehors du périmètre scolaire, notamment dans les nouveaux médias sociaux.

Art. 38

Alinéa 1: L'école encourage et soutient les élèves qui présentent des aptitudes ou des besoins scolaires particuliers. Ces élèves sont ceux qui souffrent d'un handicap, ceux qui présentent des facilités et des capacités particulières (élèves HPI) ou ceux qui manquent de connaissances dans les langues enseignées. La disposition vise également les jeunes sportifs et sportives ou artistes de talent qui doivent pouvoir concilier l'accomplissement de leur formation avec la pratique intensive d'une discipline sportive ou artistique. Pour chacun et chacune de ces élèves, l'école offre ou organise diverses mesures de soutien et d'encouragement, individuelles ou collectives, dont les mesures de compensation des désavantages pour les élèves en situation de handicap, les cours avancés pour les élèves HPI (cours de mathématiques à l'EPFL par exemple), le prolongement ou le raccourcissement de la formation (voir art. 14 al. 3), des dispenses, des allègements ou des aménagements d'horaires ou encore des appuis pédagogiques pour les jeunes sportifs et sportives ou artistes de talent («programme sports-arts-formation»). D'autres mesures dites de pédagogie spécialisée ne s'appliquent par contre plus aux élèves en formation postobligatoire, à l'exception des aides à la formation

pour les élèves en situation de handicap (par exemple: mise à disposition d'un ou d'une auxiliaire de vie ou de moyens auxiliaires, mise en place d'un suivi spécialisé), dont le financement est assuré par l'assurance-invalidité (cf. législation sur la pédagogie spécialisée, RSF 411.5.1, et sur l'assurance-invalidité, RS 831.20).

Voir chapitre 2.1.3 ci-dessus.

Alinéa 2: Certaines problématiques dont les causes sont extrascolaires (harcèlement, difficultés du milieu familial, maltraitance, négligence, violences, dépendances...) dépassent largement les possibilités d'intervention de l'école et rendent nécessaire la signalisation de ces situations aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte. Cet alinéa souligne ainsi l'importance d'une collaboration entre les différentes entités concernées. Ainsi, les services de consultation psychologique et de médiation, proposés par les écoles (art. 75), peuvent fonctionner comme premier point de contact en cas de difficultés personnelles et permettre de diriger les élèves vers d'autres services d'aide et de soutien.

Alinéa 3: Comme pour d'autres domaines pédagogiques tels que l'évaluation ou les conditions de promotion, le Conseil d'Etat est chargé d'édicter des dispositions sur les mesures de soutien.

Art. 39

Alinéa 1: L'évaluation décrit la progression de l'élève dans ses apprentissages et permet de déterminer le niveau de ses connaissances et de ses compétences. Organisées tout au long de l'année scolaire, les évaluations interviennent généralement au terme d'un chapitre ou d'une séquence d'enseignement. Elles portent sur des matières déterminées qui ont fait l'objet d'une étude en classe ou individuellement en dehors des cours. Les critères généraux d'évaluation sont préalablement communiqués aux élèves. Les résultats sont traduits sur une échelle d'appréciations (1 à 6). L'évaluation guide ainsi l'élève dans ses apprentissages, l'informe sur ses résultats scolaires et sert à prendre les décisions de promotion.

Alinéa 2: Deux fois par année, à la fin de chaque semestre, les résultats scolaires sont communiqués aux parents des élèves mineurs et aux élèves majeurs. Les parents d'élève majeur-e peuvent les obtenir auprès de l'école, sauf déclaration écrite contraire de leur enfant (voir art. 29 al. 2).

Alinéa 3: Les précisions apportées au commentaire de l'alinéa 1 au sujet du contenu et des critères d'évaluation, tout comme celles relatives à la communication de l'évaluation, notamment par le bulletin scolaire, seront adoptées par voie de directives. La DICS pourra également prévoir des annotations particulières dans le bulletin scolaire pour les élèves en classes bilingues, les élèves HPI...

Art. 40

Les conditions de promotion et de répétition sont fixées par le Conseil d'Etat dans les règlements d'études des différentes voies de formation (cf. règlement sur les études gymnasiales [REG], RSF 412.1.11, règlement concernant les examens de certificat de culture générale [RCCG], RSF 412.4.22, règlement sur l'école de commerce à plein temps [RECPT], RSF 412.3.11).

Art. 41

Alinéa 1: Les questions de la santé physique et psychique des jeunes sont au cœur des préoccupations actuelles. L'éducation est avant tout du ressort des parents, mais c'est aussi l'affaire de toute la société. L'école en assume une part. Pour répondre aux obligations des diverses lois (scolaires, sur la santé, sur la jeunesse), les Directions de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) et de la santé publique et des affaires sociales (DSAS) ont développé une politique commune en termes de promotion de la santé et de prévention à l'école. Elles ont élaboré ensemble un concept global qui s'applique prioritairement à la scolarité obligatoire. Toutefois, les dispositifs du concept peuvent également trouver application dans les écoles du degré secondaire supérieur. Selon l'article 8 du règlement concernant la promotion de la santé et la prévention (RSF 821.0.11), les projets destinés aux enfants et aux jeunes mis en œuvre sur les lieux de formation de ceux-ci doivent faire l'objet d'une procédure d'agrément. Pour qu'une personne ou une institution externe à l'école puisse être habilitée à réaliser des interventions de promotion de la santé et de prévention dans les écoles, celle-ci doit être agréée par les Directions concernées, à savoir la DICS et la DSAS.

Suite à une motion populaire (2014-GC-3) intitulée «Pour freiner l'endettement des jeunes» déposée le 13 janvier 2014 par les Jeunes démocrates chrétiens fribourgeois, à laquelle le Grand Conseil a donné suite le 9 septembre 2014, l'article relatif à la prévention (art. 38 al. 1) de la loi de 1991 a été complété en ce sens que l'école sensibilise également à la *problématique de l'endettement et aux obligations publiques et administratives* (loi du 5 février 2016 modifiant la loi sur l'enseignement secondaire supérieur et la loi sur la formation professionnelle [prévention du surendettement], ROF 2016_017). Les plans d'études pour la maturité gymnasiale et pour les écoles de culture générale ont été précisés, dans l'esprit de la motion susmentionnée, pour que la thématique de l'endettement individuel et des obligations publiques et administratives soit couverte dans l'enseignement.

Alinéa 2: Les locaux doivent être adéquats, c'est-à-dire disposés de suffisamment d'espace, de luminosité, d'aération, de chauffage...; ils doivent être entretenus, adaptés aux élèves et conformes aux normes usuelles de sécurité, d'hygiène et d'ergonomie. Ils doivent également être suffisamment équi-

pés (mobilier, matériel pédagogique et didactique...). Par ailleurs, le RESS (RSF 412.0.11) pourrait rappeler aux directions d'école privée leur devoir en matière de police du feu et prévoir des mesures de sécurité contre l'incendie et les catastrophes naturelles (exercices d'évacuation, informations dispensées par des spécialistes, procédure établie et adaptée aux situations particulières des bâtiments scolaires).

Art. 42

Cette disposition a pour but de protéger le domaine privé des élèves et de leurs proches contre toute indiscretion de la part de ceux et celles qui auraient reçu des informations à ce sujet, qu'ils ou elles soient enseignants et enseignantes, collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques, médiateurs et médiatrices, psychologues ou autorités scolaires, par ailleurs tous et toutes soumis-e-s au secret de fonction.

Art. 43

Alinéa 1: L'Etat met actuellement en place un système informatique de gestion et d'information (HAE) auquel sont rattachés les établissements scolaires et les services d'Etat concernés. Ce système a pour but de suivre le cursus scolaire d'un élève durant toute sa scolarité, de faciliter le pilotage et la gestion administrative de l'école par les instances concernées, d'établir des statistiques scolaires (ceci également dans le contexte de la modernisation des statistiques de l'éducation mise en œuvre par l'Office fédéral de la statistique), ou encore de mener des recherches scientifiques (voir chapitre 2.3.4 ci-dessus).

Alinéa 2: Dans le respect de la législation en matière de protection des données et du principe de la proportionnalité, le contenu des banques de données ou des fichiers, ainsi que les conditions de leur utilisation, doivent être précisément fixés. Compte tenu du caractère évolutif du projet HAE, considérant également la flexibilité souhaitée dans ce domaine en cas de modification du contenu, la compétence d'édicter des dispositions d'exécution est dévolue au Conseil d'Etat. A noter que les banques de données et les fichiers peuvent inclure la photo de l'élève.

Alinéa 3: La législation fédérale autorise l'utilisation du numéro AVS (NAVS13) dans le domaine de l'enseignement. C'est un moyen facilitant l'identification des élèves afin de garantir la cohérence des données, en particulier dans les automatismes prévus de mise à jour (par exemple lors de changement de domicile). Le NAVS13 est également utilisé pour la transmission des statistiques à l'intention de l'Office fédéral de la statistique et du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation.

Alinéa 4: Selon la loi sur la protection des données (LPrD, RSF 17.1), l'accès à des données personnelles au moyen d'une procédure d'appel, notamment un accès en ligne, ne peut être

accordé à un ou une destinataire que si une disposition légale le prévoit. Conformément au règlement du 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles (RSD, RSF 17.15), la procédure d'appel doit être documentée dans un règlement d'utilisation, qui précise notamment les personnes autorisées à accéder aux données, les données mises à leur disposition, la fréquence des interrogations, la procédure d'authentification, les autres mesures de sécurité ainsi que les mesures de contrôle. Une copie du règlement est transmise à l'autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données.

Art. 44

Alinéa 1: L'enseignant ou l'enseignante intervient envers les élèves dont le comportement ne donne pas satisfaction. Il ou elle prend d'abord à leur égard les mesures éducatives appropriées, régies par le RESS (RSF 412.0.11). Celles-ci ont pour but d'améliorer l'attitude et le travail des élèves concernés (par exemple: réprimande, communication aux parents, devoirs supplémentaires, réparation du dommage, mise à l'écart momentanée à des fins de réflexion). Si les mesures éducatives restent sans effet suffisant ou paraissent d'emblée vaines, les infractions aux dispositions légales ou réglementaires peuvent entraîner des sanctions disciplinaires (par exemple: avertissement, suspension temporaire, menace d'exclusion ou exclusion de l'établissement).

Alinéa 2: La discipline développe le sens de la responsabilité et concourt à la formation de la personnalité de l'élève. Elle doit être prioritairement éducative; elle ne saurait être uniquement autoritaire et répressive. Les sanctions ne doivent en aucun cas porter atteinte à la dignité de l'élève ni à son intégrité physique et psychique (cf. art. 34 al. 2 de la Constitution cantonale, RSF 10.1). En particulier, les injures, les humiliations, les mauvais traitements et les châtiments corporels sont strictement interdits.

Alinéa 3: Le droit d'être entendu de l'élève et au besoin des parents d'élèves mineurs, garanti par l'article 29 al. 2 de la Constitution fédérale (RS 101), doit être assuré avant tout prononcé d'une mesure disciplinaire.

Alinéa 4: Le principe de légalité exige que la loi mentionne au moins la sanction la plus grave et l'autorité compétente pour la prononcer. L'exclusion de l'établissement ne saura être prononcée par le directeur ou la directrice, sauf cas d'une gravité exceptionnelle, que si elle a été précédée d'une menace d'exclusion. Tel que relevé ci-dessus (voir commentaire art. 33), l'élève exclu peut, suivant les circonstances du cas, être admis-e dans un autre établissement du canton, afin de lui permettre de terminer sa formation. Il n'existe toutefois aucun droit à être réintégré après une exclusion.

Alinéa 5: Cet alinéa laisse au Conseil d'Etat le soin de régler plus en détail la matière dont certaines précisions figurent déjà dans le commentaire de l'alinéa 1.

Art. 45

En cas d'urgence et lorsque, indépendamment de toute violation d'une disposition légale ou réglementaire, la sécurité ou la santé d'un, d'une ou de plusieurs élèves ou l'intérêt prépondérant de l'école l'exige, le directeur ou la directrice peut en tout temps éloigner un ou une élève de l'école avec effet immédiat. Cette mesure exceptionnelle et provisoire ne doit pas dépasser 10 jours de classe.

Art. 46

Le mandat professionnel de l'enseignant et de l'enseignante est défini dans le règlement du 14 mars 2016 relatif au personnel enseignant dépendant de la DICS (RPEns, RSF 415.0.11) et, plus précisément encore, dans le descriptif de fonction (cahier des charges) approuvé par le Conseil d'Etat. Le mandat professionnel de l'enseignant et de l'enseignante comprend quatre champs d'activité: l'enseignement, le suivi pédagogique et éducatif des élèves, le fonctionnement de l'école, la formation continue. On retrouve chacun de ces champs à l'article 46. A noter que le RPEns (RSF 415.0.11), applicable au corps enseignant de l'école obligatoire et des écoles du degré secondaire supérieur, sera soumis à une révision partielle, une fois que cette loi et son règlement d'exécution seront adoptés.

Alinéas 1 et 2: Ces alinéas fixent les deux premiers champs de la fonction (enseignement et éducation). L'alinéa 1 situe l'enseignant ou l'enseignante par rapport aux élèves dont il ou elle a la responsabilité (position de garant ou de garante). L'alinéa 2 fixe le cadre de sa tâche. L'enseignant ou l'enseignante dispose d'une certaine autonomie dans la conception, l'organisation et l'exercice de son travail, tout en étant soumis-e aux principes fixés par la présente loi et par le descriptif de fonction.

Alinéa 3: On retrouve ici les deux derniers champs de la fonction (fonctionnement de l'école et formation continue) dont les contenus sont précisés dans le RPEns (RSF 415.0.11). A noter que les services de conseil mentionnés ici sont précisés au chapitre 9 de la LESS.

Alinéa 4: Cet alinéa est le corollaire de l'article 36 al. 1. Il s'agit de prévenir tout abus qui conduirait à traiter, en actes, gestes ou paroles, un ou une élève ou un groupe d'élèves en faisant acception de différences au niveau des droits fondamentaux de la personne. Tout ou toute élève, quels que soient notamment ses aptitudes, son sexe, sa situation sociale, sa religion, sa race, son origine, sa langue ou, le cas échéant, son handicap, a le droit de recevoir un enseignement adapté et suffisant aux termes de la présente loi. S'agissant de l'interdiction de

toute forme de propagande, il serait erroné de voir en ce passage l'interdiction camouflée d'aborder à l'école les grands problèmes qui se posent à la société et au monde, d'en présenter les diverses solutions et de les discuter. Une telle interdiction irait à l'encontre des articles 4 et 5. Ceux-ci postulent au contraire que le dialogue soit favorisé, pour autant que cela se fasse avec la plus grande objectivité possible et dans le respect des personnes. L'interdiction vise par contre la propagande politique, idéologique, religieuse dont le but serait d'amener les élèves à adopter le point de vue de l'enseignant ou de l'enseignante ou la propagande publicitaire à des fins commerciales.

Art. 47

Alinéa 1: La législation sur le personnel de l'Etat prévoit la possibilité d'adopter des dispositions particulières pour certaines fonctions. Il en est ainsi pour le personnel enseignant dont le statut est en partie légiféré par la présente loi et par le règlement du 14 mars 2016 relatif au personnel enseignant dépendant de la DICS (RPEns, RSF 415.0.11).

La mention «Ils [les enseignants et les enseignantes] sont engagés, en principe, dans une seule école.» (art. 45 al. 2 de la loi de 1991) n'a pas été reprise. L'objectif n'est pas d'avoir systématiquement des personnes qui enseignent dans différentes écoles, mais il n'est pas toujours possible, pour des raisons organisationnelles, d'attribuer tous les cours d'un enseignant ou d'une enseignante dans une même école.

Alinéa 2: La CDIP est l'organe compétent pour reconnaître les diplômes d'enseignement suisses et étrangers. La formation des enseignants et enseignantes comprend une formation scientifique ou disciplinaire et une formation pédagogique. Elle doit correspondre au degré (enseignement secondaire supérieur) et aux branches enseignées. La DICS peut toutefois prévoir des exceptions pour les remplacements notamment (engagement provisoire, sous contrat de durée déterminée, d'enseignants et d'enseignantes en formation ou d'enseignants et d'enseignantes diplômés d'une autre branche).

Alinéa 3: Régulièrement, des personnes au parcours professionnel différent (diplôme d'enseignement d'école non reconnue, formation de type professionnel, diplôme valable pour un autre degré d'enseignement, formation scientifique uniquement...) sollicitent une reconnaissance de leur formation ou de leurs acquis afin de pouvoir enseigner dans les établissements scolaires du canton. Ces parcours de formation ne sont pas analysés par la CDIP. C'est pourquoi, la DICS a créé, en 2003, un groupe de travail interne, comprenant des représentants et des représentantes des services concernés de la DICS et des représentants et des représentantes des institutions de formation des enseignants, afin de statuer sur ces demandes. Ces dernières ne sont acceptées qu'exceptionnellement, en cas de pénurie notamment. Actuellement, les

écoles du degré secondaire supérieur n'ont pas de difficulté pour recruter leurs enseignants et enseignantes.

Art. 48

Alinéa 1: Le diplôme d'enseignement et l'engagement d'un enseignant ou d'une enseignante inclut implicitement l'octroi d'une habilitation à enseigner une certaine branche. L'alinéa 1 va plus loin et formalise de manière explicite l'autorisation d'enseigner. Désigner le contrat d'engagement comme l'expression de cette autorisation évite de devoir éditer un document supplémentaire, source de travail administratif inutile.

Alinéa 2: L'autorisation d'enseigner prend fin à l'échéance du contrat. Le retrait de l'autorisation d'enseigner constitue par contre une mesure administrative, définie à l'article 49, valable dans notre canton même si c'est un autre canton qui l'a prononcée.

Art. 49

Alinéa 1: La résiliation du contrat d'un enseignant ou d'une enseignante par licenciement met un terme à ses rapports de service dans une école déterminée. L'enseignant ou l'enseignante a cependant toujours la possibilité de postuler dans un autre établissement du canton, dans un autre canton ou dans une école privée. Il existe parfois des motifs de licenciement si graves que la DICS se doit de prendre une mesure plus conséquente, à savoir le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'enseigner sur tout le territoire cantonal. Ces motifs concernent par exemple des infractions pénales impliquant des enfants ou des jeunes et des infractions ou des comportements totalement incompatibles avec la fonction et les qualités attendues d'un enseignant ou d'une enseignante ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école. Il peut également s'agir de problèmes avérés de dépendances ou de troubles de la santé mentale rendant impossible la continuation de la profession en dépit des mesures d'aide pouvant être proposées à la personne concernée. Cette mesure de retrait répond à un intérêt public majeur résidant dans la protection des enfants et de l'école en tant qu'institution.

Le retrait de l'autorisation d'enseigner ne doit pas être assimilé au retrait du diplôme d'enseignement, car ce dernier, reconnu à l'échelon national, ne peut être retiré que par le canton qui l'a octroyé. Or, les enseignants et enseignantes n'ont pas tous et toutes un diplôme délivré par la DICS. Par ailleurs, le retrait du diplôme empêche son ou sa titulaire de faire valoir ses compétences dans la recherche d'un nouvel emploi en dehors de l'enseignement. L'autorisation d'enseigner quant à elle peut être retirée aussi bien auprès des titulaires de diplômes délivrés par la DICS qu'auprès de titulaires de diplômes délivrés par d'autres organes, et elle n'a aucune incidence sur la possession de ces titres.

Enfin, seule la DICS peut prononcer une telle mesure. Le retrait prononcé par un autre canton à l'encontre d'un enseignant ou d'une enseignante rend l'engagement de cet enseignant ou de cette enseignante impossible dans notre canton. De même, si un enseignant est actif ou si une enseignante est active dans deux cantons, le retrait prononcé par l'autre canton s'applique également dans notre canton.

Alinéa 2: L'autorisation d'enseigner ne peut être retirée qu'au terme d'une procédure administrative conforme à la législation sur le personnel de l'Etat, impliquant notamment le droit d'être entendu. Le retrait peut également avoir lieu lorsque l'enseignant ou l'enseignante démissionne en raison de l'un des motifs mentionnés à l'alinéa 1.

Alinéas 3 et 4: Afin de permettre aux autres cantons et aux écoles privées de s'en informer, le retrait de l'autorisation d'enseigner peut être communiqué à la CDIP en vue d'une inscription sur la liste intercantonale des enseignants et des enseignantes auxquels a été retiré le droit d'enseigner. Pour des raisons liées à la sécurité juridique et à la protection de la personnalité des enseignants et enseignantes concernés, la mesure n'est communiquée que lorsqu'elle est devenue exécutoire, à savoir lorsqu'elle ne peut plus être contestée par un recours. Cette inscription s'effectue en outre dans le respect des principes de la loi sur la protection des données.

Pour plus d'informations sur le sujet, lire le message N° 240 du 10 janvier 2006 accompagnant le projet de décret portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études, plus particulièrement le commentaire de l'article 12^{bis} rappelé ci-dessous:

¹ La CDIP tient une liste des enseignants auxquels a été retiré, par décision cantonale, le droit d'enseigner. Les cantons ont l'obligation de communiquer au Secrétariat général de la CDIP les données personnelles stipulées à l'alinéa 2 dès que la décision est exécutoire.

² La liste contient le nom de l'enseignant, la date de l'octroi du diplôme ou de l'autorisation d'exercer la profession, la date du retrait du droit d'enseigner, le nom de l'autorité compétente, la durée du retrait du droit d'enseigner ainsi que, le cas échéant, la date du retrait du diplôme. Les autorités cantonales et communales peuvent, sur demande écrite, obtenir ces renseignements à condition qu'elles prouvent leur intérêt légitime et que la demande concerne une personne précise.

³ Tout enseignant figurant sur la liste intercantonale est informé de son inscription ou de la suppression de cette dernière. Il a, en tout temps, le droit de consulter les informations le concernant.

⁴ L'inscription est effacée lorsque le droit d'enseigner est restitué à la fin de la période de retrait ou lorsque la personne concernée a 70 ans révolus.

⁵ *Tout enseignant inscrit dans la liste peut, dans un délai de trente jours après notification, interjeter contre cette décision un recours écrit et dûment motivé auprès de la commission de recours, comme le prévoit l'article 10 al. 2 du présent accord.*

⁶ *Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent mutatis mutandis.*

Seule la DICS, en tant qu'autorité d'engagement, peut demander si une personne précise est inscrite sur la liste de la CDIP. Les écoles privées peuvent également s'informer de la présence ou non sur la liste d'un enseignant ou d'une enseignante en particulier. La CDIP donne ainsi une information parfaitement ciblée en indiquant si, concernant telle personne, un retrait du droit d'enseigner lui a été communiqué. Ces démarches portent sur des cas isolés, lorsqu'un doute relatif au parcours professionnel de la personne candidate subsiste au moment de l'engagement.

Art. 50

Alinéa 1: Les associations professionnelles ont le droit d'être consultées dans les affaires scolaires importantes de portée générale, dans celles concernant le statut des enseignants et enseignantes ainsi que sur les projets de lois et de règlements qui présentent pour elles un intérêt particulier. L'exigence d'une reconnaissance des associations par le Conseil d'Etat a pour but de vérifier la représentativité de chacune d'elles. A l'heure actuelle, il s'agit de l'Association fribourgeoise des professeurs de l'enseignement secondaire supérieur (AFPESS) et du Syndicat des services publics (SSP) région Fribourg.

Alinéa 2: Elles peuvent en tout temps soumettre des propositions à la DICS.

Art. 51

Cet article reste inchangé par rapport à la loi de 1991. Actuellement, l'attribution de la personnalité juridique comme pour l'Université de Fribourg ou pour la Haute école pédagogique Fribourg n'est pas envisagée par le Conseil d'Etat. Le statut d'établissement public sans personnalité juridique signifie que les écoles disposent, dans les limites de la loi, d'une certaine autonomie en matière de gestion et de fonctionnement, mais ne peuvent s'engager en leur nom propre.

Alinéa 3: La législation sur le personnel de l'Etat prévoit la possibilité d'adopter des dispositions particulières pour certaines fonctions. Le personnel des écoles a un statut légiféré par la présente loi et par une réglementation d'exécution (RESS, RSF 412.0.11).

Art. 52

Par rapport à la loi de 1991, les organes suivants ont été ajoutés:

- > le directeur ou la directrice (art. 57): dans la loi de 1991, le directeur ou la directrice constituait la direction d'école;
- > cette dernière est maintenant élargie au conseil de direction, composé du directeur ou de la directrice, des proviseur-e-s ainsi que de l'administrateur ou de l'administratrice (art. 56);
- > la conférence des enseignants et enseignantes (art. 64);
- > les conférences de branche (art. 65).

Seul-e le directeur ou la directrice est une autorité scolaire disposant de compétences décisionnelles. Les autres entités sont des organes consultatifs.

Conformément à la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA, RSF 122.0.1), le Conseil d'Etat est compétent pour organiser l'administration cantonale et fixe, par voie réglementaire, les détails de l'organisation des écoles.

Art. 53

La commission d'école exerce la surveillance générale sur la gestion administrative de l'école. Elle est un organe consultatif de la DICS; le conseil de direction peut également la consulter (art. 54).

La commission d'école établit le lien entre l'école et ses partenaires, notamment les parents d'élèves, et permet de l'ancrer dans le tissu régional. Elle est le corollaire du conseil des parents au niveau de la scolarité obligatoire. En tant que détenteurs de l'autorité parentale et premiers responsables du bien-être de leur enfant, il paraît naturel que les parents soient impliqués dans l'organisation et le fonctionnement de l'établissement. S'ils ne détiennent pas formellement un droit de participation décisionnel, leur avis est entendu et pris en considération et leur expérience de parents valorisée et exploitée.

La commission d'école se compose de six à dix membres, dont les représentants et représentantes des associations des parents reconnues par la DICS (art. 30). Afin de faciliter la nomination des membres, cette compétence est désormais conférée à la DICS (au lieu du Conseil d'Etat selon la loi de 1991).

Un représentant ou une représentante du corps enseignant, désigné-e par sa conférence des enseignants et des enseignantes, participe aux séances avec voix consultative. Il en va de même pour le directeur ou la directrice de l'école et, le cas échéant, le ou la chef-fe du Service. Lorsque des thématiques sensibles relatives au statut ou à l'activité d'enseignants ou d'enseignantes déterminés, du directeur ou de la directrice ou des proviseur-e-s sont débattues, le représentant ou la représentante du corps enseignant ne participe pas aux délibérations. Lorsque les circonstances le justifient (préavis sur la nomination du directeur ou de la directrice par exemple),

la commission peut également siéger sans participation du directeur ou de la directrice. Dans ce cas, les représentants ou représentantes du corps enseignant ne participent pas non plus aux séances.

Art. 54

Même si l'on attend de la commission d'école qu'elle fasse toute suggestion propre à favoriser la bonne marche de l'école et l'ancrage de l'école dans le tissu régional, son rôle n'empiète pas sur les attributions du directeur ou de la directrice, qui est la première personne responsable de la qualité de l'enseignement et du bon fonctionnement de l'école.

A noter que la commission approuve les statuts du conseil d'élèves (art. 36 al. 5) et préavise le règlement d'école (art. 27 al. 2) ainsi que l'engagement du directeur ou de la directrice (art. 57 al. 2) et des proviseur-e-s (art. 59 al. 2).

Art. 55

L'organisation pédagogique et administrative générale de l'enseignement secondaire supérieur implique une vue d'ensemble des problèmes et thématiques d'intérêt commun qui peuvent apparaître dans chaque école. L'article 55 prévoit ainsi que la DICS peut réunir les présidents et présidentes des commissions d'école en conférence pour les consulter.

Art. 56

Dans la loi de 1991, la direction d'école est constituée exclusivement du directeur ou de la directrice, ce qui ne correspond plus à réalité des écoles du degré secondaire supérieur. Dès lors, il y a lieu d'élargir cet organe en intégrant les proviseur-e-s et l'administrateur ou l'administratrice, qui sont fortement impliqués dans la gestion pédagogique et administrative de l'école et qui conseillent le directeur ou la directrice lors de prises de décision. Comme précisé à l'article 62 al. 2, l'administrateur ou l'administratrice est le ou la supérieur-e hiérarchique des collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques. Pour cette raison, il ou elle ne participe pas aux délibérations concernant des aspects pédagogiques ou le statut du corps enseignant (engagement, évaluation...).

A noter que le conseil de direction, en tant que collègue, n'est pas un organe décisionnel, du moment que la loi ne confère qu'aux directeurs et directrices, qu'aux proviseur-e-s, et, dans une moindre mesure, qu'aux enseignants et enseignantes des compétences décisionnelles. Il sert davantage à la coordination, à la gestion et à la planification des tâches respectives attribuées aux différents membres du conseil de direction.

Art. 57

Alinéa 1: La CDIP est l'organe compétent pour reconnaître les diplômes d'enseignement suisses et étrangers. La forma-

tion complémentaire adéquate, instituée dans le cadre de la D-EDK («Deutschscheizer Erziehungsdirektorenkonferenz») et de la CIIP (Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin), consiste en principe en une filière de degré tertiaire reconnue sur le plan intercantonal (certificat d'études avancées en direction d'institutions de formation). Cette formation est généralement suivie après l'entrée en fonction. Par «expérience dans l'enseignement de plusieurs années», on entend, en règle générale, une activité en tant que qu'enseignant ou enseignante dans une école publique ou privée d'au moins cinq ans.

Alinéa 2: La compétence de préavis de la commission d'école concernant les engagements des proviseur-e-s était précisée dans le RESS (RSF 412.0.11), mais ce dernier n'évoquait pas les préavis pour les engagements des directeurs et directrices. Cet ajout permet de renforcer le rôle de la commission d'école.

Art. 58

Alinéas 1 et 2: Les attributions des directeurs et directrices sont formulées de manière plus générique que dans la loi de 1991. Leurs tâches et responsabilités seront définies plus précisément dans le RESS (RSF 412.0.11) et le descriptif de fonction (cahier des charges) approuvé par le Conseil d'Etat. En effet, selon la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA, RSF 122.0.1), il revient aux Directions de fixer l'organisation des unités qui leur sont subordonnées, conformément aux règles générales adoptées par le Conseil d'Etat.

Les attributions des directeurs et directrices en font les premiers responsables de l'établissement scolaire tant sur le plan pédagogique que administratif. Ils sont ainsi chargés du développement, de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion de leur établissement, de la conduite du personnel, de la qualité de l'enseignement et de l'éducation ainsi que de la collaboration avec l'ensemble des partenaires scolaires. Ils représentent l'établissement vis-à-vis de l'extérieur.

Au plan administratif, il s'agit notamment d'organiser l'année scolaire, à savoir répartir les élèves dans les classes, définir les horaires scolaires et l'occupation des infrastructures, planifier les manifestations scolaires, informer les parents sur le fonctionnement de l'établissement et l'organisation de l'année scolaire...

Au plan pédagogique, il s'agit d'accompagner et conseiller le corps enseignant, de coordonner les activités pédagogiques, de fixer les orientations à prendre et les projets à mener, de planifier et de mettre en œuvre les mesures de soutien, d'encouragement et de prévention ainsi que les activités sportives et culturelles, de prendre les décisions à l'égard des élèves (congrés spéciaux, sanctions disciplinaires...).

S'agissant de la conduite du personnel, on vise la gestion y relative (favoriser le développement du personnel, préaviser

les engagements et les résiliations, attribuer les cours aux enseignants et enseignantes, coordonner la formation continue, gérer les absences et les remplacements, établir les certificats de travail...) ainsi que l'évaluation périodique du corps enseignant au sens de la législation sur le personnel de l'Etat.

Les missions des directeurs et directrices en matière pédagogique et en conduite du personnel en font les premières autorités scolaires responsables de la qualité de l'enseignement et de l'éducation dispensés dans l'établissement.

Au plan de la collaboration, il s'agit d'établir les contacts nécessaires avec les partenaires de l'école que sont les parents, les services de l'Etat, les instituts de formation œuvrant en amont et en aval et ceux dédiés à la formation du corps enseignant, les services de consultation psychologique et de médiation ou toute personne intervenant de manière générale dans la vie de l'établissement.

Alinéa 3: Les directeurs et directrices sont appelés à porter une attention particulière au climat scolaire. Dans ce sens, ils doivent mettre en place des conditions de travail favorables tant pour les élèves que pour le corps enseignant, établir des règles de vie et promouvoir une culture de collaboration, de communication et d'échange. Cas échéant, ils sont chargés d'aplanir les difficultés pouvant surgir entre parents, enseignants et enseignantes et élèves notamment.

Alinéas 5 et 6: Cette disposition tient compte de la réalité des écoles du degré secondaire supérieur. Actuellement, le directeur ou la directrice ne consacre généralement plus une partie de son temps à l'enseignement. Il est toutefois possible qu'un directeur ou qu'une directrice suive quelques travaux de maturité par exemple. Par ailleurs, les proviseur-e-s remplissent des tâches importantes relatives à la gestion et la direction d'une école.

Art. 59

Alinéa 1: La CDIP est l'organe compétent pour reconnaître les diplômes d'enseignement suisses et étrangers. La formation complémentaire adéquate, instituée dans le cadre de la D-EDK («Deutschschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz») et de la CIIP (Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin), consiste en une filière de degré tertiaire reconnue sur le plan intercantonal (certificat d'études avancées en direction d'institutions de formation). Cette formation est généralement suivie après l'entrée en fonction. Par «expérience dans l'enseignement de plusieurs années», on entend, en règle générale, une activité en tant que qu'enseignant ou enseignante dans une école publique ou privée d'au moins cinq ans.

Alinéa 2: Au vu des tâches importantes que les proviseur-e-s remplissent dans la gestion pédagogique et administrative de l'école ainsi que du personnel enseignant, il convient que la commission d'école donne son préavis à leur engagement.

Art. 60

Alinéa 1: Si les proviseur-e-s remplissent des tâches de plus en plus importantes dans la gestion pédagogique et administrative de l'école, ils restent néanmoins subordonnés, dans l'exécution de leurs attributions, au directeur ou à la directrice (art. 58 al. 5), à moins que la loi ou le règlement d'exécution ne leur confèrent des compétences décisionnelles autonomes.

Les proviseur-e-s participent à la conduite du personnel enseignant, notamment à leur évaluation (cf. projet d'ordonnance sur l'évaluation du personnel enseignant de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport [OEPE]). Il convient toutefois de préciser que les enseignants et enseignantes restent directement subordonnés aux directeurs et directrices.

Alinéa 2: Les tâches et responsabilités des proviseur-e-s seront, à l'instar de celles des directeurs et directrices, définies plus précisément dans le RESS (RSF 412.0.11) et le descriptif de fonction (cahier des charges) approuvé par le Conseil d'Etat. En effet, selon la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA, RSF 122.0.1), il revient aux Directions de fixer l'organisation des unités qui leur sont subordonnées, conformément aux règles générales adoptées par le Conseil d'Etat.

Alinéa 3: Etant donné que les tâches des proviseur-e-s sont étroitement liées à la conduite pédagogique de l'école, il paraît judicieux qu'ils continuent à consacrer une partie de leur temps de travail à l'enseignement.

Art. 61

La loi de 1991 ne mentionnait pas cette fonction. Or, actuellement, l'administrateur ou l'administratrice est fortement impliqué-e dans la gestion administrative et technique de l'école et soutient le directeur ou la directrice lors de prises de décisions relatives à la conduite administrative de l'école. Il ou elle est par ailleurs le ou la supérieur-e hiérarchique des collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques.

Art. 62

Alinéa 1: Les collaborateurs et collaboratrices administratifs soutiennent le conseil de direction (directeur ou directrice, proviseur-e-s, administratrice ou administrateur) dans la gestion administrative de l'école, notamment en ce qui concerne l'admission des élèves, l'organisation de l'année scolaire et des examens, le secrétariat, la gestion des locaux scolaires, les affaires de personnel, la facturation. Les collaborateurs et collaboratrices techniques (préparateurs et préparatrices en science et bibliothécaires) ont repris des tâches auparavant confiées aux enseignants et enseignantes. Les concierges et les techniciens et techniciennes campus (informatique) dépendent, par contre, d'autres Directions. Le personnel des cafétérias dépend de la société gérante.

Alinéa 2: Cette disposition souligne l'importance du rôle de l'administrateur ou de l'administratrice dans la gestion administrative et technique de l'école, auquel ou à laquelle doit être logiquement subordonné le personnel administratif et technique.

Art. 63

Alinéa 1: Il n'existe plus qu'une seule conférence, qui regroupe tous les directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur. En effet, la conférence spéciale consacrée aux études gymnasiales (conférence des recteurs et rectrices des collèges fribourgeois) s'est élargie aux autres voies de formation (école de culture générale, école de commerce et passerelle maturité professionnelle/maturité spécialisée – hautes écoles universitaires) en raison de la collaboration accrue entre les directeurs et directrices et des nombreux thèmes transversaux.

Alinéas 2 et 3: Si cette conférence sert aussi bien à la coordination qu'à l'échange d'informations entre les écoles, il lui revient également un rôle primordial en tant qu'organe de consultation de la DICS, ce que souligne l'alinéa 3. Ainsi, la DICS la consulte dans des affaires importantes et décide de l'orientation stratégique et pédagogique avec sa collaboration. La DICS tient compte, dans la mesure du possible, de l'avis de cette conférence pour toute décision d'orientation stratégique, d'organisation ou de fonctionnement touchant l'ensemble des écoles du degré secondaire supérieur

Alinéa 4: Afin de garantir un flux d'informations direct ainsi qu'une collaboration optimale entre les écoles et la DICS, il convient que le Service participe aux séances de la conférence.

Art. 64

Alinéa 1: Le but de cette disposition est d'instaurer formellement la conférence des enseignants et enseignantes, organe qui existe déjà dans toutes les écoles du degré secondaire supérieur. Elle est composée de tous les enseignants et enseignantes d'un établissement, indépendamment de leur statut ou de leur taux d'engagement. La conférence désigne son représentant ou sa représentante au sein de la commission d'école (voir art. 53 al. 2). D'autres règles d'organisation et de fonctionnement de cette conférence peuvent être fixées par le RESS (RSF 412.0.11).

Alinéas 2 et 3: Il s'agit d'un organe consultatif du conseil de direction qui traite principalement des questions pédagogiques ou en rapport avec le fonctionnement ou les infrastructures de l'école. Il peut également soumettre des propositions au conseil de direction et servir de lieu de discussions et d'échange concernant l'activité d'enseignant ou d'enseignante en tant que telle.

Art. 65

Les enseignants et enseignantes de chaque école sont organisés en conférences de branche. En règle générale, ces dernières sont conduites par un-e responsable de branche. La conférence de branche permet des échanges liés à la branche ou concernant la didactique de la discipline. Elle soutient les nouveaux enseignants et les nouvelles enseignantes au début de leur carrière et coordonne les contenus et les exigences d'une branche. Elle propose en outre le matériel didactique au directeur ou à la directrice (art. 19). Les conférences de branche peuvent être distinctes selon la langue d'enseignement.

Au niveau cantonal, l'organisation peut viser à promouvoir les échanges à l'interface entre la scolarité obligatoire et les hautes écoles, à coordonner les besoins en formation continue ainsi que les contenus pédagogiques et les exigences. Elle peut également permettre de traiter les mandats de la Conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur et/ou du Service.

Art. 66

L'article relatif au financement des écoles est inchangé par rapport à la loi de 1991. Ce principe s'applique à toutes les écoles telles que définies à l'article 2, ainsi qu'à toute nouvelle école ou classe que le Conseil d'Etat pourrait décider d'ouvrir dans le cadre de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 67

Alinéa 1: L'écolage s'élève actuellement à 375 francs par année pour les élèves dont les parents sont domiciliés dans le canton, conformément à l'ordonnance fixant les écolages et les taxes d'inscription des écoles du secondaire du deuxième degré (RSF 412.0.16). Il s'élève toutefois à 1200 francs pour le cours préparatoire à l'examen complémentaire permettant l'accès aux hautes écoles universitaires (passerelle maturité professionnelle/maturité spécialisée – hautes écoles universitaires).

Alinéa 2: Les écolages pour les élèves dont les parents habitent dans un autre canton ou à l'étranger sont fixés par cette même ordonnance (art. 4) qui renvoie aux montants prévus par les accords intercantonaux applicables (cf. convention intercantonale réglant la fréquentation d'une école située dans un canton autre que celui de domicile, RSF 410.5, et la Convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions [CSR 2009], RSF 416.4).

Alinéa 3: La taxe d'inscription s'élève actuellement à 100 francs (cf. art. 5a de l'ordonnance précitée). La taxe d'exams se monte à 250 francs pour les élèves dont les parents sont domiciliés dans le canton de Fribourg, 600 francs pour ceux d'autres cantons et 900 francs pour les parents étran-

gers (cf. art. 1 de l'arrêté fixant les taxes d'examens finals des écoles du secondaire du deuxième degré, RSF 412.0.17).

Alinéa 4: Le Conseil d'Etat a fait usage de cette compétence par son ordonnance fixant les écolages et les taxes d'inscription des écoles du secondaire du deuxième degré (RSF 412.0.16) et l'arrêté fixant les taxes d'examens finals des écoles du secondaire du deuxième degré (RSF 412.0.17).

Alinéa 5: A noter que la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr, RS 412.10) prévoit que *l'enseignement menant à la maturité professionnelle dispensé dans les écoles publiques est gratuit* (art. 25 al. 4) et qu'*aucun émoulement ne peut être exigé des prestataires de la formation à la pratique professionnelle ni des candidats à l'obtention d'une attestation fédérale de formation professionnelle, d'un certificat fédéral de capacité ou d'un certificat fédéral de maturité professionnelle* (art. 41 al. 1). Les frais d'études usuels (taxe d'inscription, écolage et taxe d'examen) ne sont donc pas facturés pour l'école de commerce à plein temps.

Art. 68

Alinéa 1: Cet article précise les coûts supportés par les élèves et leurs parents. Il s'agit notamment des moyens d'enseignement (manuels, œuvres littéraires, livres de références...) et des fournitures scolaires (cahiers, dossiers, classeurs, agenda, calculatrice, ordinateur...) qui ne sont, contrairement à la scolarité obligatoire, pas fournis gratuitement par l'école ou encore des effets personnels (par exemple: serviette, plume ou tenue et chaussures de sport) ainsi que des frais liés aux manifestations ou excursions spéciales (courses d'école, voyages d'études, journées culturelles ou sportives...).

Alinéa 2: Les frais de déplacement pour se rendre à l'école comme les repas pris à la cafétéria ainsi que lors de manifestations obligatoires ou facultatives à l'extérieur de l'école sont également à charge des élèves et de leurs parents.

Art. 69

Alinéa 1: La prise en charge, en tout ou en partie, de l'écolage pour la fréquentation d'une école du degré secondaire supérieur extracantonale peut avoir lieu notamment pour les cas suivants:

- > changement de canton de domicile au cours de la formation;
- > formation qui n'a pas d'équivalent dans le canton de Fribourg;
- > jeunes sportifs et sportives ou artistes de talent pour lesquels une scolarisation dans un établissement d'un autre canton que le canton du domicile de leurs parents est justifiée, aux termes des articles 16 et suivants du règlement sur le sport (RSport, RSF 460.11).

Alinéa 2: Sont applicables notamment la convention intercantonale réglant la fréquentation d'une école située dans un canton autre que celui de domicile (RSF 410.5) et la Convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (CSR 2009, RSF 416.4).

Art. 70

Alinéa 1: Cette disposition met en œuvre l'article 67 de la Constitution cantonale (RSF 10.1) qui prévoit que *l'Etat peut soutenir les écoles privées dont l'utilité est reconnue* (al. 1) et qu'*il exerce la surveillance sur celles qui assurent l'enseignement de base et sur celles qu'il soutient* (al. 2). Contrairement à la scolarité obligatoire, l'ouverture d'une école privée du degré secondaire supérieur n'est pas soumise à l'autorisation de la DICS. Il suffit que celle-ci s'annonce auprès d'elle.

Alinéa 2: L'annonce a comme but de permettre à la DICS d'exercer la surveillance sur les écoles privées et de tenir un registre qui renseigne sur leurs offres de formations et les certificats délivrés. L'inscription au registre n'a aucune valeur d'autorisation, ni de reconnaissance des titres délivrés par ces écoles.

Art. 71

Alinéa 1: Malgré l'absence de l'exigence d'une autorisation, l'intérêt public veut que l'Etat surveille, dans une certaine mesure, l'enseignement privé, du moment qu'il s'agit partiellement d'enseignement à des élèves encore mineurs. S'agissant d'un enseignement non obligatoire, il appartient toutefois aux écoles privées de garantir la qualité de l'enseignement. L'Etat doit veiller en particulier à ce que le nom et la position des écoles ne prêtent pas confusion par rapport à l'enseignement public et à ce que les certificats correspondent clairement à cet enseignement.

Alinéa 2: Cette disposition permet d'intervenir auprès d'une école privée qui ne respecte pas l'ordre public (par exemple pour des raisons de santé, de moralité publique ou de protection des élèves mineurs) et d'interdire, le cas échéant, en tout ou en partie, l'exploitation d'une école privée. Cette mesure doit, en règle générale, être précédée d'un avertissement.

Art. 72

De toute évidence, les frais relatifs à la fréquentation d'une école privée doivent être assumés par les parents ou les élèves majeurs.

Art. 73

Cette disposition forme la base légale pour l'octroi d'une subvention à une école privée, désigne l'autorité compétente, en l'occurrence le Conseil d'Etat, et fixe les critères et les modalités du subventionnement. Pour que l'Etat soutienne finan-

cièrement une école privée, il faudrait que celle-ci soit établie sur le territoire du canton et dispense une formation qui n'est pas offerte par les écoles publiques.

Actuellement, aucune école privée n'est subventionnée par l'Etat.

Art. 74

Cet article est inchangé par rapport à la loi de 1991 et renvoie à la législation spéciale en matière d'orientation scolaire et professionnelle (loi sur l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière, RSF 413.1.1).

Art. 75

Chaque école du degré secondaire supérieur dispose actuellement d'enseignants et enseignantes formés à la médiation. Par ailleurs, les élèves, les parents et les enseignants et enseignantes peuvent faire appel aux psychologues engagés par le Service. Il s'agit d'une offre de soutien psychologique et non pas d'un service dans le sens d'une unité administrative.

Les enseignants et les enseignantes peuvent s'adresser à la consultation proposée par l'Etat-employeur, soit l'Espace santé-social du Service du personnel et d'organisation (SPO).

Art. 76

Cet article est une reprise partielle de l'article 22 de la loi de 1991.

L'enseignement religieux n'étant plus proposé dans les écoles du degré secondaire supérieur, il a été décidé, en accord avec les représentants des Eglises reconnues par l'Etat, de ne pas reprendre les alinéas y relatifs (2 et 3) de l'article 22 de la loi de 1991, qui stipule le droit des églises reconnues de donner des cours d'enseignement religieux facultatifs dans les écoles du degré secondaire supérieur.

A noter que le droit constitutionnel d'organiser un enseignement religieux dans les écoles publiques (art. 64 al. 4 de la Constitution cantonale, RSF 10.1) ne concerne que la scolarité obligatoire.

Art. 77

Alinéa 1: La forme écrite se justifie en raison de l'importance de la décision en cause puisqu'il s'agit de décisions qui affectent ou peuvent affecter le statut de l'élève. Cette notion doit être interprétée restrictivement. Affecte le statut d'un ou d'une élève toute décision qui exerce, avec une intensité particulière ou une certaine gravité, une influence sur les droits et devoirs de l'élève, sur son cursus scolaire et, plus généralement, sur son avenir scolaire. Il s'agit notamment des décisions relatives à l'admission, à la non-promotion, aux sanctions disciplinaires, à la non-admission ou à l'échec

aux examens finals. La décision qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève doit également indiquer la voie de droit, le délai ainsi que l'autorité compétente, conformément à l'article 66 let. f du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA, RSF 150.1).

Alinéa 2: L'autorité scolaire amenée à prendre une décision relative à un élève en informe les enseignants et enseignantes concernés.

Art. 78

Lorsqu'une décision touche un ou une élève sans affecter son statut (par exemple le refus d'un congé ou une mesure éducative), la réclamation est exclue (voir commentaire art. 77 al. 1). Seule la voie de la plainte est ouverte dans la mesure où les conditions de cette disposition (art. 82) sont réalisées. Il est important que les réclamations soient rapidement traitées de façon à ce que l'élève et les parents sachent sans retard à quoi s'en tenir.

Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, une note individuelle ne peut pas faire l'objet d'une réclamation à moins qu'elle ait pour conséquence la non-promotion, l'échec, la non-admission à une formation subséquente ou le refus d'une mention dont l'octroi est déterminé par la réglementation d'études (ATF 136 I 229 consid. 2.6).

Art. 79

Alinéa 1: Il s'agit de décisions prises par les directeurs ou directrices d'école soit suite à une réclamation, soit en respect de la législation sur l'enseignement secondaire supérieur (autorité de recours ou de décision). Lorsqu'une décision n'affecte pas le statut de l'élève (par exemple le refus d'un congé ou une mesure éducative), le recours est exclu. Seule la voie de la plainte est ouverte dans la mesure où les conditions de cette disposition (art. 82) sont réalisées.

Alinéa 2: Il est à relever que, conformément à la jurisprudence fédérale en matière scolaire, un éventuel recours n'aura, en règle générale et contrairement à l'article 84 al. 1 du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA, RSF 150.1), pas d'effet suspensif. Cela signifie que la décision contestée s'applique nonobstant le dépôt d'un recours, sous réserve que la DICS restitue l'effet suspensif.

Art. 80

Cet article constitue une disposition spéciale par rapport à l'article 79 régissant les voies de droit en matière de décisions relatives aux examens finals. Il prévoit notamment une réclamation auprès de l'autorité qui décide de l'octroi du certificat, en règle générale le président ou la présidente du jury d'exams.

Art. 81

Il est fait référence ici à l'article 114 al. 1 let. a du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA, RSF 150.1) qui précise que le Tribunal cantonal connaît en dernière instance cantonale des recours contre les décisions de la DICS. Le délai de recours est de 30 jours (art. 79 al. 1 CPJA).

Art. 82

Alinéa 1: Cet alinéa permet aux parents de se plaindre des manquements d'un enseignant ou d'une enseignante, d'un proviseur ou d'une proviseure ou d'un directeur ou d'une directrice lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte. La plainte n'est toutefois possible que lorsqu'un acte ou une omission atteint personnellement et gravement les parents ou leur enfant et viole la loi ou les règlements.

Alinéa 2: La plainte peut, cas échéant, amener l'autorité à prendre des mesures à l'égard des personnes visées. L'autorité n'est cependant pas tenue d'informer le plaignant ou la plaignante sur les mesures prises. Elle doit par contre lui communiquer si sa plainte est fondée ou non.

Alinéa 3: Des frais tels que les dépenses occasionnées pour l'instruction de la plainte peuvent être mis à la charge de l'auteur-e d'une plainte téméraire ou abusive.

Alinéa 4: La décision imputant des frais ainsi que la décision déclarant la plainte irrecevable ou mal fondée peuvent faire l'objet d'un recours du plaignant ou de la plaignante auprès de l'autorité supérieure.

Alinéa 5: Il appartient au Conseil d'Etat de régler plus en détail la voie de la plainte.

Art. 83

Les questions et contestations liées au statut du personnel de la DICS sont traitées par la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 84

Alinéa 1: Sauf autorisation, les locaux et installations scolaires ainsi que leurs abords immédiats, ne sont pas accessibles au public. Malgré tout, il est arrivé que des personnes, parents ou autres, s'immiscent sans droit, de façon intrusive ou abusive, dans le périmètre scolaire et perturbent ainsi l'enseignement ou le fonctionnement de l'école. Actuellement, l'Etat, en tant que propriétaire des bâtiments scolaires, peut déposer une plainte pénale pour violation de domicile (art. 186 CPP). Avec cette nouvelle disposition, qui vise également d'autres comportements perturbant l'enseignement ou le fonctionnement de l'école, les directeurs et directrices pourront intervenir auprès du préfet ou de la préfète.

Alinéa 2: Cet alinéa prévoit que la décision préfectorale, une fois exécutoire, est communiquée à la DICS, à charge pour elle d'en informer les enseignants et enseignantes et autorités concernés.

Art. 85

Le Conseil d'Etat est l'autorité de haute surveillance en matière de formation au secondaire supérieur. La loi lui attribue directement certaines compétences. Il est en outre chargé d'édicter les dispositions d'exécution de la loi. Il peut autoriser la DICS à édicter de telles dispositions dans des domaines particuliers, telles les modalités de passage des élèves des écoles du cycle d'orientation aux écoles du degré secondaire supérieur et entre les voies de formation du secondaire supérieur, les directives sur le bilinguisme, l'utilisation des locaux scolaires par des tiers... L'intensification de la collaboration intercantonale est un objectif qui doit être poursuivi dans le domaine scolaire.

Art. 86

Cet article précise le rôle de la DICS. Cette dernière s'assure de la qualité de la formation et favorise son développement en effectuant un monitoring continu et scientifique étayé de l'ensemble du système de formation. C'est aussi à elle qu'il revient d'en définir l'orientation stratégique et pédagogique. Un accent est également mis sur la cohérence du système éducatif fribourgeois dans son ensemble par le souci qu'elle doit apporter à la transition depuis l'école obligatoire comme vers les études tertiaires. (Voir art. 20 et chapitre 2.3 ci-dessus.)

L'alinéa 6 implique qu'une offre de formation équivalente soit proposée pour les deux communautés linguistiques cantonales.

Alinéa 8: Le Service comprend actuellement 4.8 EPT (dont 0.5 EPT pour les psychologues scolaires) pour remplir les tâches indiquées dans cet article. Le Centre Fritic, centre de compétences responsable de tous les aspects liés aux médias et technologies de l'information et de la communication dans le domaine de l'enseignement du canton de Fribourg ainsi que de la partie DICS du projet HAE (voir chapitre 2.3.4 ci-dessus), est également rattaché au Service.

Art. 87

Afin que les enseignants et enseignantes engagés avant l'entrée en vigueur de la loi du 5 février 2016 modifiant la loi sur l'enseignement secondaire supérieur (année scolaire administrative, ROF 2016_016, voir commentaire art. 15 al. 1) ne perdent pas un mois de traitement, ils doivent être assurés du versement du salaire de leur dernier mois d'activité (août).

Art. 88

L'autorisation d'enseigner s'étend de par la loi au corps enseignant déjà en fonction, comme partie intégrante de leur contrat d'engagement.

Art. 89

Cet article abroge la loi de 1991 que remplace la présente nouvelle loi sur l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 90

Alinéa 1: Conformément à l'article 149 de la loi sur le Grand Conseil (LGC, RSF 121.1), cet alinéa mentionne les types de referendum auxquels la loi est soumise. Pour plus de détails, se référer aux points 5 et 9 de ce message.

Alinéa 2: La date d'entrée en vigueur prévue est celle du 1^{er} août 2019.

5. Conséquences financières et en personnel

La présente loi n'a pas d'influence sur les charges financières et en personnel de l'Etat de Fribourg.

6. Influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

La répartition des tâches entre l'Etat et les communes n'est pas concernée par cette loi du moment que l'enseignement secondaire supérieur relève de la compétence exclusive de l'Etat et que les communes participent aucunement à son financement.

7. Effets sur le développement durable

Les effets sur le développement durable (art. 197 LCG) ont été évalués à l'aide de la Boussole21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision totale de la loi. Les conséquences de la révision se déploient sur les domaines sociétaux et, dans une faible mesure, économiques, mais pas sur le développement environnemental. Ils se concentrent essentiellement sur quatre aspects:

- > adéquation de la formation aux besoins des élèves et de la société (nouvelles filières de formation, renforcement de l'offre de formations bilingues...);
- > promotion de l'intégration et de la cohésion sociale au sein de l'école;
- > clarification des droits et des obligations des partenaires scolaires pour assurer une collaboration étroite et constructive;

- > renforcement des structures de pilotage pour permettre un perfectionnement permanent de l'école et de l'enseignement.

Toutes ces mesures poursuivent un but fondamental étroitement lié au bien-être économique et social: permettre à chacun et chacune de trouver sa place dans la société et de s'insérer dans la vie professionnelle.

8. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet

Le présent projet est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral. Il ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

9. Soumission aux referendums législatif et financier

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.



Botschaft 2017-DICS-6

4. September 2018

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über den Mittelschulunterricht (MSG)

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf zur Totalrevision des Gesetzes über den Mittelschulunterricht (MSG, SGF 412.0.1). Diese Vorlage beschreibt die Ziele und Aufgaben des Mittelschulunterrichts sowie dessen Betrieb und Finanzierung.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Hintergrund und Tragweite der Vorlage	31
2. Grundzüge des Gesetzes	31
2.1. Aktualisierung der Aufgaben und Ziele des Mittelschulunterrichts	31
2.1.1. Grundsätze	31
2.1.2. Förderung der Zweisprachigkeit	31
2.1.3. Förder- und Unterstützungsmassnahmen	32
2.2. Aktualisierung der Bildungsgänge	32
2.2.1. Fachmaturitäten	32
2.2.2. Passerelle Berufsmaturität/Fachmaturität – universitäre Hochschulen	32
2.2.3. Vollzeitliche Handelsmittelschule	33
2.3. Stärkung der Führungsstrukturen	33
2.3.1. Präzisierung der Rolle der kantonalen Schulbehörden und der Schuldirektionen	33
2.3.2. Organisation der Schulen	33
2.3.3. Qualitätssicherung und -entwicklung	33
2.3.4. Elektronische Datenverwaltung	34
2.4. Klärung der Rechte und Pflichten der Schulpartner	34
2.4.1. Eltern	34
2.4.2. Schülerinnen und Schüler	35
2.4.3. Lehrpersonen	36
3. Vernehmlassung	37
4. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen	38
5. Finanzielle und personelle Auswirkungen	59
6. Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden	59
7. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	59
8. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht (Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit des Entwurfs)	59
9. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum	59

1. Hintergrund und Tragweite der Vorlage

Die Revision des Gesetzes über den Mittelschulunterricht (MSG) dient in erster Linie einer Aktualisierung der Rechtsgrundlagen und der Terminologie. Die Überarbeitung dieses Gesetzes, das vom 11. April 1991 stammt (nachstehend: das Gesetz von 1991), wurde im Wesentlichen notwendig, um Gesetzesanpassungen auf Bundes- und Kantonsebene Rechnung zu tragen und die neu eingeführten Bildungsgänge (Fachmaturitäten, Passerelle Berufsmaturität/Fachmaturität – universitäre Hochschulen) gesetzlich zu verankern. Die Revision erlaubt im Übrigen, für bestimmte Bereiche bisher fehlende Rechtsgrundlagen zu schaffen (Schulentwicklungsprojekte, Datenbanken, Zulassungsbeschränkungen, Unterrichtsberechtigung) und im Gegenzug hinfällig gewordene Bestimmungen aufzuheben.

Das MSG definiert im Sinne einer Rahmengesetzgebung nur die zentrale Ausrichtung der Schule, um zu vermeiden, dass die Bestimmungen nicht schon in einigen Jahren obsolet werden. Es legt die wichtigen Grundsätze fest, namentlich die Ausrichtung und die Zielsetzungen des Unterrichts, die Rechte und Pflichten der Schülerinnen, Schüler und Eltern, die Rechtsstellung des Personals der Schulen, die Organisation der Schulen sowie ihre Finanzierung und die Rechtsmittel.

Unsere Gesellschaft steht in den kommenden Jahren vor grossen sozialen, ökonomischen, ökologischen und technologischen Herausforderungen. Der Mittelschulunterricht soll den Schülerinnen und Schülern Kenntnisse vermitteln und ihre Fähigkeiten und Fertigkeiten fördern, damit sie in mannigfaltigen Bereichen und ihr ganzes Leben lang ihr Wissen nutzen und ihre Kompetenzen weiterentwickeln können. Um dem Wandel der Gesellschaft Rechnung zu tragen, erlaubt das MSG das Erproben von Innovationen, wobei es gleichzeitig die notwendigen Steuermechanismen vorsieht, um die Qualität der Mittelschulen und des Unterrichts zu sichern und weiterzuentwickeln. Die Steuerungsorgane und ihre Befugnisse werden im Gesetz präzisiert. Dies ermöglicht eine ständige Anpassung der Unterrichtsmethoden und der Schulstrukturen, wobei es bewährte Praktiken weiterzuführen gilt.

Um die Kohärenz im Rahmen der kantonalen Schulgesetzgebung sicherzustellen, orientiert sich die vorliegende Revision in materieller und terminologischer Hinsicht hauptsächlich am Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (SchG, SGF 411.0.1) und dem dazugehörigen Reglement vom 19. April 2016 (SchR, 411.0.11). Berücksichtigt wurden zudem auch die zu Beginn des Jahres 2015 in Kraft getretenen neuen Verordnungen über die Berufsbildung sowie zwei kürzlich revidierte Gesetze, das Gesetz über die Pädagogische Hochschule Freiburg (PHFG, SGF 433.1) und das Gesetz über die Universität (UniG, SGF 431.0.1).

Dieses Rahmengesetz regelt alle Aspekte, die den Bildungsgängen an den Mittelschulen gemein sind (Gymnasialbildung, vollzeitliche Handelsschulbildung und Fachmittelschulbildung). Ergänzende Erlasse bestimmen die Einzelheiten dieser Bildungsgänge.

Nach Verabschiedung des MSG sollen sein Ausführungsreglement (MSR, SGF 412.0.11) einer Revision unterzogen und alle weiteren Erlasse (Reglemente und Verordnungen) im Bereich der Mittelschulen aktualisiert werden.

2. Grundzüge des Gesetzes

2.1. Aktualisierung der Aufgaben und Ziele des Mittelschulunterrichts

2.1.1. Grundsätze

Die Ziele des Mittelschulunterrichts bleiben gegenüber dem Gesetz von 1991 im Wesentlichen unverändert. Sie werden in Artikel 5 detailliert beschrieben.

Die Mittelschulen arbeiten mit den vor- und nachgängigen Bildungsinstitutionen zusammen. Diese von der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) geförderte Praxis ist in Art. 9 MSG verankert.

Die Zielsetzungen der einzelnen Bildungsgänge wurden aktualisiert. Sie werden in den Artikeln 10 (Gymnasialbildung), 11 (vollzeitliche Handelsschulbildung) und 12 (Fachmittelschulbildung) näher umschrieben.

Die Dauer der Gymnasialbildung wird im Gesetz festgelegt. Für die anderen Bildungsgänge erscheint dies nicht notwendig (vgl. Kommentar zu Art. 14). Für Schülerinnen und Schüler mit besonderen Fähigkeiten oder Bedürfnissen sind im MSG Ausnahmen von der ordentlichen Studiendauer vorgesehen.

2.1.2. Förderung der Zweisprachigkeit

Die Sprache ist integrierender Bestandteil der kulturellen Identität. Sie ist ein Mittel der Kommunikation und der sozialen Integration. In unserem Kanton soll daher der Sprachenunterricht in beiden Amtssprachen gefördert werden. Das Schwergewicht bildet das Studium der Unterrichtssprache sowie der dazugehörigen Kultur (Art. 6).

Allerdings sind vertiefte Kenntnisse der Partnersprache für den Austausch über die Sprachgrenzen hinweg ein gewichtiger Vorteil, sowohl in persönlicher, wissenschaftlicher oder sozioökonomischer Hinsicht. Gute Sprachkenntnisse sind zudem eine wichtige Voraussetzung für den kantonalen und nationalen Zusammenhalt. Aus diesem Grund wurde ein Artikel zur Förderung der Zweisprachigkeit (Art. 7) aufgenommen, der es ermöglicht, den künftigen Entwicklungen,

namentlich im Bereich der obligatorischen Schule, Rechnung zu tragen.

Auf kantonaler Ebene wurde im Jahr 2010 das kantonale Konzept für den Sprachenunterricht (Sprachenbericht) dem Grossen Rat vorgelegt. Es soll das Verständnis unter den Sprachgemeinschaften verbessern. Auf gesamtschweizerischer Ebene hat die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) im Jahr 2013 eine nationale Strategie zur Koordination des Fremdsprachenunterrichts und zur Förderung der Mehrsprachigkeit im Rahmen der allgemeinen Ausbildung an den Mittelschulen verabschiedet. Die Kantone und Schulen sollen demnach Unterrichtsformen entwickeln und implementieren, die gute sprachlichen Fähigkeiten in der Partnersprache sowie den kulturellen Austausch fördern.

Die Freiburger Mittelschulen zeichnen sich durch eine jahrzehntelange Tradition in diesem Bereich aus. Nachdem die EDK im Jahr 1995 die Grundlagen für die Erlangung einer zweisprachigen Maturität geschaffen hatte, wurde dieser Bildungsgang im Kanton Freiburg in beiden Amtssprachen eingeführt. Die ersten zweisprachigen Maturitätsausweise wurden im Jahr 2002 verliehen. Das Angebot von zweisprachigen Ausbildungen wurde zudem erweitert durch die Einführung von Unterrichtssequenzen in der Partnersprache ab dem ersten Gymnasialschuljahr (2013) sowie zweisprachiger Fachmittelschulabschluss (2016) und Fachmaturitäten (2017) an den Fachmittelschulen. Seit Schuljahresbeginn 2018 besteht auch an den vollzeitlichen Handelsmittelschulen ein entsprechendes Angebot. Die Möglichkeit, in einer Klasse den Sprachaustausch unter Jugendlichen zweier Sprachgemeinschaften zu pflegen, ist im Bildungsraum Schweiz fast einzigartig.

2.1.3. Förder- und Unterstützungsmassnahmen

Die Mittelschulen unterstützen Schülerinnen und Schüler mit besonderen schulischen Fähigkeiten oder Bedürfnissen mit geeigneten pädagogischen Massnahmen individueller und kollektiver Natur oder mit einer angepassten Unterrichts- oder Prüfungsorganisation (Art. 38). Die Einzelheiten dieser Massnahmen werden vom Staatsrat im Ausführungsreglement genauer geregelt.

Bereits heute unterstützen die Mittelschulen junge Menschen mit besonderen Fähigkeiten, mit einer anerkannten Behinderung oder mit mangelnden Kenntnissen der Unterrichtssprache (z.B. mittels Sprachtandem, Anpassung des Stundenplans oder zusätzlichen Lehrmitteln). Analog dazu können junge Sporttalente oder talentierte Kunstschafter von Unterstützungsmassnahmen profitieren, damit sie ihre sportliche oder künstlerische Laufbahn mit der schulischen Ausbildung vereinbaren können. Das Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» ist gesetzlich in den Artikeln

12 bis 15 des Reglements vom 20. Dezember 2011 über den Sport (SportR, SGF 460.11) verankert.

Die Schule kann nach Bedarf verschiedene individuelle oder kollektive Unterstützungsmassnahmen anbieten, die über den differenzierten Unterricht hinausgehen, namentlich:

- > Verlängerung oder Verkürzung eines Bildungsgangs;
- > Stundenplanerleichterungen-/anpassungen;
- > Sonderurlaube;
- > Anpassung der Lern-, Unterrichts- oder Prüfungsmodalitäten (Nachteilsausgleichsmassnahmen);
- > Bereitstellung von Hilfsmitteln.

Nachteilsausgleichsmassnahmen, die für Schülerinnen und Schülern mit einer Behinderung bestimmt sind, dürfen jedoch die Anforderungen an die Ausbildung nicht herabsetzen.

Erscheint die Entwicklung der Jugendlichen durch ausser-schulische Probleme gefährdet, so ist eine Zusammenarbeit mit den Erwachsenen- und Kinderschutzbahörden angezeigt. Diesbezüglich wird die Wichtigkeit eines vernetzten Vorgehens hervorgehoben.

2.2. Aktualisierung der Bildungsgänge

2.2.1. Fachmaturitäten

Die Einführung der Fachmaturitäten stellt die hauptsächliche Neuerung des von der EDK im Jahr 2003 verabschiedeten Bildungskonzepts für die Fachmittelschulen dar. Der Kanton Freiburg bietet seit Herbst 2010 die Fachmaturität in drei Berufsfeldern an: Gesundheit, Soziale Arbeit und Pädagogik. Es handelt sich um eine einjährige theoretische und/oder praktische Ausbildung, die für Absolventinnen und Absolventen einer Fachmittelschule bestimmt ist. Sie beinhaltet zudem das Verfassen einer berufsfeldspezifischen Fachmaturitätsarbeit (FMA).

Die Fachmaturität öffnet in den jeweiligen Berufsfeldern den direkten Zugang zu Ausbildungen an den Fachhochschulen (FH) beziehungsweise an den pädagogischen Hochschulen (PH).

Jährlich wählen ungefähr 300 bis 350 Schülerinnen und Schüler diesen Vorbereitungskurs.

2.2.2. Passerelle Berufsmaturität/ Fachmaturität – universitäre Hochschulen

Die unter der Federführung der Schweizerischen Maturitätskommission organisierte Ergänzungsprüfung, die Personen mit einer Berufsmaturität den Zugang zu den universitären Hochschulen erlaubt, besteht auf nationaler Ebene seit Frühjahr 2005. In den Jahren 2009 und 2010 wurde dieser Vorbereitungskurs auf die Ergänzungsprüfung von der Stiftung

für die Vorbereitungskurse auf die Hochschulbildung in der Schweiz (VKHS) auf Mandatsbasis durchgeführt. Weil diese Stiftung im September 2011 ihren Betrieb einstellte, wurde beschlossen, die Passerelle Berufsmaturität–universitäre Hochschulen, die ein Jahr dauert, ins Kollegium St. Michael zu integrieren. Dieses führt den Vorbereitungskurs durch, organisiert die Ergänzungsprüfung und erteilt den entsprechenden Ausweis.

Seit 2017 steht dieser anspruchsvolle Lehrgang auch Personen offen, die ein Fachmaturitätszeugnis erworben haben. Entsprechend wurde auch die Bezeichnung dieser Ausbildung angepasst.

Der bei erfolgreicher Prüfung verliehene Ausweis gilt als gleichwertig mit dem schweizerischen gymnasialen Maturitätsausweis.

Im Schuljahr 2017/18 absolvierten 110 Personen diesen Lehrgang.

2.2.3. Vollzeitliche Handelsmittelschule

Die Handelsmittelschulbildung wurde ab dem Schuljahr 2011/12 angepasst, damit sie den Anforderungen für den Erwerb eines eidgenössisch anerkannten Titels entspricht. Das im Kanton Freiburg gewählte Ausbildungsmodell (3+1) umfasst drei Jahre an der Schule, wo eine solide Grundausbildung vermittelt wird, und ein einjähriges Praktikum im Betrieb, um die beruflichen Kenntnisse zu ergänzen und zu vertiefen. Auf diese Weise werden die praktischen Kenntnisse, insbesondere die kaufmännischen, der Lernenden erweitert. Nach erfolgreichem Abschluss des Praktikums erhalten die Auszubildenden ein eidgenössisches Fähigkeitszeugnis (EFZ) als Kauffrau/Kaufmann sowie eine kaufmännische Berufsmaturität, die ihnen namentlich den Zugang zu den Wirtschaftsstudien an einer Fachhochschule (FH) eröffnen.

Jährlich wählen ungefähr 110 Personen diesen Ausbildungsgang.

2.3. Stärkung der Führungsstrukturen

2.3.1. Präzisierung der Rolle der kantonalen Schulbehörden und der Schuldirektionen

Die Hauptaufgaben des Staatsrates (Art. 58) bestehen unverändert in der Oberaufsicht über die Mittelschulen und dem Erlass der notwendigen Ausführungsbestimmungen. Die neue Formulierung trägt der Wichtigkeit der interkantonalen Koordination und Zusammenarbeit Rechnung, die in erster Linie im Rahmen der Organe der EDK, der Westschweizer- und Tessiner Bildungsdirektorenkonferenz (CIIP) sowie in den regionalen und nationalen, nach den jeweiligen Bildungsgängen gegliederten, Schuldirektorenkonferenzen stattfindet.

Die Rolle der EKSD wird in Artikel 86 präzisiert. Sie fördert und sichert die Entwicklung und die Qualität der Bildung, ist für die allgemeine Führung der Mittelschulen sowie für die strategische und pädagogische Ausrichtung zuständig. Besonderes Augenmerk wird auf die Kohärenz des Freiburger Bildungssystems als Ganzes gelegt, wobei die EKSD für einen harmonischen Übergang von der obligatorischen Schule sowie zu den Studiengängen auf Tertiärstufe sorgen soll.

Die bestehenden Schulbehörden (Schulkommission und die Schuldirektorin oder der Schuldirektor) werden mit einem Direktionsrat, der Lehrpersonenkonferenz sowie Fachschaften ergänzt. Die Zuständigkeiten der Schulkommission werden präzisiert: Diese sorgt unter anderem auch für die regionale Verankerung der Schule (Art. 54).

2.3.2. Organisation der Schulen

Mit dem Direktionsrat wird ein neues Koordinations- und Kooperationsorgan geschaffen (Art. 56). Diesem Rat gehören die Schuldirektorin oder der Schuldirektor, die Vorsteherinnen und Vorsteher sowie die Verwalterin oder der Verwalter an. Dieses neue Organ trägt der Entwicklung der beiden letztgenannten Funktionen Rechnung, die sich von einer die Schuldirektorin oder den Schuldirektor unterstützenden Rolle hin zu vollwertigen Mitgliedern des Direktionsrats der Mittelschule mit delegierten Verantwortlichkeiten entwickelt haben, namentlich im Bereich der Personalführung (Art. 60 und 61).

Die Zusammenarbeit unter den Direktorinnen und Direktoren der Mittelschulen wird durch die Reduktion auf eine einzige Mittelschuldirektorenkonferenz vereinfacht (Art. 63). Die EKSD hört die Konferenz in wichtigen Angelegenheiten an und legt die strategische und pädagogische Ausrichtung unter deren Mitwirkung fest. Sie kann ihr ausserdem besondere Aufgaben übertragen (z. B. das Aufnahmeverfahren und die Verteilung der Schülerinnen und Schüler auf die Schulen).

Gleichzeitig werden neue beratende Organe des Direktionsrats geschaffen: Nämlich die Lehrpersonenkonferenz (Art. 64), die sich insbesondere mit pädagogischen Fragen sowie mit Fragen der Schulentwicklung und Schulorganisation befasst, sowie die Fachschaften (Art. 65), die zur fachspezifischen Koordination innerhalb der Mittelschulen wie auch auf kantonaler Ebene dienen. Mit diesen Neuerungen werden bereits mehr oder weniger offiziell bestehende Organe an den Mittelschulen formalisiert.

2.3.3. Qualitätssicherung und -entwicklung

Die Verantwortung für die Qualitätssicherung und -entwicklung tragen die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren. Diese sind verantwortlich für die Entwicklung, die Organisation, den Betrieb, die pädagogische und administ-

rative Leitung ihrer Schule, für die Personalführung, für die Qualität des Unterrichts und der Erziehung sowie für die Zusammenarbeit mit den Partnern der Schule, gegenüber denen sie die Schule vertreten. Sie achten insbesondere auf ein gutes Schulklima und auf das Wohlbefinden der an der Schule tätigen Personen (Art. 58).

Im Allgemeinen übt die EKSD die Aufsicht über den Mittel­schulunterricht aus. Sie fördert und sichert dessen Entwicklung und Qualität, durch ein kontinuierliches und wissenschaftlich fundiertes Monitoring des gesamten Schulsystems (Art. 86). Sie erarbeitet ein Gesamtkonzept zur Qualitätssicherung und -entwicklung an den Mittelschulen.

Wissenschaftlich abgestützte Evaluationen bestehen bereits in verschiedenen schulischen Bereichen. So werden die Bildungsgänge der Mittelschulen vom Eidgenössischen Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung und/oder von der EDK anerkannt. Die Abschlussprüfungen werden von den Vorsitzenden der Prüfungskommissionen (Universitätsprofessor/innen) evaluiert. Zudem fungieren Universitätsmitglieder als Expertinnen und Experten bei den Abschlussprüfungen in den verschiedenen Fächern.

Die periodische Evaluation der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Staates, wie im Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG, SGF 122.70.1) vorgesehen, stellt ein weiteres wichtiges Werkzeug zur Qualitätssicherung und -entwicklung dar. Hier übernehmen namentlich die Vorsteherinnen und Vorsteher neue Verantwortlichkeiten in der Personalführung (Art. 60).

Die Lehrpersonen (Art. 46) tragen zur Förderung und Kontrolle der Qualität namentlich durch ihre Teilnahme an Konferenzen und Kommissionen bei (Klassenlehrpersonen, Fachkonferenzen, Prüfungskommissionen). Gleiches gilt für die Schulkommission (Art. 54) als beratendes Organ des Direktionsrats sowie für den Schülerrat (Art. 36).

Die Qualitätsentwicklung in den Mittelschulen ist auch für die EDK und das Eidgenössische Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung ein wichtiges Anliegen. Die EKSD ist für die Umsetzung der von diesen Gremien initiierten Projekte zuständig. Sie legt auch die strategische und pädagogische Ausrichtung fest (Art. 86).

2.3.4. Elektronische Datenverwaltung

Die verschiedenen Etappen des Schuljahres von der Einschreibung der Schülerinnen und Schüler bis zum Drucken der Abschlusszeugnisse werden seit Herbst 2013 mit dem EDV-Programm realisiert, das im Rahmen des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme (Projekt HAE) eingerichtet worden ist.

Artikel 43 MSG bildet die Rechtsgrundlage für diese Datenbanken und Schülerdateien, die für die Schulverwaltung

benötigt werden. Die Einrichtung eines zentralen Datenmanagementsystems¹ stellt das Herzstück des Projekts HAE dar. Diese Referenzdatenbank ermöglicht es, den Austausch der Daten zwischen den verschiedenen Dienststellen zu vereinfachen und die Qualität der verfügbaren Informationen für alle Partner des Bildungssystems zu verbessern. Darüber hinaus erlaubt es den Direktionsräten und der EKSD eine effizientere Verwaltung und Steuerung der Schulen.

2.4. Klärung der Rechte und Pflichten der Schulpartner

Das Gesetz legt einen Rahmen der geteilten Verantwortlichkeiten fest, in dem die Rollen und Zuständigkeiten sämtlicher Akteure der Schule eindeutig definiert werden (Kapitel 4 bis 6 betreffend die Eltern, die Schülerinnen und Schülern, die Lehrpersonen sowie die Schulbehörden). Eine klare Beschreibung der Rechte und Pflichten aller Beteiligten erlaubt es Schülerinnen und Schülern, Eltern, Lehrpersonen und Schulbehörden, ihren jeweiligen vollwertigen Platz in der Schule einzunehmen. Dies zielt darauf ab, ein Klima des gegenseitigen Respekts und der Anerkennung der Funktionen und Kompetenzen jedes Einzelnen zu schaffen. Damit wird ein Grundsatz umgesetzt, der in den Aufgaben der Schule (Art. 4 Abs. 2) festgelegt wird, nämlich der Grundsatz der Wechselseitigkeit von Rechten und Pflichten; dieser wird zum Leitmotiv für die Praktiken und Verhaltensweisen.

2.4.1. Eltern

Die Zusammenarbeit von Eltern und Schule (Art. 29)

Artikel 29 über die Zusammenarbeit von Eltern und Schule wurde neu überdacht, um eine engere und bessere Zusammenarbeit zwischen den beiden Partnern zu begünstigen. So arbeiten die Eltern Minderjähriger und die Mittelschulen gemäss ihren jeweiligen Verantwortlichkeiten bei der Bildung und der Erziehung der Schülerinnen und Schüler zusammen. Während sich die Eltern und die Schule die Erziehungsaufgabe während der obligatorischen Schulzeit weitgehend teilen, widmet sich die Mittelschule in stärkerem Masse ihrer Bildungsaufgabe, wobei sie die Eltern bei ihrer Erziehungsaufgabe weiterhin unterstützt. Dabei berücksichtigt die Schule die zunehmende Fähigkeit der Schülerinnen und Schüler, Eigenverantwortung zu übernehmen (Art. 4 Abs. 1). Diese Zusammenarbeit zwischen Eltern und Schule spielt auch eine wichtige Rolle bei der Gesundheitsförderung und der Prävention vor schädlichem Verhalten (Art. 41).

Im gleichen Sinn wird von den Eltern Minderjähriger erwartet, dass sie mit der Schule angemessen zusammenarbeiten und sich an deren Vorgaben halten. So sind sie aufgefordert, die Mitglieder des Direktionsrats oder der Lehrerschaft über

¹ Zum Beispiel: Personenregister der Schüler/innen, der Lehrpersonen, des Verwaltungspersonals; Register der Schulen.

alle wichtigen Ereignisse zu unterrichten, die einen Einfluss auf die schulische Situation ihres Kindes haben könnten, die Absenzen ihres Kindes zu begründen und die Massnahmen und Anweisungen der Lehrpersonen zu unterstützen. Mit einer erfolgreichen Zusammenarbeit soll erreicht werden, dass sich die Bildungs- und Erziehungsaufgaben gegenseitig gut ergänzen und den jungen Menschen das Rüstzeug mit auf den Weg gegeben wird, damit sie sich weiterentwickeln und die vom Mittelschulunterricht angestrebte Selbständigkeit und Reife erlangen können (Art. 4 und 5).

Eine wichtige Änderung der Beziehungen zwischen Eltern und Schule tritt mit dem Erreichen der Volljährigkeit, sprich der vollen Handlungsfähigkeit der Schülerinnen und Schüler ein. Auch wenn diese dadurch die unmittelbaren Ansprechpartner der Schule für alle unterrichtsrelevanten Aspekte werden (Prüfungen, Absenzen, Wahlfächer, Schulaktivitäten usw.), bleiben die Eltern dennoch vom weiteren Bildungsweg ihrer volljährigen Kinder direkt und persönlich betroffen. Aus diesem Grund ist es angebracht, dass die Eltern weiterhin Informationen über die Entwicklung ihrer Kinder erhalten können (z. B. Schulzeugnisse, Nichtpromotion, Disziplinar-massnahmen, Examensmisserfolg), ausser die oder der volljährige Schülerin oder Schüler verweigert dies schriftlich (Art. 29 Abs. 2). In einem solchen Fall informiert die Schule die Eltern, dass sie Auskünfte nicht mehr direkt von ihr erhalten können, sondern sich dafür an ihr volljähriges Kind wenden müssen.

Elternvereinigungen (Art. 30)

Die Schule ist sich der positiven Wirkung einer guten Zusammenarbeit mit den Eltern als Erstverantwortliche für das Wohlbefinden ihres Kindes auf den Unterricht und das Schulklima bewusst. Es erscheint deshalb angezeigt, die Eltern in das Schulleben miteinzubeziehen und ihnen eine gewisse Mitwirkung hinsichtlich schulbetrieblicher oder organisatorischer Fragen einzuräumen. Wohl erhalten sie keine Mitentscheidungsbefugnisse zum Betrieb der Schule, doch sie werden angehört, ihre Meinung wird einbezogen und ihre Erfahrung als Eltern geschätzt und berücksichtigt.

In diesem Sinn werden die von der EKSD anerkannten Elternvereinigungen von dieser zu den Gesetzes- oder Reglementsentwürfen, die für die Eltern von besonderem Interesse sind, angehört. Zudem sieht Art. 30 Abs. 2 vor, dass die Elternvereinigungen von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor über den allgemeinen Schulbetrieb informiert werden. Dies kann beispielsweise den Betrieb oder die Organisation der Schule betreffen (Stundenplan, Kursangebot, Dienstleistungen, Infrastruktur, Personal usw.), Schul- oder Zusammenarbeitsprojekte oder sportliche und kulturelle Veranstaltungen.

Schulkommission (Art. 53)

Gemäss Artikel 29 Abs. 3 sind die Eltern auch in der Schulkommission vertreten. Diese ist um einen guten Schulbetrieb und die gesellschaftliche Verankerung der Schule besorgt (Art. 54). Über ihre gesetzlichen Aufgaben hinaus dient die Schulkommission, der Vertretungspersonen der Eltern, der Lehrkräfte und der Schulbehörden (Schuldirektorin oder Schuldirektor und allenfalls des Amtes für Unterricht der Sekundarstufe 2) angehören, als Forum für den Austausch von Informationen und Vorschlägen. Dank der Schulkommission werden die Eltern über Belange des Schullebens informiert und konsultiert. Die verstärkte Zusammenarbeit von Schule und Eltern soll zu einer besseren Begleitung der Schülerinnen und Schüler und einer Verbesserung ihrer Lernbedingungen beitragen.

Die in der Schulkommission behandelten Thematiken betreffen in erster Linie schulorganisatorische und -betriebliche Fragen (z. B. Schulordnung, Stundenpläne, Kursangebot, Dienstleistungen, Infrastruktur, Personal, Projekte, Transporte usw.). Nebst diesen Fragen kann jede Schulkommission sich nach Belieben mit eigenen Themen und Projekten befassen (Schulveranstaltungen, kulturelle und sportliche Aktivitäten, Lager usw.).

2.4.2. Schülerinnen und Schüler

Rechte der Schülerinnen und Schüler (Art. 36)

Das Kapitel über die Schülerinnen und Schüler wird mit ihren Grundrechten eröffnet (Art. 36). Demnach ruft Absatz 1 in Erinnerung, dass jede Schülerin und jeder Schüler ein Recht auf Achtung ihrer oder seiner Persönlichkeit hat und nicht diskriminiert werden darf. Dies beinhaltet für Schülerinnen und Schüler mit besonderen schulischen Fähigkeiten oder Bedürfnissen das Recht, mit angemessenen Massnahmen unterstützt und gefördert zu werden (Art. 38), beispielsweise in Form von Nachteilsausgleichsmassnahmen oder von Stundenplananpassungen (für junge Sport- oder Kunsttalente oder Hochbegabte).

Im Einklang mit dem internationalen Übereinkommen über die Rechte des Kindes, dem die Schweiz im Jahr 2006 beigetreten ist, gibt das Gesetz den Schülerinnen und Schülern die Möglichkeit, ihre Meinung zu wichtigen schulischen Entscheiden, die sie betreffen, zu äussern (Art. 36 Abs. 2). Die minder- und volljährigen Schülerinnen und Schüler müssen sich ebenso wie ihre Eltern und die Lehrpersonen dazu äussern können, welche Lösungen sie als die beste für sich ansehen. Auch sollen sie zu Fragen, die ihre Zukunft betreffen, Stellung nehmen können. Die Möglichkeit, ihre Schulzeit als vollwertige Akteure mitgestalten zu können, hilft den Schülerinnen und Schülern, ihre Selbständigkeit und ihr Verantwortungssinn zu entwickeln.

Daher erscheint es angezeigt, die Schülerinnen und Schüler ebenso wie die Eltern (vgl. weiter oben) in das Schulleben miteinzubeziehen und ihnen eine gewisse Mitwirkung hinsichtlich schulbetrieblicher oder -organisatorischer Fragen einzuräumen. So können sie, alleine oder mit anderen, dem Direktionsrat eine Anfrage oder einen Vorschlag unterbreiten (Art. 36 Abs. 3). Sie nehmen auch an der Qualitätsentwicklung und an den Projekten zur Schulentwicklung teil (Art. 36 Abs. 4).

Schülerrat (Art. 36 Abs. 5)

Das MSG erlaubt den Schülerinnen und Schülern, mit Unterstützung des Direktionsrats einen Schülerrat zu bilden. Des- sen Organisation und Beziehungen mit der Schule sind in Statuten geregelt, die von der Schulkommission genehmigt werden (Art. 36 Abs. 5). Der Schülerrat ist nicht nur ein Mittel, um die Mitwirkung der Schülerinnen und Schüler zu schulbetrieblichen Fragen zu institutionalisieren. Er dient auch als Forum für den Austausch und für Debatten über eigene Themen oder das Entwickeln von Projekten oder Aktivitäten.

Pflichten der Schülerinnen und Schüler (Art. 37)

Das Gesetz erinnert die Schülerinnen und Schüler auch an ihre Pflichten: So sind sie zum Besuch der obligatorischen und der von ihnen gewählten Freifächern sowie der von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor als obligatorisch erklärten Schulanlässe verpflichtet. Sie setzen sich nach Kräften für ihren schulischen Erfolg und ihre persönliche Entwicklung ein. Die Schülerinnen und Schüler haben die Vorschriften der Schulordnung zu beachten und Anordnungen des Personals der Schule zu befolgen. Sie begegnen den Lehrpersonen, dem administrativen und technischen Personal der Schule und den Schulbehörden sowie ihren Mitschülerinnen und Mitschülern mit Anstand und Respekt.

Disziplinarmaßnahmen (Art. 44)

Wird eine Disziplinarmaßnahme getroffen, so muss diese einem erzieherischen Zweck dienen (Art. 44 Abs. 2). Disziplinarmaßnahmen gehören zum Lernprozess für das Zusammenleben und -arbeiten. Denn sie sollen dafür sorgen, dass die Gemeinschaftsregeln, die für jedes Lebens- und Arbeitsumfeld unerlässlich sind, eingehalten werden. Sie werden ergriffen, um den Schülerinnen und Schülern klar zu machen, dass sie zu weit gegangen sind. Zudem soll die Disziplinarmaßnahme bewirken, dass die betreffenden Schülerinnen und Schüler ihr Verhalten ändern. Dazu muss diese Massnahme so getroffen werden, dass die Schülerinnen und Schüler Verantwortung für ihr Handeln übernehmen und sich der Tragweite ihrer Tat bewusst werden. Die Disziplinarmaßnahme dient ebenso zur Wiedergutmachung wie zur Versöhnung. Dem Schulausschluss als strengste Disziplinarmaßnahme (Art. 44 Abs. 4) geht in der Regel eine Ver-

warnung oder eine Ausschlussandrohung voraus. Wenn es die Sicherheit einer Schülerin, eines Schülers oder der Schule verlangt, kann die Schuldirektorin oder der Schuldirektor einer Schülerin oder einem Schüler auch vorübergehend den Zugang zum Schulareal untersagen (Art. 45).

2.4.3. Lehrpersonen

Funktion und Dienstverhältnis (Art. 46 und 47)

Wie im Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG, SGF 122.0.1), das dem Staatsrat die Befugnis zur Organisation der Kantonsverwaltung erteilt, vorgesehen, werden die Funktion und das Dienstverhältnis der Lehrerinnen und Lehrer sowie der Schulbehörden im Ausführungsreglement sowie in der Funktionsbeschreibung präzisiert. Aus diesem Grund wurden die Bestimmungen zur Anstellung, zur Entlassung und zur Unterstellung, in Analogie zum neuen Schulgesetz, aus dem Gesetz herausgenommen.

Das Gesetz beschränkt sich daher darauf, den Berufsauftrag der Lehrpersonen generell zu umschreiben. Das Dienstverhältnis und die Ausbildungsanforderungen der Lehrpersonen sowie die daraus fließenden Aufgaben (Art. 4) werden im Reglement vom 14. März 2016 für das Lehrpersonal, das der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport untersteht (LPR, SGF 415.0.11), genauer umschrieben. In Übereinstimmung mit den Leitprinzipien des Gesetzes wird auf die Notwendigkeit der Mitwirkung am guten Schulbetrieb und der aktiven Teilnahme am Schulleben hingewiesen. Zudem wird von den Lehrpersonen erwartet, dass sie den Auszubildenden denselben Respekt entgegenbringen, welchen die Schülerinnen und Schüler ihnen schulden.

Entzug der Unterrichtsberechtigung (Art. 49)

Am 15. Mai 2006 genehmigte der Kanton Freiburg die Änderung der Interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen (SGF 410.4). Darin wurde eine interkantonale Liste über Lehrpersonen, denen die Unterrichtsberechtigung oder die Berufsausübungsbewilligung entzogen wurde, eingeführt. Diese Liste wird von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) geführt. Das Gesetz gibt der EKSD die Möglichkeit, einer Lehrperson die Unterrichtsberechtigung vorübergehend oder endgültig zu entziehen, wenn Gründe vorliegen, welche die Sicherheit oder den Ruf der Schule erheblich gefährden können.

Lehrpersonenkonferenz (Art. 64)

Die Lehrpersonenkonferenz ist ein beratendes Organ des Direktionsrats, das sich aus allen Lehrpersonen einer Mittelschule zusammensetzt und sich hauptsächlich mit pädagogischen Fragen sowie mit Fragen der Schulentwicklung und

-organisation befasst. Sie kann dem Direktionsrat ebenfalls Vorschläge unterbreiten. Lehrpersonen werden in wichtigen schulischen Angelegenheiten von allgemeiner Bedeutung vom Direktionsrat angehört und sind in der Schulkommision vertreten (Art. 53).

Fachschaften (Art. 65)

Die Lehrpersonen der Mittelschulen organisieren sich in Fachschaften. Diese werden in der Regel von einer oder einem Fachverantwortlichen geleitet. Die Fachschaft ermöglicht einen fachbezogenen oder fachdidaktischen Austausch. Sie unterstützt neue Lehrpersonen beim Berufseinstieg und koordiniert die Inhalte und Anforderungen eines Fachs. Sie schlägt der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor zudem die zulässigen Lehrmittel vor (Art. 19). Es können je nach Unterrichtssprache unterschiedliche Fachschaften gebildet werden.

Auf kantonaler Ebene kann dieses Gremium dazu beitragen, den Austausch an der Schnittstelle zwischen obligatorischer Schule und den Hochschulen zu fördern und den Weiterbildungsbedarf sowie die Bildungsinhalte und -anforderungen zu koordinieren. Die Fachschaft kann auch dazu die-

Besonders häufig kommentiert wurden folgende Themen:

Thema	Änderungen seit dem in die Vernehmlassung geschickten Vorentwurf
Unterrichtssprache (Art. 6)	Dieser Artikel wurde geändert, da die überwiegende Mehrheit der befragten Vernehmlassungsteilnehmer der Ansicht ist, dass die Schulen eine gleichwertige Ausbildung für beide Sprachgemeinschaften anbieten müssen und dass der Unterricht in allen Schulen (mit Ausnahme des Kollegiums des Südens) in den beiden Amtssprachen des Kantons erfolgen muss.
Dauer der Gymnasialbildung (Art. 14)	Keine Änderung. Die Vernehmlassungsteilnehmer, die sich zur Dauer der Gymnasialbildung äusserten, sind der Ansicht, dass diese weiterhin vier Jahre dauern sollte.
Lehrmittel (Art. 19)	Dieser Artikel und sein Kommentar wurden angepasst, dies insbesondere um den Ausnahmecharakter einer allfälligen Intervention des Amtes für Unterricht der Sekundarstufe 2 zur Bezeichnung der zugelassenen Lehrmittel hervorzuheben. Die neue Formulierung trägt auch den digitalen Lehrmitteln besser Rechnung.
Konzept für die Qualitätssicherung und -entwicklung (Art. 20)	Dieser Artikel und sein Kommentar wurden neu formuliert.
Förder- und Unterstützungsmassnahmen (insbesondere Art. 38)	Der Gesetzestext und sein Kommentar wurden ergänzt.
Rolle der Lehrpersonen in der Entwicklung der Schule (Art. 46)	Dieses Element wurde hinzugefügt.
Rechtsstellung der Schulen und ihres Personals (Art. 51)	Einige der Vernehmlassungsteilnehmer sind der Meinung, dass die Mittelschulen autonom sein sollten und/oder über einen Budgetrahmen verfügen sollten. Der Staatsrat möchte aber den Mittelschulen keine finanzielle und/oder rechtliche Autonomie gewähren. Allerdings prüft die EKSD die Möglichkeit, die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren mit zusätzlichen Befugnissen in der Finanzverwaltung auszustatten. Einige der Vernehmlassungsteilnehmer haben im Übrigen die Ansicht geäussert, dieses Gesetz stärke die Autorität der EKSD auf Kosten der Mittelschulen und/oder das System werde dadurch zu bürokratisch. Der Staatsrat teilt diese Ansicht nicht. Er erachtet eine Steuerung als notwendig, um den ordnungsgemässen Betrieb einer Schule zu gewährleisten. Ausserdem ist dieser Rahmen nicht zentralistischer als in anderen Kantonen. Im Gegenzug ist anzumerken, dass nach Ansicht anderer Vernehmlassungsteilnehmer die Mittelschulen bereits über einen beträchtlichen Handlungsspielraum verfügen.
Lehrpersonenkonferenz (Art. 64)	Dieser Artikel wurde geändert, um die Rolle dieser Konferenz zu stärken.

nen, Mandate der Mittelschuldirektorenkonferenz oder des Amtes für Unterricht der Sekundarstufe 2 auszuführen.

3. Vernehmlassung

Der Vorentwurf des MSG befand sich vom 13. März bis zum 30. Juni 2017 in Vernehmlassung. Die Partner (die Rektorenkonferenz der Freiburger Kollegien, die Vereinigung der Freiburger Mittelschullehrpersonen und die Elternvereinigungen) konnten bereits an vier Rundtischgesprächen, die zwischen dem 28. November 2012 und dem 26. November 2015 stattfanden, Stellung nehmen.

Allgemein wurde der Vorentwurf in der Vernehmlassung gut aufgenommen worden und die Notwendigkeit einer Revision ist unbestritten.

Die Arbeitsgruppe prüfte alle Stellungnahmen und Anmerkungen sorgfältig und berücksichtigte zahlreiche von ihnen auf die eine oder andere Weise. Bemerkungen zu den aus dem Gesetz über die obligatorische Schule übernommenen Formulierungen wurden nicht berücksichtigt, da dieser Gesetzestext bereits vom Grossen Rat angenommen worden war.

Auf Antrag mehrerer Vernehmlassungsteilnehmer wurden zwei Artikel hinzugefügt. Der eine betrifft die Verwalterinnen und Verwalter (Art. 61), der andere die Fachschaften (Art. 65).

4. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 1

Der Geltungsbereich des Gesetzes umfasst den Mittelschulunterricht an den öffentlichen Schulen des Kantons Freiburg, namentlich die Gymnasialbildung, die vollzeitliche Handelsmittelschulbildung sowie die Fachmittelschulbildung. Hingegen findet das Gesetz keine Anwendung auf die Berufsausbildung in Betrieben (Berufslehre im dualen System), an Berufsfachschulen oder anderen berufsbildenden Schulen wie etwa das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIG) oder die Berufsfachschule Soziales-Gesundheit (ESSG) in Grangeneuve, die durch Spezialgesetzgebungen des Bundes oder des Kantons geregelt werden.

Das Interkantonale Gymnasium der Region Broye verfügt auf Grundlage der interkantonalen Vereinbarung vom 9. Dezember 2002 über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye über eigene Gesetzesgrundlagen (SGF 412.1.8/81–84).

Das Gesetz enthält keine Bestimmungen zur Sonderpädagogik, die in einer Spezialgesetzgebung geregelt wird, soweit sie auf die Mittelschulen Anwendung finden.

Gegenüber dem Gesetz von 1991 gilt es, den neu eingeführten Bildungsgängen (Fachmaturitäten und Passerelle Berufsmaturität/Fachmaturität – universitäre Hochschulen) Rechnung zu tragen und die Terminologie zu aktualisieren.

Ausserdem regelt das Gesetz die Aufsicht über die privaten Mittelschulen und deren Subventionierung (8. Kapitel).

Art. 2

Gegenwärtig wird der Mittelschulunterricht an den drei Kollegien der Stadt Freiburg (St. Michael, Heilig Kreuz und Gambach), am Kollegium des Südens in Bulle sowie an der Fachmittelschule Freiburg erteilt.

Die Kollegien werden in der Rangfolge ihrer Gründung aufgeführt.

Das Interkantonale Gymnasium der Region Broye in Payerne ist nicht in der Liste enthalten, weil es über einen interkantonalen Sonderstatus verfügt, der in einer Spezialgesetzgebung geregelt ist (SGF 412.1.8/81–84).

Der Staatsrat kann, wenn es die Umstände rechtfertigen, weitere Schulen oder Klassen in anderen Schulen eröffnen oder

solche aufheben. Gegenwärtig wird gemäss einer Vereinbarung zwischen dem Kanton und dem Gemeindeverband der Orientierungsschule des Glanebezirks an der Orientierungsschule in Romont das erste Schuljahr der Gymnasialbildung angeboten. Diese Vereinbarung läuft am Ende des Schuljahres 2018/19 aus.

Art. 3

Das Gesetz legt namentlich die Ziele, den Betrieb, die Struktur und Organisation sowie die Finanzierung des Mittelschulunterrichts fest und beschreibt die jeweilige Rolle der Schülerinnen und Schüler, der Eltern, der Lehrpersonen und der Behörden. Zudem nennt es die Beratungsdienste, regelt die Aufsicht über den privaten Mittelschulunterricht und bezeichnet die Rechtsmittel.

Art. 4

Die Bestimmungen sind teilweise aus dem Gesetz von 1991 sowie demjenigen über die obligatorische Schule entnommen, wobei sie leicht überarbeitet wurden.

Absatz 1: Diese Bestimmung widerspiegelt Artikel 65 der Kantonsverfassung (SGF 10.1), wonach der Staat die Mittelschulbildung und die berufliche Ausbildung zu gewährleisten hat. Im Gegensatz zum Grundschulunterricht sind die Bildungsgänge der Mittelschulen weder obligatorisch, noch unentgeltlich (mit Ausnahme der vollzeitlichen beruflichen Grundausbildung) und gewähren auch nicht dieselben Garantien hinsichtlich Zugang und Leistungsumfang wie Artikel 19 und 62 Abs. 2 der Bundesverfassung (SR 101).

Während sich die Eltern und die Schule die Erziehungsaufgabe während der obligatorischen Schulzeit weitgehend teilen, widmet sich die Mittelschule in stärkerem Masse ihrer Bildungsaufgabe. Sie unterstützt die Eltern jedoch weiterhin in ihrer Erziehungsverantwortung. Diese Bestimmung steht in Einklang mit Artikel 7 des Jugendgesetzes (JuG, SGF 835.51), wonach «für die Pflege, die Erziehung, den Unterhalt und den Schutz des Kindes in erster Linie Vater und Mutter verantwortlich sind» (Abs. 1) und «diese gehalten sind, die Entwicklung des Kindes sicherzustellen und hierfür in geeigneter Weise mit den öffentlichen und gemeinnützigen Institutionen, insbesondere mit der Schule, zusammenzuarbeiten» (Abs. 2).

Selbstverständlich berücksichtigt die Schule in ihrem pädagogischen Ansatz und ihrem Betrieb die zunehmende Fähigkeit der Schülerinnen und Schüler, Eigenverantwortung zu übernehmen, was einer zentraler Zielsetzung des Mittelschulunterrichts entspricht (Art. 5 Bst. d). Demnach ist es angezeigt, die Schülerinnen und Schüler, die vor dem Übergang zum Erwachsenenalter stehen, als vollwertige Akteure in alle ihren Bildungsweg betreffenden Belange mit einzubeziehen.

Absätze 2 bis 4: Als tragender Pfeiler unserer Gesellschaft verpflichtet sich die Schule, die in unserer Verfassung verankerten wesentlichen Identitätsmerkmale unserer Gesellschaft zu verkörpern und zu vermitteln: die Achtung der Grundrechte jeder einzelnen Person, das Prinzip der Wechselseitigkeit von Rechten und Pflichten, der Verzicht auf konfessionelle und politische Ideologisierung. Soweit die Schule der konfessionellen Neutralität verpflichtet ist (Art. 64 Abs. 4 der Kantonsverfassung, SGF 10.1), darf sie keine Verbundenheit zu einer bestimmten Konfession kundtun. Dies bedeutet aber nicht, dass sie keine religiösen Themen (verschiedene Konfessionen) im Unterricht behandeln oder gewisse Schulaktivitäten, die einen Bezug zu christlichen Traditionen haben (z.B. Singen von Weihnachtsliedern), durchführen darf, solange sie keine Schülerin oder keinen Schüler zu einer religiösen Handlung nötigt, die ihrem oder seinem Glauben entgegenläuft (Art. 15 der Bundesverfassung, SR 101).

Art. 5

Der Bildungsauftrag der Mittelschulen ist sehr weit zu fassen. Die Ziele des Unterrichts sind vielfältig und fokussieren auf die Bildung und Formung der Persönlichkeit der Schülerinnen und Schüler. Während ihres oder seines vielgestaltigen Bildungswegs gelangt die Schülerin oder der Schüler zu einer persönlichen Reife, die auf das weitere Leben vorbereitet.

In einem Klima der Offenheit und der gegenseitigen Wertschätzung erwerben die Schülerinnen und der Schüler eine erweiterte Allgemeinbildung, die sie zu weiterführenden Studien im tertiären Bereich befähigt. Die Schülerinnen und Schülern benötigen solides Grundlagen- und Fachwissen und vertiefen aus diesem Grund ihre Kenntnisse in verschiedenen Lernbereichen. Die Vertiefung bestimmter berufsbildender Kompetenzen spielt nur für einzelne Bildungsgänge eine Rolle.

Um ihnen zu erlauben, ihre Studien mit Erfolg weiterzuverfolgen oder sich im erlernten Beruf zu bewähren, sollen die Jugendlichen darüber hinaus fächerübergreifende Kompetenzen kognitiver oder persönlicher Ausprägung erwerben (kritisches und logisches Denken, Motivation, Engagement, Selbstverantwortung, Zeitmanagement, Neugier, Pflichtbewusstsein, Urteilsfähigkeit etc.), damit sie zu verantwortungsvollen Mitgliedern unserer Gesellschaft heranwachsen.

Die doppelte Zielsetzung der Bildung – Vermittlung von Kenntnissen in verschiedenen Fachbereichen einerseits und gesellschaftliche Reife andererseits – ist also ausgerichtet auf intellektuelle und soziale Fähigkeiten. Dass nebst diesen Kompetenzen die künstlerischen und sportlichen Talente der jungen Menschen gefördert werden, dass ihr kritischer Geist und ihre Urteilskraft geschult werden, rundet die Aufgaben ab, die die Mittelschulen wahrnehmen.

Art. 6

Absatz 1: Jeder Bildungsgang wird im Kanton grundsätzlich in beiden Sprachen angeboten. Lässt es der Schülerbestand dies nicht zu, kann der Staat verpflichtet werden, die Kosten für eine Ausbildung in einem anderen Kanton gemäss den entsprechenden interkantonalen Vereinbarungen zu übernehmen.

Zudem kann aus Gründen der Wirtschaftlichkeit das Fächerangebot an den beiden Sprachabteilungen einer Schule unterschiedlich sein.

Absatz 2: Grundsätzlich wird der Unterricht an jeder Mittelschule in Deutsch und Französisch erteilt. Dies ist derzeit an den drei Kollegien der Stadt Freiburg und an der Fachmittelschule Freiburg der Fall.

Dies bedeutet aber nicht, dass das Angebot in allen Schulen identisch ist (so werden z.B. die Schwerpunkt- und Ergänzungsfächer unter den Kollegien aufgeteilt).

Aufgrund seines ausschliesslich französischsprachigen Einzugsgebietes (mit Ausnahme der Gemeinde Jaun) ist das Kollegium des Südens die einzige Schule, an der nur eine Sprachabteilung vorhanden ist. Dies schliesst jedoch nicht aus, dass an dieser Schule Unterrichtssequenzen in der Partnersprache oder zweisprachige Klassen angeboten werden können (vgl. Art. 7).

Absatz 3: Diese Übernahme aus dem Gesetz von 1991 unterstreicht die Wichtigkeit der Unterrichtssprache (Erstsprache). Sie gehört, neben der Mathematik, zu den basalen fachlichen Kompetenzen für die allgemeine Studierfähigkeit gemäss den Empfehlungen der EDK.

Art. 7 Abs. 1

Diese Bestimmung entspricht Artikel 6 der Kantonsverfassung (KV, SGF 10.1), wonach der Staat sich für die Verständigung, das gute Einvernehmen und den Austausch zwischen den kantonalen Sprachgemeinschaften einsetzt sowie die Zweisprachigkeit und die Beziehungen zwischen den nationalen Sprachgemeinschaften fördert, und ebenso Artikel 64 Abs. 3 KV, wonach die erste unterrichtete Fremdsprache die andere Amtssprache sein soll. Im Regierungsprogramm 2012–2016 war ebenfalls vorgesehen, dass der Staatsrat seine Anstrengungen zur Verbesserung der Verständigung zwischen den Sprachgemeinschaften verstärken sollte, indem er den Austausch und das Sprachenlernen fördert.

Auf Anregung des kantonalen Sprachenkonzepts von 2010 wurde in den letzten Jahren das Angebot von zweisprachigen Bildungsgängen an den kantonalen Mittelschulen kontinuierlich ausgebaut.

Im Schuljahr 2017/18 absolvierten insgesamt 1015 Schülerinnen und Schüler ein zweisprachiges Programm im Rah-

men der verschiedenen Immersionsangebote. Sie waren auf 34 zweisprachige Klassen verteilt oder nahmen an anderen Immersionsangeboten teil. An der Prüfungssession 2018 konnten 207 vom Bund anerkannte zweisprachige Ausweise vergeben werden.

Das neue Konzept für die zweisprachige gymnasiale Bildung («Zweisprachige Maturität Deutsch – Französisch» und «Zweisprachige Maturität «plus» Deutsch – Französisch», mehr Informationen: www.fr.ch/s2), eingeführt zu Schulbeginn 2014/15, ist auf reges Interesse gestossen: 40,6% der Schülerinnen und Schüler der ersten Klassen haben im Schuljahr 2017/18 einen zweisprachigen Bildungsgang gewählt. Insgesamt absolvierten in diesem Schuljahr 29,5% der Gymnasiastinnen und Gymnasiasten eine zweisprachige Ausbildung.

An der Fachmittelschule Freiburg ist es mittlerweile möglich, alle angebotenen Bildungsgänge zweisprachig zu absolvieren, ebenso an der Handelsmittelschule

Im Übrigen beteiligen sich die Mittelschulen an verschiedenen Austauschprogrammen und -partnerschaften in der Schweiz wie auch im Ausland.

Art. 8

Dieser Artikel betrifft nicht die Erwachsenenbildung im engeren Sinne, zumal diese durch eine Spezialgesetzgebung geregelt ist (Gesetz über die Erwachsenenbildung [ErBG], SGF 45.1). Hingegen ermöglicht er dem Staatsrat, den Betrieb und die Infrastruktur der Mittelschulen für die Erwachsenenbildung zur Verfügung zu stellen oder Bildungsgänge für Erwachsene zu organisieren, beispielsweise eine Abendmaturität, sofern ein solches Angebot einem nachgewiesenen Bedarf entspricht und wirtschaftlich und rationell durchgeführt werden kann. Gegenwärtig werden interessierte Personen, die eine berufsbegleitende Erwachsenenmaturität absolvieren möchten, an die Kantone Bern oder Waadt verwiesen. Auf Antrag und unter bestimmten Voraussetzungen kann der Staat die damit verbundenen Schulgelder übernehmen.

Art. 9

Dieser Artikel unterstreicht die Wichtigkeit der horizontalen und vertikalen Koordination für die kohärente Entwicklung des Freiburger Bildungssystems.

Das Amt steht in enger Zusammenarbeit mit den anderen Unterrichtsämtern. Seine Vorsteherin oder sein Vorsteher nimmt an den Sitzungen der von der EKSD organisierten Konferenz der Vorsteherinnen und Vorsteher der Unterrichtsämter teil. Auch zwischen den Direktionen der Orientierungsschulen und derjenigen der Mittelschulen finden Treffen statt. Bei Bedarf, etwa im Rahmen der Einführung neuer Lehrpläne, werden auch Sitzungen zwischen den Lehr-

personen der Orientierungs- und Mittelschulen durchgeführt.

Die Kontinuität und Kohärenz im Bildungswesen ist notwendig, um die allgemeine Studierfähigkeit an den Hochschulen zu gewährleisten. Die Aufnahmebedingungen der Mittelschulen werden zudem mit der Organisation der obligatorischen Schulen abgestimmt.

Zusätzlich finden regelmässige Treffen zwischen dem Rektorat der Universität Freiburg sowie den Schuldirektorinnen und -direktoren statt. Das Präsidium der Prüfungskommission jeder Mittelschule wird in der Regel von einer Universitätsprofessorin oder einem Universitätsprofessor wahrgenommen. Diese fungieren regelmässig als Expertinnen und Experten an den Prüfungssessionen. Die Zusammenarbeit zwischen den Kollegien und der Universität soll in Zukunft im Rahmen der Umsetzung der Empfehlung «Verbesserung des Übergangs Gymnasium– Universität» noch weiter verstärkt werden.

Art. 10

Die Gymnasialbildung dient in erster Linie der Vorbereitung auf universitäre Studien. Sie kann auch zu anderen tertiären Ausbildungen hinführen.

Die Gymnasialbildung, die durch Reglemente des Staatsrates geregelt wird (Reglement über die Gymnasialausbildung [GAR], SGF 412.1.11 und Reglement über die Maturitätsprüfungen [MPR], SGF 412.1.31), wird in folgenden Kollegien angeboten: Kollegium St. Michael, Kollegium Heilig Kreuz, Kollegium Gambach und Kollegium des Südens, die alle auch zweisprachige gymnasiale Maturitätsausweise ausstellen.

Die Zielsetzungen der Gymnasialbildung werden in Artikel 5 des Reglements der EDK über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen (MAR) vom 15. Februar 1995 umschrieben: Ziel der Maturitätsschulen ist es, Schülerinnen und Schülern im Hinblick auf ein lebenslanges Lernen grundlegende Kenntnisse zu vermitteln sowie ihre geistige Offenheit und die Fähigkeit zum selbständigen Urteilen zu fördern. Die Schulen streben eine breit gefächerte, ausgewogene und kohärente Bildung an; die Schülerinnen und Schüler gelangen zu jener persönlichen Reife, die Voraussetzung für ein Hochschulstudium ist und die sie auf anspruchsvolle Aufgaben in der Gesellschaft vorbereitet. Der Unterricht vermeidet eine Spezialisierung oder die Vorwegnahme berufsspezifischer Fähigkeiten und Kompetenzen. Die Schulen fördern gleichzeitig die Intelligenz, die Willenskraft, die Sensibilität in ethischen und musischen Belangen sowie die physischen Fähigkeiten ihrer Schülerinnen und Schüler.

Der Rahmenlehrplan für die Maturitätsschulen, der von der EDK herausgegeben wird, bildet die Grundlage für die Ausgestaltung der Inhalte der verschiedenen Fächer.

Um die allgemeine Studierfähigkeit der Maturanden sicherzustellen, hat die Plenarversammlung der EDK anlässlich ihrer Sitzung vom 17. März 2016 Empfehlungen verabschiedet, die langfristig den prüfungsfreien Zugang zu den Hochschulen mit der gymnasialen Maturität garantieren sollen. Um dieses Ziel zu erreichen, wurden basale fachliche Kompetenzen in Mathematik und der Erstsprache im Rahmenlehrplan der Maturitätsschulen festgelegt. Zudem müssen die Transparenz und Vergleichbarkeit der Prüfungsverfahren erhöht, der Übergang vom Gymnasium an die Universität verbessert und die Studien- und Laufbahnberatung optimiert werden.

Art. 11

Die Handelsmittelschulbildung wurde ab dem Schuljahr 2011/12 angepasst, damit sie den Anforderungen für den Erwerb eines eidgenössisch anerkannten Titels entspricht. Diese Ausbildung ist im Reglement über die Vollzeit-Handelsmittelschule (VHR, SGF 412.3.11) geregelt. Das im Kanton Freiburg gewählte Ausbildungsmodell (3+1) umfasst drei Jahre an der Schule, wo eine solide Grundausbildung vermittelt wird, und ein einjähriges Praktikum im Betrieb, um die beruflichen Kenntnisse zu ergänzen und zu vertiefen. Auf diese Weise werden die Kenntnisse, insbesondere die kaufmännischen, der Lernenden erweitert. Nach erfolgreichem Abschluss des Praktikums erhalten die Auszubildenden ein eidgenössisches Fähigkeitszeugnis (EFZ) als Kauffrau/Kaufmann sowie eine kaufmännische Berufsmaturität, die ihnen namentlich den Zugang zu den Wirtschaftsstudien an einer Fachhochschule (FH) eröffnen.

Das Handelsschuldiplom gibt es demnach nicht mehr, ebenso wenig den Sekretariatskurs des Kollegiums Gambach, dessen Rechtsgrundlage (Staatsratsbeschluss vom 18. Februar 1991, SGF 412.3.31) folglich aufgehoben werden soll (vgl. auch Art. 89 Abs. 2).

Die vollzeitliche Handelsmittelschulbildung wird an folgenden Mittelschulen angeboten: Kollegium Gambach (in Französisch und Deutsch), Kollegium des Südens (nur in Französisch).

Art. 12

Die Bezeichnung «Fachmittelschule» trägt der Entwicklung der Rechtsgrundlagen der EDK Rechnung, die für die Anerkennung der von diesen Schulen angebotenen Bildungsgänge zuständig ist. Diese Rechtsgrundlagen haben namentlich die Einführung der Fachmaturitäten ermöglicht. Gegenwärtig werden im Kanton Freiburg Fachmaturitäten in den Berufsfeldern Gesundheit, Pädagogik und Soziale Arbeit angeboten. Sie ermöglichen den Zugang zu Studien auf Tertiärstufe (im Bereich der Gesundheit und Sozialen Arbeit an Fachhochschulen sowie der Lehrenden- und Lehrerbildung an den pädagogischen Hochschulen). Der Fachmittelschulabschluss

(ohne Fachmaturität) ermöglicht den Zugang an eine höhere Fachschule um beispielsweise Rettungssanitäter/Rettungssanitäterin (Berufsfeld Gesundheit) oder Sozialpädagoge/Sozialpädagogin (Sozialerzieherisches Berufsfeld) zu werden.

Die Einführung einer Fachmaturität im Berufsfeld Musik, Theater und Tanz wurde wegen mangelndem Schülerpotential im Kanton sowie bestehender Angebote in anderen Kantonen nicht berücksichtigt (vgl. Antwort des Staatsrats auf das Postulat Jean-Pierre Doutaz/Marie-Christine Baechler [2016-GC-29] zur Fachmaturität in den Bereichen Musik, Theater und Tanz). Der Staatsrat hat demnach den im Jahr 2008 getroffenen Entscheid bekräftigt, nur in den Berufsfeldern Gesundheit, Soziales und Pädagogik eine Fachmittelschulbildung einzuführen (vgl. Antwort des Staatsrats auf das Postulat Nicole Aeby-Egger/Guy-Noël Jelk [Nr. 300.05] zur Entwicklung der Kantonalen Diplommittelschule (KDMS) zu einer Fachmaturitätsschule für Gesundheit und Soziales [FMS-GS]).

Die Fachmittelschulbildung, die in entsprechenden Reglementen geregelt wird (Reglement vom 10. Juni 2008 über die Ausbildung an Fachmittelschulen [FMSR], SGF 412.4.21 und Reglement vom 10. Juni 2008 über die Abschlussprüfungen an Fachmittelschulen [FMSPR], SGF 412.4.22), wird an folgenden Schulen angeboten: Kollegium des Südens (nur in Französisch) und Fachmittelschule Freiburg (in Deutsch und Französisch).

Die Zielsetzung der Fachmittelschulen besteht in der Vermittlung einer vertieften Allgemeinbildung, der Förderung der Selbst- und Sozialkompetenzen sowie der Vorbereitung auf die Berufsbildung durch Einführung in Berufsfelder und in berufsspezifische Kenntnisse. Diese Ziele sind im Rahmenlehrplan für Fachmittelschulen, den die EDK im Jahr 2004 herausgegeben hat und der derzeit revidiert wird, beschrieben. Damit jede Schule ihre eigene Identität entwickeln kann, sind im Rahmenlehrplan nur die allgemeinen Zielsetzungen enthalten.

Die Fachmittelschule bietet die Möglichkeit, in vier Lernbereichen allgemeine Kenntnisse zu erwerben und sich mit Arbeitsmethoden und Fragestellungen vertraut zu machen, nämlich in Sprachen und Kommunikation; Mathematik und Naturwissenschaften; Sozial- und Geisteswissenschaften sowie Musik und Sport.

Art. 13

Diese Bestimmung betrifft gegenwärtig zwei Bildungsgänge:

- > Die Passerelle Berufsmaturität/Fachmaturität – universitäre Hochschulen, die im gleichnamigen Reglement geregelt wird (SGF 412.0.14). Dieser Bildungsgang wird am Kollegium St. Michael in Freiburg angeboten.
- > Der Vorbereitungskurs auf die Ergänzungsprüfung, die den Zugang zum Aufnahmeverfahren der Pädagogischen Hochschule Freiburg ermöglicht.

gogischen Hochschule Freiburg öffnet. Dieser Bildungsgang wird am Kollegium des Südens und an der Fachmittelschule Freiburg angeboten. Die Organisation, die Aufnahme und die Bestehensbedingungen werden gegenwärtig durch Richtlinien der EKSD festgelegt.

Bezüglich den Zulassungsbedingungen zur vorerwähnten Ergänzungsprüfung wird zudem auf die Antwort des Staatsrates auf die Anfrage Nicolas Kolly (QA 3107.13) betreffend die direkte Zulassung zur PH für Inhaberinnen und Inhaber einer Berufsmaturität sowie auf die Anfrage Andrea Burgener Woeffray/Isabelle Portmann (2016-CE-31) zur Erleichterung des Zugangs von Berufsmaturandinnen und -maturanden an die Studiengänge der Pädagogischen Hochschulen (PH) verwiesen.

Art. 14

Der Schlussbericht der Phase II der «Evaluation der Maturitätsreform 1995» (EVAMAR II), einer vom EDK und Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation in Auftrag gegebenen Studie, bestätigt, dass sich die Dauer der Gymnasialbildung massgeblich auf deren Qualität auswirkt und sich das Freiburger Modell mit der vierjährigen Ausbildung bewährt hat. Aus diesem Grund erscheint es angebracht, die Dauer der Gymnasialbildung im Gesetz zu verankern (Abs. 1).

Hingegen besteht keine Notwendigkeit, die Dauer der anderen Bildungsgänge zu präzisieren. Denn die Dauer der Fachmittelschulbildung ist in Artikel 9 des Reglements der EDK über die Anerkennung der Abschlüsse von Fachmittelschulen festgelegt. Das gewählte Modell «3+1» der vollzeitlichen Handelsmittelschulbildung (mit Berufsmaturität) kann nur in vier Jahren absolviert werden (drei Jahre Vollzeitschule und ein Jahr Betriebspraktikum). Der Grosse Rat hat es im Übrigen abgelehnt, diese Ausbildung zu verkürzen (vgl. Motion 2015-GC-172).

Mögliche Ausnahmen von der ordentlichen Studiendauer (Abs. 3) betreffen hauptsächlich Schülerinnen und Schüler mit Behinderung, junge Sport- oder Kunsttalente (Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung») oder Hochbegabte. Entsprechend ihres jeweiligen besonderen Bildungsbedarfs wird es fortan möglich sein, die ordentliche Studiendauer von Fall zu Fall zu verkürzen oder zu verlängern.

Art. 15

Absatz 1: Für die Anstellung der Lehrpersonen, ihre Kündigung oder die Auflösung ihres Dienstverhältnisses ist ausschliesslich das administrative Schuljahr massgebend. Bis zum 31. Juli 2016 begann das administrative Schuljahr jeweils am 1. September und endete am 31. August. Um die Mobilität unter den Kantonen zu erleichtern – in den meisten Nachbarkantonen beginnt das administrative Schuljahr am

1. August – wurde der Beginn des administrativen Schuljahres für alle Lehrpersonen der EKSD (obligatorische Schule und Mittelschulen) per 1. August 2016 um einen Monat ververschoben (vgl. Gesetz vom 5. Februar 2016 zur Änderung des Gesetzes über den Mittelschulunterricht (administratives Schuljahr), ASF 2016_016). Dadurch erhalten neue Lehrpersonen ihren ersten Lohn, den sie für die Vorbereitung ihres Unterrichts verwenden, bereits im August. Die vor dem 31. Juli 2016 angestellten Lehrpersonen werden nicht schlechter gestellt, weil ihr Dienstverhältnis weiterhin an einem 31. August endet (vgl. Art. 87).

Allfällige Änderungen des Beschäftigungsgrads erfolgen entsprechend dem neuen administrativen Schuljahr, d. h. an einem 1. August.

Absatz 2: Weil die Promotion an der vollzeitlichen Handelsmittelschule nunmehr halbjährlich erfolgt, wurde es notwendig, das Schuljahr in zwei Semester aufzuteilen. Die Anzahl Schulwochen (37 anstelle von 38 in der obligatorischen Schule) und Schultage (180 anstelle von 185) bleibt gleich wie im Gesetz von 1991.

Absatz 4: Die EKSD erstellt einen einzigen Schulkalender für alle Mittelschulen.

Art. 16

Absatz 1: Die Schülerinnen und Schüler haben auch Pfingstmontag frei, der kein gesetzlicher Feiertag ist.

Absatz 2: Diese Ausnahmen können namentlich Nachholprüfungen, kulturelle oder sportliche Anlässe oder Disziplinarmassnahmen betreffen.

Absatz 3: Diese Übernahme aus dem Gesetz von 1991 wurde mit dem Begriff «Absenzenwesen» ergänzt, der vom Staatsrat im MSR (SGF 412.0.11) konkretisiert wird.

Art. 17

Hier wird auf die Bundes- und interkantonalen Vorgaben verwiesen, welche die Unterrichtsfächer für die Bildungsgänge der Mittelschulen (Rahmenlehrpläne) festlegen, namentlich die Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung für die vollzeitliche Handelsmittelschule und die Reglemente der EDK über die Anerkennung der gymnasialen Maturitätsausweise und der Abschlüsse der Fachmittelschulen.

Um die Lehrpläne zu erstellen, orientiert sich die EKSD im Übrigen an den eidgenössischen und interkantonalen Vorgaben sowie an den Empfehlungen der Mittelschuldirektorenkonferenz und an denjenigen der Fachkonferenzen.

Art. 18

Diese Bestimmung, die aus Gründen der Gesetzessystematik vorverschoben wurde (Art. 27 im Gesetz von 1991), präzisiert die Zuständigkeiten der verschiedenen Schulbehörden in Bezug auf die Abschlussprüfungen. Der Staatsrat legt die Voraussetzungen für die Erlangung der Ausweise fest und regelt die Organisation der Abschlussprüfungen sowie die Bedingungen für die Wiederholung im MSR (SGF 412.0.11). Die Modalitäten der Prüfungsdurchführung (namentlich die Bedingungen für den Erhalt der zweisprachigen Ausweise) werden von der EKSD bestimmt. Schliesslich fallen bestimmte praktische Aspekte wie der Prüfungsort, die zulässigen Hilfsmittel, die Daten der Examenssessionen, die Auswahl der Expertinnen und Experten oder die Nachteilsausgleichsmassnahmen in die Kompetenz der Kantonalen Prüfungskommission der Sekundarstufe 2 oder der Prüfungskommission der jeweiligen Mittelschule.

Art. 19

Unter Vorbehalt von Absatz 2 bestimmt die Schuldirektorin oder der Schuldirektor auf Vorschlag der Fachschaften die zugelassenen Lehrmittel. Damit soll vermieden werden, dass in der gleichen Schule, im gleichen Fach oder der gleichen Sprachabteilung unterschiedliche Lehrmittel zur Anwendung kommen. Zudem sollen dadurch die Koordination im Unterricht vereinfacht und die Anschaffungskosten verringert werden (Abs. 1). Der Lehrperson steht es frei, eigene Skripte anzufertigen, die zum Preis der Materialkosten an die Schülerinnen und Schüler verkauft werden.

Die in Absatz 2 vorgesehene Ausnahme kann Lehrmittel betreffen, die auf kantonaler oder interkantonaler Ebene erarbeitet worden sind. In diesem Fall spricht sich das Amt mit der Mittelschuldirektorenkonferenz ab.

Für die digitalen Lehrmittel muss das Fachgremium, die Kommission für Informatik im Unterrichtswesen, konsultiert werden. Ziel dieser Koordination durch eine kantonale Kommission ist es insbesondere, den Support der Benutzerinnen und Benutzer zu verbessern und die Kosten für den Staat zu begrenzen.

Art. 20

Die Erstverantwortung für die Qualitätssicherung und -entwicklung liegt bei den Schuldirektorinnen und Schuldirektoren. Diese sind verantwortlich für die Schulentwicklung, die Organisation, den Betrieb, die pädagogische und administrative Leitung ihrer Schule, für die Personalführung, für die Qualität des Unterrichts und der Erziehung sowie für die Zusammenarbeit mit den Partnern der Schule, gegenüber denen sie die Schule vertreten. Die EKSD erarbeitet ein Gesamtkonzept zur Qualitätssicherung und -entwicklung an den Schulen. Anhand von Evaluationen prüft sie, ob ein

angemessenes schulinternes Qualitätsmanagement betrieben und die Selbstevaluation korrekt durchgeführt wird und ob bei mangelnder Qualität geeignete Massnahmen zur Schulentwicklung ergriffen werden.

Die Qualität der Mittelschulen wird auch auf nationaler Ebene gefördert, namentlich mit Projekten der EDK und des Eidgenössischen Departements für Wirtschaft, Bildung und Forschung.

Vgl. auch Kapitel 2.3.3 weiter oben.

Art. 21

Dieser Artikel schafft eine Gesetzesgrundlage für Projekte zur Schulentwicklung, welche die EKSD bewilligen oder umsetzen möchte, um die Qualität des Unterrichts oder der Schule allgemein zu verbessern und an die gesellschaftliche Entwicklung anzupassen. Bei diesen Projekten geht es unter anderem darum, neue Lehrmittel, Unterrichtsmethoden oder Schulstrukturen zu erproben. Sie sollen stets befristet sein sowie begleitet und evaluiert werden. Weicht ein Projekt von reglementarischen Bestimmungen ab, ist es vorgängig vom Staatsrat zu bewilligen.

Art. 22

Die Bildungs- und Forschungsinstitutionen sind darauf angewiesen, dass sie Schülerinnen und Schüler sowie Lehrpersonen für Studien oder Umfragen kontaktieren können. Zudem müssen sich die Studierenden dieser Institutionen während ihres Studiums für Forschungstätigkeiten qualifizieren. Der Zugang zu den Schülerinnen und Schülern muss jedoch geregelt und die Wahl der betroffenen Schulen gut abgestimmt werden, damit der Schul- und Unterrichtsbetrieb nicht darunter leidet. Die aus diesen Forschungsstudien oder Umfragen gewonnenen Erkenntnisse können für die Entwicklung des Schulsystems genutzt werden und sollten daher den Schulbehörden mitgeteilt werden.

Gemäss den Richtlinien für diese Umfragen ist vorgesehen, dass die Schülerinnen und Schüler die Teilnahme an den Forschungsstudien verweigern können. Darüber hinaus müssen die Rechtsgrundlagen zum Datenschutz beachtet werden.

Art. 23

Die Bestände der Klassen und bestimmter Kurse sowie die möglichen Abweichungen davon werden im MSR (SGF 412.0.11) präzisiert.

Demnach können die Vorgaben für die Klassenbestände in bestimmten Fächern verringert werden, um allen Schülerinnen und Schülern die gleiche Auswahl zu ermöglichen, insbesondere für die beiden Sprachgemeinschaften des Kantons. Diese Regeln dienen den Schuldirektorinnen und Schuldirektoren als Grundlage für die Organisation der Schule und

der EKSD als Entscheidungsgrundlage für die Eröffnung oder Schliessung von Klassen.

Art. 24

Heute betreiben alle Mittelschulen eine Biblio- und Mediathek, die für Schülerinnen und Schüler sowie Lehrpersonen frei zugänglich ist. Die Personaldotation wird von der EKSD festgelegt. Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren sind für den Betrieb (Öffnungszeiten, Leihbedingungen...) sowie für die Anschaffungen zuständig.

Art. 25

Die Formulierung dieses Artikels wurde den heutigen Gegebenheiten in den Mittelschulen angepasst. Diese stellen einen Verpflegungsraum zur Verfügung, in dem die Schülerinnen und Schüler eine mitgebrachte Mahlzeit aufwärmen und einnehmen können. Darüber hinaus haben alle Schulen eine Mensa, wo kalte und warme Speisen zu erschwinglichen Preisen angeboten werden. Gesunde und lokale Produkte werden bevorzugt. Diese Einrichtungen werden von privaten Restaurationsunternehmen geführt. Ihr Betrieb wird in der Verordnung über den Betrieb und die Geschäftsführung der Restaurants und Mensen des Staates (SGF 122.97.11) geregelt.

Art. 26

Die Schulräumlichkeiten, namentlich die Auditorien und die Sporteinrichtungen wie das Schwimmbad des Kollegiums St. Michael werden regelmässig von lokalen Vereinen und Sportclubs genutzt. Die EKSD hat Richtlinien über die Nutzungsbedingungen und -tarife erlassen. Hier sei daran erinnert, dass nach Artikel 11 Abs. 2 des Reglements über den Sport (SportR, SGF 460.11) der Staat für nicht gewinnorientierte Sportaktivitäten zugunsten von Jugendlichen unter 20 Jahren lediglich eine Gebühr für die Hauswartkosten erhebt.

Absatz 2: Diese Befugnis kann an die Verwalterin oder den Verwalter delegiert werden.

Art. 27

Diese Bestimmung entspricht den heutigen Gegebenheiten. Jede Teil- oder Totalrevision der Schulordnung muss der Schulkommission zur Stellungnahme vorgelegt werden. Besteht eine Elternvereinigung oder ein Schülerrat, sollten auch diese angehört werden, sofern sie von den Änderungen betroffen sind. Um eine gewisse Harmonisierung unter den Mittelschulen anzustreben und die Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht sicherzustellen, muss jede Änderung von der EKSD genehmigt werden.

Art. 28

Gemäss dem Zivilgesetzbuch steht die elterliche Sorge der Mutter und/oder dem Vater oder gegebenenfalls einem Vormund zu. Die Pflegeeltern üben die elterliche Sorge durch Vertretung aus sofern dies zur gehörigen Erfüllung ihrer Aufgabe angezeigt ist. Ebenso können die Stiefmutter oder der Stiefvater das Kind in Einzelfällen vertreten, falls die Umstände dies erfordern (Art. 296 ff. ZGB).

Teilen sich die Eltern das Sorgerecht, was mittlerweile die Regel darstellt (Art. 296 Abs. 2 ZGB), auch für unverheiratete Eltern (Art. 298a ZGB), so dürfen gutgläubige Drittpersonen voraussetzen, dass jeder Elternteil im Einvernehmen mit dem andern handelt (Art. 304 Abs. 2 ZGB).

Das Zivilgesetzbuch räumt auch Elternteilen ohne elterliche Sorge ein Recht auf Information und Auskunft über die Entwicklung des Kindes ein. Zum einen muss der Elternteil, der die elterliche Sorge innehat, den anderen Elternteil über alle besonderen Ereignisse im Leben des Kindes benachrichtigen und ihn zu Entscheidungen, die für die Entwicklung des Kindes wichtig sind, anhören (Art. 275a Abs. 1 ZGB). Zum anderen können Elternteile ohne elterliche Sorge bei Drittpersonen, die an der Betreuung des Kindes beteiligt sind (wie namentlich Lehrpersonen, Ärztinnen und Ärzten), selber Auskunft über die Situation und Entwicklung des Kindes einholen. Dieses Recht auf Information darf aber nicht dazu missbraucht werden, den sorgeberechtigten Elternteil zu kontrollieren. Der nicht sorgeberechtigte Elternteil kann keine Auskunft verlangen, die dem sorgeberechtigten Elternteil nicht auch erteilt würde (Art. 275a Abs. 2 ZGB). Zudem kann das Informationsrecht ebenso wie der Anspruch auf persönlichen Kontakt eingeschränkt werden, wenn das Wohl des Kindes dies erfordert (Art. 275a Abs. 3 ZGB). Gegebenfalls wird der Inhaber der elterlichen Sorge die Lehrperson entsprechend informieren.

Art. 29

Absatz 1: Absatz 1 ist in Zusammenhang mit Artikel 4 Abs. 1 des Gesetzes zu verstehen. Die zentrale Rolle der Eltern bei der Erziehung wird in Artikel 26 Abs. 3 der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte bekräftigt: «In erster Linie haben die Eltern das Recht, die Art der ihren Kindern zuteilwerdenden Bildung zu bestimmen». Artikel 64 Abs. 2 der Kantonsverfassung (SGF 10.1) verlangt ebenfalls, dass die Schule die Bildung der Kinder in Zusammenarbeit mit den Eltern sicherstellen und sie in ihrer Erziehungsaufgabe unterstützen soll.

Damit eine effektive Zusammenarbeit zwischen Eltern und Schule entstehen kann, ist der Kontakt während des gesamten Schuljahres zu pflegen. Diese Zusammenarbeit ist auch in Artikel 302 des Zivilgesetzbuches verankert, worin steht, dass die Eltern in geeigneter Weise mit der Schule zusam-

menarbeiten sollen. Solche Kontakte können in unterschiedlicher Form erfolgen: allgemeine Informationstreffen, Einzelgespräche, Informationsblätter, schriftliche Mitteilungen usw. Auch können sich die Eltern während des Jahres jederzeit bei den Lehrpersonen nach den schulischen Fortschritten und dem Verhalten ihres Kindes erkundigen oder allgemeine Auskünfte über die Organisation der Schule im Allgemeinen einholen (Lehrpläne, Lehrmittel, Beurteilungssystem, Promotionsbestimmungen, Betrieb der Schule, Projekte und Veranstaltungen usw.). Damit die Zusammenarbeit allen zugutekommt und in einem gemeinsamen Bestreben zum Wohl des Kindes erfolgt, haben auch die Eltern die Lehrpersonen über alle wichtigen Ereignisse zu informieren, die einen Einfluss auf die schulische Situation ihres Kindes haben könnten, und ihrerseits den Ansprüchen der Schule zu entsprechen (Teilnahme an den Treffen und Gesprächen, Absenzen ihres Kindes begründen, dafür sorgen, dass ihr Kind genügend Zeit zum Erholen hat oder dass seine ausser-schulischen Beschäftigungen seine schulische Arbeit nicht beeinträchtigen – um nur einige Beispiele zu nennen, die im MSR [SGF 412.0.11] aufgeführt werden könnten). Bei allfälligen Konflikten besteht auch die Möglichkeit, die Schulbehörden beizuziehen (Vorsteher/innen, Schuldirektor/in). Die der Schule anvertraute Aufgabe ist zweifellos spannend, gestaltet sich aber manchmal heikel und schwierig, ebenso wie für die Eltern. Durch eine stetige Begleitung und der Pflege einer aktiven Kommunikation gelangen die Schülerinnen und Schüler zu zunehmender Eigenständigkeit und einem wachsenden Verantwortungsgefühl.

Absatz 2: Die Unterscheidung von minderjährigen und volljährigen Schülerinnen und Schüler wurde mit der Absenkung der Volljährigkeit von 20 auf 18 Jahren durch die Revision des Zivilgesetzbuches vom 1. Januar 1996 notwendig. Aus diesem Grund muss das Informationsrecht der Eltern volljähriger Schülerinnen und Schüler geregelt werden. Auch wenn Letztere nach Erreichen der Volljährigkeit für alle unterrichtsrelevanten Aspekte (Prüfungen, Absenzen, Wahlfächer, Schulaktivitäten, usw.) die unmittelbaren Ansprechpartner der Schule werden, bleiben die Eltern dennoch direkt und persönlich betroffen vom weiteren Bildungsweg ihres volljährigen Kindes. Es erscheint aus diesem Grund angebracht, dass die Eltern weiterhin Informationen über die Entwicklung ihres Kindes erhalten können (z. B. Schulzeugnisse, Nichtpromotion, Disziplinar-massnahmen, Examensmisserfolg), ausser die oder der volljährige Schülerin oder Schüler verweigert dies schriftlich. In einem solchen Fall informiert die Schuldirektorin oder der Schuldirektor die Eltern, dass sie Auskünfte nicht mehr direkt von der Schule erhalten können, sondern sich dafür an ihr volljähriges Kind wenden müssen.

Absatz 3: Besteht an einer Schule eine Elternvereinigung, so nehmen grundsätzlich deren Vertretungspersonen Einsitz in die Schulkommission.

Absatz 4: Die EKSD kann nach Bedarf Richtlinien zur Zusammenarbeit zwischen Eltern und Schule erlassen.

Art. 30

Absatz 1: Grundsätzlich besteht nur eine Elternvereinigung pro Mittelschule. Diese Bestimmung schliesst jedoch die Existenz mehrerer Elternvereinigungen nicht aus (z. B. eine pro Sprachgemeinschaft). In diesem Fall obliegt es der EKSD, deren Vertretungspersonen in der Schulkommission festzulegen.

Absatz 2: Die Information erfolgt in der Regel im Rahmen der Schulkommissionssitzungen (siehe Kommentar zu Art. 29). Daneben kommen weitere Kommunikationsmittel in Frage: Webportale, Medienmitteilungen oder Medienkonferenzen, Treffen mit den Elternvereinigungen, Schreiben an die Elternvereinigungen usw.

Art. 31

Absatz 1: Für die Aufnahme in einen Bildungsgang der Mittelschulen sind namentlich der besuchte Klassentypus sowie die Noten am Ende der 3. Orientierungsschulklasse (11H) ausschlaggebend. Infolge der Neugestaltung des Übertrittsverfahrens von der Primarschule an die Orientierungsschule ist es neuerdings auch für die Schülerinnen und Schüler französischsprachiger Sekundarklassen möglich, in die Gymnasialbildung aufgenommen zu werden, sofern sie die erforderlichen Aufnahmebedingungen am Ende der obligatorischen Schule erreichen. Zudem können fortan herausragende Schülerinnen und Schüler einer Progymnasialklasse bereits nach Abschluss der 10. Harmosklasse ans Gymnasium wechseln.

Absatz 2: Die Kann-Formulierung in diesem Absatz erlaubt es, gegebenenfalls den Zugang zu den Freiburger Schulen für ausserkantonale Schülerinnen und Schüler zu beschränken. Bis anhin waren solche Beschränkungen allerdings nicht notwendig. Vorbehalten bleiben die Verpflichtungen des Kantons Freiburg auf Grundlage interkantonalen Vereinbarungen, namentlich der interkantonalen Vereinbarung vom 20. Mai 2005 über den Schulbesuch ausserhalb des Wohnsitzkantons (Vereinbarung CIIP, SGF 410.5) und des Regionalen Schulabkommens vom 23. November 2007 über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009, SGF 416.4). Das RSA 2009 ermöglicht etwa Schülerinnen und Schülern aus grenznahen Berner Gemeinden ohne Einschränkungen den Schulbesuch an einem Freiburger Kollegium.

Absatz 3: Dieser Absatz erlaubt die Einführung einer Altersobergrenze für die Aufnahme an die Mittelschulen. Solche Einschränkungen bestehen bereits in anderen Kantonen. So sieht beispielsweise der Kanton Waadt vor, dass eine Schülerin oder ein Schüler nur zwei Jahre Vorsprung oder Verspätung auf das Alter seiner Mitschülerinnen und Mitschüler

haben darf (Art. 27 Abs. 1 des kantonalen Reglements der Gymnasien, RGY 412.11.1). Über dieses Alter hinaus wird die Person auf die Angebote der Erwachsenenbildung verwiesen.

Art. 32

Unter bestimmten Voraussetzungen sind namentlich der Übertritt zwischen den Fachmittelschulen und den Kollegien (Aufnahme ins 2. oder 3. Studienjahr der Gymnasialbildung nach Erlangen des Fachmittelschulabschlusses) oder umgekehrt (Übertritt vom 1. Gymnasialjahr ins 2. Studienjahr der Fachmittelschule oder vom 2. Gymnasialjahr in die 3. Klasse der Fachmittelschulbildung) möglich. Auch zwischen der vollzeitlichen Handelsmittelschulbildung und dem Gymnasium oder der Fachmittelschule bestehen Übertrittsmöglichkeiten. Solche Wechsel sind jedoch weniger häufig.

Art. 33

Diese Bestimmung betrifft im Besonderen Schülerinnen und Schüler, die aus disziplinarischen Gründen von einer Mittelschule ausgeschlossen worden sind. Je nach Umständen im einzelnen Fall (Art und Schwere des fehlbaren Verhaltens, Einstellung und Persönlichkeit der Schülerin oder des Schülers, usw.) kann eine Aufnahme in einer anderen Mittelschule in Betracht gezogen werden, damit die betroffene Person ihre Ausbildung abschliessen kann. Hingegen besteht nach einem Schulausschluss nach Artikel 44 Abs. 4 kein Rechtsanspruch auf eine Wiederaufnahme.

Art. 34

Die Aufnahmebedingungen in die Mittelschulen werden ab Schuljahr 2020/21 eine Anpassung erfahren. Ziel ist eine gute Orientierung der Schülerinnen und Schüler und die Harmonisierung der Aufnahmebedingungen zwischen den beiden Sprachgemeinschaften. Dabei geht es auch darum, die neuen Übertrittsbestimmungen von der Primar- in die Orientierungsschule zu berücksichtigen, namentlich die vier Noten, die für einen Klassentypuswechsel an der Orientierungsschule massgeblich sind. Die Gymnasialbildung wird fortan in beiden Sprachregionen für die besten Schülerinnen und Schüler der Sekundarklassen zugänglich sein.

Absatz 1: Diese Bestimmung gewährt Schülerinnen und Schüler, welche die Aufnahmebedingungen nicht erfüllen, keinen Rechtsanspruch auf eine Aufnahmeprüfung. Während gegenwärtig für Schülerinnen und Schüler, welche die Aufnahmebedingungen nicht erfüllen, ein Zulassungsexamen für die vollzeitliche Handelsmittelschule und Fachmittelschule möglich ist, können Schülerinnen und Schüler, welche die Aufnahmebedingungen für das Gymnasium nicht erfüllen, keine Prüfung ablegen.

Absatz 2: Diese Bestimmung betrifft Schülerinnen und Schüler aus anderen Kantonen, Ländern oder aus Privatschulen.

Art. 35

Absatz 1: Gemäss Rechtsprechung des Bundesgerichts bedarf eine Zulassungsbeschränkung zu den nachobligatorischen Bildungsgängen einer gesetzlichen Grundlagen im formellen Sinn (Urteil 2P.304/2005 vom 14. März 2006, E.4.7). Dieser Artikel ermöglicht es künftig, den Zugang zu bestimmten Bildungsgängen einzuschränken, deren Angebot an Praktikumsplätzen nicht ausreichend ist (beispielsweise vollzeitliche Handelsmittelschule, Fachmaturitäten). Folglich ist diese Bestimmung weder auf die Gymnasialbildung, noch auf die Fachmittelbildung anwendbar.

Absatz 2: Wie für das Medizinstudium, die Sport- und Bewegungswissenschaften oder die Pädagogische Hochschule obliegt es dem Staatsrat über allfällige Zulassungsbeschränkungen zu entscheiden und die Selektionskriterien festzulegen.

Art. 36

Absatz 1: Es wird auf Artikel 7 und 8 Abs. 2 der Bundesverfassung (SR 101) und Artikel 8 und 9 Abs. 1 der Kantonsverfassung (SGF 10.1) verwiesen, welche die Würde des Menschen schützen und jede Diskriminierung verbieten. So ist jegliche Ungleichbehandlung wegen der Herkunft, der Religion, der Sprache, der sozialen Stellung, des Geschlechts oder einer allfälligen Behinderung der Schülerin oder des Schülers unzulässig.

Absatz 2: Die minderjährige Schülerin oder der minderjährige Schüler soll die Möglichkeit haben, sich zu wichtigen schulischen Entscheiden, die sie oder ihn betreffen, zu äussern (zum Beispiel Nicht-Promotion, Wahl von Schwerpunkt-, Ergänzungs- oder Freifächern, Disziplinar massnahmen), ebenso wie die volljährigen Schülerinnen und Schüler.

Absätze 3 und 4: Um die Schülerinnen und Schüler in das Schulleben einzubeziehen und ihnen eine gewisse Form der Mitwirkung zu Fragen des Betriebs und der Organisation der Schulen zu gewähren, können sie, allein oder in der Gruppe, dem Direktionsrat eine Anfrage oder einen Vorschlag unterbreiten. Ihre Meinung ist auch im Rahmen der Qualitätssicherung und -entwicklung gefragt, wobei die Form der Mitwirkung durch die Schuldirektorin oder den Schuldirektor bestimmt wird (Fragebögen, Interviews, Konsultation des Schülerrats, Versammlungen usw.).

Absatz 5: Der Schülerrat ist ein Organ, das die Mitwirkung der Schülerinnen und Schüler zu Fragen des Schulbetriebs institutionalisieren soll. Er soll aber auch dem Austausch, dem Debattieren über eigene Anliegen oder dem Entwickeln von Projekten oder Aktivitäten dienen. Um die Schaffung solcher Schülerräte zu fördern, sollen die Direktionsräte bei der Gründung Unterstützung leisten und den Schülerinnen und Schülern die notwendigen Räumlichkeiten und Mittel zur Verfügung stellen. Die Organisationsregeln (Organisa-

tion, Sitzungen, Beschlussregeln...) und das Verhältnis zum Direktionsrat werden in Statuten geregelt, die von der Schulkommission zu genehmigen sind.

Art. 37

Absatz 1: Auch wenn der Besuch der Mittelschulen freiwillig ist und keine Bürgerpflicht wie während der obligatorischen Schulzeit darstellt, sind die einmal eingeschriebenen Schülerinnen und Schüler verpflichtet, den Unterricht in den obligatorischen und den freiwillig gewählten Fächern regelmässig zu besuchen und an den von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor obligatorisch erklärten Schulaktivitäten teilzunehmen. Solche Aktivitäten können namentlich Schulreisen und Exkursionen, Lager, Sport- und Kulturtage sein. Vorbehalten bleiben individuelle, in Einzelfällen gewährte Dispensen, welche die Schulbehörden aus gerechtfertigten Gründen genehmigen können. Im Falle unentschuldigter Absenzen können den Eltern oder den volljährigen Schülerinnen und Schülern zwar keine Bussen wegen Verletzung der Schulpflichten auferlegt werden. Die fehlerhafte Schülerin oder der fehlerhafte Schüler kann jedoch mit einer Disziplinar-massnahme belegt werden, bis hin zum Schulausschluss.

Absatz 2: Diese Grundsätze unterstreichen die Erwartung, dass Mittelschülerinnen und Mittelschüler, die dem Erwachsenenalter nahe sind, die notwendige Motivation, Selbständigkeit und Selbstverantwortung aufbringen, um ihre Ausbildung erfolgreich zu absolvieren.

Absatz 3: Zur Gehorsampflicht der Schülerin oder des Schülers gegenüber dem Schulpersonal und den Schulbehörden kommen die Achtung gegenüber den Anderen sowie die Einhaltung der von den Schulen erlassenen Verhaltensregeln hinzu. Wer gegen diese Bestimmungen verstösst, hat mit erzieherischen Massnahmen oder Disziplinar-massnahmen zu rechnen.

Absatz 4: Die Beziehungen zwischen den Schülerinnen und Schülern, dem Lehr- sowie dem administrativen und technischen Personal sollen von gegenseitigem Respekt und Höflichkeit geprägt sein. Dies ist eine wichtige Voraussetzung für ein gutes Klima an einer Schule. Dieser Grundsatz gilt nicht nur für die alltäglichen Beziehungen und Kontakte im Rahmen des Unterrichts und den schulischen Aktivitäten, sondern auch ausserhalb des Schulalltags, namentlich in den sozialen Medien.

Art. 38

Absatz 1: Die Schule fördert und unterstützt Schülerinnen und Schüler mit besonderen schulischen Fähigkeiten oder Bedürfnissen. Dabei handelt es sich um Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung, um solche, die besonders leicht lernen oder besondere Fähigkeiten aufweisen (Hochbegabte) oder um jene, die mangelnde Kenntnisse in den

Unterrichtssprachen haben. Diese Bestimmung gilt auch für sportlich talentierte oder künstlerisch begabte Schülerinnen und Schülern, damit sie ihre Ausbildung mit der intensiven Ausübung einer sportlichen oder künstlerischen Tätigkeit verbinden können. Für all diese Schülerinnen und Schüler sieht die Schule verschiedene kollektive oder individuelle Förder- oder Unterstützungsmassnahmen vor, namentlich Nachteilsausgleichsmassnahmen für Schülerinnen und Schüler mit einer Behinderung, Fortgeschrittenenkurse für Hochbegabte (z. B. Mathematikkurs an der ETH Lausanne) oder die Verlängerung oder Verkürzung der Studiendauer (vgl. Art. 14 Abs. 3), Dispense, Erleichterungen oder Anpassungen des Stundenplans oder Stützunterricht für junge Sport- und Kunsttalente (Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung»). Andere, sogenannte sonderpädagogische Massnahmen finden für Schülerinnen und Schüler der Mittelschule jedoch keine Anwendung mehr, mit Ausnahme von beruflichen Massnahmen für solche mit einer Behinderung (z. B. Bereitstellung einer Assistenzperson oder von Hilfsmitteln, pädagogische Begleitung von seh- oder hörbehinderten Schülerinnen und Schülern), deren Finanzierung von der Invalidenversicherung gewährleistet wird (vgl. Gesetzgebung über die Sonderpädagogik, SGF 411.5.1, und Bundesgesetz über die Invalidenversicherung, SR 831.20).

Siehe auch Kapitel 2.1.3 weiter oben.

Absatz 2: Bestimmte Probleme, die auf ausserschulische Ursachen zurückzuführen sind (Mobbing, Probleme im familiären Umfeld, Misshandlung, Vernachlässigung, Gewalt, Suchtprobleme), übersteigen die Interventionsmöglichkeiten der Schule bei Weitem; solche Fälle müssen den Jugend-schutzbehörden weitergemeldet werden. In diesem Absatz wird unterstrichen, wie wichtig die Zusammenarbeit unter den verschiedenen beteiligten Stellen ist. So können die an den Schulen angebotenen psychologischen Beratungsdienste und die Schulmediation (Art. 75) als erste Anlaufstelle für persönliche Probleme dienen, welche die betroffenen Schülerinnen und Schüler nach Bedarf an andere Beratungs- und Unterstützungsstellen weiterleiten.

Absatz 3: Wie in anderen pädagogischen Bereichen, z. B. der Evaluation oder der Promotion, liegt es beim Staatsrat, Ausführungsbestimmungen über die Unterstützungsmassnahmen zu erlassen.

Art. 39

Absatz 1: Die Beurteilung dient der Erfassung der Lernfortschritte sowie der Kenntnisse und Fähigkeiten der Schülerinnen und Schüler. Die über das gesamte Schuljahr verteilten Beurteilungen erfolgen im Allgemeinen jeweils am Ende eines Kapitels oder einer Unterrichtssequenz. Sie betreffen einen bestimmten Unterrichtsstoff, der vorher in der Klasse eingehend behandelt oder individuell ausserhalb des Unterrichts erarbeitet wurde. Die allgemeinen Evaluations-

kriterien werden den Schülerinnen und Schülern vorgängig mitgeteilt. Die Leistung wird in Form von Noten von 1 bis 6 ausgedrückt. Die Beurteilung begleitet die Schülerin oder den Schüler in ihrem oder seinem Lernprozess, informiert sie oder ihn über die erworbenen Kenntnisse und Fähigkeiten und bildet die Grundlage für Promotionsentscheide.

Absatz 2: Zweimal pro Jahr, am Ende jeden Semesters, werden die Schulresultate den Eltern minderjähriger Schülerinnen und Schülern sowie den volljährigen Schülerinnen und Schülern mitgeteilt. Die Eltern volljähriger Schülerinnen und Schülern können diese weiterhin erhalten, ausser im Falle einer gegenteiligen schriftlichen Erklärung ihres Kindes (vgl. Art. 29 Abs. 2).

Absatz 3: Die Ausführungen zum Kommentar von Absatz 1 über den Inhalt und die Kriterien der Beurteilung wie auch diejenigen zur Bekanntgabe der Beurteilung, insbesondere mit dem Schulzeugnis, werden im Reglement (MSR, SGF 412.0.11) festgelegt. Die EKSD kann darüber hinaus besondere Anmerkungen im Schulzeugnis vorsehen, etwa für Schülerinnen und Schüler in zweisprachigen Klassen oder Hochbegabte usw.

Art. 40

Die Promotions- und Repetitionsbedingungen werden vom Staatsrat in den verschiedenen Studienreglementen festgelegt (vgl. Reglement über die Gymnasialausbildung [GAR], SGF 412.1.11, Reglement über die Abschlussprüfungen an Fachmittelschulen [FMSPR], SGF 412.4.22, Reglement über die Vollzeit-Handelsmittelschule [VHR], SGF 412.3.11).

Art. 41

Absatz 1: Die Fragen rund um die psychische und physische Gesundheit von Jugendlichen sind zentrale Anliegen. Sie sind in erster Linie Teil der Erziehungsaufgabe der Eltern, gehen jedoch auch die gesamte Gesellschaft etwas an. In diesem Sinne trägt die Schule ebenfalls einen Teil der Verantwortung. Um den verschiedenen gesetzlichen Verpflichtungen nachzukommen (Schulgesetzgebung, Gesundheitsgesetz, Jugendgesetz), haben die EKSD und die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) eine gemeinsame Politik zur Gesundheitsförderung und -prävention in der Schule erarbeitet. Das von ihnen entwickelte Globalkonzept findet in erster Linie auf die obligatorische Schule Anwendung. Bestimmte Massnahmen des Programms können jedoch auch an den Mittelschulen eingesetzt werden. Gemäss Artikel 8 des Reglements über Gesundheitsförderung und Prävention (SGF 821.0.11) müssen Projekte, die sich an Kinder und Jugendliche richten und an deren Ausbildungsstätten durchgeführt werden, ein Genehmigungsverfahren durchlaufen. Damit eine Fachperson oder eine schulexterne Fachstelle ermächtigt werden kann, im Unterricht Präventions- oder Gesundheitsförderungsmassnahmen durchzuführen, muss sie von

den betroffenen Direktionen, sprich der EKSD und der GSD, eine Bewilligung erhalten.

Infolge der am 13. Januar 2014 von den Jungen Christdemokraten eingereichten Volksmotion (2014-GC-3) mit dem Titel «Um die Verschuldung der Jugendlichen zu bremsen», die der Grosse Rat am 9. September 2014 erheblich erklärt hat, wurde der Präventionsartikel (Art. 38 Abs. 1) des Gesetzes von 1991 dahingehend ergänzt, dass die Mittelschulen auch Sensibilisierungsarbeit leisten zum Thema der Verschuldungsproblematik und der öffentlichen und administrativen Verpflichtungen (vgl. Gesetz über den Mittelschulunterricht und Gesetz über die Berufsbildung [Überschuldungsprävention], ASF 2016_017). Die Lehrpläne der Gymnasialbildung sowie der Fachmittelschulen wurden im Sinne dieser Volksmotion vervollständigt, damit die Verschuldungsproblematik und die öffentlichen und administrativen Verpflichtungen im Unterricht genügend abgedeckt werden.

Absatz 2: Die Räumlichkeiten müssen angemessen sein, d. h. genügend gross, gut beleuchtet, belüftet, geheizt usw. Sie müssen instand gehalten werden, den Schülerinnen und Schülern angepasst sein und den üblichen Sicherheits-, Hygiene- und Ergonomievorschriften entsprechen. Sie müssen zudem ausreichend ausgestattet sein (Mobiliar, Lehrmaterial usw.). Im Übrigen kann das MSR (SGF 412.0.11) privaten Schulen Vorgaben zu feuerpolizeilichen Vorschriften und Sicherheitsmassnahmen gegen Brände und Naturkatastrophen machen (Evakuierungsübungen, Expertenbeizug, Massnahmenplan, der den jeweiligen Schulgebäuden und örtlichen Gegebenheiten angepasst ist).

Art. 42

Diese Bestimmung dient dem Schutz der Privatsphäre der Schülerinnen und Schüler und ihrer Angehörigen vor jeglicher Indiskretion seitens der Personen, die Einblick in die Privatsphäre erhalten könnten, sei es Lehrpersonen, das administrative und technische Personal, Mediatorinnen/Mediatoren oder Psychologinnen/Psychologen oder Schulbehörden, die im Übrigen alle dem Amtsgeheimnis unterstehen.

Art. 43

Absatz 1: Der Staat richtet derzeit ein informatikgestütztes Verwaltungs- und Informationssystem (HarmAdminEcoles, HAE) ein, dem die Schulen und die zuständigen staatlichen Ämter angeschlossen sind. Das System soll dazu dienen, den Bildungsweg der einzelnen Schülerinnen und Schüler während ihrer gesamten Schulzeit mitzuverfolgen, den Betrieb und die Verwaltung der Schule durch die betreffenden Instanzen zu erleichtern, Schulstatistiken zu erstellen (dies auch im Hinblick auf die vom Bundesamt für Statistik lancierte Modernisierung der Bildungsstatistiken) oder auch wissenschaftliche Forschung zu betreiben (vgl. Kapitel 2.3.4 weiter oben).

Absatz 2: Der Inhalt der Datenbanken oder Dateien sowie die Nutzungsbedingungen müssen unter Beachtung der Datenschutzgesetzgebung und des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes klar festgelegt werden. Da das Projekt HAE sich ständig weiterentwickelt und zudem für inhaltliche Änderungen eine gewisse Flexibilität in diesem Bereich erwünscht ist, wird die Befugnis, hierzu Ausführungsbestimmungen zu erlassen, dem Staatsrat übertragen. Hinweis: Die Datenbanken und Dateien können Fotos der Schülerinnen und Schüler enthalten.

Absatz 3: Die Bundesgesetzgebung gestattet die Verwendung der neuen AHV-Nummer AHVN13 im Bildungsbereich. Diese Nummer erleichtert die Identifizierung der Schülerinnen und Schüler, um die Kohärenz der Daten zu gewährleisten, insbesondere bei den geplanten automatischen Aktualisierungen (zum Beispiel bei einem Wohnortwechsel). Die AHVN13 wird auch zur Übermittlung der bildungsstatistischen Daten an das Bundesamt für Statistik und das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI verwendet.

Absatz 4: Gemäss dem Gesetz über den Datenschutz (DSchG, SGF 17.1) darf der Zugang zu Personendaten über ein Abrufverfahren, namentlich über einen Online-Zugriff, einer Empfängerin oder einem Empfänger nur dann gewährt werden, wenn eine gesetzliche Bestimmung dies vorsieht. Nach dem Reglement vom 29. Juni 1999 über die Sicherheit der Personendaten (DSR, SGF 17.15) muss das Abrufverfahren in einem Benutzerreglement dokumentiert werden, das insbesondere Folgendes präzisiert: die Personen, denen der Zugriff auf die Daten erlaubt ist, die verfügbaren Daten, die Abfräghäufigkeit, das Authentifizierungsverfahren, die weiteren Sicherheitsmassnahmen sowie die Kontrollmassnahmen. Eine Kopie des Reglements wird der kantonalen Aufsichtsbehörde für Datenschutz zugestellt.

Art. 44

Absatz 1: Die Lehrperson schreitet gegen Schülerinnen und Schüler ein, deren Verhalten Anlass zu Beanstandung gibt. Sie trifft zunächst geeignete erzieherische Massnahmen, welche im MSR (SGF 412.0.11) geregelt werden. Diese sollen die Einstellung und die Arbeitshaltung der betreffenden Schülerinnen und Schüler verbessern (z. B. Zurechtweisung, Mitteilung an die Eltern, Zusatzaufgaben, Behebung des Schadens, vorübergehendes Separieren zur Selbstreflexion). Wenn die erzieherischen Massnahmen keine Wirkung zeigen oder von vornherein als ungeeignet erscheinen, können Verstösse gegen Gesetzes- oder Reglementsbestimmungen Disziplinar-massnahmen nach sich ziehen (z. B. Verwarnung, vorübergehender Ausschluss, Ausschlussandrohung und Ausschluss aus der Schule).

Absatz 2: Das Einfordern von angemessenem Verhalten hilft, das Verantwortungsgefühl zu entwickeln, und unterstützt die Persönlichkeitsentwicklung der Schülerin oder des Schülers. Disziplinar-massnahmen müssen in erster Linie eine erziehe-

rische Zielsetzung verfolgen und dürfen nicht ausschliesslich autoritär und repressiv wirken. Sie dürfen weder die Würde der Jugendlichen noch ihre physische und psychische Integrität verletzen (s. Art. 34 Abs. 2 der Kantonsverfassung, SGF 10.1). Insbesondere sind Beschimpfungen, Beleidigungen, Misshandlungen und körperliche Strafen streng untersagt.

Absatz 3: Vor Aussprechen jeglicher Disziplinar-massnahme muss den Schülerinnen und Schülern und gegebenenfalls den Eltern Minderjähriger das rechtliche Gehör gewährt werden, wie es in Artikel 29. Abs. 2 der Bundesverfassung (SR 101) garantiert ist.

Absatz 4: Das Legalitätsprinzip verlangt, dass das Gesetz mindestens die schärfste Massnahme und die für ihre Verhängung zuständige Behörde bestimmt. Der Ausschluss von der Schule kann, ausser in ausserordentlich schweren Fällen, nur nach einer Ausschlussandrohung von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor verfügt werden. Wie weiter oben erwähnt (vgl. Kommentar zu Art. 33), kann die ausgeschlossene Person, je nach Umständen des Einzelfalls, an einer anderen Mittelschule des Kantons aufgenommen werden, damit sie die Ausbildung abschliessen kann. Es besteht jedoch kein Rechtsanspruch auf eine Wiederaufnahme nach einem Schulausschluss.

Absatz 5: Dieser Absatz überlässt die ausführliche Regelung in diesem Bereich dem Staatsrat, wobei bestimmte Einzelheiten bereits im Kommentar zu Absatz 1 erläutert sind.

Art. 45

In einem Notfall kann die Schuldirektorin oder der Schuldirektor jederzeit, unabhängig von jeglicher Verletzung einer Gesetzes- oder Reglementsbestimmung und wenn dies im Hinblick für die Sicherheit oder Gesundheit eines oder mehrerer Schülerinnen und Schüler oder für das vorrangige Interesse der Schule erforderlich ist, eine Schülerin oder einen Schüler vorläufig und mit sofortiger Wirkung von der Schule weisen. Diese ausserordentliche und provisorische Massnahme darf nicht länger als 10 Schultage dauern.

Art. 46

Der Berufsauftrag der Lehrperson ist im Reglement vom 14. März 2016 über das Lehrpersonal, das der EKSD untersteht (LPR, SGF 415.0.11), und noch genauer in der vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschreibung (Pflichtenheft) umschrieben. Der Berufsauftrag umfasst vier Arbeitsbereiche: Unterricht, pädagogische Begleitung der Schülerinnen und Schüler, das Schulleben und die Weiterbildung. Diese Arbeitsbereiche sind in Artikel 46 aufgeführt. Hier sei darauf hingewiesen, dass das LPR, das auf alle Lehrkräfte der obligatorischen Schule und der Mittelschule Anwendung findet, nach Verabschiedung dieses Gesetzes und des dazugehörigen Ausführungsreglements einer Teilrevision unterzogen wird.

Absätze 1 und 2: Diese Absätze umschreiben die beiden ersten Arbeitsbereiche der Funktion (Unterricht und Erziehung). Absatz 1 erläutert die Stellung der Lehrpersonen gegenüber den Schülerinnen und Schülern, für die sie verantwortlich sind (Garantenstellung). Absatz 2 regelt den Rahmen ihrer Aufgabe, innerhalb derer die Lehrpersonen über eine gewisse Autonomie in der Gestaltung, Organisation und Ausübung ihrer Arbeit zusteht. Sie bleiben aber an die in diesem Gesetz und in der Funktionsbeschreibung festgelegten Grundsätze gebunden.

Absatz 3: Hier geht es um die beiden letzten Arbeitsbereiche der Funktion (Schulleben und Weiterbildung), deren Inhalte im LPR im Detail ausgeführt sind (SGF 415.0.11). Die hier erwähnten Beratungsdienste sind in Kapitel 9 LESS aufgeführt.

Absatz 4: Dieser Absatz bildet das Korrelat zu Artikel 36 Abs. 1. Es gilt Diskriminierungen vorzukehren, welche die Grundrechte einzelner Schülerinnen oder Schülern oder Gruppen von Schülerinnen und Schülern in ihrer Diversität durch Taten, Gesten oder Worte verletzen. Alle Schülerinnen und Schüler haben unabhängig von Geschlecht, sozialer Stellung, Religion, Volkszugehörigkeit, Herkunft, Sprache oder einer allfälligen Behinderung das Recht, einen nach diesem Gesetz angepassten und genügenden Unterricht zu erhalten. Das Verbot von Propaganda untersagt der Schule nicht, die wichtigen gesellschaftlichen Probleme, mit denen unsere Welt konfrontiert ist, zu diskutieren oder mögliche Lösungen zu erörtern. Ein solches Verbot würde den Zielen nach Artikeln 4 und 5 zuwiderlaufen, denn diese Bestimmungen sehen ja gerade vor, den Dialog und die Auseinandersetzung zu fördern. Dies soll jedoch möglichst objektiv und unter Wahrung der Würde jedes Einzelnen geschehen. Das Verbot richtet sich vor allem gegen politische, ideologische und religiöse Propaganda, die Schülerinnen und Schüler zur Übernahme von Ansichten einzelner Lehrpersonen nötigen soll, oder auch gegen kommerzielle Werbung.

Art. 47

Absatz 1: Die Gesetzgebung für das Staatspersonal sieht die Möglichkeit vor, für bestimmte Personalkategorien besondere gesetzliche Bestimmungen zu erlassen. So auch für das Lehrpersonal, dessen Dienstverhältnis zum Teil im vorliegenden Gesetz sowie im Reglement vom 14. März 2016 für das Lehrpersonal, das der EKSD untersteht (LPR, SGF 415.0.11) geregelt ist.

Der Passus «Sie [die Lehrpersonen] werden in der Regel an einer einzigen Schule angestellt» (Art. 45 Abs. 2 des Gesetzes von 1991) wurde nicht mehr übernommen. Das heisst aber nicht, dass Lehrpersonen regelmässig an verschiedenen Schulen unterrichten sollen. Hingegen ist es aus organisatorischen Gründen nicht immer möglich, einer Lehrperson alle Unterrichtslektionen an der gleichen Schule zuzuteilen.

Absatz 2: Die EDK ist zuständig für die Anerkennung der schweizerischen und ausländischen Lehrdiplome. Die Ausbildung der Lehrpersonen umfasst einen wissenschaftlichen oder fachlichen sowie einen pädagogischen Teil. Sie muss der Unterrichtsstufe (Mittelschule) und den erteilten Unterrichtsfächern entsprechen. Die EKSD kann jedoch Ausnahmen davon vorsehen, insbesondere für Stellvertretungen (provisorische Anstellung mit befristetem Vertrag von Personen in Ausbildung oder von Lehrpersonen mit einem Lehrdiplom für ein anderes Unterrichtsfach).

Absatz 3: Regelmässig ersuchen Personen, die einen anderen beruflichen Werdegang (Lehrdiplom einer nicht anerkannten Schule, Berufsausbildung, Diplom für eine andere Unterrichtsstufe, nur wissenschaftliche Ausbildung usw.) haben, um Anerkennung ihrer Ausbildung oder ihrer Kenntnisse und Fähigkeiten, damit sie in den Schulen des Kantons unterrichten können. Diese Ausbildungsgänge werden von der EDK nicht geprüft. Daher hat die EKSD im Jahr 2003 eine interne Arbeitsgruppe gebildet, die sich aus Vertreterinnen und Vertretern der zuständigen Ämter der EKSD sowie der Bildungsinstitutionen für Lehrpersonen zusammensetzt. Diese Arbeitsgruppe beurteilt die betreffenden Gesuche und entscheidet darüber. Solche Gesuche werden nur ausnahmsweise akzeptiert, insbesondere im Falle eines Mangels an Lehrkräften. Derzeit haben die Mittelschulen keine Schwierigkeiten, Lehrpersonen zu rekrutieren.

Art. 48

Absatz 1: Das Lehrdiplom und die Anstellung einer Lehrerin oder eines Lehrers impliziert stillschweigend die Berechtigung, ein bestimmtes Fach unterrichten zu dürfen. Absatz 1 geht noch weiter und formalisiert die Unterrichtsberechtigung explizit. Dadurch, dass der Anstellungsvertrag zugleich als Unterrichtsberechtigung gilt, kann eine zusätzliche Urkunde und damit überflüssige Administration vermieden werden.

Absatz 2: Die Unterrichtsberechtigung endet mit dem Ablauf des Dienstverhältnisses. Der Entzug der Unterrichtsberechtigung stellt hingegen eine administrative Massnahme dar, die in der in Artikel 49 festgelegten Form für unseren Kanton auch dann gilt, wenn ein anderer Kanton sie ausgesprochen hat.

Art. 49

Absatz 1: Die Auflösung des Vertrags einer Lehrperson durch Entlassung beendet deren Dienstverhältnis in einer bestimmten Schule. Die Lehrperson hat jedoch immer noch die Möglichkeit, sich in einer anderen Schule des Kantons, in einem anderen Kanton oder bei einer Privatschule zu bewerben. In manchen Fällen gibt es aber Entlassungsgründe, die so schwerwiegend sind, dass die EKSD eine weitergehende Massnahme treffen muss, nämlich den vorübergehenden oder endgültigen Entzug der Unterrichtsberechtigung für das

gesamte Kantonsgebiet. Diese Gründe betreffen zum Beispiel Straftaten an Kindern oder Jugendlichen, Gesetzesverstösse oder Verhaltensweisen, die in keiner Art und Weise mit der Funktion und den erwarteten Eigenschaften einer Lehrperson vereinbar sind oder welche die Sicherheit oder das Ansehen der Schule schwerwiegend schädigen können. Es kann sich auch um erwiesene Suchtprobleme oder gravierende psychische Störungen handeln, die eine weitere Ausübung des Berufs verunmöglichen, dies trotz der Unterstützungsmassnahmen, die der betroffenen Person angeboten werden können. In solchen Fällen besteht ein gewichtiges öffentliches Interesse am Schutz der Kinder und der Schule als Institution.

Der Entzug der Unterrichtsberechtigung darf nicht mit dem Entzug des Diploms gleichgesetzt werden, denn ein gesamtschweizerisch anerkanntes Diplom kann nur vom Kanton entzogen werden, der es ausgestellt hat. Es verfügen jedoch nicht alle Lehrpersonen über ein von der EKSD ausgestelltes Diplom. Im Übrigen verhindert ein Entzug des Diploms, dass dessen Inhaberin oder Inhaber bei der Suche nach einer neuen Stelle ausserhalb des Schulwesens die eigenen Kenntnisse und Fähigkeiten geltend machen kann. Die Unterrichtsberechtigung hingegen kann sowohl den Inhaberinnen und Inhabern von Diplomen, welche die EKSD ausgestellt hat, als auch den Inhaberinnen und Inhabern von Diplomen, die von anderen Stellen ausgestellt wurden, entzogen werden und hat keinen Einfluss auf den Besitz dieser Ausweise.

Schliesslich kann einzig die EKSD eine solche Massnahme aussprechen. Wird einer im Kanton Freiburg tätigen Lehrperson von einem anderen Kanton die Unterrichtsberechtigung entzogen, so gilt diese Massnahme auch in unserem Kanton. Das gleiche gilt für Lehrpersonen, die in zwei Kantonen tätig sind.

Absatz 2: Die Unterrichtsberechtigung kann erst nach dem Abschluss eines administrativen Verfahrens auf Grundlage der Gesetzgebung über das Staatspersonal und nach regelkonformer Anhörung der betroffenen Person entzogen werden. Der Entzug kann auch dann erfolgen, wenn die Lehrperson aus einem der in Absatz 1 aufgeführten Gründe zurücktritt.

Absätze 3 und 4: Damit die anderen Kantone und die Privatschulen diesbezügliche Auskünfte einholen können, kann der Entzug der Unterrichtsberechtigung der EDK mitgeteilt, welche die betreffenden Personen in die interkantonale Liste der Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung einträgt. Aus Gründen der Rechtssicherheit und des Persönlichkeitsschutzes der betroffenen Lehrpersonen ist es zwingend notwendig, dass nur diejenigen Personen in die Liste eingetragen werden, denen die Unterrichtsberechtigung im Rahmen eines rechtskräftigen Verwaltungsverfahrens entzogen wurde, und diese Massnahme somit nicht mehr rechtlich anfechtbar ist. Dieser Eintrag erfolgt ausserdem unter Einhaltung der Grundsätze des Datenschutzgesetzes.

Nähere Informationen sind in der Botschaft Nr. 240 vom 10. Januar 2006 zum Dekretsentwurf zur Genehmigung der Änderung der Interkantonalen Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen zu finden, insbesondere im nachfolgenden Kommentar zu Artikel 12^{bis}:

¹ Die EDK führt eine Liste über Lehrpersonen, denen im Rahmen eines kantonalen Entscheides die Unterrichtsberechtigung oder die Berufsausübungsbewilligung entzogen wurde. Die Kantone sind verpflichtet, die Personendaten gemäss Absatz 2 dem Generalsekretariat der EDK nach Rechtskraft des entsprechenden Entscheides mitzuteilen.

² Die Liste enthält den Namen der Lehrperson, das Datum des Diploms oder Berufsausübungsbewilligung, das Datum der Entzugsverfügung, die Entzugsbehörde und die Dauer des Entzugs gegebenenfalls das Datum des Entzugs des Lehrdiploms. Kantonale und kommunale Behörden im Bildungsbereich erhalten auf schriftliche Anfrage hin Auskunft über eine allfällige Eintragung, wenn sie ein berechtigtes Interesse nachweisen und sich die Anfrage auf eine bestimmte Person bezieht.

³ Den betroffenen Lehrpersonen wird vom Eintrag und von der Löschung des Eintrags Kenntnis gegeben. Das Einsichtsrecht der betroffenen Lehrperson ist jederzeit gewährleistet.

⁴ Nach Ablauf der Entzugsdauer, bei Wiedererteilung der Unterrichtsberechtigung oder nach Vollendung des 70. Altersjahrs wird der Eintrag gelöscht.

⁵ Betroffene Lehrpersonen können sich gegen den Listeneintrag innert 30 Tagen seit Zustellung des Eintragungsbescheides bei der Rekurskommission gemäss Artikel 10 Abs. 2 schriftlich und begründet beschweren.

⁶ Im Übrigen finden die Grundsätze des Datenschutzrechtes des Kantons Bern sinngemäss Anwendung.

Einzig die EKSD als Anstellungsbehörde kann Auskunft darüber erhalten, ob eine bestimmte Person in der Liste der EDK eingetragen ist. Private Schulen können sich ebenfalls nach dem allfälligen Eintrag einer bestimmten Lehrperson erkundigen. Die EDK erteilt somit nur ganz gezielt Auskunft, wobei sie angibt, ob ihr ein Entzug der Unterrichtsberechtigung einer bestimmten Person gemeldet wurde. Dieses Vorgehen kommt allerdings nur selten zur Anwendung, wenn bei der Anstellung Zweifel über den beruflichen Werdegang der Kandidatin oder des Kandidaten bestehen.

Art. 50

Absatz 1: Die Berufsverbände haben das Recht, in wichtigen schulischen Angelegenheiten von allgemeiner Tragweite, in Angelegenheiten, die das Dienstverhältnis der Lehrpersonen betreffen, sowie zu Gesetzes- und Reglementsunterlagen, die für sie von besonderem Interesse sind, angehört zu werden. Mit der verlangten Anerkennung der Berufsverbände

durch den Staatsrat soll die Repräsentativität der einzelnen Verbände sichergestellt werden. Gegenwärtig sind dies der Verein der freiburgischen Mittelschullehrer/innen (VFM) und der Verband des Personals öffentlicher Dienste (VPOD), Region Freiburg.

Absatz 2: Sie können der EKSD jederzeit Anträge unterbreiten.

Art. 51

Dieser Artikel lautet gleich wie im Gesetz von 1991. Derzeit wird eine Zuerkennung der Rechtspersönlichkeit wie bei der Universität Freiburg oder der Pädagogischen Hochschule Freiburg vom Staatsrat nicht in Betracht gezogen. Die Rechtsstellung als öffentliche Anstalt ohne Rechtspersönlichkeit bedeutet, dass die Schulen innerhalb der Schranken des Gesetzes in ihrer Verwaltung und ihrem Betrieb über eine bestimmte Autonomie verfügen, sich aber nicht in eigenem Namen verpflichten können.

Absatz 3: Die Gesetzgebung für das Staatspersonal sieht die Möglichkeit vor, für bestimmte Personalkategorien besondere gesetzliche Bestimmungen zu erlassen. Die Rechtsstellung des Personals der Schule wird teils im vorliegenden Gesetz und teils in einem Ausführungsreglement (MSR, SGF 412.0.11) geregelt.

Art. 52

Gegenüber dem Gesetz von 1991 wurden folgende Organe hinzugefügt:

- > Schuldirektorinnen und Schuldirektoren (Art. 57):
Im Gesetz von 1991 bildete die Schuldirektorin oder der Schuldirektor die Schuldirektion.
- > Diese wird nun auf den Direktionsrat ausgeweitet, der aus der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor, den Vorsteherinnen und Vorsteher sowie der Verwalterin oder dem Verwalter besteht.
- > Lehrpersonenkonferenz (Art. 64).
- > Fachschaften (Art. 65).

Nur die Schuldirektorin oder der Schuldirektor fungiert als Schulbehörde mit Entscheidungsbefugnis. Bei den anderen handelt es sich um beratende Organe.

Gemäss Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG, SGF 122.0.1) ist der Staatsrat für die Organisation der kantonalen Verwaltung zuständig. Er regelt die Einzelheiten der Schulorganisation auf Verordnungsstufe.

Art. 53

Die Schulkommission übt die allgemeine Aufsicht über die administrative Leitung der Mittelschule aus. Sie ist ein beratendes Organ der EKSD und kann auch vom Direktionsrat zu Rate gezogen werden (Art. 54).

Die Schulkommission stellt das Verbindungsglied zwischen der Schule und ihren Partnern dar, namentlich den Eltern, und sorgt für deren regionale Verankerung. Sie bildet das Korrelat zum Elternrat der obligatorischen Schule. Als Inhaber der elterlichen Sorge und Erstverantwortliche für das Wohlbefinden des Kindes erscheint es selbstverständlich, dass die Eltern in die Organisation der Schule einbezogen werden. Wohl erhalten sie keine Entscheidungsbefugnisse, doch sie werden angehört, ihre Meinung wird berücksichtigt und ihre Erfahrung als Eltern geschätzt und genutzt.

Die Schulkommission setzt sich aus sechs bis zehn Mitgliedern zusammen, darunter Vertretungspersonen der von der EKSD anerkannten Elternvereinigungen (Art. 30). Um die Ernennung der Kommissionsmitglieder zu vereinfachen, werden diese fortan von der EKSD ernannt (und nicht mehr vom Staatsrat wie im Gesetz von 1991).

Eine von der EKSD ernannte Vertretungsperson der Lehrerschaft, die von der Lehrpersonenkonferenz bezeichnet wird, nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen der Schulkommission teil. Gleiches gilt für die Schuldirektorin oder den Schuldirektor und allenfalls die Vorsteherin oder den Vorsteher des Amtes. Wenn heikle Themen behandelt werden, welche die Stellung oder die Tätigkeit von Lehrpersonen, der Schuldirektorin oder des Schuldirektors oder von Vorsteherinnen und Vorstehern betreffen, nimmt die Vertretungsperson der Lehrerschaft nicht an den Beratungen teil. Unter bestimmten Umständen (z.B. Stellungnahme zur Ernennung der Schuldirektorin oder des Schuldirektors) kann die Kommission auch ohne die Schuldirektorin oder den Schuldirektor tagen. In diesem Fall nimmt die Vertretungsperson der Lehrerschaft ebenfalls nicht an der Sitzung teil.

Art. 54

Selbst wenn von der Schulkommission erwartet wird, dass sie nützliche Vorschläge für den guten Betrieb der Schule, die Betreuung der Schülerinnen und Schüler und die regionale Verankerung der Schule einbringt, überschneiden sich ihre Befugnisse nicht mit diejenigen der Schuldirektorin oder des Schuldirektors, die oder der erstverantwortlich für die Qualität des Unterrichts und das gute Funktionieren der Schule ist.

Hier sei darauf hingewiesen, dass die Schulkommission die Statuten des Schülerrates (Art. 36 Abs. 5) genehmigt sowie ihre Stellungnahme zur Schulordnung (Art. 27 Abs. 2) und zur Anstellung der Schuldirektorin oder des Schuldirektors (Art. 57 Abs. 2) sowie der Vorsteherinnen und Vorsteher (Art. 59 Abs. 2) abgibt.

Art. 55

Die pädagogische und administrative Organisation des Mittelschulunterrichts verlangt eine Gesamtschau über Prob-

leme und Themen von allgemeinem Interesse, die in jeder Schule auftreten können. Artikel 55 sieht deshalb die Möglichkeit vor, dass die EKSD die Präsidentinnen und Präsidenten der Schulkommissionen im Rahmen einer entsprechenden Konferenz versammeln kann.

Art. 56

Nach dem Wortlaut des Gesetzes von 1991 bildete einzig die Direktorin oder der Direktor der Schule die Schuldirektion. Dies entspricht nicht mehr den heutigen Gegebenheiten an den Mittelschulen. Aus diesem Grund erscheint es angezeigt, die Vorsteherinnen und Vorsteher sowie die Verwalterin oder den Verwalter, die massgeblich zur pädagogischen und administrativen Leitung der Schule beitragen und die Schuldirektorin oder den Schuldirektor bei der Entscheidungsfindung beraten, in dieses Organ (den Direktionsrat) zu integrieren. Wie in Artikel 62 Abs. 2 erwähnt, ist die Verwalterin oder der Verwalter die vorgesetzte Person des administrativen und technischen Personals. Aus diesem Grund nimmt sie nicht an Beratungen teil, die pädagogische Fragen oder die Rechtsstellung der Lehrpersonen betreffen (Anstellung, Evaluation...).

Hier sei daran erinnert, dass der Direktionsrat, als Kollegium, nicht ein Entscheidungsorgan der Mittelschulen darstellt, weil das Gesetz nur der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor, den Vorsteherinnen und Vorstehern und in beschränkter Masse den Lehrpersonen Entscheidungskompetenzen zuordnet. Er dient in erster Linie der Koordination, der Verwaltung und Planung der Aufgaben der jeweiligen Mitglieder der Schuldirektion.

Art. 57

Absatz 1: Die EDK ist zuständig für die Anerkennung der schweizerischen und ausländischen Lehrdiplome. Die angemessene Zusatzausbildung, die im Rahmen der D-EDK («Deutschschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz») und der CIIP geschaffen wurde, ist im Prinzip ein interkantonal anerkannter Ausbildungsgang der Tertiärstufe (CAS, Zertifikatslehrgang für die Leitung von Bildungsinstitutionen). Diese Weiterbildung wird üblicherweise nach Funktionsantritt besucht. Unter «mehrere Jahre Unterrichtserfahrung» ist in der Regel eine Tätigkeit als Lehrperson an einer öffentlichen oder privaten Schule von mindestens fünf Jahren zu verstehen.

Absatz 2: Die Stellungnahme der Schulkommission zur Anstellung der Vorsteherinnen und Vorsteher war bisher im MSR (SGF 412.0.11) verankert, sah aber keine Vernehmlassung für die Anstellung der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren vor. Durch die entsprechende Ergänzung wird die Rolle der Schulkommission gestärkt.

Art. 58

Absätze 1 und 2: Die Befugnisse der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren werden hier allgemeiner formuliert als im Gesetz von 1991. Ihre Aufgaben und Zuständigkeiten sowie ihr Dienstverhältnis werden im Ausführungsreglement (MSR, SGF 412.0.11) und in der vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschreibung (Pflichtenheft) genauer umschrieben. Denn gemäss dem Gesetz über die Organisation des Staates und der Verwaltung (SVOG, SGF 122.0.1) sind die Direktionen für die Organisation der ihnen unterstellten Verwaltungseinheiten zuständig, wobei sie sich an die vom Staatsrat genehmigten allgemeinen Regeln zu halten haben.

Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren tragen entsprechend ihren Befugnissen sowohl auf pädagogischer wie auch auf administrativer Ebene die oberste Verantwortung für ihre Schule. So sind sie zuständig für die Entwicklung, die Organisation, den Betrieb und die Verwaltung ihrer Schule, für die Personalführung, für die Unterrichts- und Erziehungsqualität sowie für die Zusammenarbeit mit sämtlichen Partnern der Schule. Auch vertreten sie die Schule gegen aussen.

Auf administrativer Ebene geht es vor allem um die Organisation des Schuljahres, also um die Verteilung der Schülerinnen und Schüler auf die Klassen, die Festlegung der Stundenpläne und der Belegung der Infrastruktur, das Erstellen des Veranstaltungskalenders, die Information der Eltern über den Schulbetrieb und die Organisation des Schuljahres usw.

Auf pädagogischer Ebene gilt es die Lehrpersonen zu begleiten und zu beraten, die pädagogischen Aktivitäten zu koordinieren, die Durchführung von Schulprojekten zu gewährleisten, die künftigen Ausrichtung zu bestimmen, die Unterstützungs-, Förder- und Präventionsmassnahmen sowie die sportlichen und kulturellen Veranstaltungen zu planen und umzusetzen, Entscheide betreffend Schülerinnen und Schülern zu treffen (z.B. Sonderurlaube, Disziplinar-massnahmen).

Bei der Personalführung sind die damit verbundenen Verwaltungsaufgaben gemeint (die Personalentwicklung, die Stellungnahmen zu Anstellungen und Kündigungen, die Klassenzuteilung, die Koordination der Weiterbildung, das Management von Absenzen und Stellvertretungen, das Erstellen von Arbeitszeugnissen usw.) sowie die regelmässige Beurteilung der Lehrpersonen gemäss der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Aufgrund ihrer Zuständigkeiten auf pädagogischer Ebene sowie der Personalführung sind die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren erstverantwortlich für die Qualität des Unterrichts und der Erziehung an der Schule.

Im Bereich der Zusammenarbeit gilt es, die nötigen Kontakte mit den Partnern der Schule zu knüpfen, namentlich mit den Eltern, den Dienststellen des Staates, den vor- und

nachgängigen Bildungsinstitutionen, den Beratungs- und Mediationsdiensten sowie allen anderen Personen, die am Schulleben beteiligt sind.

Absatz 3: Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren legen ein besonderes Augenmerk auf ein gutes Schulklima. Dazu sollen sie günstige Arbeitsbedingungen für die Schülerinnen und Schüler wie auch für die Lehrpersonen schaffen, Regeln für das Zusammenleben erstellen und eine Kultur der Zusammenarbeit, der Kommunikation und des Dialogs fördern. Gegebenenfalls haben sie Konflikte zu schlichten, die zwischen Eltern, Lehrpersonen und Schülerinnen/Schülern auftreten können.

Absätze 5 und 6: Diese Bestimmung trägt den heutigen Gegebenheiten an den Mittelschulen Rechnung. Keine Schuldirektorin oder kein Schuldirektor hat heute noch zeitliche Ressourcen, um sich dem Unterricht zu widmen. Jedoch ist es durchaus möglich, dass eine Schuldirektorin oder ein Schuldirektor beispielsweise einige Maturaarbeiten betreut. Im Übrigen übernehmen die Vorsteherinnen und Vorsteher wichtigen Verwaltungs- und Führungsaufgaben.

Art. 59

Absatz 1: Die EDK ist zuständig für die Anerkennung der schweizerischen und ausländischen Lehrdiplome. Die angemessene Zusatzausbildung, die im Rahmen der D-EDK («Deutschschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz») und der CIIP geschaffen wurde, ist ein interkantonal anerkannter Ausbildungsgang der Tertiärstufe (CAS, Zertifikatslehrgang für die Leitung von Bildungsinstitutionen). Diese Weiterbildung wird üblicherweise nach Funktionsantritt besucht. Unter «mehrere Jahre Unterrichtserfahrung» ist in der Regel eine Tätigkeit als Lehrperson an einer öffentlichen oder privaten Schule von mindestens fünf Jahren zu verstehen.

Absatz 2: Angesichts der wichtigen Aufgaben, welche die Vorsteherinnen und Vorsteher im Bereich der pädagogischen und administrativen Verwaltung der Schule und der Personalführung wahrnehmen, erscheint es angezeigt, dass die Schulkommission Stellung zu ihrer Anstellung nimmt.

Art. 60

Absatz 1: Auch wenn die Vorsteherinnen und Vorsteher immer wichtiger werdende Aufgaben bei der pädagogischen und administrativen Leitung der Schule übernehmen, bleiben sie dennoch in der Erfüllung ihrer Aufgaben der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor unterstellt (Art. 58 Abs. 5). Vorbehalten bleiben eigenständige Entscheidungsbefugnisse, die ihnen das Gesetz oder das Reglement überträgt.

Die Vorsteherinnen und Vorsteher beteiligen sich an der Personalführung, namentlich an der Evaluation der Lehrpersonen (vgl. Entwurf der Verordnung über die Beurteilung des

Lehrpersonals, das der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport untersteht [LPBV]). Hier sei dennoch darauf hingewiesen, dass die Lehrpersonen direkt den Schuldirektorinnen und Schuldirektoren unterstellt bleiben.

Absatz 2: Ihre Aufgaben und Zuständigkeiten werden im Ausführungsreglement (MSR, SGF 412.0.11) und in der vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschreibung (Pflichtenheft) genauer umschrieben. Denn gemäss dem Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG, SGF 122.0.1) sind die Direktionen für die Organisation der ihnen unterstellten Verwaltungseinheiten zuständig, wobei sie sich an die vom Staatsrat genehmigten allgemeinen Regeln zu halten haben.

Absatz 3: Weil die Aufgaben der Vorsteherinnen und Vorsteher eng mit der pädagogischen Leitung der Schule verbunden sind, erscheint es sinnvoll, dass sie weiterhin einen Teil ihrer Tätigkeit dem Unterricht widmen.

Art. 61

Im Gesetz von 1991 war diese Funktion nicht aufgeführt. Heute ist die Verwalterin oder der Verwalter jedoch stark in die administrative und technische Leitung der Schule eingebunden und unterstützt die Schuldirektorin oder den Schuldirektor bei ihren administrativen Führungsaufgaben. Sie oder er ist ausserdem die oder der direkte Vorgesetzte des administrativen und des technischen Personals.

Art. 62

Absatz 1: Das administrative Personal unterstützt den Direktionsrat (Schuldirektor/in, Vorsteher/innen, Verwalter/in) bei der administrativen Leitung der Schule, namentlich in den Bereichen Einschreibung, Organisation des Schuljahres, Examen, Sekretariat, Raumverwaltung, Personalwesen, Fakturierung usw. Das technische Personal (Präparator/innen in den naturwissenschaftlichen Fächern, Bibliothekar/innen) hat Aufgaben übernommen, die zuvor von den Lehrpersonen erledigt wurden. Die Hauswartinnen und Hauswarte und Campus-Technikerinnen/Techniker (Informatik) sind anderen Direktionen unterstellt. Das Personal der Cafeterias untersteht den Verpflegungsunternehmen.

Absatz 2: Diese Bestimmung unterstreicht die wichtige Rolle der Verwalterinnen und Verwalter bei der administrativen und technischen Leitung der Schule. Aus diesem Grund macht es Sinn, dass ihnen das administrative und technische Personal unterstellt ist.

Art. 63

Absatz 1: Es besteht nur noch eine einzige Konferenz der Schulleitungen, die Konferenz der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren der Mittelschulen. Die Rektorenkonferenz

hat sich den anderen Bildungsgängen (Fachmittel- und Handelsmittelschulbildung sowie Passerelle) geöffnet, weil die Zusammenarbeit unter den Direktorinnen und Direktoren der Mittelschulen und die fächerübergreifenden Themen zunehmend an Bedeutung gewonnen haben.

Absätze 2 und 3: Auch wenn diese Konferenz hauptgewichtig der Koordination und dem Informationsaustausch unter den Schulen dient, ist ihre wichtige Rolle als Konsultationsorgan der EKSD ebenfalls herauszustreichen. Demnach konsultiert die EKSD die Mittelschuldirektorenkonferenz in wichtigen Angelegenheiten und legt die strategische und pädagogische Ausrichtung des Mittelschulunterrichts unter ihrer Mitwirkung fest. Die EKSD berücksichtigt soweit als möglich die Meinung der Konferenz in allen Entscheidungen, welche die strategische, organisatorische oder betriebliche Ausrichtung der Mittelschulen betreffen.

Absatz 4: Damit der Informationsfluss und die optimale Zusammenarbeit zwischen den Schulen und der EKSD gewährleistet sind, nimmt das Amt an den Sitzungen der Konferenz teil.

Art. 64

Absatz 1: Zweck dieser Bestimmung ist die gesetzliche Verankerung der Lehrpersonenkonferenz, die bereits an allen Mittelschulen besteht. Sie wird aus allen an einer Mittelschule tätigen Lehrpersonen gebildet, unabhängig von ihrem Dienstverhältnis oder ihrem Beschäftigungsgrad. Die Konferenz ernennt ihre Vertretungsperson für die Schulkommission (vgl. Art. 53 Abs. 2). Andere Organisations- und Geschäftsregeln können im MSR (SGF 412.0.11) festgelegt werden.

Absätze 2 und 3: Es handelt sich um ein Konsultativorgan, das sich hauptsächlich mit pädagogischen Fragen sowie mit Fragen der Schulorganisation und -infrastruktur befasst. Die Konferenz kann aber auch dem Direktionsrat Vorschläge unterbreiten sowie dem Austausch über die Funktion und Tätigkeit der Lehrpersonen dienen.

Art. 65

Die Lehrpersonen jeder Mittelschule organisieren sich in Fachschaften. Diese werden in der Regel von einer oder einem Fachverantwortlichen geleitet. Die Fachschaft ermöglicht einen fachbezogenen oder fachdidaktischen Austausch. Sie unterstützt neue Lehrpersonen beim Berufseinstieg und koordiniert die Inhalte und Anforderungen eines Fachs. Sie schlägt der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor zudem die Lehrmittel vor (Art. 19). Es können je nach Unterrichtssprache unterschiedliche Fachschaften gebildet werden.

Auf kantonaler Ebene kann dieses Gremium den Austausch an der Schnittstelle zwischen obligatorischer Schule und den Hochschulen fördern, den Weiterbildungsbedarf sowie

die Bildungsinhalte und -anforderungen koordinieren. Die Fachschaft kann auch dazu dienen, Mandate der Mittelschuldirektorenkonferenz oder des Amtes auszuführen.

Art. 66

Der Finanzierungsartikel bleibt gegenüber dem Gesetz von 1991 unverändert. Der darin enthaltene Grundsatz findet Anwendung auf alle Schulen gemäss Artikel 2 sowie auf neue Schulen und Klassen, über deren Eröffnung der Staatsrat entscheidet.

Art. 67

Absatz 1: Das jährliche Schulgeld beläuft sich gegenwärtig auf 375 Franken für Schülerinnen und Schüler, deren Eltern im Kanton Freiburg niedergelassen sind, entsprechend der Verordnung über das Schulgeld und die Einschreibegebühr an den Schulen der Sekundarstufe 2 (SGF 412.0.16). Für den Vorbereitungskurs auf die Ergänzungsprüfung «Passerelle Berufsmaturität/Fachmaturität – universitäre Hochschulen» werden 1200 Franken in Rechnung gestellt.

Absatz 2: Die Schulgelder für Schülerinnen und Schüler, deren Eltern in einem anderen Kanton oder im Ausland wohnhaft sind, werden in derselben Verordnung (Art. 4) festgelegt, wobei auf die in den interkantonalen Vereinbarungen vorgesehenen Beträge verwiesen wird (siehe Regionales Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen [RSA, SGF 416.4] und interkantonale Vereinbarung über den Schulbesuch ausserhalb des Wohnsitzkantons [Vereinbarung CIIP, SGF 410.5]).

Absatz 3: Die Einschreibegebühr beträgt gegenwärtig 100 Franken (vgl. Art. 5a der oben genannten Verordnung). Die Examsgebühr beträgt gemäss dem Beschluss über die Gebühren für die Schlussprüfungen an den Schulen der Sekundarstufe 2 (SGF 412.0.17) 250 Franken für Schülerinnen und Schüler, deren Eltern im Kanton Wohnsitz haben. Für ausserkantonale Eltern beträgt sie 600 Franken, für Eltern mit Wohnsitz im Ausland 900 Franken.

Absatz 4: Der Staatsrat hat von seiner Kompetenz zur Festlegung der Schulgelder und Gebühren im Rahmen der Verordnung über das Schulgeld und die Einschreibegebühr an den Schulen der Sekundarstufe 2 (SGF 412.0.17) sowie seines Beschlusses über die Gebühren für die Schlussprüfungen an den Schulen der Sekundarstufe 2 (SGF 412.0.17) Gebrauch gemacht.

Absatz 5: Hierzu sei darauf hingewiesen, dass gemäss dem Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG, SR 412.10) «*der Berufsmaturitätsunterricht an öffentlichen Schulen [...] unentgeltlich ist*» (Art. 25 Abs. 4) und «*für die Prüfungen zum Erwerb des eidgenössischen Fähig-*

keitszeugnisses, des eidgenössischen Berufsattests und des eidgenössischen Berufsmaturitätszeugnisses von den Kandidatinnen und Kandidaten und von den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis keine Prüfungsgebühren erhoben werden dürfen» (Art. 41 Abs. 1). Die üblichen Schulkosten (Schuldgeld, Einschreibe- und Prüfungsgebühr) werden deshalb Schülerinnen und Schülern der vollzeitlichen Handelsschule nicht verrechnet.

Art. 68

Absatz 1: Diese Bestimmung bezeichnet die von den Schülerinnen und Schülern sowie ihren Eltern zu tragenden Kosten. Es handelt sich namentlich um die Lehrmittel (Lehrbücher, Literatur, Referenzwerke usw.) sowie um das Schulmaterial (z.B. Hefte, Ordner, Kalender, Rechner, Computer), die entgegen der obligatorischen Schule nicht unentgeltlich zur Verfügung gestellt werden und die Kosten für persönliche Effekten (Bsp. Schultasche, Schreibmaterial, Sportbekleidung) und für gewisse schulische Veranstaltungen (Schulreisen, Studienreisen, kulturelle oder sportliche Aktivitäten usw.).

Absatz 2: Die Fahrkosten für den Weg zur Schule sowie die Kosten der in der Cafeteria oder bei obligatorischen oder fakultativen Veranstaltungen ausserhalb der Schule eingenommenen Mahlzeiten gehen ebenfalls zu Lasten der Schülerinnen und Schüler und ihrer Eltern.

Art. 69

Absatz 1: Der Staat kann das Schulgeld für den Besuch ausserkantonaler Mittelschulen ganz oder teilweise übernehmen, wenn besondere Umstände dies rechtfertigen, namentlich für:

- > Wohnkantonswechsel im Verlaufe der Ausbildung;
- > den Besuch eines Bildungsgangs, für den im Kanton Freiburg kein vergleichbares Angebot besteht;
- > junge Sport- und Kunsttalente, deren ausserkantonaler Schulbesuch sich nach Massgabe von Art. 16 ff. des Reglements über den Sport (SportR, SGF 460.11) rechtfertigt.

Absatz 2: Anwendbar sind namentlich das Regionale Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009, SGF 416.4) sowie die interkantonale Vereinbarung über den Schulbesuch ausserhalb des Wohnsitzkantons (Vereinbarung CIIP, SGF 410.5).

Art. 70

Absatz 1: Diese Bestimmung konkretisiert Art. 67 der Kantonsverfassung (SGF 10.1), wonach «der Staat private Bildungseinrichtungen unterstützen kann, sofern ihr Nutzen anerkannt ist» (Abs. 1) und «die Aufsicht über Schulen ausübt, welche die Grundschulbildung gewährleisten, sowie über jene, die er unterstützt» (Abs. 2). Anders als im Bereich der

obligatorischen Schule bedarf die Eröffnung einer privaten Mittelschule keiner Bewilligung der EKSD. Es reicht, wenn ihr eine solche angemeldet wird.

Absatz 2: Die Anmeldung hat zum Zweck, dass die EKSD ihre Aufsicht über die Privatschulen ausüben und ein Register über deren Bildungsangebote und die verliehenen Ausweise führen kann. Der Eintrag in dieses Register hat keinen Bewilligungscharakter und gilt auch nicht als Anerkennung der durch die Schule verliehenen Ausweise.

Art. 71

Absatz 1: Trotz Fehlens einer Bewilligungspflicht hat der Staat ein öffentliches Interesse daran, die Privatschulen in einem gewissen Masse zu beaufsichtigen, weil sich der Mittelschulunterricht teilweise an Minderjährige richtet. Da es sich jedoch um einen fakultativen Unterricht handelt, liegt es in erster Linie an den Privatschulen, für dessen Qualität zu sorgen. Der Staat hat vorrangig sicherzustellen, dass hinsichtlich des Namens und der Stellung der Privatschulen keine Verwechslungsgefahr mit öffentlichen Schulen besteht und die verliehenen Ausweise eindeutig dem besuchten Unterricht entsprechen.

Absatz 2: Diese Regelung ermöglicht der EKSD bei Privatschulen einzuschreiten, welche die öffentliche Ordnung missachten (beispielsweise aus Gesundheits-, sittlichen oder Jugendschutz-Gründen) und gegebenenfalls ihren Betrieb teilweise oder ganz zu untersagen. Einer solchen Massnahme muss in der Regel eine Verwarnung vorausgehen.

Art. 72

Die Kosten für eine Privatschulung sind selbstverständlich von den Eltern oder volljährigen Schülerinnen und Schülern zu tragen.

Art. 73

Diese Bestimmung bildet die Rechtsgrundlage für die Gewährung einer Subvention an eine Privatschule, bezeichnet die dafür zuständige Behörde, spricht den Staatsrat, und legt die Subventionskriterien und -modalitäten fest. Damit der Staat eine Privatschule finanziell unterstützen könnte, müsste diese auf Kantonsgebiet tätig sein und einen Bildungsgang anbieten, der von den öffentlichen Schulen nicht abgedeckt wird.

Gegenwärtig wird keine Privatschule vom Kanton subventioniert.

Art. 74

Dieser Artikel bleibt gegenüber dem Gesetz von 1991 unverändert und verweist auf die Spezialgesetzgebung im Bereich

der Schul- und Berufsberatung (Gesetz über die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung, SGF 413.1.1).

Art. 75

Jede Mittelschule verfügt über Lehrkräfte, die sich im Bereich der Mediation weitergebildet haben. Im Weiteren können sich Schülerinnen und Schüler, Eltern und Lehrpersonen an den psychologischen Beratungsdienst wenden. Es handelt sich um eine psychologische Dienstleistung und nicht um einen Dienst im Sinne einer Verwaltungseinheit.

Die Lehrpersonen können sich an die vom Staat als Arbeitgeber angebotene Beratungsstelle wenden, nämlich den Espace Gesundheit-Soziales des Amts für Personal und Organisation (POA).

Art. 76

Diese Bestimmung wurde teilweise aus Artikel 22 des Gesetzes von 1991 übernommen.

Da der konfessionelle Religionsunterricht an den Mittelschulen nicht mehr angeboten wird, hat man in Absprache mit den Vertretungspersonen der vom Staat anerkannten Kirchen beschlossen, die Absätze 2 und 3 von Artikel 22 des Gesetzes von 1991, die vorsehen, dass die Kirchen einen fakultativen Religionsunterricht an den Mittelschulen anbieten können, zu streichen.

Hier sei daran erinnert, dass sich das verfassungsmässige Recht, einen konfessionellen Religionsunterricht an den öffentlichen Schulen zu erteilen (64 Abs. 4 der Kantonsverfassung, SGF 10.1) nur auf die obligatorische Schule erstreckt.

Art. 77

Absatz 1: In Anbetracht der Bedeutung einer Verfügung, welche die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers betrifft oder betreffen kann, rechtfertigt sich die schriftliche Form. Der Begriff «Entscheid» ist hier restriktiv auszulegen: Die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers ist von allen Entscheiden betroffen, die in besonderem Masse oder bis zu einem gewissen Grad die Rechte und Pflichten der Schülerinnen und Schüler, ihre Schullaufbahn und allgemein ihre schulische Zukunft beeinflussen. Es handelt sich namentlich um Entscheide zur Aufnahme in eine Schule, die Nichtpromotion, Disziplinarmassnahmen, die Nichtzulassung zu Prüfungen oder der Prüfungsmisserfolg. Der Entscheid, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers betrifft oder betreffen kann, muss gemäss Artikel 66 Bst. f des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (SGF 150.1) die Rechtsmittelbelehrung enthalten, d. h. den Hinweis auf das zulässige ordentliche Rechtsmittel, die dafür zuständige Instanz und die einzuhaltende Frist.

Absatz 2: Die Schulbehörden, die einen Entscheid über eine Schülerin oder einen Schüler treffen, informieren die betroffenen Lehrpersonen.

Art. 78

Betrifft ein Entscheid eine Schülerin oder ein Schüler, ohne deren oder dessen Rechtsstellung zu beeinträchtigen (z. B. die Verweigerung eines Urlaubs oder die Verhängung einer erzieherischen Massnahme), so ist keine Einsprache möglich (vgl. den Kommentar zu Artikel 77 Abs. 1). In diesem Fall steht nur das Rechtsmittel der Elternbeschwerde (Artikel 82) offen, sofern die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllt sind. Wichtig ist, dass Einsprachen raschmöglichst behandelt werden, damit die Schülerin oder der Schüler und die Eltern baldmöglichst wissen, woran sie sich zu halten haben.

Gemäss Rechtsprechung des Bundesgerichts kann eine einzelne Noten nicht angefochten werden, ausser sie entfalte eine weitergehende Wirkung wie die Nichtbeförderung, ein Misserfolg an den Prüfungen, der Ausschluss von einer weitergehenden Ausbildung oder ein Prädikat, für das die Prüfungsordnung vorgibt, wie es zu bestimmen ist (BGE 136 I 229 E.2.6).

Art. 79

Absatz 1: Hier handelt es sich um Entscheide, welche die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren aufgrund einer Einsprache fällen oder solche, die gemäss Mittelschulgesetzgebung in ihre Kompetenz fallen (Beschwerde- oder Entscheidungskommission). Betrifft ein Entscheid eine Schülerin oder ein Schüler, ohne deren oder dessen Stellung zu beeinträchtigen (z. B. die Verweigerung eines Urlaubs oder die Verhängung einer erzieherischen Massnahme), so ist keine Beschwerde möglich. In diesem Fall steht nur das Rechtsmittel der Elternbeschwerde (Artikel 82) offen, sofern die Bedingungen dieser Bestimmung erfüllt sind.

Absatz 2: Hier ist zu beachten, dass Beschwerden im Bereich des Schulwesens gemäss Rechtsprechung des Bundes im Gegensatz zu Artikel 84 Abs. 1 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG, SGF 150.1) in der Regel keine aufschiebende Wirkung haben. Dies bedeutet, dass der angefochtene Entscheid unbeachtet dem Einreichen einer Beschwerde vollstreckbar ist, ausser die EKSD stelle die aufschiebende Wirkung wieder her.

Art. 80

Dieser Artikel stellt eine spezialgesetzliche Bestimmung zu Artikel 79 dar, der die Rechtsmittel im Falle von Entscheiden bei Abschlussprüfungen regelt. Er sieht im Besonderen eine Einsprachemöglichkeit bei der Behörde vor, die über die Ausstellung eines Ausweises entscheidet. In der Regel ist dies die Präsidentin oder der Präsident der Prüfungskommission.

Art. 81

Hier wird auf Artikel 114 Abs. 1 Bst. a des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG, SGF 150.1) verwiesen, der vorsieht, dass das Kantonsgericht als letzte kantonale Instanz Beschwerden gegen Entscheide der EKSD beurteilt. Die Beschwerdefrist beträgt 30 Tage (Art. 79 Abs. 1 VRG).

Art. 82

Absatz 1: Dieser Absatz ermöglicht es den Eltern, Aufsichtsbeschwerde gegen Versäumnisse von Lehrpersonen, von Vorsteherinnen und Vorstehern oder Schuldirektorinnen und -direktoren zu erheben, wenn keine Einsprache- oder Beschwerdemöglichkeit besteht. Der Beschwerdeweg steht jedoch nur gegen Handlungen oder Unterlassungen offen, welche die Eltern oder ihr Kind persönlich und schwerwiegend beeinträchtigen und gegen das Gesetz oder die Reglemente verstossen.

Absatz 2: Mit einer Aufsichtsbeschwerde kann die Schulbehörde gegebenenfalls veranlasst werden, Massnahmen gegen bestimmte Personen zu treffen. Die Behörde ist hingegen nicht verpflichtet, die beschwerdeführende Partei über die getroffenen Massnahmen zur informieren. Sie muss ihr aber mitteilen, ob ihre Aufsichtsbeschwerde berechtigt ist oder nicht.

Absatz 3: Kosten wie etwa Auslagen im Zusammenhang mit der Instruktion der Aufsichtsbeschwerde können der Urheberin oder dem Urheber einer leichtfertig oder missbräuchlich erhobenen Aufsichtsbeschwerde auferlegt werden.

Absatz 4: Gegen den Entscheid über die Auferlegung von Auslagen sowie die Unzulässigkeit oder Unbegründetheit der Aufsichtsbeschwerde kann bei der übergeordneten Behörde Beschwerde erhoben werden.

Absatz 5: Es obliegt dem Staatsrat, die Einzelheiten des Beschwerdeverfahrens zu regeln.

Art. 83

Fragen und Anfechtungen im Zusammenhang mit dem Dienstverhältnis des Personals der EKSD richten sich nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 84

Absatz 1: Ohne ausdrückliche Genehmigung sind die Schulräume und Schulanlagen sowie deren direkte Umgebung nicht öffentlich zugänglich. Dennoch kommt es gelegentlich vor, dass Eltern oder andere Personen unrechtmässig in das Schulareal eindringen und so den Unterricht oder den Schulbetrieb stören. Heute kann der Staat als Eigentümer der Schulgebäude eine Strafanzeige wegen Hausfriedensbruch einreichen (Art. 186 StGB). Mit dieser neuen Bestimmung, die auch andere Verhaltensweisen einschliesst, welche den

Unterricht oder den Schulbetrieb stören, können die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren direkt beim Oberamt intervenieren.

Absatz 2: Gemäss diesem Absatz wird der oberamtliche Entscheid, sobald er definitiv und rechtskräftig ist, der EKSD mitgeteilt, damit diese dann ihrerseits die betroffenen Lehrpersonen und Behörden in Kenntnis setzt.

Art. 85

Der Staatsrat ist im Bereich der Mittelschulbildung die oberste Aufsichtsbehörde. Ihm werden kraft Gesetzes bestimmte Zuständigkeiten direkt zugewiesen. Er hat zudem die Ausführungsbestimmungen zum Gesetz zu erlassen. Er kann die EKSD ermächtigen, in speziellen Bereichen selber solche Bestimmungen zu erlassen, wie zum Beispiel die Modalitäten für den Übertritt der Schülerinnen und Schüler von der Orientierungsschule in die Mittelschule oder die Durchlässigkeit zwischen den Bildungsgängen, die Richtlinien zur Zweisprachigkeit oder betreffend die Nutzung von Schulräumlichkeiten durch Dritte usw. Die Verstärkung der interkantonalen Zusammenarbeit ist eine Zielsetzung, die es im Bereich der Mittelschulen weiterzuverfolgen gilt.

Art. 86

Dieser Artikel präzisiert die Rolle der EKSD. Diese sorgt für die Qualität und fördert die Entwicklung der Mittelschulbildung, durch ein kontinuierliches und wissenschaftlich abgestütztes Monitoring. Sie legt darüber hinaus deren strategische und pädagogische Ausrichtung fest. Ein Akzent wird zudem auf die Kohärenz des Freiburger Bildungssystems als Gesamtes gelegt, wobei dem Übergang von der obligatorischen Schule sowie zu den Studien auf Tertiärstufe besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden soll (siehe auch Art. 20 und Kapitel 2.3 weiter oben).

Absatz 6 setzt voraus, dass für beide kantonale Sprachgemeinschaften ein gleichwertiges Angebot an Bildungsgängen besteht.

Absatz 8: Das Amt verfügt gegenwärtig über 4,8 VZÄ (davon 0,5 VZÄ für den psychologischen Beratungsdienst), um die in diesem Artikel genannten Aufgaben zu erfüllen. Die Fachstelle Fritic, das zuständige Kompetenzzentrum für alle Aspekte rund um den Themenbereich Medien sowie Informations- und Kommunikationstechnologien sowie für den EKSD-Teil des Projekts HAE (vgl. Kapitel 2.3.4 weiter oben), ist ebenfalls dem Amt angegliedert.

Art. 87

Damit Lehrpersonen, die ihre Unterrichtstätigkeit vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 5. Februar 2016 zur Änderung des Gesetzes über den Mittelschulunterricht (admi-

nistratives Schuljahr, ASF 2016_016, vgl. Kommentar zu Artikel 15 Abs. 1) aufgenommen haben, kein Monatsgehalt verlieren, muss sichergestellt werden, dass sie im letzten Monat ihrer Tätigkeit (August) ihren Lohn erhalten.

Art. 88

Die Unterrichtsberechtigung erstreckt sich von Gesetzes wegen auf die Lehrpersonen, die bereits im Amt sind, und ist integraler Bestandteil ihres Anstellungsvertrags.

Art. 89

Dieser Artikel hebt das Gesetz von 1991 auf, der durch das vorliegende, neue Mittelschulgesetz ersetzt wird.

Art. 90

Absatz 1: Gemäss Artikel 149 des Grossratsgesetzes (GRG, SGF 121.1) wird in diesem Absatz angegeben, welchen Arten von Referendum das Gesetz unterstellt ist. Nähere Einzelheiten dazu siehe Ziffer 5 und 9 der Botschaft.

Absatz 2: Als Datum für das Inkrafttreten ist der 1. August 2019 vorgesehen.

5. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Der vorliegende Gesetzesentwurf hat für den Staat keine finanziellen und personellen Auswirkungen.

6. Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Die Frage der Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden ist von diesem Gesetzesentwurf nicht betroffen, da der Mittelschulunterricht ausschliesslich in die Zuständigkeit des Staates fällt und die Gemeinden in keiner Weise an dessen Finanzierung beteiligt sind.

7. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung (Art. 197 GRG) wurden gemäss der kantonalen Strategie «Nachhaltige Entwicklung» mit dem Instrument Kompass 21 analysiert. Diese Evaluation basiert auf einem Vergleich zwischen der gegenwärtigen Situation und den aus der Gesetzesvorlage ausfliessenden Neuerungen. Die Revision des Mittelschulgesetzes hat Auswirkungen auf die gesellschaftlichen Ebenen und, in geringerem Masse, auch auf die wirtschaftlichen. Sie wirkt sich hingegen nicht auf die Umweltentwicklung aus. Folgende vier Aspekte sind dabei zentral:

- > Übereinstimmung der Ausbildung mit den Bedürfnissen der Schülerinnen und Schüler sowie der Gesellschaft (neue Bildungsgänge, Stärkung der zweisprachigen Ausbildungsangebote usw.).
- > Förderung der Integration und des sozialen Zusammenhalts im Rahmen der Schule.
- > Klärung der Rechte und Pflichten der Schulpartner, um eine enge und konstruktive Zusammenarbeit zu gewährleisten.
- > Stärkung der Führungsstrukturen, um eine ständige Verbesserung der Schule und des Unterrichts zu ermöglichen.

All diese Massnahmen verfolgen ein grundlegendes Ziel, das eng mit dem wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Wohlergehen verflochten ist: Jede und jeder soll die Möglichkeiten haben, einen Platz in der Gesellschaft zu finden und sich ins Berufsleben zu integrieren.

8. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht (Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit des Entwurfs)

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit der Kantonsverfassung, dem Bundesrecht und dem europäischen Recht.

9. Unterstellung unter das Gesetzes- oder Finanzreferendum

Das Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Loi

du

sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les dispositions relatives aux écoles de commerce et à la maturité professionnelle contenues dans la législation fédérale sur la formation professionnelle;

Vu l'ordonnance du 15 février 1995 du Conseil fédéral sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM);

Vu le règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale;

Vu les articles 65 al. 1, 66 et 67 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message 2017-DICS-6 du Conseil d'Etat du 4 septembre 2018;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Champ d'application

¹ La présente loi s'applique à l'enseignement secondaire supérieur dispensé dans les écoles publiques dépendant de la Direction chargée de l'instruction publique (ci-après: la Direction).

² L'enseignement secondaire supérieur fait suite en principe à l'enseignement de base obligatoire et comprend:

Gesetz

vom

über den Mittelschulunterricht (MSG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Bestimmungen der Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung, welche die Handelsmittelschulen und die Berufsmaturität betreffen;

gestützt auf die Verordnung des schweizerischen Bundesrates vom 15. Januar 1995 über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen;

gestützt auf das Reglement vom 12. Juni 2003 der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) über die Anerkennung der Abschlüsse von Fachmittelschulen;

gestützt auf die Artikel 65 Abs. 1, 66 und 67 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft 2017-DICS-6 des Staatsrats vom 4. September 2018;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz gilt für den Mittelschulunterricht, der an den öffentlichen Schulen, die der für Erziehung zuständigen Direktion (die Direktion) unterstehen, erteilt wird.

² Der Mittelschulunterricht schliesst grundsätzlich an den obligatorischen Grundschulunterricht an und umfasst:

- a) la formation gymnasiale;
- b) la formation commerciale en école à plein temps;
- c) la formation en école de culture générale;
- d) des filières de formation spéciales préparant à l'entrée dans certaines hautes écoles.

³ La création et le fonctionnement du Gymnase intercantonal de la Broye sont régis par la législation spéciale.

⁴ La présente loi règle en outre la surveillance de l'enseignement secondaire supérieur privé.

Art. 2 Ecoles publiques du degré secondaire supérieur

¹ Les écoles publiques cantonales du degré secondaire supérieur dépendant de la Direction sont:

- a) le Collège Saint-Michel, à Fribourg;
- b) le Collège Sainte-Croix, à Fribourg;
- c) le Collège de Gambach, à Fribourg;
- d) le Collège du Sud, à Bulle;
- e) l'Ecole de culture générale de Fribourg.

² Le Conseil d'Etat peut ouvrir d'autres écoles, ou des classes dans d'autres écoles, lorsque les circonstances le justifient. Il peut également les fermer.

Art. 3 Objet

La présente loi a pour objet:

- a) l'orientation et les buts de l'enseignement du degré secondaire supérieur;
- b) la structure de l'enseignement et le fonctionnement général de l'école;
- c) les droits et les obligations des élèves et de leurs parents;
- d) la fonction et le statut du corps enseignant;
- e) l'organisation des écoles;
- f) l'organisation et les tâches des autorités scolaires;
- g) le financement des écoles;
- h) la surveillance de l'enseignement privé;
- i) les services de conseil;

- a) la formation commerciale en école à plein temps;
- b) la formation en école de culture générale;
- c) des filières de formation spéciales préparant à l'entrée dans certaines hautes écoles.

³ Die Schaffung und der Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye werden in einer Spezialgesetzgebung geregelt.

⁴ In diesem Gesetz wird ausserdem die Aufsicht über den privaten Mittelschulunterricht geregelt.

Art. 2 Öffentliche Mittelschulen

¹ Die kantonalen öffentlichen Mittelschulen, die der Direktion unterstehen, sind:

- a) das Kollegium Sankt Michael in Freiburg;
- b) das Kollegium Heilig Kreuz in Freiburg;
- c) das Kollegium Gambach in Freiburg;
- d) das Kollegium des Südens in Bulle;
- e) die Fachmittelschule Freiburg.

² Der Staatsrat kann, wenn es die Umstände rechtfertigen, weitere Schulen oder Klassen in anderen Schulen eröffnen oder bestehende aufheben.

Art. 3 Gegenstand

Dieses Gesetz hat zum Gegenstand:

- a) die Ausrichtung und die Ziele des Mittelschulunterrichts;
- b) die Gliederung des Unterrichts und den allgemeinen Schulbetrieb;
- c) die Rechte und Pflichten der Schülerinnen und Schüler und ihrer Eltern;
- d) die Funktion und das Dienstverhältnis der Lehrpersonen;
- e) die Organisation der Schulen;
- f) die Organisation und die Aufgaben der Schulbehörden;
- g) die Finanzierung der Schulen;
- h) die Aufsicht über den privaten Unterricht;
- i) die Beratungsdienste;

- j) les voies de droit;
- k) le rôle des autorités scolaires cantonales.

Art. 4 Rôle de l'école et orientation de l'enseignement

¹ L'école du degré secondaire supérieur assure la formation des élèves et seconde les parents dans leur responsabilité éducative. Elle tient compte de l'aptitude croissante des élèves à assumer des responsabilités.

² Ancrée dans une tradition chrétienne et humaniste, l'école du degré secondaire supérieur est fondée sur le respect des droits fondamentaux et sur le principe de réciprocité entre droits et devoirs.

³ L'école amène les élèves à connaître notre pays dans sa diversité culturelle et dans la compréhension mutuelle, ainsi qu'à s'ouvrir sur l'ensemble de la communauté humaine, à la lumière des valeurs et des principes sur lesquels l'enseignement est fondé.

⁴ L'école du degré secondaire supérieur respecte la neutralité confessionnelle et politique.

Art. 5 Buts de l'enseignement

L'enseignement secondaire supérieur contribue à:

- a) donner aux élèves une culture générale vaste et approfondie;
- b) promouvoir la maturité et l'ouverture d'esprit, l'indépendance de jugement et l'épanouissement de la personnalité;
- c) développer leurs facultés intellectuelles et sociales, leur volonté, leur sensibilité, leur créativité et leurs aptitudes physiques;
- d) renforcer leur capacité d'engagement et leur sens des responsabilités envers eux-mêmes, autrui, la société, l'environnement et les générations futures;
- e) selon le type d'enseignement, à les préparer aux études tertiaires, à leur donner une formation professionnelle ou à approfondir leur formation générale.

Art. 6 Langue de l'enseignement

¹ Une offre de formation équivalente pour les deux communautés linguistiques du canton est garantie.

- j) die Rechtsmittel;
- k) die Rolle der kantonalen Schulbehörden.

Art. 4 Aufgabe der Schule und Ausrichtung des Unterrichts

¹ Die Mittelschule gewährleistet die Bildung der Schülerinnen und Schüler und unterstützt die Eltern in ihrer Erziehungsverantwortung. Sie berücksichtigt die zunehmende Fähigkeit der Schülerinnen und Schüler, Eigenverantwortung zu übernehmen.

² Die Mittelschule ist in der christlichen und humanistischen Tradition verankert und beruht auf der Achtung der Grundrechte sowie auf dem Grundsatz der Wechselseitigkeit von Rechten und Pflichten.

³ Die Schule trägt dazu bei, dass die Schülerinnen und Schüler unser Land in seiner kulturellen Vielfalt kennenlernen und dass sie im Lichte der Werte und Grundsätze, auf denen der Unterricht beruht, gegenseitiges Verständnis sowie eine offene Geisteshaltung gegenüber der menschlichen Gemeinschaft als Ganzem entwickeln.

⁴ Die Mittelschule achtet die konfessionelle und politische Neutralität.

Art. 5 Ziele des Unterrichts

Der Mittelschulunterricht trägt dazu bei:

- a) den Schülerinnen und Schülern eine breite und vertiefte Allgemeinbildung zu vermitteln;
- b) ihre geistige Reife und Offenheit, ihr eigenständiges Urteilsvermögen und ihre Persönlichkeit zu entfalten;
- c) ihre intellektuellen und sozialen Kompetenzen, ihren Willen, ihr Empfindungsvermögen, ihre Kreativität und ihre physischen Fähigkeiten zu fördern;
- d) ihr Engagement und ihr Verantwortungsbewusstsein gegenüber sich selbst, ihren Mitmenschen, der Gesellschaft, der Umwelt und den künftigen Generationen zu stärken;
- e) sie je nach Art des Unterrichts auf Bildungsgänge der Tertiärstufe vorzubereiten, beruflich auszubilden oder ihre allgemeine Ausbildung zu vertiefen.

Art. 6 Unterrichtssprache

¹ Für die beiden Sprachgemeinschaften des Kantons wird ein gleichwertiges Ausbildungsangebot gewährleistet.

² L'enseignement est donné dans chaque école dans les deux langues officielles du canton. Au Collège du Sud, l'enseignement est donné en principe en langue française.

³ L'accent est mis sur l'étude de la langue d'enseignement et de la culture qui lui est associée.

⁴ Dans le cas d'ouverture d'écoles ou de classes (art. 2 al. 2), le Conseil d'Etat détermine la langue de l'enseignement.

Art. 7 Promotion du bilinguisme

¹ Afin de promouvoir le bilinguisme et la connaissance de la culture de l'autre communauté linguistique du canton, les écoles du degré secondaire supérieur proposent en particulier des formes spéciales d'enseignement, instaurent des classes bilingues et participent à des programmes d'échanges.

² La Direction élabore des dispositions relatives aux offres d'enseignement ainsi qu'aux conditions d'admission et d'octroi d'un certificat d'études bilingue.

Art. 8 Formation des adultes

Les écoles du degré secondaire supérieur peuvent, sur décision du Conseil d'Etat, proposer des formations pour adultes, dans la mesure où l'accomplissement de leurs tâches le permet.

Art. 9 Collaboration

La Direction favorise la collaboration et la coordination entre les écoles du degré secondaire supérieur et avec les instituts de formation œuvrant en amont et en aval.

CHAPITRE 2

Voies de formation

Art. 10 Formation gymnasiale

¹ La formation gymnasiale a pour but d'offrir une formation générale approfondie préparant aux études tertiaires, notamment universitaires.

² La formation gymnasiale a lieu dans les collèges cantonaux et conduit au certificat de maturité gymnasiale.

³ Le Conseil d'Etat règle la formation gymnasiale.

² Die Ausbildung wird an jeder Schule in den beiden offiziellen Sprachen des Kantons angeboten. Am Kollegium des Südens wird der Unterricht grundsätzlich in französischer Sprache erteilt.

³ Das Schwergewicht liegt auf dem Studium der Unterrichtssprache und der zugehörigen Kultur.

⁴ Bei einer Schul- oder Klasseneröffnung (Art. 2 Abs. 2) bestimmt der Staatsrat die Unterrichtssprache.

Art. 7 Förderung der Zweisprachigkeit

¹ Um die Zweisprachigkeit zu fördern und die Kenntnisse der Kultur der anderen Sprachgemeinschaft im Kanton zu vertiefen, bieten die Mittelschulen namentlich besondere Unterrichtsformen an, führen zweisprachige Klassen und beteiligen sich an Austauschprogrammen.

² Die Direktion erlässt Bestimmungen über die Unterrichtsangebote, die Zulassungsbedingungen und die Voraussetzungen für die Verleihung zweisprachiger Mittelschulabschüsse.

Art. 8 Erwachsenenbildung

Die öffentlichen Mittelschulen können, soweit es die Erfüllung ihrer Aufgaben zulässt, auf Beschluss des Staatsrats Bildungsangebote für Erwachsene anbieten.

Art. 9 Zusammenarbeit

Die Direktion fördert die Zusammenarbeit und die Koordination unter den Mittelschulen sowie mit den vor- und nachgängigen Bildungseinrichtungen.

2. KAPITEL

Ausbildungsgänge

Art. 10 Gymnasialbildung

¹ Die Gymnasialbildung hat zum Ziel, den Schülerinnen und Schülern eine vertiefte allgemeine Ausbildung zu vermitteln, die auf tertiäre, namentlich universitäre Studien vorbereitet.

² Die Gymnasialbildung erfolgt an den kantonalen Kollegien und führt zur Erlangung des Maturitätsausweises.

³ Der Staatsrat regelt die Gymnasialbildung.

Art. 11 Formation commerciale en école à plein temps

¹ La formation commerciale en école à plein temps a pour but d'offrir une formation professionnelle commerciale et de préparer aux études tertiaires dans ce domaine.

² Moyennant notamment l'accomplissement d'un stage de longue durée, elle conduit au certificat fédéral de capacité et au certificat fédéral de maturité professionnelle, au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle.

³ Le Conseil d'Etat détermine les écoles du degré secondaire supérieur où se font ces études et règle la formation commerciale en école à plein temps.

Art. 12 Formation en école de culture générale

¹ La formation en école de culture générale a pour but de préparer à une formation dans une école supérieure, dans une haute école spécialisée ou dans une haute école pédagogique.

² Cette formation conduit au certificat de culture générale ainsi qu'au certificat de maturité spécialisée.

³ Le Conseil d'Etat détermine les sites des écoles de culture générale ainsi que les domaines professionnels dans lesquels un certificat de culture générale ou un certificat de maturité spécialisée peuvent être proposés et règle la formation en école de culture générale.

Art. 13 Voies de formation complémentaire

¹ Le Conseil d'Etat peut, au besoin, organiser des voies de formation complémentaire, notamment pour l'accès aux hautes écoles.

² Il règle ces voies de formation.

Art. 14 Durée des voies de formation

¹ La formation gymnasiale dure quatre ans.

² Le Conseil d'Etat détermine la durée des études des autres voies de formation.

³ La durée d'une voie de formation peut être raccourcie ou prolongée de manière individuelle pour des élèves ayant des aptitudes ou des besoins particuliers.

Art. 11 Vollzeitliche Handelsschulbildung

¹ Die vollzeitliche Handelsschulbildung hat zum Ziel, eine kaufmännische Berufsausbildung zu vermitteln und auf Bildungsgänge der Tertiärstufe in diesem Studienbereich vorzubereiten.

² Sie führt, insbesondere durch das Absolvieren eines Langzeitpraktikums, zur Erlangung des eidgenössischen Fähigkeitszeugnisses und der kaufmännischen Berufsmaturität im Sinne des Bundesgesetzes über die Berufsbildung.

³ Der Staatsrat bestimmt die Mittelschulen, die diesen Ausbildungsgang anbieten und regelt die vollzeitliche Handelsschulbildung.

Art. 12 Fachmittelschulbildung

¹ Die Fachmittelschulbildung hat zum Ziel, die Schülerinnen und Schüler auf eine höhere berufliche Fachausbildung oder auf ein Studium an einer Fachhochschule oder einer pädagogischen Hochschule vorzubereiten.

² Der Bildungsgang führt zur Erlangung des Fachmittelschulausweises und zur Fachmaturität.

³ Der Staatsrat bestimmt die Standorte der Fachmittelschulen und die Berufsfelder, in denen ein Fachmittelschulausweis oder eine Fachmaturität angeboten werden, und regelt die Fachmittelschulbildung.

Art. 13 Zusätzliche Bildungsgänge

¹ Bei Bedarf kann der Staatsrat zusätzliche Bildungsgänge schaffen, namentlich im Hinblick auf den Zugang zu den Hochschulen.

² Er regelt diese Bildungsgänge.

Art. 14 Dauer der Bildungsgänge

¹ Die Gymnasialbildung dauert vier Jahre.

² Der Staatsrat legt die Studiendauer für jeden Bildungsgang fest.

³ Für Schülerinnen und Schüler mit besonderen Fähigkeiten oder Bedürfnissen kann die ordentliche Studiendauer verkürzt oder verlängert werden.

CHAPITRE 3

Fonctionnement général de l'école

Art. 15 Année scolaire

- ¹ L'année scolaire administrative commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet.
- ² L'année scolaire comprend deux semestres totalisant au moins 37 semaines, mais 180 jours de classe au minimum.
- ³ La rentrée des classes a lieu entre le 15 août et le 15 septembre.
- ⁴ La Direction établit le calendrier scolaire.

Art. 16 Jours de congé, congés spéciaux et absences

- ¹ Les élèves ont congé le samedi, le dimanche et les jours légalement fériés.
- ² Lorsque des circonstances spéciales le justifient, des élèves et des membres du corps enseignant peuvent être exceptionnellement appelés en classe le samedi.
- ³ Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur l'octroi de congés spéciaux aux écoles, à des classes ou à des élèves ainsi que sur le régime des absences.

Art. 17 Plans d'études

- ¹ La Direction édicte les plans d'études et fixe le nombre de leçons hebdomadaires attribué à chaque branche d'enseignement; pour ce faire, elle se fonde sur les prescriptions fédérales et intercantionales ainsi que sur les recommandations de la conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur et sur celles des conférences de branche.
- ² Les plans d'études sont publiés.

Art. 18 Examens finals

- ¹ Le Conseil d'Etat fixe les conditions d'obtention des certificats des écoles du degré secondaire supérieur et règle l'organisation des examens finals ainsi que les conditions de répétition.
- ² La Direction règle les modalités de l'exécution des examens.

Art. 19 Moyens d'enseignement

- ¹ Le directeur ou la directrice spécifie, sur la proposition des conférences de branche, les moyens d'enseignement autorisés.

3. KAPITEL

Allgemeiner Schulbetrieb

Art. 15 Schuljahr

- ¹ Das administrative Schuljahr beginnt am 1. August und endet am 31. Juli.
- ² Das Schuljahr umfasst zwei Semester mit insgesamt mindestens 37 Wochen und wenigstens 180 Schultagen.
- ³ Der Unterricht beginnt zwischen dem 15. August und dem 15. September.
- ⁴ Die Direktion erstellt den Schulkalender.

Art. 16 Schulfreie Tage, Sonderurlaube und Absenzen

- ¹ Die Schülerinnen und Schüler haben am Samstag, am Sonntag und an den gesetzlichen Feiertagen schulfrei.
- ² Wenn besondere Umstände es rechtfertigen, können Schülerinnen und Schüler sowie Lehrpersonen ausnahmsweise auch am Samstag aufgebeten werden.
- ³ Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über die Gewährung von Sonderurlauben für Mittelschulen, Klassen oder Schülerinnen und Schüler sowie zum Absenzenwesen.

Art. 17 Lehrpläne

- ¹ Die Direktion erlässt die Lehrpläne und setzt die Anzahl der wöchentlichen Lektionen für jedes Unterrichtsfach fest. Dazu orientiert sie sich an den eidgenössischen und den interkantonalen Vorgaben sowie an den Empfehlungen der Mittelschuldirektorenkonferenz und denjenigen der Fachschaften.
- ² Die Lehrpläne werden veröffentlicht.

Art. 18 Abschlussprüfungen

- ¹ Der Staatsrat legt die Voraussetzungen für die Erlangung der Mittelschul- ausweise fest und regelt die Organisation der Abschlussprüfungen sowie die Bedingungen für deren Wiederholung.
- ² Die Direktion bestimmt die Einzelheiten der Durchführung der Prüfungen.

Art. 19 Lehrmittel

- ¹ Die Schuldirektorin oder der Schuldirektor bezeichnet auf Vorschlag der Fachschaften die zugelassenen Lehrmittel.

² Exceptionnellement, le service compétent pour le degré secondaire supérieur (ci-après: le Service) peut, en collaboration avec la conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur, déterminer pour certaines branches des moyens d'enseignement.

Art. 20 Maintien et développement de la qualité

Les écoles du degré secondaire supérieur mettent en œuvre des mesures pour le maintien et le développement de la qualité sur la base d'un concept défini par la Direction.

Art. 21 Projets de développement de l'école

¹ Afin de maintenir et développer la qualité des écoles du degré secondaire supérieur et de répondre à l'évolution de la société, la Direction peut autoriser ou mettre en œuvre des projets pédagogiques destinés notamment à expérimenter des moyens d'enseignement, des méthodes ou des structures scolaires.

² Le projet doit être limité dans le temps, suivi et évalué.

³ Lorsqu'un projet déroge à des dispositions réglementaires, l'autorisation préalable du Conseil d'Etat est requise. Celui-ci en détermine alors le but, le contenu, le champ d'application, la durée ainsi que les modalités d'évaluation.

Art. 22 Recherches et enquêtes scientifiques

A des fins de recherches ou d'enquêtes scientifiques, la Direction peut autoriser l'accès à des élèves, des enseignants ou enseignantes, des classes ou des écoles:

- a) à condition que les objectifs soient compatibles avec les intérêts de l'école et que l'enseignement n'en soit pas perturbé;
- b) et à condition que le respect de la sphère privée de chacun et chacune soit garanti.

Art. 23 Effectif des classes

Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur l'effectif des classes.

Art. 24 Bibliothèque et médiathèque scolaire

Chaque école du degré secondaire supérieur gère une bibliothèque et médiathèque scolaire.

² Ausnahmsweise kann das Amt, das für die Sekundarstufe 2 zuständig ist (das Amt) in Zusammenarbeit mit der Mittelschuldirektorenkonferenz für einzelne Fächer die Lehrmittel bestimmen.

Art. 20 Qualitätssicherung und -entwicklung

Die Mittelschulen setzen auf der Grundlage eines von der Direktion erarbeiteten Konzepts Massnahmen zur Qualitätssicherung und -entwicklung um.

Art. 21 Projekte zur Schulentwicklung

¹ Um die Qualität der Mittelschulen zu gewährleisten und weiterzuentwickeln und um mit der gesellschaftlichen Entwicklung Schritt zu halten, kann die Direktion pädagogische Projekte bewilligen oder durchführen, die unter anderem dazu dienen, neue Lehrmittel, Unterrichtsmethoden oder Schulstrukturen zu erproben.

² Ein Projekt muss zeitlich befristet sein und zudem begleitet und evaluiert werden.

³ Weicht ein Projekt von reglementarischen Bestimmungen ab, so muss es vorgängig vom Staatsrat bewilligt werden. Er legt in der Folge die Zielsetzung, den Inhalt, den Geltungsbereich, die Dauer und die Evaluationsmodalitäten fest.

Art. 22 Wissenschaftliche Studien und Umfragen

Zu Forschungszwecken oder zur Durchführung von wissenschaftlichen Umfragen kann die Direktion den Zugang zu Schülerinnen und Schülern, Lehrpersonen, Klassen oder Schulen erlauben:

- a) wenn die Ziele mit den Interessen der Schule vereinbar sind und der Unterricht dadurch nicht gestört wird;
- b) und sofern die Privatsphäre der einzelnen Personen gewährleistet wird.

Art. 23 Klassenbestände

Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über die Klassenbestände.

Art. 24 Schulbibliothek und -mediathek

Jede Mittelschule führt eine Schulbibliothek und -mediathek.

Art. 25 Réfectoires et offre de restauration

¹ Chaque école du degré secondaire supérieur met à disposition un réfectoire où les élèves peuvent se restaurer.

² Une école peut, au besoin et sur décision du Conseil d'Etat, disposer d'une mensa.

Art. 26 Utilisation des locaux scolaires par des tiers

¹ L'utilisation des locaux scolaires par des tiers peut être autorisée lorsque le fonctionnement ordinaire de l'école n'en est pas entravé.

² Le directeur ou la directrice est compétent-e pour délivrer l'autorisation.

³ La Direction règle les conditions et les taxes d'utilisation.

Art. 27 Règlement d'école

¹ Chaque école se dote d'un règlement interne contenant les prescriptions complémentaires relatives au fonctionnement de l'école et à l'ordre intérieur.

² Le règlement d'école est adopté par le directeur ou la directrice, sur le préavis de la commission d'école. Il est soumis à l'approbation de la Direction.

CHAPITRE 4

Parents et élèves

1. Parents

Art. 28 Définition

Sont considérées comme parents au sens de la présente loi les personnes qui exercent, conformément aux dispositions du Code civil suisse, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un ou d'une élève.

Art. 29 Collaboration entre les parents et l'école

a) En général

¹ Les parents d'élèves mineurs et les écoles du degré secondaire supérieur collaborent selon leurs responsabilités respectives à l'éducation et à la formation des élèves. Ils sont tenus de s'informer mutuellement.

Art. 25 Verpflegungsräume und -angebote

¹ Jede Mittelschule stellt den Schülerinnen und Schüler einen Raum zur Selbstverpflegung zur Verfügung.

² Eine Mittelschule kann bei Bedarf und auf Beschluss des Staatsrats eine Mensa anbieten .

Art. 26 Benützung der Schulräumlichkeiten durch Dritte

¹ Die Benützung der Schulräumlichkeiten durch Dritte kann bewilligt werden, sofern der ordentliche Schulbetrieb dadurch nicht beeinträchtigt wird.

² Die Schuldirektorin oder der Schuldirektor ist zuständig für die Erteilung der Bewilligung.

³ Die Direktion regelt die Nutzungsbedingungen und legt die Benützungsgebühren fest.

Art. 27 Schulordnung

¹ Jede Schule erlässt eine interne Schulordnung, die ergänzende Vorschriften über den Schulbetrieb und die Hausordnung enthält.

² Die Schulordnung wird nach Stellungnahme der Schulkommission von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor genehmigt. Sie bedarf zudem der Genehmigung durch die Direktion.

4. KAPITEL

Eltern, Schülerinnen und Schüler

1. Eltern

Art. 28 Begriff

Als Eltern im Sinne dieses Gesetzes gelten Personen, die gemäss Schweizerischem Zivilgesetzbuch unmittelbar oder als Vertreter die elterliche Sorge über eine Schülerin oder einen Schüler ausüben.

Art. 29 Zusammenarbeit zwischen Eltern und Schule

a) Im Allgemeinen

¹ Eltern Minderjähriger und Mittelschulen arbeiten gemäss ihren jeweiligen Verantwortlichkeiten bei der Bildung und der Erziehung der Schülerinnen und Schüler zusammen. Sie sind zur gegenseitigen Information verpflichtet.

² Les parents d'élèves majeurs sont informés de manière appropriée sur le développement scolaire de leur enfant, à moins que l'élève en question ne s'y oppose par écrit.

³ Les parents sont représentés dans la commission d'école.

⁴ La Direction favorise la collaboration entre les parents et l'école et peut édicter des directives à ce sujet.

Art. 30 b) Associations de parents

¹ Les associations de parents reconnues par la Direction sont consultées par cette dernière sur les projets de lois ou de règlements qui présentent un intérêt particulier pour les parents.

² Les associations de parents d'élèves sont informées, par le directeur ou la directrice, sur la marche générale de l'établissement.

2. Elèves

Art. 31 Admission
a) En général

¹ Les élèves domiciliés dans le canton peuvent être admis dans une école du degré secondaire supérieur s'ils ont les connaissances et les aptitudes nécessaires pour suivre la formation choisie.

² Les élèves non domiciliés dans le canton, qui remplissent ces mêmes conditions, peuvent être admis si la capacité d'accueil des écoles concernées le permet. Sont réservés les accords intercantonaux.

³ Le Conseil d'Etat peut fixer un âge limite pour l'admission.

⁴ La Direction fixe les conditions d'admission aux écoles du degré secondaire supérieur.

Art. 32 b) Perméabilité

¹ La perméabilité entre les voies de formation est facilitée, notamment durant les deux premières années.

² La Direction édicte des dispositions régissant les conditions et les modalités de passage entre les voies de formation.

² Eltern volljähriger Schülerinnen und Schüler werden über die schulische Entwicklung ihres Kindes angemessen informiert, ausser die betroffene Schülerin oder der betroffene Schüler verweigert dies schriftlich.

³ Die Eltern sind in der Schulkommission vertreten.

⁴ Die Direktion fördert die Zusammenarbeit zwischen Eltern und Schule und kann diesbezügliche Richtlinien erlassen.

Art. 30 b) Elternvereinigungen

¹ Die von der Direktion anerkannten Elternvereinigungen werden von dieser zu den Gesetzes- oder Reglementsentwürfen, die für die Eltern von besonderem Interesse sind, angehört.

² Die Elternvereinigungen werden von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor über den allgemeinen Gang der Schule informiert.

2. Schülerinnen und Schüler

Art. 31 Aufnahme
a) Im Allgemeinen

¹ Im Kanton wohnhafte Schülerinnen und Schüler können in eine Mittelschule aufgenommen werden, wenn sie über die nötigen Kenntnisse und Fähigkeiten verfügen, um dem gewählten Bildungsgang zu folgen.

² Schülerinnen und Schüler, die nicht im Kanton wohnhaft sind und welche die gleichen Voraussetzungen erfüllen, können aufgenommen werden, sofern die Aufnahmekapazität der betreffenden Schulen dies zulässt. Vorbehalten bleiben die interkantonalen Vereinbarungen.

³ Der Staatsrat kann eine Altersobergrenze für die Aufnahme festlegen.

⁴ Die Direktion legt die Aufnahmebedingungen für die Mittelschulen fest.

Art. 32 b) Durchlässigkeit

¹ Die Durchlässigkeit zwischen den Bildungsgängen wird namentlich in den beiden ersten Jahren erleichtert.

² Die Direktion erlässt Bestimmungen über die Bedingungen und Modalitäten für den Wechsel von einem Bildungsgang zu einem anderen.

Art. 33 c) Réadmission après exclusion

L'élève exclu-e d'une école du degré secondaire supérieur peut être admis-e dans une autre école de ce degré, sauf si l'intérêt de celle-ci s'y oppose.

Art. 34 d) Examen d'admission

¹ Les conditions d'admission peuvent prévoir un examen.

² L'élève admissible passe un examen si la formation préalable acquise dans un autre canton, dans un autre pays ou dans une école privée n'est pas considérée comme équivalente.

³ La Direction édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 35 e) Restrictions en matière d'admission

¹ Lorsque la demande pour certaines filières de formation est plus grande que la disponibilité des places de formation, l'admission peut exceptionnellement faire l'objet de restrictions.

² Sur la proposition de la Direction, le Conseil d'Etat édicte des restrictions en matière d'admission et fixe les critères de sélection.

Art. 36 Droits des élèves

¹ Chaque élève a droit au respect de sa personnalité. Aucun ni aucune élève ne doit subir de discrimination.

² Dans toutes les décisions importantes qui le ou la concernent directement, l'avis de l'élève est requis.

³ Les élèves, à titre individuel ou collectif, ont le droit de formuler une demande ou de faire une proposition au conseil de direction.

⁴ Ils participent au développement de la qualité et aux projets relatifs à l'évolution de l'école.

⁵ Avec le soutien de l'école, ils peuvent former un conseil d'élèves, dont les relations avec le conseil de direction doivent être réglées dans des statuts. Les statuts doivent recevoir l'approbation de la commission d'école, sur le préavis du conseil de direction.

Art. 33 c) Wiederaufnahme nach Ausschluss

Eine oder ein von einer Mittelschule ausgeschlossene Schülerin oder ausgeschlossener Schüler kann in eine andere Mittelschule aufgenommen werden, sofern dies den Interessen dieser Schule nicht zuwiderläuft.

Art. 34 d) Aufnahmeprüfung

¹ in den Aufnahmebedingungen kann eine Prüfung vorgesehen werden.

² Die Schülerin oder der Schüler legt eine Prüfung ab, wenn ihre oder seine in einem anderen Kanton, Land oder an einer Privatschule erlangte Vorbildung nicht als gleichwertig anerkannt wird.

³ Die Direktion erlässt die erforderlichen Ausführungsbestimmungen.

Art. 35 e) Zulassungsbeschränkungen

¹ Wenn die Nachfrage für bestimmte Bildungsgänge die Verfügbarkeit der Ausbildungsplätze überschreitet, kann die Zulassung ausnahmsweise beschränkt werden.

² Auf Antrag der Direktion erlässt der Staatsrat die Zulassungsbeschränkungen und legt die Selektionskriterien fest.

Art. 36 Rechte der Schülerinnen und Schüler

¹ Alle Schülerinnen und Schüler haben ein Recht auf Achtung ihrer Persönlichkeit. Keine Schülerin und kein Schüler darf diskriminiert werden.

² Bei allen wichtigen Entscheidungen, die eine Schülerin oder einen Schüler direkt betreffen, wird sie oder er angehört.

³ Schülerinnen und Schüler haben das Recht, dem Direktionsrat allein oder gemeinsam mit einer Schülergruppe eine Anfrage oder einen Vorschlag zu unterbreiten.

⁴ Sie nehmen an der Qualitätsentwicklung und an den Projekten zur Schulentwicklung teil.

⁵ Mit der Unterstützung der Schule können sie einen Schülerrat bilden, dessen Beziehung zum Direktionsrat in Statuten geregelt wird. Die Statuten müssen von der Schulkommission, nach Stellungnahme des Direktionsrats, genehmigt werden.

Art. 37 Obligations des élèves

¹ Les élèves sont tenus de fréquenter les cours obligatoires et les cours facultatifs qu'ils ont choisis ainsi que les manifestations scolaires déclarées obligatoires par le directeur ou la directrice.

² Ils ont la responsabilité de mettre tout en œuvre pour assurer leur succès scolaire et leur développement personnel.

³ Ils doivent respecter les prescriptions du règlement de l'école et se conformer aux instructions que le personnel de l'école et les autorités scolaires leur donnent.

⁴ Ils font preuve de savoir-vivre et de respect tant envers le corps enseignant, le personnel de l'école et les autorités scolaires qu'envers leurs camarades.

Art. 38 Mesures d'encouragement et de soutien

¹ Les écoles du degré secondaire supérieur soutiennent les élèves présentant des aptitudes ou des besoins particuliers par des mesures pédagogiques appropriées, individuelles ou collectives ou par une organisation particulière de l'enseignement ou des examens.

² Les membres du conseil de direction collaborent avec les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte si le développement d'un ou d'une jeune paraît menacé.

³ Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur les mesures d'encouragement et de soutien, la compétence et la procédure d'octroi.

Art. 39 Evaluation

¹ Le travail scolaire fait l'objet d'une évaluation régulière et transparente, qui est communiquée à l'élève.

² A la fin du semestre et de l'année scolaire, les prestations des élèves sont évaluées dans un bulletin au moyen de notes.

³ La Direction édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 40 Promotion et répétition

¹ La promotion d'un ou d'une élève dépend de ses résultats scolaires.

² Le Conseil d'Etat édicte des dispositions réglant les conditions et la procédure de promotion.

Art. 37 Pflichten der Schülerinnen und Schüler

¹ Die Schülerinnen und Schüler sind zum Besuch der obligatorischen und der von ihnen gewählten Freifächer sowie der von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor als obligatorisch erklärten Schulanlässe verpflichtet.

² Sie setzen sich nach Kräften für ihren schulischen Erfolg und ihre persönliche Entwicklung ein.

³ Sie beachten die Vorschriften der Schulordnung und befolgen die Anordnungen des Schulpersonals und der Schulbehörden.

⁴ Sie begegnen den Lehrpersonen, dem Schulpersonal und den Schulbehörden sowie ihren Mitschülerinnen und Mitschülern mit Anstand und Respekt.

Art. 38 Förder- und Unterstützungsmassnahmen

¹ Die Mittelschulen unterstützen Schülerinnen und Schüler mit besonderen Fähigkeiten oder Bedürfnissen mit geeigneten pädagogischen Massnahmen individueller und kollektiver Natur oder mit einer angepassten Unterrichts- oder Prüfungsorganisation.

² Die Mitglieder des Direktionsrats arbeiten mit den Erwachsenen- und Kinderschutzbehörden zusammen, wenn die Entwicklung einer oder eines Jugendlichen gefährdet scheint.

³ Der Staatsrat erlässt Vorschriften über die Förder- und Unterstützungsmassnahmen sowie die Zuständigkeit und das Verfahren für die Gewährung solcher Massnahmen.

Art. 39 Beurteilung

¹ Die Schularbeit ist Gegenstand einer regelmässigen und nachvollziehbaren Beurteilung, die der Schülerin oder dem Schüler mitgeteilt wird.

² Die Leistungen der Schülerinnen und Schüler werden jeweils am Ende des Semesters und des Schuljahres in einem Zeugnis mit Noten bewertet.

³ Die Direktion erlässt die erforderlichen Ausführungsbestimmungen.

Art. 40 Promotion und Wiederholung

¹ Die Promotion einer Schülerin oder eines Schülers hängt von ihren oder seinen Schulergebnissen ab.

² Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über die Voraussetzungen und das Verfahren der Promotion.

³ Il fixe les conditions et modalités de la répétition en cas de non-promotion.

Art. 41 Prévention

¹ Le corps enseignant et le conseil de direction de chaque école, en collaboration avec les parents, sensibilisent les élèves notamment à la prévention en matière de santé et contre les comportements nocifs, en particulier les toxicomanies et la violence, ainsi qu'au problème de l'endettement et aux obligations publiques et administratives, selon des programmes établis et mis à jour par la Direction, en collaboration avec la Direction chargée de la promotion de la santé et de la prévention.

² Le conseil de direction, en collaboration avec les services cantonaux compétents, veille à ce que les locaux scolaires soient entretenus de façon appropriée et conformes aux normes usuelles en matière de sécurité, d'hygiène et d'ergonomie.

Art. 42 Protection du domaine privé

Il est interdit au personnel enseignant, administratif, technique et des services de conseil ainsi qu'aux membres des autorités scolaires de divulguer à des tierces personnes non autorisées des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leur fonction sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

Art. 43 Banques de données ou fichiers d'élèves

¹ La création de banques de données ou de fichiers concernant les élèves n'est autorisée que pour assurer le suivi de leur parcours scolaire, faciliter le pilotage du système scolaire et sa gestion administrative, établir des statistiques ou servir à des fins de recherches scientifiques.

² Le Conseil d'Etat détermine le contenu des banques de données ou des fichiers, les modalités d'accès et de transmission des données ainsi que les conditions de leur archivage ou destruction.

³ L'utilisation du numéro AVS (NAVS13) est réservée à l'identification des personnes, notamment en lien avec la plate-forme informatique cantonale contenant les données des registres des habitants, ainsi qu'à la transmission des données requises par le système d'information statistique suisse.

³ Für den Fall der Nichtpromotion setzt er die Bedingungen und Modalitäten der Wiederholung fest.

Art. 41 Prävention

¹ Die Lehrpersonen und der Direktionsrat jeder Schule leisten in Zusammenarbeit mit den Eltern Aufklärungsarbeit. Sie sensibilisieren die Schülerinnen und Schüler namentlich für die Gesundheitsvorsorge und gegen schädliche Verhaltensweisen, insbesondere Drogenabhängigkeit und Gewalt, sowie für die Verschuldungsproblematik und die öffentlichen und administrativen Verpflichtungen; für diese Aufklärungsarbeit werden von der Direktion in Zusammenarbeit mit der Direktion, die für Gesundheitsförderung und Prävention zuständig ist, Programme erarbeitet und aktualisiert.

² Der Direktionsrat sorgt in Zusammenarbeit mit den zuständigen kantonalen Ämtern dafür, dass die Schulräumlichkeiten angemessen instandgehalten werden und den geltenden Sicherheits- und Hygienevorschriften sowie den ergonomischen Anforderungen entsprechen.

Art. 42 Schutz der Privatsphäre

Den Lehrpersonen, dem administrativen und dem technischen Personal, den Mitarbeitenden der Beratungsdienste sowie den Mitgliedern der Schulbehörden ist es untersagt, Informationen aus dem Privatbereich der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen, die sie in Ausübung ihrer Tätigkeit erfahren haben, an unberechtigte Dritte weiterzugeben.

Art. 43 Datenbanken oder Schülerdateien

¹ Das Erstellen von Datenbanken oder Dateien über die Schülerinnen und Schüler ist nur erlaubt, wenn damit ihr schulischer Werdegang verfolgt werden kann, die Steuerung und Verwaltung des Schulsystems erleichtert werden, statistische Zwecke verfolgt werden oder wenn sie der Durchführung einer wissenschaftlichen Untersuchung dienen.

² Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über den Inhalt der Datenbanken und Dateien und regelt die Zugriffsmodalitäten und die Datenübermittlung sowie die Archivierung und die Vernichtung der Daten.

³ Die AHV-Nummer (AHVN13) soll allein zur Personenidentifikation, insbesondere in Verbindung mit der kantonalen Informatikplattform der Einwohnerkontrollregister, und zur Übermittlung der erforderlichen Daten ans Bundesamt für Statistik verwendet werden.

⁴ Les données personnelles peuvent être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel électronique au sens de l'article 10 al. 2 de la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données. Le Conseil d'Etat en fixe les modalités d'application.

Art. 44 Sanctions disciplinaires

¹ L'élève qui, de manière fautive, viole des dispositions légales ou réglementaires, notamment ne se rend pas en classe sans excuse valable, ne se conforme pas aux ordres du personnel de l'école ou des autorités scolaires, perturbe l'enseignement ou le fonctionnement de l'école ou utilise des moyens frauduleux, est passible de sanctions disciplinaires.

² Les sanctions disciplinaires doivent avoir un caractère éducatif. Elles respectent la dignité ainsi que l'intégrité physique et psychique de l'élève.

³ Les sanctions disciplinaires sont prononcées après audition de l'élève et, au besoin, des parents de l'élève mineur-e.

⁴ La sanction la plus grave est l'exclusion. Elle est prononcée par le directeur ou la directrice.

⁵ Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur les sanctions disciplinaires, la compétence et la procédure.

Art. 45 Interdiction provisoire de fréquenter l'école

¹ Indépendamment de toute procédure disciplinaire, le directeur ou la directrice peut décider provisoirement et avec effet immédiat qu'un ou une élève ne peut pas pénétrer dans l'aire de l'école lorsque son bien, celui de ses camarades ou du personnel de l'école, leur sécurité ou le maintien d'un bon fonctionnement de l'école l'exigent.

² L'interdiction provisoire ne peut pas durer plus de dix jours de classe.

⁴ Die Personendaten können über ein Abrufverfahren nach Artikel 10 Abs. 2 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Datenschutz zugänglich gemacht werden. Der Staatsrat legt die Ausführungsbestimmungen fest.

Art. 44 Disziplinarmaßnahmen

¹ Gegen Schülerinnen und Schüler, die schuldhaft gegen gesetzliche oder reglementarische Vorschriften verstossen, insbesondere unentschuldig dem Unterricht fernbleiben, die Anweisungen des Schulpersonals oder der Schulbehörden missachten, den Unterricht oder den Schulbetrieb stören oder betrügerische Mittel einsetzen, werden Disziplinarmaßnahmen getroffen.

² Disziplinarmaßnahmen müssen ein erzieherisches Ziel verfolgen. Sie wahren die Würde sowie die physische und psychische Integrität der Schülerin oder des Schülers.

³ Disziplinarmaßnahmen werden nach Anhören der Schülerin oder des Schülers und, wenn nötig, der Eltern der minderjährigen Schülerin oder des minderjährigen Schülers ausgesprochen.

⁴ Die schwerste Massnahme ist der Ausschluss. Er wird von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor ausgesprochen.

⁵ Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über die Disziplinarmaßnahmen, die Zuständigkeit und das Disziplinarverfahren.

Art. 45 Vorläufiges Schulhausverbot

¹ Unabhängig von jeglichem Disziplinarverfahren kann die Schuldirektorin oder der Schuldirektor vorläufig und mit sofortiger Wirkung anordnen, dass eine Schülerin oder ein Schüler das Schulareal nicht betreten darf, wenn es ihr oder sein Wohl, dasjenige der Mitschülerinnen und Mitschüler oder des Schulpersonals, deren Sicherheit oder die Aufrechterhaltung eines geordneten Schulbetriebs erfordern.

² Das vorläufige Schulhausverbot darf nicht für länger als 10 Schultage ausgesprochen werden.

CHAPITRE 5

Enseignants et enseignantes

Art. 46 Fonction

¹ Les enseignants et enseignantes sont chargés de la formation des élèves et secondent les parents dans leur responsabilité éducative. Ils accomplissent cette tâche sous la direction des autorités scolaires et en collaboration avec les parents.

² Ils accomplissent leur tâche conformément aux principes énoncés dans la présente loi, aux objectifs des plans d'études et aux descriptifs de fonction approuvés par le Conseil d'Etat.

³ Ils collaborent entre eux, avec le conseil de direction et avec les services de conseil, participent activement à la vie et au développement de leur école et contribuent à y créer un bon climat.

⁴ A l'égard des élèves, ils respectent leur personne et s'abstiennent de tout acte discriminatoire et de toute forme de propagande.

Art. 47 Statut et formation

¹ Les enseignants et enseignantes sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ou des dispositions d'exécution ne fixent pas de prescriptions particulières.

² Ils doivent être titulaires du diplôme d'enseignement du degré secondaire supérieur reconnu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après: CDIP), qui les qualifie pour enseigner les branches qui leur sont attribuées. D'autres exigences découlant du droit supérieur demeurent réservées. La Direction peut prévoir des exceptions, en particulier pour les remplacements.

³ A titre exceptionnel, en cas de pénurie notamment, la Direction décide de la reconnaissance de formations ne correspondant pas aux conditions de l'alinéa 2 et des droits et obligations que confère cette reconnaissance.

Art. 48 Autorisation d'enseigner

¹ Lors de son engagement, l'enseignant ou l'enseignante est mis-e au bénéfice d'une autorisation d'enseigner. Le contrat d'engagement vaut autorisation d'enseigner.

² L'autorisation d'enseigner prend fin à l'échéance du contrat ou en cas de retrait, quelle que soit l'autorité qui a prononcé la mesure.

5. KAPITEL

Lehrpersonen

Art. 46 Funktion

¹ Die Lehrpersonen haben den Auftrag, die ihnen anvertrauten Schülerinnen und Schüler zu bilden und die Eltern in deren Erziehungsverantwortung zu unterstützen. Sie erfüllen diese Aufgabe unter der Leitung der Schulbehörden und in Zusammenarbeit mit den Eltern.

² Sie führen die Klasse nach den Grundsätzen dieses Gesetzes, den Zielsetzungen der Lehrpläne und dem vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschrieb.

³ Die Lehrpersonen arbeiten miteinander, mit dem Direktionsrat und mit den Fachpersonen der Beratungsdienste zusammen, nehmen aktiv am Schulleben und an der Entwicklung ihrer Schule teil und tragen zu einem guten Schulklima bei.

⁴ Sie achten die persönliche Integrität der Schülerinnen und Schüler und vermeiden jede Form von Diskriminierung und Propaganda.

Art. 47 Dienstverhältnis und Ausbildung

¹ Die Lehrpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz oder in den Ausführungsbestimmungen keine besonderen Vorschriften festgelegt sind.

² Die Lehrpersonen müssen ein von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) anerkanntes Lehrdiplom für die Sekundarstufe II besitzen, das sie zum Unterricht der erteilten Fächer befähigt. Weitergehende Anforderungen aus übergeordnetem Recht bleiben vorbehalten. Die Direktion kann Ausnahmen vorsehen, insbesondere für Stellvertretungen.

³ In Ausnahmefällen, insbesondere bei einem Mangel an Lehrkräften, entscheidet die Direktion über die Anerkennung von Ausbildungen, die nicht den Bedingungen nach Absatz 2 entsprechen, und über die Rechte und Pflichten, die eine solche Anerkennung beinhaltet.

Art. 48 Unterrichtsberechtigung

¹ Bei der Anstellung erhält die Lehrperson die Unterrichtsberechtigung. Der Anstellungsvertrag gilt als Unterrichtsberechtigung.

² Die Unterrichtsberechtigung endet mit dem Ablauf des Vertrags oder mit ihrem Entzug, unabhängig davon, welche Behörde die Massnahme ausgesprochen hat.

Art. 49 Retrait de l'autorisation d'enseigner

¹ L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par la Direction lorsque l'enseignant ou l'enseignante a commis des actes graves incompatibles avec la fonction ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école ou lorsque l'enseignant ou l'enseignante n'est plus en mesure de remplir sa fonction en raison notamment de dépendances ou de troubles de la santé mentale.

² L'autorisation d'enseigner ne peut être retirée qu'à la suite d'une procédure administrative conforme à la législation sur le personnel de l'Etat ou d'une démission résultant d'un motif mentionné à l'alinéa 1.

³ Le retrait de l'autorisation d'enseigner peut être communiqué à la CDIP, en vue d'une inscription sur la liste intercantonale des enseignants et enseignantes auxquels a été retiré le droit d'enseigner.

⁴ La procédure d'inscription et de radiation, la voie de droit et l'accès à la liste sont réglés par l'Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études.

Art. 50 Associations professionnelles

¹ Les associations professionnelles reconnues par le Conseil d'Etat sont consultées par la Direction dans les affaires scolaires importantes de portée générale et dans celles qui concernent le statut du corps enseignant. Elles sont également consultées sur les projets de lois ou de règlements qui présentent pour elles un intérêt particulier.

² Elles peuvent soumettre des propositions à la Direction.

CHAPITRE 6

Organisation des écoles

Art. 51 Statut des écoles et de leur personnel

¹ Les écoles du degré secondaire supérieur sont des établissements d'Etat sans personnalité juridique.

² Elles relèvent de la Direction.

³ L'ensemble de leur personnel est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 49 Entzug der Unterrichtsberechtigung

¹ Die Direktion kann die Unterrichtsberechtigung vorübergehend oder endgültig entziehen, wenn eine Lehrperson schwerwiegende Handlungen begangen hat, die mit ihrer Funktion unvereinbar sind oder welche die Sicherheit oder den Ruf der Schule erheblich gefährden können, oder wenn die Lehrperson infolge von Suchtproblemen oder psychischen Störungen nicht mehr in der Lage ist, ihre Funktion auszuüben.

² Die Unterrichtsberechtigung kann nur im Anschluss an ein Verwaltungsverfahren gemäss der Gesetzgebung über das Staatspersonal oder nach einem Rücktritt aus einem Grund nach Absatz 1 entzogen werden.

³ Der Entzug der Unterrichtsberechtigung kann der EDK zur Aufnahme in die interkantonale Liste von Lehrpersonen, denen die Unterrichtsberechtigung entzogen wurde, gemeldet werden.

⁴ Das Eintragen und Löschen, die Rechtsmittel und der Zugang zur Liste werden in der Interkantonalen Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen geregelt.

Art. 50 Berufsverbände

¹ Die vom Staatsrat anerkannten Berufsverbände werden in wichtigen schulischen Angelegenheiten von allgemeiner Bedeutung und in den Angelegenheiten, die das Dienstverhältnis der Lehrpersonen betreffen, von der Direktion angehört. Sie werden zudem zu gesetzlichen und reglementarischen Vorlagen, die für sie von besonderem Interesse sind, befragt.

² Sie können der Direktion Anträge unterbreiten.

6. KAPITEL

Organisation der Schulen

Art. 51 Rechtsstellung der Schulen und ihres Personals

¹ Die Mittelschulen sind staatliche Anstalten ohne Rechtspersönlichkeit.

² Sie sind der Direktion unterstellt.

³ Das gesamte Personal der Schule untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 52 Autorités scolaires et organes

¹ Chaque école du degré secondaire supérieur est pourvue des autorités scolaires et organes suivants:

- a) une commission d'école;
- b) un conseil de direction;
- c) un directeur ou une directrice;
- d) une conférence des enseignants et enseignantes;
- e) des conférences de branche.

² Le Conseil d'Etat règle, sous réserve des dispositions qui suivent, le détail de l'organisation, le mode de travail et les compétences respectives des autorités scolaires et organes.

Art. 53 Commission d'école
a) Composition et fonctionnement

¹ La commission d'école se compose d'un président ou d'une présidente et de six à dix membres nommés par la Direction. La commission doit comprendre des membres représentant les parents et, dans les écoles où l'enseignement est donné dans les deux langues officielles du canton, des membres représentant les deux communautés linguistiques.

² La personne représentant le corps enseignant, désignée par la conférence des enseignants et enseignantes, participe aux séances avec voix consultative. Elle ne participe pas aux délibérations concernant le statut ou l'activité d'enseignants ou d'enseignantes déterminés, du directeur ou de la directrice ainsi que des proviseur-e-s.

³ Le directeur ou la directrice participe aux séances avec voix consultative. La commission d'école a la faculté de délibérer sans le directeur ou la directrice. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté, la personne représentant le corps enseignant ne participe pas à la séance.

⁴ Le ou la chef-fe du Service peut prendre part aux séances de la commission d'école avec voix consultative.

Art. 54 b) Attributions

¹ La commission d'école est un organe consultatif de la Direction. Le conseil de direction peut également la consulter.

² La commission d'école veille au bon fonctionnement de l'école et à son ancrage dans la société.

Art. 52 Schulbehörden und Organe

¹ Jede Mittelschule hat folgende Schulbehörden und Organe:

- a) eine Schulkommission;
- b) einen Direktionsrat;
- c) eine Schuldirektorin oder ein Schuldirektor;
- d) eine Lehrpersonenkonferenz;
- e) Fachschaften.

² Der Staatsrat regelt die nähere Organisation, die Arbeitsweise und die einzelnen Zuständigkeiten der Schulbehörden und Organe; die folgenden Bestimmungen bleiben vorbehalten.

Art. 53 Schulkommission
a) Zusammensetzung und Arbeitsweise

¹ Die Schulkommission setzt sich aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten und sechs bis zehn Mitgliedern zusammen, die von der Direktion ernannt werden. Der Kommission müssen Vertreterinnen und Vertreter der Eltern und, in den Schulen, in denen der Unterricht in beiden Amtssprachen des Kantons erteilt wird, Vertreterinnen und Vertreter beider Sprachgemeinschaften angehören.

² Die Vertreterin oder der Vertreter der Lehrerschaft, die oder der von der Lehrpersonenkonferenz ernannt wird, nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil. An Beratungen über das Dienstverhältnis oder die Tätigkeit bestimmter Lehrpersonen, der Schuldirektorin oder des Schuldirektors sowie der Vorsteherinnen und Vorsteher nimmt sie oder er nicht teil.

³ Die Schuldirektorin oder der Schuldirektor nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil. Die Schulkommission kann auch ohne sie oder ihn zu Beratungen zusammentreten. Macht sie von dieser Möglichkeit Gebrauch, so nimmt die Vertreterin oder der Vertreter der Lehrerschaft nicht an der Sitzung teil.

⁴ Die Amtsvorsteherin oder der Amtsvorsteher kann an den Sitzungen der Schulkommission mit beratender Stimme teilnehmen.

Art. 54 b) Befugnisse

¹ Die Schulkommission ist ein beratendes Organ der Direktion. Sie kann auch vom Direktionsrat zu Rate gezogen werden.

² Die Schulkommission setzt sich für einen guten Schulbetrieb und die gesellschaftliche Verankerung der Schule ein.

³ Le Conseil d'Etat fixe les attributions de la commission d'école.

Art. 55 c) Conférence des présidents et présidentes de commissions d'école

¹ La Direction peut, si besoin est, instituer une conférence des présidents et présidentes de commissions d'école.

² La conférence est un organe consultatif de la Direction.

Art. 56 Conseil de direction

Le conseil de direction est un organe de coordination et de coopération composé du directeur ou de la directrice, des proviseur-e-s ainsi que de l'administrateur ou de l'administratrice.

Art. 57 Directeurs et directrices
a) Exigences et statut

¹ Les directeurs et directrices doivent disposer d'un diplôme d'enseignement du degré secondaire supérieur reconnu par la CDIP, de plusieurs années d'expérience dans l'enseignement ainsi que d'une formation complémentaire appropriée.

² La Direction les engage sur le préavis de la commission d'école.

³ Les directeurs et directrices sont subordonnés au Service.

⁴ Le directeur ou la directrice d'un collège est dénommé-e recteur ou rectrice.

Art. 58 b) Attributions

¹ Les directeurs et directrices sont responsables de la qualité et du développement, de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion pédagogique et administrative de leur établissement, de la conduite du personnel ainsi que de la collaboration avec les partenaires de l'école auprès desquels ils représentent l'établissement.

² Ils dirigent leur établissement conformément aux principes énoncés dans la présente loi et au descriptif de fonction approuvé par le Conseil d'Etat.

³ Ils portent une attention particulière à la qualité du climat régnant au sein de l'établissement et au bien-être des personnes qui y travaillent.

⁴ Ils rendent les décisions relevant de leur compétence conformément aux dispositions d'exécution.

³ Der Staatsrat legt die Befugnisse der Schulkommission fest.

Art. 55 c) Konferenz der Schulkommissionspräsidentinnen und -präsidenten

¹ Die Direktion kann nach Bedarf eine Konferenz der Schulkommissionspräsidentinnen und -präsidenten einsetzen.

² Die Konferenz ist ein beratendes Organ der Direktion.

Art. 56 Direktionsrat

Der Direktionsrat ist ein Koordinations- und Kooperationsorgan, dem die Schuldirektorin oder der Schuldirektor, die Vorsteherinnen und Vorsteher und die Verwalterin oder der Verwalter angehören.

Art. 57 Schuldirektorinnen und Schuldirektoren
a) Anforderungen und Status

¹ Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren müssen über ein von der EDK anerkanntes Lehrdiplom für die Sekundarstufe II, über mehrere Jahre Unterrichtserfahrung und über eine angemessene Zusatzausbildung verfügen.

² Sie werden nach Stellungnahme der Schulkommission von der Direktion angestellt.

³ Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren unterstehen dem Amt.

⁴ Die Schuldirektorin oder der Schuldirektor eines Kollegiums wird Rektorin oder Rektor genannt.

Art. 58 b) Befugnisse

¹ Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren sind verantwortlich für die Qualität und Entwicklung, die Organisation, den Betrieb, die pädagogische und administrative Leitung, die Personalführung und die Zusammenarbeit mit den Partnern der Schule, gegenüber denen sie die Schule vertreten.

² Sie führen ihre Schule nach den Grundsätzen dieses Gesetzes und dem vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschrieb.

³ Sie achten insbesondere auf ein gutes Schulklima und auf das Wohlbefinden der an der Schule tätigen Personen.

⁴ Sie treffen die Entscheide, für die sie gemäss den Ausführungsbestimmungen zuständig sind.

⁵ Ils peuvent déléguer certaines tâches et attributions aux proviseur-e-s.

⁶ Ils peuvent affecter une partie de leur temps de travail à l'activité d'enseignement.

Art. 59 Proviseur-e-s
a) Exigences et engagement

¹ Les proviseur-e-s doivent disposer d'un diplôme d'enseignement du degré secondaire supérieur reconnu par la CDIP, de plusieurs années d'expérience dans l'enseignement ainsi que d'une formation complémentaire appropriée.

² Ils sont engagés par la Direction sur la proposition du directeur ou de la directrice et sur le préavis de la commission d'école.

Art. 60 b) Attributions

¹ Les proviseur-e-s, qui sont subordonnés dans l'exécution de leurs attributions au directeur ou à la directrice, collaborent, sous la responsabilité de celui-ci ou de celle-ci, à la gestion pédagogique et administrative de l'école ainsi qu'à la conduite du corps enseignant.

² Ils accomplissent leur fonction conformément aux principes énoncés dans la présente loi et au descriptif de fonction approuvé par le Conseil d'Etat. Ce dernier fixe leurs attributions générales.

³ Ils consacrent une partie de leur temps de travail à l'enseignement.

Art. 61 Administrateurs et administratrices

¹ Les administrateurs et administratrices, qui sont subordonnés dans l'exécution de leurs attributions au directeur ou à la directrice, collaborent, sous la responsabilité de celui-ci ou de celle-ci, à la direction administrative de l'école.

² Ils sont responsables de la conduite du personnel administratif et technique.

Art. 62 Collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques

¹ Les collaborateurs et collaboratrices administratifs et techniques soutiennent le conseil de direction dans la conduite et la gestion administrative et technique de l'école.

² Ils sont directement subordonnés à l'administrateur ou à l'administratrice.

⁵ Sie können bestimmte Aufgaben und Befugnisse an die Vorsteherinnen und Vorsteher delegieren.

⁶ Sie können einen Teil ihrer Arbeitszeit für die Lehrtätigkeit aufwenden.

Art. 59 Vorsteherinnen und Vorsteher
a) Anforderungen und Anstellung

¹ Vorsteherinnen und Vorsteher müssen über ein von der EDK anerkanntes Lehrdiplom für die Sekundarstufe II, über mehrere Jahre Unterrichtserfahrung und über eine angemessene Zusatzausbildung verfügen.

² Sie werden auf Antrag der Schuldirektorin oder des Schuldirektors und nach Stellungnahme der Schulkommission von der Direktion angestellt.

Art. 60 b) Befugnisse

¹ Die Vorsteherinnen und Vorsteher, die in der Ausübung ihrer Befugnisse der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor unterstehen, wirken unter deren oder dessen Verantwortung bei der pädagogischen und administrativen Leitung der Schule sowie bei der Führung der Lehrpersonen mit.

² Sie führen ihre Aufgaben nach den Grundsätzen dieses Gesetzes und dem vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschrieb aus. Der Staatsrat setzt ihre allgemeinen Befugnisse fest.

³ Sie wenden einen Teil ihrer Arbeitszeit für die Lehrtätigkeit auf.

Art. 61 Verwalterinnen und Verwalter

¹ Die Verwalterinnen und Verwalter, die in der Ausübung ihrer Befugnisse der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor unterstehen, wirken unter deren oder dessen Verantwortung bei der administrativen Leitung der Schule mit.

² Sie sind verantwortlich für die Führung des administrativen und technischen Personals.

Art. 62 Administrative und technische Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

¹ Die administrativen und die technischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter unterstützen den Direktionsrat bei der administrativen und technischen Führung und Verwaltung der Schule.

² Sie unterstehen direkt der Verwalterin oder dem Verwalter.

Art. 63 Collaboration entre les directeurs et directrices

¹ Les directeurs et directrices forment la conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur.

² La conférence sert notamment à la coordination et à l'échange d'informations entre les écoles du degré secondaire supérieur.

³ La Direction consulte la conférence dans des affaires importantes et décide de l'orientation stratégique et pédagogique avec sa collaboration; elle peut en outre lui confier des tâches spéciales.

⁴ Le Service participe aux séances de la conférence.

⁵ Le Conseil d'Etat fixe les attributions de la conférence.

Art. 64 Conférence des enseignants et enseignantes

¹ La conférence des enseignants et enseignantes est un organe consultatif du conseil de direction, composé de tous les enseignants et de toutes les enseignantes de l'établissement.

² Elle traite en particulier des questions pédagogiques ou en rapport avec le développement et l'organisation de l'école.

³ Elle peut soumettre des propositions au conseil de direction.

⁴ Elle désigne son représentant ou sa représentante au sein de la commission d'école.

Art. 65 Conférences de branche

¹ Tous les enseignants et toutes les enseignantes d'une même branche au sein d'une école forment une conférence de branche.

² Des conférences de branche peuvent être organisées au niveau cantonal.

CHAPITRE 7

Financement des écoles

Art. 66 Principes

L'Etat supporte les frais d'investissement et les frais de fonctionnement des écoles du degré secondaire supérieur.

Art. 63 d) Zusammenarbeit der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren

¹ Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren bilden die Konferenz der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren der Mittelschulen.

² Die Konferenz dient namentlich der Koordination und dem gegenseitigen Informationsaustausch unter den Mittelschulen.

³ Die Direktion hört die Konferenz in wichtigen Angelegenheiten an und legt die strategische und pädagogische Ausrichtung unter deren Mitwirkung fest. Sie kann ihr ausserdem besondere Aufgaben übertragen.

⁴ Das Amt nimmt an den Sitzungen der Konferenz teil.

⁵ Der Staatsrat legt die Befugnisse der Konferenz fest.

Art. 64 Lehrpersonenkonferenz

¹ Die Lehrpersonenkonferenz ist ein beratendes Organ des Direktionsrats, dem alle Lehrpersonen der Schule angehören.

² Sie befasst sich insbesondere mit pädagogischen Fragen sowie mit Fragen der Schulentwicklung und Schulorganisation.

³ Sie kann dem Direktionsrat Vorschläge unterbreiten.

⁴ Sie ernennt ihre Vertreterin oder ihren Vertreter in der Schulkommission.

Art. 65 Fachschaften

¹ Alle Lehrpersonen des gleichen Fachs einer Schule bilden eine Fachschaft.

² Fachschaften können auf kantonaler Ebene organisiert werden.

7. KAPITEL

Finanzierung der Schulen

Art. 66 Grundsatz

Der Staat trägt die Investitions- und Betriebskosten der Mittelschulen.

Art. 67 Ecolages et taxes

¹ La fréquentation d'une école du degré secondaire supérieur est soumise à un écolage.

² Un écolage plus élevé peut, dans le respect des accords intercantonaux, être prélevé pour les élèves dont les parents ne sont pas domiciliés dans le canton.

³ Des taxes peuvent être prélevées pour la procédure d'admission et d'examen.

⁴ Le Conseil d'Etat fixe le montant des écolages et des taxes.

⁵ Sont réservées les éventuelles dispositions du droit supérieur relatives à la gratuité.

Art. 68 Prise en charge des coûts par les élèves

¹ Les élèves assument les coûts des moyens d'enseignement, du matériel scolaire et des effets personnels ainsi que ceux qui sont liés aux manifestations et excursions scolaires.

² D'éventuels frais de déplacement pour se rendre à l'école et dépenses pour des repas sont également à leur charge.

Art. 69 Fréquentation d'une école hors du canton

¹ L'Etat peut prendre en charge, en tout ou partie, l'écolage pour la fréquentation d'une école du degré secondaire supérieur hors du canton lorsque des circonstances particulières le justifient.

² Les dispositions des accords intercantonaux demeurent réservées.

CHAPITRE 8

Ecoles privées

Art. 70 Obligation d'annoncer

¹ L'ouverture d'une école privée du degré secondaire supérieur doit être annoncée à la Direction.

² L'école privée indique quelles formations elle offre et quels certificats elle délivre.

Art. 71 Surveillance

¹ La Direction exerce la haute surveillance sur les écoles privées.

Art. 67 Schulgelder und Gebühren

¹ Für den Besuch der Mittelschulen wird ein Schulgeld erhoben.

² Für Schülerinnen und Schüler, deren Eltern nicht im Kanton wohnhaft sind, können höhere Schulgelder in Rechnung gestellt werden; die interkantonalen Schulgeldvereinbarungen müssen eingehalten werden.

³ Für Aufnahme- und Prüfungsverfahren können Gebühren erhoben werden.

⁴ Der Staatsrat legt die Höhe der Schulgelder und Gebühren fest.

⁵ Allfällige Bestimmungen zur Unentgeltlichkeit aus übergeordnetem Recht bleiben vorbehalten.

Art. 68 Übernahme der Kosten durch die Schülerinnen und Schüler

¹ Die Schülerinnen und Schüler tragen die Kosten für Lehrmittel, Schulmaterial und persönliche Effekten sowie für schulische Veranstaltungen und Exkursionen.

² Allfällige Fahrkosten für den Schulbesuch sowie die auswärtige Verpflegung gehen ebenfalls zu ihren Lasten.

Art. 69 Ausserkantonaler Schulbesuch

¹ Der Staat kann das Schulgeld für den Besuch ausserkantonaler Mittelschulen ganz oder teilweise übernehmen, wenn besondere Umstände dies rechtfertigen.

² Die Bestimmungen der interkantonalen Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

8. KAPITEL

Privatschulen

Art. 70 Meldepflicht

¹ Die Eröffnung einer privaten Mittelschule muss der Direktion gemeldet werden.

² Die Privatschule gibt an, welche Bildungsgänge sie anbietet und welche Ausweise sie ausstellt.

Art. 71 Aufsicht

¹ Die Direktion übt die Oberaufsicht über die Privatschulen aus.

² Elle peut interdire l'exploitation d'une école privée, en tout ou partie, lorsque l'ordre public l'exige.

Art. 72 Prise en charge des coûts de l'école privée

Les élèves assument les coûts d'une formation en école privée.

Art. 73 Subventions cantonales

¹ L'Etat peut exceptionnellement subventionner une école privée établie dans le canton, lorsqu'une formation dispensée par cette école n'est pas offerte par une école publique du canton ou lorsque l'Etat confie à une école privée la tâche de dispenser une formation spécifique.

² La décision d'attribuer une subvention est prise par le Conseil d'Etat; elle est assortie de conditions et comprend des charges particulières pour l'école privée, relatives notamment à son fonctionnement, à sa gestion administrative et financière, à la qualification de ses enseignants et enseignantes ainsi qu'à leur rémunération, à l'admission des élèves et à la surveillance de l'Etat.

³ Si l'Etat participe aux coûts d'une école privée, la Direction conclut avec les prestataires privés des conventions de prestations qui règlent l'offre de formation à fournir, les prescriptions qui y sont liées en matière de qualité ainsi que les rapports et contrôles nécessaires.

CHAPITRE 9

Services de conseil

Art. 74 Orientation scolaire et professionnelle

Le service chargé de l'orientation scolaire et professionnelle conseille les élèves et leurs parents, conformément à la législation spéciale.

Art. 75 Autres services de conseil

Les membres des établissements scolaires peuvent bénéficier d'autres services de conseil dont les modalités et les conditions sont fixées par le Conseil d'Etat.

Art. 76 Aumônerie

Les écoles du degré secondaire supérieur peuvent comprendre une aumônerie exercée par les Eglises reconnues et réglée avec elles par convention.

² Sie kann den Betrieb einer Privatschule ganz oder teilweise untersagen, wenn die öffentliche Ordnung dies erfordert.

Art. 72 Übernahme der Kosten der Privatschule

Die Schülerinnen und Schüler tragen die Kosten für eine Privatschule.

Art. 73 Kantonale Subventionen

¹ Der Staat kann ausnahmsweise eine im Kanton ansässige Privatschule subventionieren, wenn diese einen Bildungsgang anbietet, der von keiner öffentlichen Schule des Kantons abgedeckt wird oder wenn sie vom Staat mit der Aufgabe betraut wird, einen spezifischen Bildungsgang anzubieten.

² Der Subventionsentscheid wird vom Staatsrat gefällt. Er wird an Bedingungen geknüpft und ist mit besonderen Auflagen für die Privatschule, namentlich in Bezug auf ihren Betrieb, ihre administrative und finanzielle Führung, die Qualifikation ihrer Lehrpersonen und deren Entlohnung, die Zulassung der Schülerinnen und Schüler und die staatliche Aufsicht, verbunden.

³ Beteiligt sich der Staat an den Kosten einer Privatschule, so schliesst die Direktion mit dem privaten Anbieter eine Leistungsvereinbarung ab, die das Bildungsangebot, die damit verbundenen Qualitätsvorgaben sowie das notwendige Berichts- und Kontrollwesen regelt.

9. KAPITEL

Beratungsdienste

Art. 74 Studien- und Berufsberatung

Das Amt, das für die Studien- und Berufsberatung zuständig ist, berät die Schülerinnen und Schüler sowie ihre Eltern entsprechend der Spezialgesetzgebung.

Art. 75 Weitere Beratungsdienste

Die Angehörigen der Mittelschulen können weitere Beratungsdienste in Anspruch nehmen, deren Bedingungen und Modalitäten der Staatsrat festlegt.

Art. 76 Seelsorge

An den Mittelschulen kann ein Seelsorgedienst angeboten werden, der von den anerkannten Kirchen angeboten und durch eine Vereinbarung mit ihnen geregelt wird.

CHAPITRE 10

Voies de droit

Art. 77 Forme des décisions

¹ Toute décision qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève est soumise à la forme écrite et doit indiquer la voie de droit.

² Le corps enseignant est informé des décisions relatives à ses élèves.

Art. 78 Décisions relatives au statut des élèves a) Décisions des enseignants et enseignantes ou des proviseur-e-s

¹ Toute décision d'un enseignant ou d'une enseignante ou d'un ou d'une proviseur-e qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève peut, dans les dix jours, faire l'objet d'une réclamation écrite des parents ou de l'élève majeur-e au directeur ou à la directrice.

² Le directeur ou la directrice statue à bref délai.

³ Le Conseil d'Etat règle la procédure de réclamation.

Art. 79 b) Décisions des directeurs et directrices

¹ Toute décision d'un directeur ou d'une directrice qui affecte ou peut affecter le statut d'un ou d'une élève peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours écrit des parents ou de l'élève majeur-e à la Direction.

² Sauf décision contraire de la Direction, le recours n'a pas d'effet suspensif.

Art. 80 Décisions relatives aux examens finals

¹ Toute décision relative aux examens finals peut, dans les cinq jours, faire l'objet d'une réclamation à l'autorité qui décide de l'octroi du certificat.

² La décision sur réclamation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours à la Direction.

10. KAPITEL

Rechtsmittel

Art. 77 Form der Entscheide

¹ Jeder Entscheid, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, muss schriftlich erfolgen und eine Rechtsmittelbelehrung enthalten.

² Die Lehrpersonen werden über Entscheide informiert, die ihre Schülerinnen und Schüler betreffen.

Art. 78 Entscheide, welche die Stellung der Schülerinnen und Schüler betreffen a) Entscheide der Lehrpersonen oder der Vorsteherinnen und Vorsteher

¹ Gegen jeden Entscheid einer Lehrperson, einer Vorsteherin oder eines Vorstehers, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern oder von der volljährigen Schülerin oder vom volljährigen Schüler bei der Schuldirektorin oder beim Schuldirektor innert zehn Tagen schriftlich Einsprache erhoben werden.

² Die Schuldirektorin oder der Schuldirektor entscheidet möglichst rasch.

³ Der Staatsrat regelt das Einspracheverfahren.

Art. 79 b) Entscheide der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren

¹ Gegen jeden Entscheid einer Schuldirektorin oder eines Schuldirektors, der die Stellung einer Schülerin oder eines Schülers beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, kann von den Eltern oder von der volljährigen Schülerin oder vom volljährigen Schüler bei der Direktion innert zehn Tagen Beschwerde eingereicht werden.

² Ohne gegenteiligen Beschluss der Direktion hat die Beschwerde keine aufschiebende Wirkung.

Art. 80 Entscheide, welche die Abschlussprüfungen betreffen

¹ Gegen jeden Entscheid, der die Abschlussprüfungen betrifft, kann innert fünf Tagen bei der Behörde, die über die Ausstellung des Ausweises entscheidet, Einsprache erhoben werden.

² Gegen den Einspracheentscheid kann innert zehn Tagen bei der Direktion Beschwerde eingereicht werden.

Art. 81 Décisions de la Direction

Les décisions de la Direction peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal.

Art. 82 Plainte des parents et des élèves

¹ Lorsque la voie de la réclamation ou du recours n'est pas ouverte, les parents ou l'élève majeur-e peuvent porter plainte contre les actes ou les omissions d'un enseignant ou d'une enseignante, d'un ou d'une proviseur-e ou d'un directeur ou d'une directrice qui les atteignent personnellement et gravement et qui violent des dispositions de la présente loi ou des règlements.

² L'autorité de plainte statue sur le bien-fondé de la plainte et en informe le plaignant ou la plaignante.

³ Les frais de procédure peuvent être mis à la charge de l'auteur-e d'une plainte téméraire ou abusive.

⁴ Le plaignant ou la plaignante peut, dans les dix jours, recourir contre la décision qui déclare la plainte irrecevable ou mal fondée ou qui met des frais de procédure à sa charge.

⁵ Le Conseil d'Etat désigne les autorités de plainte et règle la procédure.

Art. 83 Décisions en matière de personnel

Les contestations relatives aux rapports de travail du personnel sont tranchées conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 84 Disposition pénale

¹ La personne qui perturbe l'enseignement ou le bon fonctionnement de l'école, notamment en pénétrant sans droit dans le périmètre scolaire, est, sur plainte, punie d'une amende de 100 à 5000 francs prononcée par le préfet.

² La décision du préfet est communiquée à la Direction lorsqu'elle est devenue définitive et exécutoire.

Art. 81 Entschiede der Direktion

Gegen die Entschiede der Direktion kann beim Kantonsgericht innert 30 Tagen Beschwerde erhoben werden.

Art. 82 Aufsichtsbeschwerde der Eltern und der Schülerinnen und Schüler

¹ Sind die Rechtsmittel der Einsprache oder Beschwerde nicht gegeben, so können die Eltern und die volljährige Schülerin oder der volljährige Schüler gegen Handlungen oder Unterlassungen einer Lehrperson, einer Vorsteherin oder eines Vorstehers sowie einer Schuldirektorin oder eines Schuldirektors, die sie persönlich und schwerwiegend treffen und die gegen Bestimmungen dieses Gesetzes oder gegen Reglemente verstossen, Aufsichtsbeschwerde einreichen.

² Die Beschwerdeinstanz beurteilt, ob die Beschwerde begründet ist, und teilt dies der Beschwerdeführerin oder dem Beschwerdeführer mit.

³ Der Urheberin oder dem Urheber einer leichtfertigen oder missbräuchlichen Aufsichtsbeschwerde können die Verfahrenskosten auferlegt werden.

⁴ Die beschwerdeführende Partei kann gegen den Entscheid, der die Aufsichtsbeschwerde als unzulässig oder unbegründet erklärt oder der Partei Verfahrenskosten auferlegt, innert zehn Tagen Beschwerde erheben.

⁵ Der Staatsrat bezeichnet die Beschwerdebehörden und regelt das Verfahren.

Art. 83 Personalentscheide

Die Beschwerden über das Dienstverhältnis des Personals werden in der Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt.

Art. 84 Strafbestimmung

¹ Wer den Schulunterricht oder den Schulbetrieb stört, namentlich durch das unberechtigte Eindringen auf das Schulgelände, wird auf Anzeige vom Oberamt mit einer Busse von 100 bis 5000 Franken bestraft.

² Sobald der Entscheid des Oberamts definitiv und rechtskräftig ist, wird er der Direktion mitgeteilt.

CHAPITRE 11

Autorités cantonales

Art. 85 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur les écoles du degré secondaire supérieur.

² Il exerce les compétences que lui confèrent la présente loi et les dispositions d'exécution y relatives.

³ Il édicte les dispositions d'exécution nécessaires. Il peut déléguer à la Direction la compétence d'édicter les dispositions d'exécution dans des domaines particuliers.

⁴ Il prend des mesures pour promouvoir la collaboration et la coordination sur le plan intercantonal.

Art. 86 Direction

¹ La Direction est responsable de l'enseignement secondaire supérieur; elle s'assure de la qualité de la formation et favorise son développement en effectuant un monitoring continu et scientifiquement étayé de l'ensemble du système scolaire du degré secondaire supérieur.

² Elle est responsable de la gestion générale des écoles du degré secondaire supérieur et définit l'orientation stratégique et pédagogique.

³ Elle veille à la continuité et à la cohérence des plans d'études ainsi qu'à une transition harmonieuse entre l'école obligatoire et les études tertiaires.

⁴ Elle est responsable, directement ou par l'intermédiaire des autorités scolaires, de la gestion du personnel.

⁵ Elle définit les besoins en infrastructures pour les écoles du degré secondaire supérieur.

⁶ Elle attache une attention particulière à la collaboration et à la coordination sur le plan intercantonal ainsi qu'aux rapports et à la compréhension entre les communautés linguistiques cantonales et nationales.

⁷ Elle exerce les compétences que le Conseil d'Etat lui attribue et qui ne sont pas expressément réservées à une autre autorité en vertu de la législation sur les écoles du degré secondaire supérieur.

⁸ Pour remplir ses tâches, la Direction dispose du Service.

11. KAPITEL

Kantonale Behörden

Art. 85 Staatsrat

¹ Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über die Mittelschulen aus.

² Er übt die Zuständigkeiten aus, die ihm durch dieses Gesetz und seine Ausführungsbestimmungen übertragen werden.

³ Er erlässt die erforderlichen Ausführungsbestimmungen. Er kann diese Zuständigkeit in besonderen Bereichen auf die Direktion übertragen.

⁴ Er trifft Massnahmen zur Förderung der interkantonalen Zusammenarbeit und Koordination.

Art. 86 Direktion

¹ Die Direktion ist für den Mittelschulunterricht verantwortlich; sie sichert die Qualität der Bildung und fördert ihre Entwicklung durch ein kontinuierliches und wissenschaftlich fundiertes Monitoring des gesamten Mittelschulsystems.

² Sie ist zuständig für die allgemeine Führung der Mittelschulen und legt die strategische und pädagogische Ausrichtung fest.

³ Sie sorgt für die Kontinuität und Kohärenz der Unterrichtsprogramme und einen gut abgestimmten Übergang zwischen der obligatorischen Schule und den Hochschulen.

⁴ Sie ist entweder direkt oder durch die Schulbehörden für die Personalführung verantwortlich.

⁵ Sie bestimmt den Infrastrukturbedarf für die Mittelschulen.

⁶ Besondere Aufmerksamkeit widmet sie der kantonalen und der interkantonalen Zusammenarbeit und Koordination sowie dem Verhältnis und der Verständigung zwischen den kantonalen und den nationalen Sprachgemeinschaften.

⁷ Sie übt die Zuständigkeiten, die ihr der Staatsrat zuweist und die nach der Mittelschulgesetzgebung nicht ausdrücklich einer anderen Behörde vorbehalten sind, aus.

⁸ Zur Erfüllung ihrer Aufgaben verfügt die Direktion über das Amt.

CHAPITRE 12

Dispositions finales

Art. 87 Année scolaire administrative (art. 15)

Le contrat des enseignants et enseignantes engagés avant le 31 juillet 2016 prend fin un 31 août.

Art. 88 Autorisation d'enseigner (art. 48)

Les enseignants et enseignantes engagés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi obtiennent d'office l'autorisation d'enseigner.

Art. 89 Abrogation

La loi du 11 avril 1991 sur l'enseignement secondaire supérieur (RSF 412.0.1) est abrogée.

Art. 90 Referendum et entrée en vigueur

¹ La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

12. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 87 Administratives Schuljahr (Art. 15)

Der Vertrag der vor dem 31. Juli 2016 angestellten Lehrpersonen endet an einem 31. August.

Art. 88 Unterrichtsberechtigung (Art. 48)

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetz angestellten Lehrpersonen erhalten von Amtes wegen eine Unterrichtsberechtigung.

Art. 89 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 11. April 1991 über den Mittelschulunterricht (SGF 412.0.1) wird aufgehoben.

Art. 90 Referendum und Inkrafttreten

¹ Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

Révision de la loi sur l'enseignement secondaire supérieur

Résultat de l'évaluation

Outil mis à disposition par l'Unité de développement durable du Département des infrastructures de l'État de Vaud. <http://www.vd.ch/durable>

Données concernant l'auteur de l'évaluation

Nom et prénom : Mottas Hervé
Email : herve.mottas@fr.ch
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : S2

Co-auteurs

Nom et prénom : Reidy Aebischer Ursula
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : S2

Nom et prénom : Piccand François
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : S2

Nom et prénom : Kaufmann Felix
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : SG

Informations sur le projet

Description : Projet de loi cantonale sur l'enseignement secondaire supérieur
Comparé au statu quo
Limite spatiale: canton de Fribourg
Limite temporelle: 15 ans
Evaluation du 03.01.2017 (pas de modification au niveau du développement durable suite à la consultation)

Effet levier Moyen

Domaines concernés :

Economie	Environnement	Société
Moyennement	Légèrement	Significativement

Commentaire général sur l'évaluation

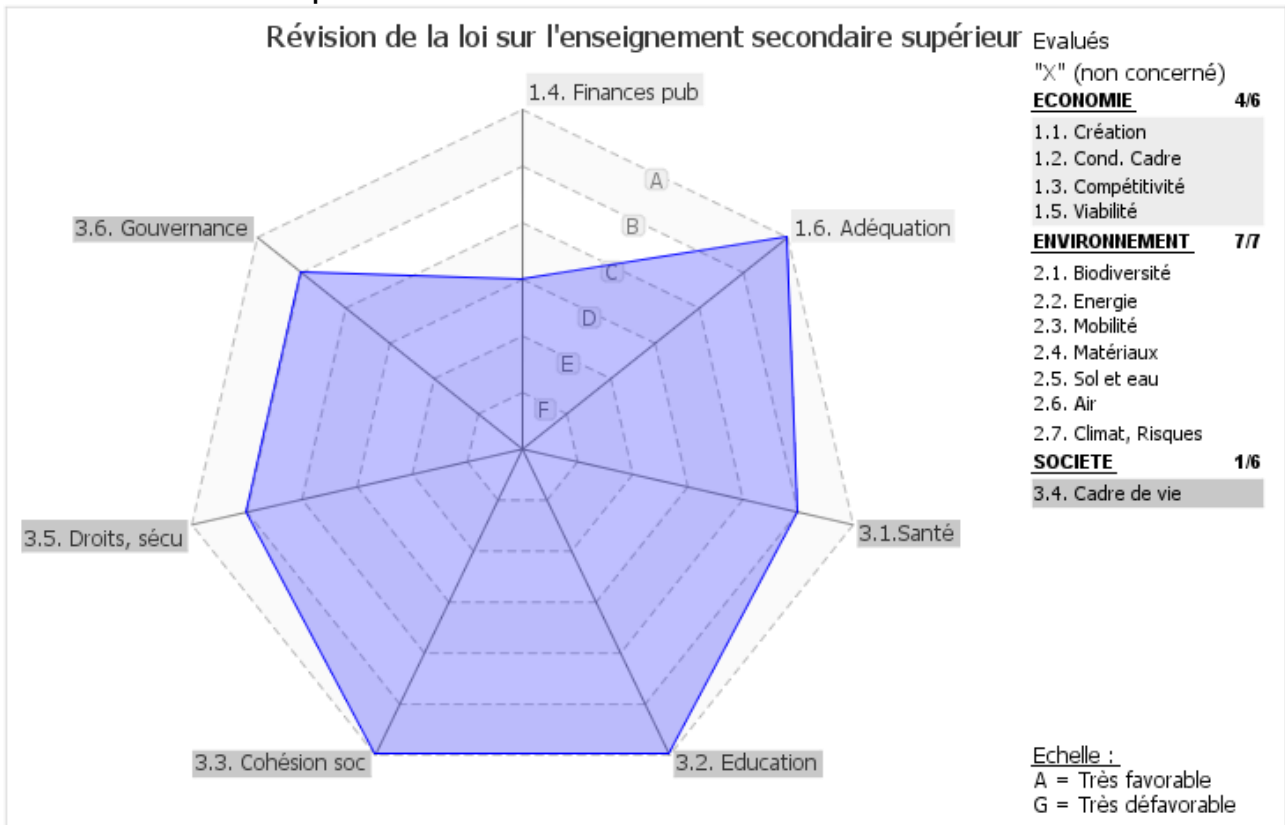
Les effets sur le développement durable (art. 197 LCG) ont été évalués à l'aide de la Boussole21, conformément à ce que prévoit la stratégie cantonale Développement durable. Cette évaluation est fondée sur la comparaison entre la situation actuelle et les nouveautés qu'apporte la révision totale de la loi. Les conséquences de la révision se déploient sur les domaines sociétaux et, dans une faible mesure,

économiques, mais pas sur le développement environnemental. Ils se concentrent essentiellement sur quatre aspects :

- adéquation de la formation aux besoins des élèves et de la société (nouvelles filières de formation, renforcement de l'offre de formations bilingues,...) ;
- promotion de l'intégration et de la cohésion sociale au sein de l'école ;
- clarification des droits et des obligations des partenaires scolaires pour assurer une collaboration étroite et constructive ;
- renforcement des structures de pilotage pour permettre un perfectionnement permanent de l'école et de l'enseignement.

Toutes ces mesures poursuivent un but fondamental étroitement lié au bien-être économique et social : permettre à chacun et chacune de trouver sa place dans la société et de s'insérer dans la vie professionnelle.

Évaluation de chaque critère



Échelle de notation

A	Très favorable
B	Favorable
C	Favorable avec quelques réserves
D	Moyen
E	Défavorable avec quelques points favorables
F	Défavorable
G	Très défavorable
X	Pas concerné

Récapitulatif des critères

Economie	Environnement	Société
1.1. Création et distribution de richesses	2.1. Diversité biologique et espace naturel	3.1. Santé et prévention
1.2. Conditions cadre pour l'économie	2.2. Energie	3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles
1.3. Compétitivité de l'économie et innovation	2.3. Mobilité et territoire	3.3. Cohésion sociale
1.4. Finances publiques	2.4. Consommation de matériaux et recyclage	3.4. Cadre de vie et espace public
1.5. Faisabilité et viabilité du projet	2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau	3.5. Droits et sécurité
1.6. Conformité et adéquation aux besoins	2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur	3.6. Gouvernance, vie politique et associative
	2.7. Changement climatique et risques	

Economie

1.1. Création et distribution de richesses

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Création de valeur / Postes de travail / Productivité de l'activité économique / Différences de revenus / Diversification et répartition territoriale de l'activité économique / Retombées sur l'environnement économique local / Coût de la vie

Commentaires :

Justification de l'évaluation : En comparaison avec la loi actuellement en vigueur, ce projet n'apporte pas d'élément nouveau en la matière. Il importe toutefois de rappeler l'importance de la formation sur la productivité future de la main-d'œuvre. La formation permet d'augmenter l'autonomie des jeunes personnes et facilite leur insertion dans la vie professionnelle. Elle permet en outre la réduction des différences de revenus et augmente l'égalité des chances.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.2. Conditions cadre pour l'économie

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Accompagnement, conseil et appui à la création d'entreprises / Adéquation des infrastructures aux besoins de l'économie / Offre en crèches et parents de jours / Accès au marché international / Fiscalité / Offre de sites pour l'implantation d'entreprises / Respect de la non distorsion de la concurrence

Commentaires :

Justification de l'évaluation : En comparaison avec la loi actuellement en vigueur, ce projet n'apporte pas d'élément nouveau en la matière. Il importe toutefois de rappeler qu'une formation de qualité constitue un élément positif pour le cadre de vie des employés et un argument d'attractivité auprès des entreprises.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.3. Compétitivité de l'économie et innovation

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Capacité d'innovation / Recherche et développement / Qualification des employés / Systèmes de gestion / Accès à l'information

Commentaires :

Justification de l'évaluation : En comparaison avec la loi actuellement en vigueur, ce projet n'apporte pas d'élément nouveau en la matière. Toutefois, il importe de rappeler l'importance de la formation dans la capacité d'innovation des personnes. L'école ayant pour objectif d'amener chaque élève au maximum de ses potentialités, la qualification des employés est renforcée. Enfin, l'école d'aujourd'hui amène l'élève à connaître son pays dans sa diversité et lui donne une ouverture sur l'ensemble de la communauté humaine. Elle favorise son sens des responsabilités vis-à-vis de lui-même, d'autrui et des générations futures.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.4. Finances publiques

D - Moyen

Liste des sous-critères :

Bilan financier et endettement des collectivités publiques / Justification du besoin d'argent public / Frais induits et risques de coûts différés pour la collectivité / Recettes fiscales provenant des personnes morales / Recettes fiscales provenant des personnes physiques / Capacité d'action de la collectivité publique / Collaborations régionales et suprarégionales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Ce projet de loi n'a pas de conséquences financières et en personnel autres que celles de la loi actuellement en vigueur.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.5. Faisabilité et viabilité du projet

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Investissements / Produits et charges d'exploitation / Renouvellement des infrastructures / Risque financier / Contraintes légales

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.6. Conformité et adéquation aux besoins

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Analyse des besoins - adéquation offre/demande / Adéquation avec le programme ou la stratégie concernés / Conformité avec le niveau de qualité souhaité / Exploitation optimale des potentiels / Gouvernance du projet

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Un travail d'identification et d'analyse des besoins auprès des gens du terrain a été effectué en début de processus. Des tables rondes ont été organisées avec les partenaires du S2: Associations des parents d'élèves, Conférence des recteurs des collèges fribourgeois et Association fribourgeoise des professeurs de l'enseignement secondaire supérieur. Le projet a aussi à cœur de s'inscrire dans le contexte de l'évolution des systèmes éducatifs des cantons suisses.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Environnement

2.1. Diversité biologique et espace naturel

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Habitats des espèces rares et menacées / Habitats des espèces courantes / Surfaces proches de l'état naturel / Biodiversité de l'espace habité ou cultivé / Régulation des populations d'espèces sensibles

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.2. Energie

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Consommation d'énergie des bâtiments / Consommation d'énergie des services et de l'industrie / Consommation d'énergie grise / Production d'énergie renouvelable / Sources d'énergie locales

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.3. Mobilité et territoire

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Densification et revalorisation des centres des localités / Changement de mode de transport vers la mobilité durable / Attractivité des transports publics / Attractivité de la mobilité douce / Intensité des transports occasionnés par l'économie / Centralité des emplois et des services / Niveau de trafic dans les agglomérations / Impacts du trafic aérien

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.4. Consommation de matériaux et recyclage

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Quantité de déchets / Utilisation de matériaux locaux et abondants / Utilisation de matériaux renouvelables ou recyclés / Modularité, flexibilité, recyclabilité lors de la conception / Taux de recyclage des déchets non organiques / Taux de recyclage des déchets organiques / Traitement des déchets spéciaux / Durée de vie des produits

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau**X - Pas concerné****Liste des sous-critères :**

Apport de substances polluantes dans l'eau ou dans le sol / Apport de polluants microbiologiques dans l'eau ou dans le sol / Apport de substances nutritives dans l'eau ou dans le sol / Consommation d'eau / Quantité d'eaux usées / Surfaces construites / Imperméabilisation du sol

Commentaires :**Justification de l'évaluation :****Risques de répercussions négatives :****Potentiel d'amélioration :****2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur****X - Pas concerné****Liste des sous-critères :**

Emissions d'oxydes d'azote et de soufre (NOx, SO2) / Emissions des poussières fines (PM10) / Emissions d'ozone / Pollution sonore / Pollution électromagnétique, y compris pollution lumineuse / Pollution intérieure dans les lieux de vie et de travail / Polluants nauséabonds

Commentaires :**Justification de l'évaluation :****Risques de répercussions négatives :****Potentiel d'amélioration :****2.7. Changement climatique et risques****X - Pas concerné****Liste des sous-critères :**

Emissions de gaz à effet de serre / Energie de provenance nucléaire / Risques de catastrophes naturelles / Risques d'accidents majeurs

Commentaires :**Justification de l'évaluation :****Risques de répercussions négatives :****Potentiel d'amélioration :****Société****3.1. Santé et prévention****B - Favorable****Liste des sous-critères :**

Promotion de la santé et prévention / Qualité et accessibilité des prestations de soins / Coûts de la santé / Lutte contre les maladies / Prise en charge médico-psychosociale / Accidents de trafic, de ménage et professionnels / Activités sportives propices à la santé / Etablissements médicosociaux

Commentaires :**Justification de l'évaluation :** En comparaison avec la loi actuelle, ce projet n'apporte pas d'élément

fondamentalement nouveau en la matière. Il importe toutefois de rappeler le rôle de l'école dans ce domaine (prévention en matière de santé et contre les comportements nocifs, services de conseil et promotion de l'activité physique).

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Formation dans le domaine de l'école obligatoire / Formation dans le domaine de l'école postobligatoire / Orientation professionnelle / Encouragement de la culture / Offre culturelle / Offre sportive / Offre de loisirs

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Si le mandat fondamental des écoles secondaires supérieures n'a pas changé, plusieurs éléments nouveaux sont à signaler:

- mesures pour maintenir et développer la qualité;
- nouvelles filières de formation: maturités spécialisées, CFC et maturité professionnelle orientation Economie et services, passerelle maturité professionnelle / maturité spécialisée – hautes écoles universitaires;
- renforcement de l'offre de formations bilingues, ...

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.3. Cohésion sociale

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Lutte contre la pauvreté / Insertion et réinsertion dans le monde du travail / Intégration des étrangers / Intégration des individus marginalisés dans la société / Intégration des personnes en situation d'handicap / Intégration des personnes âgées / Mixité sociale

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Les établissements du secondaire supérieur ont le devoir d'accueillir tous les élèves remplissant les conditions d'admission, sans discrimination aucune, et à un prix modéré, afin de tendre à l'égalité des chances. Ils se dotent en outre de nouveaux dispositifs leur permettant de s'adapter à l'hétérogénéité des élèves (allophones, en situation de handicap, à haut potentiel intellectuel, artistes ou sportifs de talent). L'école promeut le "vivre ensemble". Elle vise à permettre à chacune et chacun de trouver sa place dans la société et de s'insérer dans la vie professionnelle.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.4. Cadre de vie et espace public

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Cadre de vie / Qualité de l'espace public / Identité des sites / Appropriation de l'espace par les habitants et la communauté / Revalorisation des paysages culturels / Revalorisation des paysages naturels / Protection du patrimoine / Espaces de détente de proximité / Vitalité culturelle et sociale dans les centres /

Développement socioculturel local et régional

Commentaires :

Justification de l'évaluation : En comparaison avec la loi actuellement en vigueur, ce projet n'apporte pas d'élément nouveau en la matière.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.5. Droits et sécurité

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Egalité des chances / Egalité entre hommes et femmes / Stabilité sociale / Sentiment de sécurité de la population / Services d'urgence

Commentaires :

Justification de l'évaluation : L'égalité des chances et l'égalité entre filles et garçons sont deux principes de base de l'école. Les mesures de soutien (ex.: compensation des désavantages) et de promotion (ex.: sportifs et artistes de talent) améliorent l'égalité des chances. Une formation de qualité permet de renforcer la stabilité sociale.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.6. Gouvernance, vie politique et associative

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Acceptabilité du projet / Participation des acteurs dans les décisions / Vie politique et associative / Structures d'organisation plus efficaces

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Un des grands axes de la loi concerne la clarification des droits et des obligations des partenaires scolaires. La loi prévoit par exemple la constitution d'un conseil des élèves.

Diverses consultations et tables rondes ont permis d'assurer l'acceptabilité du projet.

Le renforcement des structures de pilotage tend à assurer une meilleure gouvernance de l'enseignement secondaire supérieur ainsi que le maintien et le développement de sa qualité.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Annexe

GRAND CONSEIL

2017-DICS-6

Projet de loi:
Enseignement secondaire supérieur (LESS)

Propositions de la commission ordinaire CO-2018-023

Présidence : Philippe Savoy

Membres : Antoinette Badoud, Daniel Bürdel, Michel Chevalley, Philippe Demierre, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Anne Meyer Loetscher, Elias Moussa, Urs Perler, Nadia Savary-Moser

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 4 al. 3

³ L'école amène les élèves à connaître notre pays dans sa diversité culturelle et dans la compréhension mutuelle, ainsi qu'à s'ouvrir sur l'ensemble de la communauté humaine, à la lumière des valeurs, ~~et~~ des principes et des buts sur lesquels l'enseignement est fondé.

Art. 7 al. 1

¹ Afin de promouvoir le bilinguisme et d'approfondir la connaissance de la culture de l'autre communauté linguistique du canton, les écoles du degré secondaire supérieur proposent ~~en particulier~~ notamment des formes spéciales d'enseignement, instaurent des classes bilingues et participent à des programmes d'échanges.

Anhang

GROSSER RAT

2017-DICS-6

Gesetzesentwurf: Mittelschulunterricht (MSG)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2018-023

Präsidium : Philippe Savoy

Mitglieder : Antoinette Badoud, Daniel Bürdel, Michel Chevalley, Philippe Demierre, Pierre-André Grandgirard, Bernadette Hänni-Fischer, Anne Meyer Loetscher, Elias Moussa, Urs Perler, Nadia Savary-Moser

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 4 Abs. 3

A1 ³ Die Schule trägt dazu bei, dass die Schülerinnen und Schüler unser Land in seiner kulturellen Vielfalt kennenlernen und dass sie im Lichte der Werte, ~~der~~ und Grundsätze und der Ziele, auf denen der Unterricht beruht, gegenseitiges Verständnis sowie eine offene Geisteshaltung gegenüber der menschlichen Gemeinschaft als Ganzem entwickeln.

Art. 7 Abs. 1

A2 *Betrifft ausschliesslich den französischen Text.*

Art. 10 al. 1

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 10 Abs. 1**A3**

¹ Die Gymnasialbildung hat zum Ziel, den Schülerinnen und Schülern eine vertiefte ~~allgemeine Ausbildung~~ Allgemeinbildung zu vermitteln, die auf tertiäre, namentlich universitäre Studien vorbereitet.

Art. 20

Les écoles du degré secondaire supérieur mettent en œuvre des mesures pour le maintien et le développement de la qualité sur la base d'un concept défini par la Direction en collaboration avec la conférence des directeurs et directrices des écoles du degré secondaire supérieur.

Art. 20**A4**

Die Mittelschulen setzen auf der Grundlage eines von der Direktion in Zusammenarbeit mit der Mittelschuldirektorenkonferenz erarbeiteten Konzepts Massnahmen zur Qualitätssicherung und -entwicklung um.

Art. 36 al. 5

Remplacer l'expression „conseil d'élèves“ par „conseil des élèves“.

Art. 36 Abs. 5**A5**

Betrifft ausschliesslich den französischen Text.

Art. 41 al. 1

¹ Le corps enseignant et le conseil de direction de chaque école, en collaboration avec les parents, sensibilisent les élèves notamment à la prévention en matière de santé et contre les comportements nocifs, en particulier les toxicomanies et la violence contre soi-même ou autrui, ainsi qu'au problème de l'endettement et aux obligations publiques et administratives, [...].

Art. 41 Abs. 1**A6**

¹ Die Lehrpersonen und der Direktionsrat jeder Schule leisten in Zusammenarbeit mit den Eltern Aufklärungsarbeit. Sie sensibilisieren die Schülerinnen und Schüler namentlich für die Gesundheitsvorsorge und gegen schädliche Verhaltensweisen, insbesondere Drogenabhängigkeit und Gewalt gegen sich selbst oder andere, sowie für die Verschuldungsproblematik und die öffentlichen und administrativen Verpflichtungen; [...].

Art. 46 al. 2

² Ils ~~accomplissent leur tâche~~ conduisent leur classe conformément aux principes et buts énoncés dans la présente loi, aux objectifs des plans d'études et aux descriptifs de fonction approuvés par le Conseil d'Etat.

Art. 46 Abs. 2**A7**

² Sie führen die Klasse nach den Grundsätzen und Zielen dieses Gesetzes, den Zielsetzungen der Lehrpläne und dem vom Staatsrat genehmigten Funktionsbeschrieb.

Art. 47 al. 1

¹ Les enseignants et enseignantes sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat dans la mesure où la présente loi ~~ou des dispositions d'exécution~~ ne fixent pas de prescriptions particulières.

Art. 47 Abs. 1**A8**

¹ Die Lehrpersonen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, soweit in diesem Gesetz ~~oder in den Ausführungsbestimmungen~~ keine besonderen Vorschriften festgelegt sind.

Art. 49 al. 1

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 49 Abs. 1**A9**

¹ Die Direktion kann die Unterrichtsberechtigung vorübergehend oder endgültig entziehen, wenn eine Lehrperson schwerwiegende Handlungen begangen hat, die mit ihrer Funktion unvereinbar sind oder welche die Sicherheit oder den Ruf der Schule erheblich gefährden können, oder wenn die Lehrperson namentlich infolge von Suchtproblemen oder psychischen Störungen nicht mehr in der Lage ist, ihre Funktion auszuüben.

Art. 53

¹ La commission d'école se compose d'un président ou d'une présidente et de six à dix membres avec voix délibérative nommés par la Direction. La commission doit comprendre des membres représentant les parents et, dans les écoles où l'enseignement est donné dans les deux langues officielles du canton, des membres représentant les deux communautés linguistiques.

^{4 2} Le ou la chef-fe du Service peut prendre part aux séances de la commission avec voix consultative.

³ Le directeur ou la directrice participe aux séances avec voix consultative. La commission d'école a la faculté de délibérer sans le directeur ou la directrice. Lorsqu'il est fait usage de cette faculté, ~~la~~ les personnes représentant le corps enseignant et les élèves ne participent pas à ~~la~~ la séance aux délibérations.

^{2 4} ~~La~~ Une personne représentant le corps enseignant, désignée par la conférence des enseignants et enseignantes, participe aux séances avec voix consultative. Elle ne participe pas aux délibérations concernant le statut ou l'activité ~~d'enseignants ou d'enseignantes déterminés, du directeur ou de la directrice ainsi que des proviseur-e-s~~ du personnel de l'école.

⁵ Une personne majeure représentant les élèves, désignée par le conseil des élèves, peut participer aux séances avec voix consultative pour autant qu'un tel conseil existe à l'école. Elle ne participe pas aux délibérations concernant le statut ou l'activité du personnel de l'école.

Art. 65 al. 1^{DIS}

^{1bis} Elle est un organe consultatif du conseil de direction, traite notamment des questions didactiques et propose au directeur ou à la directrice les moyens d'enseignement autorisés.

Art. 70, titre médian et al. 3 et 4

Obligation d'annoncer Surveillance

³ La Direction exerce la haute surveillance sur les écoles privées.

⁴ Elle peut interdire l'exploitation d'une école privée, en tout ou partie, lorsque l'ordre public l'exige.

Art. 71

Biffer.

Art. 53

A10

¹ Die Schulkommission setzt sich aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten und sechs bis zehn stimmberechtigten Mitgliedern zusammen, die von der Direktion ernannt werden. Der Kommission müssen Vertreterinnen und Vertreter der Eltern und, in den Schulen, in denen der Unterricht in beiden Amtssprachen des Kantons erteilt wird, Vertreterinnen und Vertreter beider Sprachgemeinschaften angehören.

^{4 2} Die Amtsvorsteherin oder der Amtsvorsteher kann an den Sitzungen der Schulkommission mit beratender Stimme teilnehmen.

³ Die Schuldirektorin oder der Schuldirektor nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil. Die Schulkommission kann auch ohne sie oder ihn ~~zu Beratungen zusammentreten~~ beraten. Macht sie von dieser Möglichkeit Gebrauch, so ~~nimmt nehmen~~ nehmen die Vertreterinnen ~~oder der~~ und Vertreter der ~~Lehrerschaft~~ Lehrer- und Schülerschaft nicht an ~~der~~ Sitzung den Beratungen teil.

^{2 4} ~~Die~~ Eine Vertreterin oder ~~der~~ ein Vertreter der Lehrerschaft, die oder der von der Lehrpersonenkonferenz ernannt wird, nimmt mit beratender Stimme an den Sitzungen teil. An Beratungen über das Dienstverhältnis oder die Tätigkeit ~~bestimmter Lehrpersonen, der Schuldirektorin oder des Schuldirektors sowie der Vorsteherinnen und Vorsteher~~ des Schulpersonals nimmt sie oder er nicht teil.

⁵ Eine volljährige Vertreterin oder ein volljähriger Vertreter der Schülerschaft, die oder der vom Schülerrat ernannt wird, kann mit beratender Stimme an den Sitzungen teilnehmen, sofern ein solcher Rat an der Schule besteht. An Beratungen über das Dienstverhältnis oder die Tätigkeit des Schulpersonals nimmt sie oder er nicht teil.

Art. 65 Abs. 1^{DIS}

A11

^{1bis} Sie ist ein beratendes Organ des Direktionsrats, behandelt namentlich didaktische Fragen und schlägt der Schuldirektorin oder dem Schuldirektor die zugelassenen Lehrmittel vor.

Art. 70, Artikelüberschrift und Abs. 3 und 4

A12

Meldepflicht Aufsicht

³ Die Direktion übt die Oberaufsicht über die Privatschulen aus.

⁴ Sie kann den Betrieb einer Privatschule ganz oder teilweise untersagen, wenn die öffentliche Ordnung dies erfordert.

Art. 71

A13

Streichen.

Art. 84

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 86 al. 8

Ne concerne que le texte allemand.

Préambule, 4^e point

Vu les articles 6 al. 4 et 5, 65 al. 1, 66 et 67 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Art. 84

A14 Den Ausdruck « Oberamt » durch « Oberamtsperson » ersetzen.

Art. 86 Abs. 8

A15 ⁸ Zur Erfüllung ihrer Aufgaben ~~verfügt die Direktion über das Amt~~ steht der Direktion das Amt zur Verfügung.

Präambel, 4. Punkt

A16 gestützt auf die Artikel 6 Abs. 4 et 5, 65 Abs. 1, 66 und 67 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

Vote final

Par 11 voix sans opposition ni abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Schlussabstimmung

Mit 11 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 7, insertion d'un nouvel alinéa 1

¹ La connaissance de la langue et de la culture de l'autre communauté linguistique du canton est favorisée.

Art. 49 al. 1

¹ L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par la Direction lorsque l'enseignant ou l'enseignante a commis des actes graves incompatibles avec la fonction ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école ou lorsque l'enseignant ou l'enseignante n'est plus en mesure de remplir sa fonction en raison notamment de ~~dépendances ou de troubles de la santé mentale~~ graves problèmes de santé.

Art. 63 al. 3

³ ~~La Direction consulte la conférence dans des~~ conférence discute les affaires importantes avec la Direction et décide avec elle de l'orientation stratégique et pédagogique ~~avec sa collaboration; elle peut en outre lui confier des tâches spéciales.~~

Art. 79 al. 2

Biffer.

Art. 86

Remplacer l'article par l'article 83 de la loi en vigueur :

¹ La Direction est responsable de l'enseignement secondaire supérieur; elle en favorise le développement.

² Elle veille à l'accomplissement par les écoles des tâches qui leur incombent en vertu de la présente loi et des règlements.

³ Elle exerce en outre les compétences que la loi ou le règlement ne réservent pas expressément à une autre autorité.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Änderungsanträge

Art. 7, Einschub eines neuen Absatz 1

¹ Die Kenntnis der Sprache und der Kultur der andern Sprachgemeinschaft des Kantons wird gefördert.

Art. 49 Abs. 1

¹ Die Direktion kann die Unterrichtsberechtigung vorübergehend oder endgültig entziehen, wenn eine Lehrperson schwerwiegende Handlungen begangen hat, die mit ihrer Funktion unvereinbar sind oder welche die Sicherheit oder den Ruf der Schule erheblich gefährden können, oder wenn die Lehrperson infolge von ~~Suchtproblemen oder psychischen Störungen~~ schwerwiegenden gesundheitlichen Problemen nicht mehr in der Lage ist, ihre Funktion auszuüben.

Art. 63 Abs. 3

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 79 Abs. 2

Streichen.

Art. 86

Diesen Artikel durch Artikel 83 des geltenden Gesetzes ersetzen :

¹ Die Direktion ist für den Mittelschulunterricht verantwortlich; sie fördert dessen Entwicklung.

² Sie sorgt dafür, dass die Schulen die Aufgaben, die ihnen durch das vorliegende Gesetz und die Reglemente übertragen werden, erfüllen.

³ Sie übt ferner die Befugnisse aus, die das Gesetz oder die Reglemente nicht ausdrücklich einer anderen Behörde vorbehalten.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A16, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 1 et 0 abstention (1 membre est excusé).

A16
CE

Antrag A16 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.

CE
A90

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A92, est acceptée par 6 voix contre 3 et 1 abstention (1 membre est excusé).

CE
A92

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A92 mit 6 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung (1 Mitglied ist entschuldigt).

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A93, est acceptée par 7 voix contre 2 et 1 abstention (1 membre est excusé).

CE
A93

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A93 mit 7 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung (1 Mitglied ist entschuldigt).

Deuxième lecture

La proposition A90, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 4 voix contre 4 et 1 abstention (2 membre sont excusés) le président ayant tranché en faveur de la proposition.

A90
CE

Antrag A90 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 4 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung und Stichentscheid des Präsidenten (2 Mitglieder sind entschuldigt).

La proposition A10, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

A10
CE

Antrag A10 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A94, est acceptée par 7 voix contre 2 et 2 abstentions.

CE
A94

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A94 mit 7 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Troisième lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.

CE
A90

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90 mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A91, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

CE
A91

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A91 mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Le 26 novembre 2018

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

Zweite Lesung

Dritte Lesung

Den 26. November 2018



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat Chevalley Michel / Genoud (Braillard) François /
Emonet Gaëtan / Savary-Moser Nadia / Bonvin-Sansonnens Sylvie /
Chardonnens Jean-Daniel / Longchamp Patrice / Aebischer Eliane /
Schwander Suzanne / Schneuwly André

2018-GC-50

Problématique du remplacement des enseignants dans les classes primaires

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé le 28 mars 2018, les députés Michel Chevalley, François Genoud (Braillard), Gaëtan Emonet, Nadia Savary-Moser, Sylvie Bonvin-Sansonnens, Jean-Daniel Chardonnens, Patrice Longchamp, Eliane Aebischer, Suzanne Schwander et André Schneuwly invitent le Conseil d'Etat à étudier la problématique du remplacement des enseignants dans les classes primaires.

La loi scolaire confie cette responsabilité aux responsables d'établissement (RE). Ces derniers peinent à trouver des remplaçants et se heurtent à des difficultés de recrutement de personnel. Cette situation épuise également les enseignants en place qui, souvent, doivent pallier les absences de leurs collègues. Selon les mandants, le manque de personnel enseignant-remplaçant, ainsi que l'absence d'un outil de gestion efficace causent une problématique de recrutement aux directions d'établissements scolaires primaires. Cette tâche est particulièrement problématique, et ce malgré des mises au concours, pour les remplacements de longue durée.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Position du Conseil d'Etat

Le mandat fait état de deux types de difficultés : d'une part, le manque de personnes diplômées se mettant à disposition pour effectuer des remplacements ; d'autre part, la mauvaise qualité de l'information à disposition des responsables d'établissement au sujet de telles personnes. Le Conseil d'Etat partage les préoccupations des députés et tient à relever qu'il est attaché à la qualité de la prise en charge des élèves et de la conduite de la classe en cas d'absence de l'enseignant titulaire. Il est important de pouvoir faire appel à des personnes dûment formées. Les responsables d'établissement en assument d'autorité la surveillance et le suivi.

Situation actuelle

Une enquête, par le biais d'un questionnaire a été menée auprès de l'ensemble des responsables d'établissement de notre canton. Du côté francophone, 59 directions sur 67 ont répondu au questionnaire qui leur était soumis et du côté alémanique 14 sur 43. On peut donc admettre que les avis exprimés sont représentatifs puisque le taux de retour est proche de 66,4 %. A relever que cette

enquête fait un état des lieux de l'année scolaire 2017/18. Il en ressort les éléments principaux suivants :

- > De manière générale, la mise sur pied des remplacements est difficile à organiser. Ce sont les remplacements de longue durée qui semblent être les plus problématiques pour 64 % des directions interrogées et 46 % pour les remplacements de courte durée. A noter également que les remplacements à 100 % semblent être moins problématiques à mettre sur pied que des demi-jours précis.
- > Avec 89 % de réponses positives, c'est le degré 7-8H qui semble poser le plus de difficultés pour le recrutement d'un remplaçant. A noter que toutefois, la problématique est également présente dans les autres degrés avec en seconde position les 1-2H avec 63 % de réponses positives.
- > De nombreuses solutions ont été trouvées par les directions pour pallier ce problème avec l'établissement entre autre, par le biais de listes internes, de listes de personnes qui se mettent à disposition (enseignants du cercle à temps partiel, retraité-e-s).
- > Pour de courtes durées, les directions d'établissement font appel parfois à des personnes présentant des profils différents : étudiant-e-s HEP, étudiant-e-s UNI effectuant leurs études dans des domaines associés à l'enseignement (enseignement spécialisé, DAES I, DEEM, sciences de l'éducation, éducateurs-trices, diplôme d'enseignant-e maternelle...).
- > Malgré ces dispositifs, certaines situations restent problématiques, particulièrement lors de remplacements imprévus (maladie, accident...). Il se peut que le ou la responsable d'établissement assure la conduite de la classe pour l'un ou l'autre demi-jour, ce qui n'est pas souhaitable. En ce qui concerne les situations les plus difficiles, certaines classes ont été regroupées ou les élèves répartis dans d'autres classes.
- > Selon les régions, la recherche de remplacement est plus laborieuse (en raison des transports et de l'éloignement notamment).
- > La question est moins problématique au début d'année scolaire, car le nombre de personnes disponibles est encore suffisant. Il s'amenuise au fur et à mesure de l'année scolaire.

Perspectives

La recherche de personnes diplômées se mettant à disposition pour effectuer des remplacements se fait prioritairement auprès de personnes enseignant à temps partiel, ou de personnes ayant récemment quitté l'enseignement. Il faut cependant recourir aussi aux autres profils, tels que celui des étudiantes et étudiants encore en formation. Mais il faut également tenter de limiter au maximum les besoins de remplacements. Ainsi, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) analyse-t-elle de manière plus restrictive les demandes de congé non payé effectuées par le personnel en place et organise-t-elle des séances et des formations en dehors du temps de classe, en même temps qu'elle essaie d'inciter des personnes enseignantes à augmenter temporairement leur taux d'activité. Elle compte sur le soutien des associations professionnelles dans cet effort permettant d'assurer aux élèves un enseignement de qualité.

Sur proposition de la DICS, le Conseil d'Etat a d'ores et déjà décidé, par ordonnance du 18 juin 2018, de modifier l'ordonnance limitant le nombre d'admissions à la Haute Ecole pédagogique de Fribourg pour l'année académique 2018/19. A la rentrée 2018, la HEP-PH FR a ainsi admis 110 personnes en formation initiale francophone, soit 10 de plus que les années précédentes. Le Conseil d'Etat a également pris note du mandat que la DICS a confié à la HEP-PH FR pour

évaluation des ressources nécessaires pour augmenter les effectifs de 50 unités les années suivantes. Les effets sur la disponibilité de personnel enseignant se feront sentir en principe dans trois ans, pour autant évidemment que les personnes nouvellement diplômées choisissent effectivement de s'engager dans l'enseignement, et à des taux d'activité si possible proches de 100 %.

Enfin, dans le cadre du programme Harmonisation de l'administration des écoles (HAE), un projet particulier concerne la gestion du personnel enseignant (HAE-ENS). Cela s'est traduit par la mise en route, en avril 2018, du logiciel IS Academia qui sert de base de données pour la gestion des contrats du personnel enseignant du degré primaire. La seconde phase du projet, consacrée à la gestion des remplaçants, a débuté en septembre 2018.

Ce nouvel outil devrait faciliter considérablement la tâche des responsables d'établissement, à l'image de la bourse à l'emploi déployée par le canton de Berne, du portail GER (Gestion évoluée des remplaçants) des cantons de Berne, Jura et Neuchâtel ou encore de MIREO développé par le canton de Vaud.

Les responsables d'établissement disposeront ainsi d'un outil qui leur fera gagner du temps. Cette manière de faire, qui fonctionne dans les cantons voisins, améliorera considérablement la gestion des remplaçants et soulagera les directions d'établissement dès la plate-forme réalisée.

Conclusion

Le Conseil d'Etat souligne que la problématique générale des remplaçants reste préoccupante et dépend de nombreux facteurs : situation économique et de l'emploi sur le plan suisse et régional, nombre de remplaçants disponibles, mobilité des remplaçants, degré d'enseignement. En effet, si le nombre d'étudiants formés semble correspondre aux besoins du terrain, nombreux sont ceux qui poursuivent leur cursus ou ne souhaitent pas enseigner. Le Gouvernement s'en est préoccupé régulièrement par le passé et travaille à trouver des solutions pour le court terme comme pour le moyen et le long terme.

De manière générale, la politique de la DICS pour limiter les situations prévisibles nécessitant des remplacements, l'augmentation du nombre d'étudiant-es de la HEP-FR, ainsi que la mise sur pied d'un nouvel outil informatique gérant le recrutement des remplaçants devraient faciliter la gestion des remplacements pour les directions d'établissement.

En conclusion, le Conseil d'Etat a déjà pris des décisions répondant aux soucis exprimés dans le mandat, décisions qui ne font que commencer à déployer leurs premiers effets. En ce sens, cette réponse constitue en elle-même une suite directe donnée au mandat.

5 novembre 2018



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag Chevalley Michel / Genoud (Braillard) François /
Emonet Gaëtan / Savary-Moser Nadia / Bonvin-Sansonnens Sylvie /
Chardonnens Jean-Daniel / Longchamp Patrice / Aebischer Eliane /
Schwander Suzanne / Schneuwly André

2018-GC-50

Problem der Stellvertretung von Lehrpersonen in den Primarklassen

I. Zusammenfassung des Auftrags

In ihrem am 28. März 2018 eingereichten Auftrag fordern die Grossrätinnen und Grossräte Michel Chevalley, François Genoud (Braillard), Gaëtan Emonet, Nadia Savary-Moser, Sylvie Bonvin-Sansonnens, Jean-Daniel Chardonnens, Patrice Longchamp, Eliane Aebischer, Suzanne Schwander und André Schneuwly den Staatsrat auf, dem Problem der Stellvertretung von Lehrpersonen in den Primarklasse nachzugehen.

Gemäss dem Schulgesetz sind die Schulleiterinnen und Schulleiter für diese Aufgabe zuständig. Sie haben jedoch Mühe, Stellvertreterinnen und Stellvertreter zu finden und stossen bei der Personalrekrutierung auf Schwierigkeiten. Diese Situation belastet auch die angestellten Lehrkräfte, da sie bei einer Abwesenheit ihrer Kolleginnen und Kollegin häufig einspringen müssen. Nach Ansicht der Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags führen der Mangel an Lehrpersonen für Stellvertretungen sowie das Fehlen eines effizienten Verwaltungssystems dazu, dass die Schulleitungen der Primarschulen Probleme bei der Personalrekrutierung haben. Besonders schwierig ist es, Lehrpersonen für längerdauernde Stellvertretungen zu finden, obschon diese Stellen ausgeschrieben werden.

II. Antwort des Staatsrats

Stellungnahme des Staatsrats

Der Auftrag weist auf zwei Arten von Schwierigkeiten hin: Einerseits auf den Mangel an diplomierten Personen, die sich für Stellvertretungen zur Verfügung stellen; andererseits auf das Problem, dass die Schulleitungen nicht genügend über die betreffenden Personen informiert sind. Der Staatsrat teilt die Anliegen der Grossrätinnen und Grossräte und möchte betonen, dass er sich für eine gute Betreuung der Schülerinnen und Schüler und eine gute Klassenführung einsetzt, wenn die Klassenlehrperson abwesend ist. Es ist wichtig, dass die Schule in solchen Fällen auf gut ausgebildete Personen zählen kann. Die Schulleiterinnen und Schulleiter sind für deren Aufsicht und Begleitung zuständig.

Stand der Dinge

Sämtliche Schulleiterinnen und Schulleiter des Kantons wurden mittels Fragebogen zu diesem Thema befragt. Im französischsprachigen Kantonsteil beantworteten 59 von 67 Schulleitungen den

ihnen vorgelegten Fragebogen und im deutschsprachigen 14 von 43. Mit einer Rücklaufquote von fast 66,4 % kann man davon ausgehen, dass die geäusserten Meinungen repräsentativ sind. Diese Umfrage, welche die Situation im Schuljahr 2017/18 abbildet, hat folgende Hauptergebnisse erbracht:

- > Generell sind Stellvertretungen schwierig zu organisieren. Für 64 % der befragten Schulleitungen bereiten offenbar Stellvertretungen für längere Dauer die grössten Probleme, wogegen 46 % kurzfristige Stellvertretungen für schwieriger halten. Zudem scheint es weniger problematisch zu sein, Stellvertretungen für Vollpensen zu organisieren als Stellvertretungen für bestimmte Halbtage.
- > Für 89 % der Antwortenden scheint die Rekrutierung einer Stellvertretung für die 7H–8H besonders schwierig zu sein. Jedoch besteht das Problem auch für die übrigen Schulstufen. So haben 63 % der Antwortenden Schwierigkeiten bei der Organisation von Stellvertretungen für die 1H und 2H, womit diese Schulstufe an zweiter Stelle liegt.
- > Die Schulleitungen haben eine Vielzahl von Lösungen gefunden, um dieses Problem an der Schule zu entschärfen, darunter das Führen von internen Listen mit Lehrpersonen, die sich zur Verfügung stellen (Lehrpersonen im Schulkreis mit Teilzeitpensum, Pensionierte).
- > Für Stellvertretungen von kurzer Dauer nimmt die Schulleitung manchmal die Dienste von Personen in Anspruch, die unterschiedliche Berufsprofile aufweisen: Studierende der pädagogischen Hochschulen, Uni-Studierende, die in einem mit der Bildung verbundenen Fachgebiet studieren (Heilpädagogik, LDS I, LDM, Bildungswissenschaften, Erzieher/innen, Lehrdiplom für die Vorschulstufe...).
- > Trotz dieser Massnahmen können weiterhin problematische Situationen auftreten, insbesondere bei unvorhersehbaren Stellvertretungen (Krankheit, Unfall...). Es kann auch vorkommen, dass die Schulleiterin oder der Schulleiter die Klassenführung an gewissen Halbtagen sicherstellt, was keine wünschenswerte Lösung ist. In den schwierigsten Fällen wurden bereits Klassen zusammengelegt oder die Schülerinnen und Schüler auf andere Klassen verteilt.
- > Je nach Region ist die Suche nach einer Stellvertretung mit noch mehr Aufwand verbunden (insbesondere bei abgelegenen Orten wegen langer Arbeitswege).
- > Zu Beginn eines Schuljahres bereitet die Suche nach Stellvertretungen weniger Probleme, da noch genügend Personen zur Verfügung stehen. Dieses Angebot nimmt aber im Laufe des Schuljahres ab.

Ausblick

Die Suche nach diplomierten Personen, die sich für Stellvertretungen zur Verfügung stellen, erfolgt in erster Linie bei Lehrpersonen mit Teilzeitpensum oder Personen, die erst kürzlich aus dem Unterrichtswesen ausgestiegen sind. Es müssen aber auch Personen mit anderen Berufsprofilen beigezogen werden, wie z. B. Studierende, die sich noch in Ausbildung befinden. Man sollte ebenfalls versuchen, den Bedarf nach Stellvertretungen so weit wie möglich zu begrenzen. So handhabt die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) die Gesuche für unbezahlte Urlaube von Lehrpersonen sehr restriktiv und setzt Sitzungen und Weiterbildungen ausserhalb der Unterrichtszeit an. Gleichzeitig versucht sie Lehrpersonen zu überzeugen, ihr Pensum vorübergehend zu erhöhen. Dabei ist sie bei ihren Bemühungen, den Schülerinnen und Schülern qualitätsvollen Unterricht zu gewährleisten, auf die Unterstützung der Berufsverbände angewiesen.

Der Staatsrat hat auf Vorschlag der EKSD bereits am 18. Juni 2018 per Verordnung beschlossen, die Verordnung über die Zulassungsbeschränkung an der Pädagogischen Hochschule Freiburg für das Schuljahr 2018/19 zu ändern. So hat die Pädagogische Hochschule Freiburg (HEP-PH FR) zu Beginn des Schuljahres 2018/19 110 Personen zur französischsprachigen Grundausbildung zugelassen, 10 mehr als in den Vorjahren. Der Staatsrat hat zudem zur Kenntnis genommen, dass die EKSD die HEP-PH FR beauftragt hat, zu berechnen, wie viele zusätzliche Ressourcen nötig wären, um den Bestand in den kommenden Jahren um 50 Studierende zu erhöhen. Die Auswirkungen auf die Verfügbarkeit von Lehrpersonal dürften sich normalerweise in drei Jahren bemerkbar machen, vorausgesetzt natürlich, dass sich die neu diplomierten Lehrpersonen für eine Unterrichtstätigkeit entscheiden mit einem Pensum, das möglichst nahe bei 100 % liegt.

Im Rahmen des Projekts zur Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme (HAE) ist ein Teilprojekt der Verwaltung des Lehrpersonals (HAE-ENS) gewidmet. Dazu wurde im April 2018 die Schulverwaltungssoftware IS Academia in Betrieb genommen, die als Datenbank für die Verwaltung der Verträge für das Lehrpersonal der Primarschulen dient. Im September 2018 hat die zweite Phase des Projekts zur Verwaltung von Stellvertretungen begonnen.

Dieses neue Tool sollte den Schulleitungen die Arbeit erheblich erleichtern, nach dem Vorbild der vom Kanton Bern eingerichtete Stellvertretungszentrale, dem Portal GER (Gestion évoluée des remplaçants) der Kantone Bern, Jura und Neuenburg oder dem vom Kanton Waadt entwickelte MIREO.

Damit steht den Schulleiterinnen und Schulleitern künftig ein zeitsparendes Hilfsmittel zur Verfügung. Dieses Angebot, das in den Nachbarkantonen bereits gut funktioniert, wird die Verwaltung von Stellvertretungen erheblich verbessern und die Schulleitungen entlasten, sobald die Plattform in Betrieb ist.

Schlussbemerkungen

Das Staatsrat betont, dass das allgemeine Problem der Stellvertretungen weiterhin Anlass zur Sorge gibt und von vielen Faktoren abhängt: von der Wirtschaftslage und der Beschäftigungssituation in der Schweiz und auf regionaler Ebene, von der Anzahl der verfügbaren Stellvertreterinnen und Stellvertreter, von deren Mobilität sowie von der Schulstufe. Denn auch wenn die Anzahl der ausgebildeten Studierenden die Nachfrage im Unterrichtswesen zu decken scheint, gibt es doch viele, die ihr Studium fortsetzen oder nicht unterrichten wollen. Die Regierung hat sich in der Vergangenheit regelmässig mit diesem Thema beschäftigt und arbeitet daran, kurz-, mittel- und langfristig Lösungen zu finden.

Die Bemühungen der EKSD zur Begrenzung von vorhersehbaren Situationen, die zu Stellvertretungen führen, die steigende Anzahl Studierender an der HEP-PH FR und die Entwicklung eines neuen Informatiksystems sollten die Verwaltung von Stellvertretungen für Schulleitungen erleichtern.

Abschliessend sei darauf hingewiesen, dass der Staatsrat bereits Beschlüsse gefasst hat, um den im Auftrag zum Ausdruck gebrachten Anliegen Rechnung zu tragen. Diese zeigen erste Wirkung. Diese Antwort stellt somit eine direkte Folge des Auftrags dar.

5. November 2018